

La construction de l'Union européenne et le débat politique en France

Londres recherche un compromis sur le traité de Maastricht

La sollicitude de M. Major

LA proposition présentée lundi 8 juin par le gouvernement britannique pour aider les Danois à sortir de l'impasse dans le train de Maastricht n'a pas de quoi inquiéter les partisans de l'Union européenne. Il s'agit pour les Douze de préciser dans un texte le principe dit de « subsidiarité » qui figure dans le traité de Maastricht et qui doit servir de garde-fou contre toute dérive bureaucratique de Bruxelles, puisqu'il limite le champ des compétences de la Communauté à tout ce qui ne peut trouver de solution à l'échelon national.

M. Jacques Delors avait proposé lui-même que ce principe de subsidiarité figure dans le traité. La France l'a défendu. Et M. John Major a fait toute sa campagne en faveur de Maastricht aux Communes en insistant sur le fait que ce n'est pas un traité centralisateur. On voit donc mal ce qui pourrait s'opposer à une telle déclaration des Douze, et M. Alain Juppé a eu tort de se réjouir mardi de la proposition britannique comme si elle représentait un nouvel écueil sur le voie de Maastricht.

ON peut en revanche douter qu'elle seule suffise à convaincre les Danois de dire oui dans quelques mois à un traité auquel ils viennent de dire non, et qui restera inchangé. Car nul n'a l'intention de le renégocier. Les Britanniques, à qui l'on avait attribué lundi le désir de donner à cette interprétation du traité qu'ils sollicitent des Douze la forme d'un « protocole », ont démenti ce terme le lendemain. Un « protocole » aurait en effet valeur juridique d'amendement au traité et ouvrirait donc la boîte de Pandore des renégociations. M. Roland Dumas a rappelé mardi à Paris au secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, qu'il n'en était pas question.

La sollicitude de M. John Major envers les Danois est aussi à usage interne : il s'agit de calmer l'« aile anti-européenne » de son parti à laquelle le référendum au Danemark a redonné quelque vigueur, et d'apaiser, sur une question sensible, une partie de l'opinion britannique toujours prompt à conspuer la Commission de Bruxelles et son président, M. Delors. Mais M. Major n'a pas non plus intérêt à laisser entrevoir chez lui la possibilité d'une renégociation du traité.

CERTAINS responsables du Parti travailliste menacent désormais de voter contre la ratification si la clause exemptant la Grande-Bretagne de tout ce qui dans les accords de Maastricht porte sur la politique sociale n'est pas supprimée. Autant dire que les raisons invoquées contre ce traité sont, en Grande-Bretagne comme au Danemark et comme en Irlande, contradictoires et qu'il n'est pas possible de toutes les satisfaire.

Il n'est pas de raison à ce stade de douter de la détermination du gouvernement britannique à mener à bien le processus de ratification chez lui. Il lui faudra, lorsqu'en 1^{er} juillet il prendra la présidence de la Communauté, gérer l'affaire danoise qui hypothèque quelque peu l'ambition qu'il avait de faire de l'élargissement de la Communauté son cheval de bataille.

M0147 - 0511 0 - 6.00 F



Au premier jour de la visite d'Etat en France d'Elizabeth II, M. Mitterrand et la reine d'Angleterre ont proclamé, mardi 9 juin, leur attachement à la construction européenne. La Grande-Bretagne, qui présidera la Communauté pour six mois à partir du 1^{er} juillet, recherche un compromis pour sortir de la crise née du refus danois des accords de Maastricht. Celui-ci pourrait prendre la forme d'un texte qui clarifierait le traité européen, en limitant notamment les prérogatives de la Commission de Bruxelles.

LONDRES
de notre correspondant

Le gouvernement de M. John Major estime que le refus des électeurs danois manifeste une réaction qui n'est pas très différente de celle exprimée périodiquement par les Britanniques.

A l'origine de celle-ci, explique-t-on ici, il y a notamment cette fâcheuse tendance de la Commission de Bruxelles à vouloir légiférer dans des domaines qui devraient relever de la seule compétence nationale.

Souvent encouragés par leur propre gouvernement, les Britanniques

qui sont ulcérés par une avalanche de directives dont l'objet, estiment-ils, est de vouloir régir leur manière de vivre, qu'il s'agisse de l'interdiction du travail dominical ou d'une éventuelle réglementation de la taille des saucisses.

Fort de ces certitudes, le gouvernement britannique travaille à l'élaboration d'une proposition - qui pourrait être formulée lors du sommet européen de Lisbonne, les 26 et 27 juin - pour tenter de sortir de l'impasse créée par le référendum danois.

LAURENT ZECCHINI
Lire la suite page 6

Philippines : victoire officielle de M. Ramos

Un mois après les élections du 11 mai, M. Fidel Ramos, ancien chef de la gendarmerie du dictateur Marcos devenu, en 1986, ministre de la Défense de M^{re} Corason Aquino, est donné par les différentes estimations comme le vainqueur de l'élection présidentielle aux Philippines. Général à la retraite, âgé de soixante-quatre ans, M. Ramos avait l'appui de « Cory » Aquino, mais non celui du parti LDP au pouvoir. Le mandat de l'actuelle présidence s'achève le 30 juin.

Lire page 3 les articles de PHILIPPE PONS

Après avoir étudié les nombreuses ramifications du mouvement écologiste français (« Le Monde » du 10 juin), nous poursuivons notre enquête par l'un de ses viviers les plus anciens, celui des amateurs de la nature, particulièrement vivace en Alsace.

STRASSBOURG

de notre envoyé spécial

« Ici, la forêt est toujours à l'honneur. C'était le pays des elfes... » Nous sommes en 1992. A peine ventré de Paris, l'ancien candidat des Verts à l'élection présidentielle

L'UDF presse le RPR de clarifier sa position

Les dirigeants de l'UDF ont refusé de céder à l'injonction du RPR, qui leur demandait de renoncer aux réunions communes avec le PS organisées par le Mouvement européen sur le traité de Maastricht. M. Giscard d'Estaing a participé à Sélestat, mardi soir, à une telle réunion aux côtés de M^{re} Elisabeth Guigou, et M. François Léotard devait faire de même samedi à Nevers avec M. Pierre Bérégovoy. En retour, l'UDF a invité vivement son partenaire de l'opposition à clarifier sa position sur l'Europe.



Lire page 7 l'article de THIERRY BRÉHIER sur la réunion de Sélestat et l'article de GILLES PARIS sur la révision constitutionnelle au Sénat

La France « écolo »

II. - En Alsace, les petits-enfants verts de Mère nature

commence par rêver pour raconter l'Alsace, son Alsace. Il a quitté la ville, bonne, tout à l'heure, il a dû prendre l'avion à Orléans, et le voilà chez lui, dans un village d'adoption, au sud du sud de l'Alsace, le Sundgau, à la croisée de l'Allemagne, de la France et de la Suisse, sous un premier fraîchement planté.

La forêt comme l'horizon, en effet. « Pour les anciens, la Nature était la demeure des divinités, celles-ci conféraient à la grande forêt, au fleuve et à la montagne une personnalité qui imposait le respect. C'était et c'est la Terre des druides et des Amérindiens avait une âme multiple, dont l'humanité

n'était qu'un prolongement. Pour la société paysanne des siècles derniers, la Nature était une force avec laquelle il fallait composer, pour trouver la relation la plus fertile, la plus propice à assurer le pain quotidien. Cette vie de labour prenait le temps de la contemplation, celle de ses moeurs et des dons de la terre, de la pluie et du soleil, le septième jour de chaque semaine, écrivait-il déjà, dans son premier ouvrage. Dessine-moi une planète. Indémodable Antoine Waechter, qui regrette encore, à quarante-trois ans, la disparition de l'auvergnat et du bison. Tout juste débarras de la ville impossible, il s'attarde avec

méthode à faire le tour du propriétaire, comme pour un indispensable ressourcement. Une jouille, un bouton d'or, une prêle ralentit son pas. Lui fait-on remarquer que le mince filet d'eau qui traverse son pré risque bien de s'assécher ? « Oui, mais il y a quand même des grenouilles. » Alors, tant qu'il y aura des grenouilles, il parle des vieux villages de l'Alsace, des fermes à colombage, des nouvelles maisons des frontaliers, des Allemands qui préfèrent toujours ce côté-ci du Rhin.

JEAN-LOUIS SAUX
Lire la suite page 16 et l'article de DENIS HAUTIN-GUIDAULT sur le Sommet de la Terre page 17

Papin, chasseur de buts

L'attaquant français en vedette au Championnat d'Europe des nations qui a lieu en Suède

STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

« Je ne sais pas faire autre chose. Certains, à ses côtés, pagent, écrivent des poèmes, disent regarder parfois dans d'autres directions. Jean-Pierre Papin, lui, ne cherche même pas à donner le change. Sa vie, il le reconnaît, tient entre quatre bandes blanches. Sa chance, il le sait, est d'avoir vu coïncider une envie et un don.

L'envie était la même que celles de beaucoup de gamins. Juste un peu plus forte peut-être. Sur les questionnaires scolaires, elle le poussait à écrire invariablement les mêmes mots : il voulait devenir « footballeur professionnel ». Il lui fallait réussir, il ne voyait pas d'autre porte de

sortie. Son don n'était pas tout à fait le cadeau qu'avait reçu un Johan Cruyff ou un Michel Platini, deux de ses glorieux prédécesseurs au classement du Ballon d'Or, qui promirent plus et plus tôt.

Sur les terrains, il l'obligeait à hanter les surfaces de réparation, à jouer les yeux fixés sur les buts adverses. Il devait marquer, il n'eut plus d'autre choix. « Tout le monde a reçu quelque chose, dit-il (1). Moi on m'a donné les pieds ». L'envie et le don se sont mutuellement haussés du col.

JÉRÔME FENOGLIO

Lire la suite et l'article de MARCEL SCOTTO page 11

(1) Dans un entretien à l'hebdomadaire France-Presse.

ÉDUCATION • CAMPUS

Le pari d'une télévision éducative

Un projet de chaîne éducative sur le réseau libéré par la Ciné, est actuellement étudié par le gouvernement pour occuper l'antenne pendant la journée, avant la diffusion des programmes de la chaîne franco-allemande ARTE.

Il s'agirait de doter la France d'une télévision à vocation pédagogique, comme il en existe dans la majorité des pays développés. Mais le coût très élevé (750 millions de francs au minimum), comme le calendrier serré avant les élections législatives de 1993, font peser quelques incertitudes sur ce projet.

« L'Université découvre l'immigration » Antidote à la violence.
pages 12 à 15

DÉBATS

Europe

Prenez le maquis : lisez Maastricht

par Maurice Delarue

NON, bien sûr, vous n'avez pas lu le traité de Maastricht. Moi non plus ; du moins, pas vraiment. Et je doute que MM. Bérégovoy et Dumas qui l'ont signé, le président Mitterrand qui les avait mandatés, M. Giscard d'Estaing qui juge ce document limpide, l'aient lu comme il se doit : ligne à ligne, mot à mot.

C'est pourtant désormais le premier devoir des électeurs, détenteurs de la souveraineté nationale que nous sommes tous, de bien connaître un texte sur lequel nous allons nous prononcer, engageant ainsi, « irrévocablement », nous a-t-on dit, l'avenir de la France. Mais comment faire alors que le texte qui est censé nous informer est inintelligible ? Et, selon toute apparence, inintelligible à dessein, moins parce qu'il est écrit dans le style juridico-diplomatique propre à ce genre d'exercice que du fait d'une présentation manifestement destinée à décourager, voire égarer, les indiscrets.

Signé le 7 février 1992, le texte officiel édité par l'Office des publications des Communautés se présente comme un opuscule de 253 pages (1) dépourvu de toutes les facilités de lecture habituelles : sommaire, table des matières, index, récapitulatif des sigles. L'usager lecteur est invité à l'abandonner dans ce maquis et à s'y perdre à

coup sûr. Le traité de Maastricht modifie et complète les traités de Paris (1951) et surtout de Rome (1957), instituant les Communautés européennes, et les actes (fusion des institutions, élargissements, Acte unique) qui les ont depuis amendés. Il n'a de sens qu'intégré au dernier état des textes précédents, alors que ce qui est mis à la disposition du public se présente comme un catalogue d'annotations disparates. Un document existe pourtant, dit « traité consolidé » dans le jargon communautaire, qui permet une lecture cohérente, à la fois verticalement, du début à la fin, et horizontalement, pour apprécier les ajouts, suppressions et modifications. Pourquoi ce document est-il strictement confidentiel alors qu'il devrait être proposé à tous les citoyens conscients de leurs responsabilités ?

Le largage du tarif extérieur commun

Il n'est pas nécessaire de s'enfoncer très avant dans la lecture comparée des traités de Rome et de Maastricht pour s'instruire. L'article 3 énumérant les domaines dans lesquels s'exerce l'action communautaire est édifiant. La Communauté, nous dit Maastricht, « comporte... » une politique commerciale commune. Facile, à ceci près que le même article 3 b

du traité de Rome précise : « l'établissement d'un tarif douanier commun et d'une politique commerciale commune ». Entre Rome et Maastricht, l'énoncé prioritaire du tarif douanier commun, plus souvent désigné comme le « tarif extérieur commun (TEC) », a été largué en route. Or, jusqu'à présent, tous les gouvernements français, y compris l'actuel, ont toujours prétendu tenir à ce TEC comme à la prunelle de leurs yeux (sinon à quoi riment nos moutons de sabre au GATT ?). Ils le considéraient (ou le considéraient) comme le fondement de l'identité européenne dans le domaine commercial, comme l'assise de cette « Europe européenne » tant revendiquée par de Gaulle, justification indiscutable de transferts de compétences et de souverainetés de la nation à une entité européenne réputée plus efficace. Vive l'Europe, pourvu qu'elle soit elle-même ! Sans quoi, d'ailleurs, à quoi bon l'Europe ?

Répondra-t-on que la définition de la politique commerciale commune n'est en rien modifiée ; que, de Rome à Maastricht, elle reste « fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux » (art. 113) ? Certes ; mais en diplomatie rien n'est innocent, ni les moindres

mot, ni les silences, ni à plus forte raison les suppressions. L'affirmation du tarif douanier commun figurait en tête du traité de Rome, elle précède celle d'une politique commerciale commune. Ce n'était pas pour rien. Le gouvernement nous doit une explication de cet escamotage, son interprétation du nouveau texte et la clarification de sa position à l'égard du tarif extérieur commun.

Mis à part les dispositions concernant l'union monétaire, la politique étrangère et de sécurité, la coopération judiciaire et policière, les domaines couverts par l'Euratom et la Communauté du charbon et de l'acier, évoqués dans des titres ou chapitres particuliers, l'article 3 de Maastricht ajoute expressément aux autres domaines communautaires ou « communautariables » au titre du traité de Rome (commerce extérieur et intérieur, libre circulation, concurrence, transports, agriculture, coopération au développement) la pêche, une politique sociale, la « cohésion économique et sociale », l'environnement, la compétitivité industrielle, la technologie, le développement des réseaux trans-européens, la santé, l'éducation, une formation « de qualité », « l'épanouissement des cultures », la protection des consommateurs, « des mesures dans les domaines de l'énergie, de la protection civile, du tourisme ». A cet inventaire à la Prévert, on est tenté d'ajouter « etc. », et de crier « Bravo ! ».

L'ambition d'étendue à l'infini la construction européenne est certes légitime. Elle s'est étendue depuis l'origine le système communautaire, dont la dynamique est une des vertus. N'est-ce pas celle du succès ? D'ailleurs l'interprétation extensive du traité de Rome (notamment en invitant les impératifs de la santé et de l'ordre publics) par les juges européens de Luxembourg, avec la complicité des magistrats français, n'a-t-elle pas déjà permis d'élargir Maastricht et de transférer à la sauvegarde bien des compétences que la plupart des Français croient encore nationales... ou régionales. Il a fallu le biais caricatural de la chasse à la palombe et des fromages pour leur ouvrir les yeux !

Des ambiguïtés inquiétantes

On en arrive ainsi au fameux article 3 b dit « de la subsidiarité », dont les ambiguïtés, pour ne pas dire les jésuitismes, méritent un détour : « Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive (voir ci-dessus, que restait-il ?), la Communauté n'intervient (...) que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions et des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire. L'action de la Communauté n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs (...) ».

Encore bravo pour l'intention. Mais comment ne pas s'inquiéter de la redondante subjectivité du style : « si et dans la mesure où », « de manière suffisante », « les dimensions et les effets de l'action », « mieux réalisés », « ce qui est nécessaire »... D'accord ; mais qui appréciera ? Les fonctionnaires de la Commission ? Les juges de Luxembourg ? Un Parlement qui n'a rien de représentatif du fait de sa répartition démographique arbitraire et de ses modes d'élection hétéroclites ? Un vote majoritaire du Conseil sans qu'aucun gouvernement puisse désormais invoquer la notion d'« intérêts très importants » que de Gaulle avait sagement introduits (et qui n'a aucun rapport avec l'usage abusif qui en est fait depuis des lustres) ? Un peu tout à la fois, dans la complexité confuse et entremêlée de textes qui permettent aux seuls technocrates professionnels de s'y retrouver et d'imposer leurs vues. A moins que... nous n'ayons un gouvernement musqué, qui mette à temps la hoi à des dévoiements et fasse prendre nos intérêts en considération. Ce qui est inquiétant dans Maastricht, c'est moins ce qui s'y trouve que ce qui ne s'y trouve plus du tout.

Ce n'est pas ce qui est clairement affirmé, c'est ce qui est insinué ou dissimulé. On peut être, selon la formule consacrée, « euro-

péen convaincu », on peut se féliciter sans réserve de la mise en route d'une monnaie européenne indépendante des gouvernements, qui aura de bonnes chances de mieux préserver les économies de la France, de l'Europe et même du monde, des manipulations politiques et de la loi de la jungle dictée par les monnaies nationales dominantes, on peut souhaiter le resserrement de la coopération européenne en matière de politique étrangère promis par Maastricht, et tout aussi catégoriquement refuser un blanc-seing à des technocrates boulimiques et sans mandat sur la totalité des activités présentes et futures de la nation.

Définir les limites

Les virtualités de Maastricht nous réservent le meilleur ou le pire, aussi bien « une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe » (traité de Rome) pour gérer en commun leurs affaires qu'un super-Etat animé d'un jacobinisme européen frénétique, un Etat non pas confédéral ou fédéral, mais hyper centralisé, infiniment plus centralisé en tout que les Etats-Unis. Nul Américain, chez qui le droit des sociétés et la peine de mort relèvent des seuls Etats, n'imaginerait que Washington s'aventure à réglementer la chasse.

Le gouvernement doit sans équivoque, et de préférence avec l'accord de l'opposition, faire connaître l'interprétation française des limites de Maastricht. Il existe à cet égard, à Bonn et à Paris, dans les interprétations du traité franco-allemand et du traité de Rome, d'illustres précédents (heureux ou malheureux, c'est un autre procès) dont l'efficacité n'est plus à démontrer. Le gouvernement doit mettre en place, de préférence avec

l'appui de l'opposition, un dispositif de contrôle, juridique et politique, parlementaire et administratif, a priori et a posteriori, de tout transfert des compétences nationales à des institutions européennes démocratiques. Un large consensus parlementaire sur ces bases permettrait de soumettre Maastricht au verdict populaire sans risque de déchirures irréversibles.

L'Union européenne, nécessairement union d'Etats encadrés dans leur histoire, ne naîtra pas de manœuvres subtiles ; elle ne résultera que de transferts progressifs, contrôlés, négociés en toute liberté et dans la clarté de compétences nationales à des institutions démocratiques européennes encore à inventer. Dans cette perspective, tout est « européen », mais pas n'importe comment. Il appartient au gouvernement démocratique de chaque Etat membre et non à une administration sans responsabilité politique de décider, au cas par cas, dans quelles conditions les compétences nationales peuvent être exercées en commun. Toute autre voie conduirait un jour ou l'autre à des sécessions dramatiques.

Quand les idéologues du bousculet, l'Histoire se venge, nous en avons d'éclatantes exemples sous les yeux. Après beaucoup d'autres, les tsars, Lénine, Staline, Tito croyaient eux aussi, comme le président Mitterrand, avoir fait œuvre irréversible.

(1) Pour plus de clarté, mieux vaut se reporter aux extraits publiés dans le Monde du 8 février 1992.
Maurice Delarue est journaliste.

Les leçons du syndrome danois

par Laurent Cohen-Tanugi

L'EFFET de surprise passé, la sagesse commence à s'imposer quant aux implications juridiques et diplomatiques du rejet danois. Non, le traité n'est pas caduc ; il ne pourra simplement entrer en vigueur en l'état, et les Douze sont déjà d'accord pour modifier la disposition particulière du texte relative à la prise d'effet, si le Danemark confirme sa position. Non, le traité n'a pas à être dérogé : les Danois ne le demandent pas et il n'en voit mal, sur demeurant, avec qui et sur quoi l'on renégocierait. Oui, le processus de ratification doit se poursuivre, chaque Etat devant se déterminer pour ce qui le concerne ; ce n'est d'ailleurs qu'au terme de ce processus que les éventuels aménagements techniques à apporter au texte pourront être précisés.

Dans l'intervalle, le Danemark et ses onze partenaires devront analyser les conséquences juridiques et pratiques de la position danoise, qui associe au rejet de l'union européenne la volonté de demeurer dans la Communauté. Or, au-delà des dispositions sur l'union monétaire et l'union politique, le traité de Maastricht modifie le fonctionnement des institutions communautaires. Le consentement de Copenhague — qui semble acquis — à ce que les Onze aillent de l'avant sans lui, a pour conséquence inéluctable l'impossibilité pour le Danemark de demeurer seul dans une Communauté ancienne manière qui n'existerait plus. Si l'union européenne peut, à la limite, se scinder en trois piliers — deux d'être eux relevant de la coopération intergouvernementale, — la Communauté, elle, ne saurait être qu'une et indivisible. L'Europe à géométrie variable peut fonctionner entre diverses institutions ou conventions à objet spécifique (Schengen, le protocole social de Maastricht, voire la monnaie unique) ; elle ne saurait raisonnablement exister au sein d'un même système institutionnel.

Dès lors, deux scénarios sont possibles. Dans la meilleure hypothèse, les onze autres ayant, comme on l'espère, ratifié le traité, les difficultés juridiques et pratiques de la position danoise ayant été expliquées et les engagements pris dans l'Acte unique en direction de l'union monétaire et politique ayant été rappelés, les Danois sont à nouveau consultés sur leur volonté de demeurer ou non

dans la construction européenne, et se prononcent favorablement. Alternativement, cette consultation n'a pas lieu (ou son résultat est négatif), et le Danemark devrait à tout le moins alors, s'il ne souhaite pas se retirer de la Communauté, accepter les dispositions de Maastricht modifiant le fonctionnement de la Communauté existante. Copenhague inaugurerait ainsi une union européenne à la carte, dont les Onze auraient à réaffirmer qu'elle n'est pas accessible aux candidats à l'adhésion.

Si l'imbroglio juridique, aussi complexe soit-il, est ainsi susceptible d'aménagements, les conséquences politiques du vote danois sont en revanche beaucoup plus difficilement maîtrisables. Puisque la bataille de Maastricht se situe désormais dans la perspective d'un référendum, et que cette initiative de François Mitterrand pourrait faire bouler de neige ailleurs, il devient urgent de combler un déficit de communication, de pédagogie et de débat sur l'Europe qui sévit dans les Etats membres depuis fort longtemps.

Les risques de l'ignorance

Le vote danois apparaît comme un révélateur de deux dangers, présents dans toute la Communauté : l'ignorance des citoyens sur les enjeux du traité couplée à une overdose de discours politiques sur le sujet, et le risque d'un vote de défiance à l'égard moins du pouvoir en place que de tout l'établissement politico-technocratique, peu en faveur ces derniers temps dans l'ensemble du monde industrialisé.

Les risques de l'ignorance sont évidents : la coïncidence de dates aide, bien peu de gens distinguant le traité sur l'union européenne de la réalisation du marché unique. Dès lors, toutes les craintes, tous les griefs à l'égard de la CEE se reportent automatiquement sur Maastricht. Cette confusion des esprits est manifeste dans le vote danois : hostiles à l'eurocratie bruxelloise, les électeurs danois n'ont pas vu que le traité de Maastricht affaiblissait précisément la Commission au profit des gouvernements nationaux. Désireux de rester dans la Communauté du traité de Rome et de l'Acte unique, savent-ils que les maux, réels ou imaginaires, qu'ils dénoncent subsistent avec ou

sans l'union européenne ?

Il est donc urgent d'expliquer, en termes simples, que le nouveau traité a essentiellement pour objet de permettre à l'Europe de devenir une puissance mondiale et d'éviter à l'avenir de nouveaux drames yougoslaves. Maastricht ne garantit pas le succès, mais la non-ratification garantit l'impuissance.

Par ailleurs, il est impératif de crever l'abcès résultant du sentiment diffus qu'à l'opinion d'avoir été mise devant un fait accompli. La politique de communication des gouvernements a été particulièrement maladroite : après avoir été longtemps ignorée, les opinions publiques se sont vu déclarer que le traité était à prendre ou à laisser, que son rejet serait catastrophique pour l'Europe, et que sa ratification engendrerait un processus irréversible ! Si les deux premières propositions sont exactes, la dernière l'est moins : le traité est ouvert, l'union européenne, la politique étrangère commune sont hautement élastiques et demanderont beaucoup d'efforts.

Surtout, il va falloir expliquer aux électeurs la genèse du traité, sa signification politique profonde — qui n'est rien de moins que la poursuite de la construction européenne au-delà de la guerre froide — ainsi que la difficulté de sa négociation à douze dans un délai relativement bref et dans un contexte turbulent. Ce sont là autant de circonstances atténuantes au déficit démocratique national qui a entouré son élaboration.

Sans cette catharsis, que le référendum ne laisse plus le loisir de différer, la construction européenne sera véritablement en péril. Les gouvernements étant partie prenante, et les classes politiques suspectes, la société civile — chefs d'entreprise, intellectuels, médias — devra s'engager dans ce combat.

Alors que la démocratie représentative puisse son utilité et sa noblesse dans la délégation de matières complexes à des personnes éclairées, le discrédit généralisé de la fonction politique expose aujourd'hui la construction européenne aux hasards d'une consultation directe encore insuffisamment préparée.

Laurent Cohen-Tanugi est avocat international, auteur de L'Europe en danger (Payot, 1992).

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Tél. : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des locataires du Monde
Le Monde-Europe, etc.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé en France
12, rue de la République
94852 IVRY CEDEX
Commissaire paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2437
PRINTED IN FRANCE
Reproductions sur les microfilms
et autres supports en (1) 40-65-25-33

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Michel Cro, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Frère-Avi
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. : MONDIPUS 634 126 F
Tél. : 46-62-96-72 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de l'édition et l'édition Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS			
TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 096 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
nouveau numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

N° de l'abonné : _____

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Feuilles avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

امكان الدليل

ETRANGER

PHILIPPINES : selon les derniers résultats officiels

M. Fidel Ramos paraît assuré de remporter l'élection présidentielle

Le décompte officiel des vingt-cinq millions de bulletins déposés le 11 mai par les électeurs philippins devrait être achevé avant le 20 juin, a assuré, dimanche 7 juin, un porte-parole du comité parlementaire mixte qui assure l'ultime vérification. Des résultats officiels portant sur la quasi-totalité des circonscriptions donnent pour vainqueur M. Fidel Ramos, soutenu par la présidente sortante, M^{me} Corason Aquino. Selon les décomptes, il précède d'un million de voix M^{me} Miriam Santiago, véritablement contestatrice de la corruption du système philippin. M. Eduardo Cojuangco, associé en affaires de l'ex-président Marcos, arrive troisième. Au Sénat, le parti au pouvoir (LDP) a emporté 18 des 24 sièges. Le mandat de M^{me} Aquino expire le 30 juin.

MANILLE

de notre envoyé spécial

Les résultats des élections les plus libres que les Philippines aient connues depuis leur indépendance, au cours desquelles ont été désignés le président et les membres des différentes instances éxecutives (soit 17 000 postes à pourvoir), donnent une image contrastée de la configuration politique du pays, six ans après la restauration de la démocratie par M^{me} Corason Aquino.

Bien qu'un recit des machines politiques traditionnelles, l'argent et les patronages soit notable, comme en témoignent les résultats obtenus par l'ex-général Fidel Ramos et M^{me} Miriam Santiago, celles-ci ont néanmoins continué à

exercer leur ascendant au niveau local. On enregistre en outre une tendance d'une partie de l'électorat, aussi prononcée qu'inattendue, en faveur du bloc politique tourné vers le passé : cumulé, les votes rassemblés par le « baron » du régime Marcos, M. Eduardo Cojuangco, la veuve du dictateur, Imelda, et le vice-président sortant, M. Doy Laurel, dépassent ceux recueillis par le président élu.

Ces élections auront été marquées par une « rébellion populaire contre les machines politiques fondées sur l'argent, les patronages et les clans familiaux » : c'est tout le système politique traditionnel présidentiel à la distribution du pouvoir depuis un quart de siècle qui s'effondre, a écrit Amado Doronila, rédacteur en chef du *Manila Chronicle*. Jusqu'à un certain point.

Alors que de grandes dynasties politiques roquent dans leurs fiefs — les Comas à Cebu, M. Cojuangco à Tuguegarao et les Lams à Batangas — la percée de M^{me} Santiago démontre qu'un candidat disposant de peu de fonds et d'une organisation embryonnaire peut néanmoins briser le pouvoir. Bien que M. Ramos ait bénéficié de l'appui de la présidente et de fonds gouvernementaux déversés au moment opportun, il n'était pas son plus catégorique dans l'opinion publique comme un politicien traditionnel.

L'indépendance des électeurs

Ceux que les Philippines nomment les *trapos* (politiciens traditionnels) sont victimes d'un phénomène de rejet. C'est le cas de M. Ramon Mitra, président du Congrès. Disposant de la puissante organisation politique du parti gouvernemental

Laban Demokratikong Pilipino (LDP), il a essuyé une déroute humiliante mais symptomatique d'un tournant dans le comportement électoral.

« La majorité des Philippines ont voté selon leur inclination et non en fonction des recommandations d'un parti ou de leurs chefs religieux », commente M. Mahar Mangahas, président de Social Weather Stations Inc., l'institut de sondages le plus crédible. Leur message est clair : ils conviennent les politiciens à opérer des regroupements sur d'autres bases.

Cette indépendance des électeurs s'est notamment manifestée dans le panachage auquel ils se sont livrés : loin de voter pour une liste, ils ont « butiné » dans les camps en fonction de leurs affinités et des intérêts locaux. M. Mitra a été victime de ce panachage, les candidats à des fonctions locales ayant fait campagne pour eux-mêmes plus que pour leur candidat à la présidence. Autant qu'un problème d'image, sa défaite tient à cette « trahison » généralisée de ses troupes.

La latitude des électeurs explique aussi que, pour la vice-présidence, ce soit un secteur, spécialisé dans les rôles de redresseur de torts et devenu sénateur en 1987, M. Joseph Estrada, qui faisait équipe avec M. Cojuangco, qui l'ait emporté avec une solide avance.

Cette indépendance à l'égard des machines de pouvoir modifie certes la configuration politique, mais sa portée doit être nuancée. « Avec une population dont 60 % vit en-dehors du cercle du pouvoir, il est difficile de parler de maturité politique », estime Mgr Claver, de l'institut d'études sociales de l'Ateneo de Manille. Il s'est fait jour néanmoins une prise de conscience plus affirmée du droit d'expression : l'Église y a contribué par l'action de ses communautés de base. Mais elle ne s'est pas engagée, comme elle le fit dans l'accession au pouvoir de M^{me} Aquino.

Une autre machine de pouvoir malmenée par ces élections aura été celle du cardinal Sin, archevêque de Manille. Les évêques ne se sont en rien identifiés au soutien qu'il a accordé à M. Mitra, source au

contraire de polémiques au sein de l'épiscopat, et le prélat apparaît quelque peu isolé au sein de son Église. D'une manière générale, les électeurs ont peu suivi les directives de leurs chefs religieux : l'indiscipline de deux millions de membres de la secte chrétienne Iglesia ni Kristo, qui soutenait M. Cojuangco, est significative.

Le « phénomène Miriam »

Parmi les évolutions qu'indiquent les résultats de ces élections, le « phénomène Miriam » est symptomatique du changement dans le comportement électoral, mais aussi d'une malaise profond. Avec un sens aigu de la situation, et notamment du rôle de l'électorat jeune échappant aux clientèles, M^{me} Santiago avait ramené les problèmes nationaux à une seule question : la corruption, mal endémique de la culture politique traditionnelle. Elle a mobilisé ainsi les consciences peu éduquées de l'électorat alors que les intellectuels se tournaient vers le sénateur Salonga, vieil opposant à la dictature.

M^{me} Santiago a surtout captivé l'imaginaire populaire, s'inscrivant dans la lignée des leaders mystiques qui peuplent l'histoire nationale. Sens de la formule, débit de mitraillette, « Miriam » a su électriser les foules par des discours d'un populisme outragusement simplificateur, prononcés sur un ton de prédicateur. « Dans cette enceinte je ne sers que Dieu, tandis qu'à l'extérieur nous enserment les forces du mal et de la fraude », déclarait-elle à l'issue d'une messe à Manille. S'étant baptisée « Terminator II » (l'exterminateur II), elle défia M. Ramos, lui proposant de régler leur différend sur un ring de boxe.

« Les foules n'attendent pas qu'on leur parle de programmes économiques, mais qu'on leur dise que l'on arrachera leurs crocs aux voleurs », nous disait-elle au début de sa campagne. Ce mélange d'ingénuité et de démagogie a d'abord fait souffrir, puis ce « charisme politique » a triomphé, car il témoignait du malaise actuel : la cristallisation du rejet de l'ordre ancien et des aspirations aux réformes sur une candidate sans autre programme que l'investiture de révélateur de l'ouverture du jeu démocratique et d'une absence de réponse politique à un désir de changement. Pour la gauche traditionnelle, M^{me} Santiago constitue un risque de « dérapage populiste fascisant ».

Dans un réflexe « sécuritaire », afin de prévenir ce risque et celui, non moins inquiétant, constitué par le retour de l'ordre ancien incarné par M. Cojuangco, une partie de l'électorat s'est tournée vers M. Ramos. Président minoritaire, celui-ci devra compter avec deux tentations autoritaires : celle, populiste, de M^{me} Santiago, et celle, réactionnaire, de M. Cojuangco.

PHILIPPE PONS

THAÏLANDE : après la révision de la Constitution

La majorité promilitaire du Parlement doit former un nouveau gouvernement

Réunis en congrès mercredi 10 juin, les parlementaires thaïlandais ont voté, à une quasi-unanimité, la révision de la Constitution réclamée par l'opposition. Un nouveau premier ministre appartenant à la majorité promilitaire de l'Assemblée devait être nommé en début de soirée.

BANGKOK

de notre correspondant

Les deux Chambres ont donc amendé la Constitution. Désormais, le premier ministre sera un membre élu d'un Parlement présidé par le speaker de la Chambre basse. Les sénateurs, nommés, ne participeront plus aux votes de censure. La Thaïlande se retrouve donc avec une Constitution nettement plus démocratique que celle promulguée fin 1991 lorsque la junte militaire était encore au pouvoir.

Cette réforme votée trois semaines après la sanglante répression par l'armée de manifestations prodémocratiques à Bangkok ne met pas pour autant un terme à la crise. La majorité promilitaire de l'Assemblée (195 voix sur 360) ne s'est pas défilée, et les démocrates entreprises pour former un gouvernement neutre ont échoué.

Des centaines de disparus

Après avoir tergiversé pendant deux semaines le nouveau président du Parlement, M. Arthit Uthairat, devait soumettre au contre-sens royal, mercredi en début de soirée, la nomination de M. Somboon Rahong comme premier ministre. Cet ancien maréchal de l'air, qui dirige la deuxième formation de la majorité, le Chart Thai, passe pour être proche du commandant suprême des forces armées, le général de l'air Kasat Rajadul.

En théorie, la Constitution ayant été amendée à la satisfaction générale, la formation d'un gouvernement disposant d'une majorité à l'Assemblée devrait mettre fin à la crise. Cette solution comporte cependant le risque de relancer l'agitation puisque le successeur du

général Suchinda Krapayoon, acculé à la démission le 24 mai, s'appuiera sur les mêmes partis et les mêmes hommes.

Pour éviter une telle issue, l'idée d'un gouvernement dirigé par un civil, M. Chuan Leekpai, président du Parti démocrate (deuxième formation de l'opposition), avait été lancée la semaine dernière. Mais il aurait fallu que M. Chuan s'allie à la majorité actuelle et se désolidarise du principal parti de l'opposition, le PNA (Parti de la nouvelle aspiration) du général Chavalit Yongchaiyut, auquel les chefs des forces armées vouent une hostilité sans faille. Cette solution « neuve », apparemment souhaitée par le Palais royal, a vite avorté.

La majorité actuelle est donc appelée à former un nouveau gouvernement dans un climat très volatile. Mardi, l'opposition parlementaire a demandé au Tribunal constitutionnel de se prononcer sur une deuxième fois sur le décret royal d'amnistie générale promulgué à la veille de la démission du général Suchinda. Les dirigeants de l'opposition, parlementaire comme extra-parlementaire, veulent toujours que soient traduits en justice les responsables de la répression qui a fait, officiellement, plus de cinquante morts. Le plus troublant demeure le nombre des disparus, plusieurs centaines, sur lequel aucune explication plausible n'a encore été fournie.

En dépit de la recrudescence à laquelle ils ont été contraints, les chefs de l'armée ont assez bien réorganisé leurs lignes de défense pour pouvoir s'appuyer sur un gouvernement à leur main. Le parti est risqué car le courant d'opinion favorable à une dissolution de l'Assemblée est assez fort, y compris, pour la première fois, dans les milieux d'affaires.

La Thaïlande est pratiquement sans gouvernement depuis le 22 mars, et l'image du royaume a fortement pâti du bain de sang de mai. Le taux de croissance exceptionnel est remis en question. Mais l'armée entend demeurer au centre de la vie politique, et ses représentants ont répété qu'ils ne toléreraient pas de nouveaux désordres.

JEAN-CLAUDE POMONTI

■ CAMBODGE : nouvelle réunion du Conseil national suprême. — Le Conseil national suprême khmer (CNS) s'est réuni à nouveau, mercredi 10 juin, pour tenter de résoudre la crise créée par le blocage des accords de Paris par les Khmers rouges. La veille, le chef khmer rouge Khien Samphan s'était rendu à Bangkok, où il s'est entretenu avec de hauts responsables thaïlandais. — (AFP)

■ SRI-LANKA : dix-huit soldats tués dans des combats. — Au moins dix-huit soldats ont péri,

mardi 9 juin, dans deux embuscades tendues à des patrouilles de l'armée sri-lankaise par les Tigres libérateurs de l'Élam tamoul (LTTE) dans le district de Mannar, dans le nord-ouest du pays, et sur la route reliant Batticaloa à Trincomalee, sur la côte orientale. Ces accrochages répondent à une vaste offensive militaire de Colombo en cours depuis le 28 mai dans le nord-est et le nord de l'île. Plus de deux cent cinquante morts ont déjà été recensés de part et d'autre. — (AFP, UPI)

Le successeur désigné de Cory Aquino

MANILLE

de notre envoyé spécial

Militaire de carrière et protestant de surcroît dans une nation largement catholique, M. Fidel Ramos, âgé de soixante-quatre ans, célèbre pour son éternel cigare vissé entre les dents, est l'un des derniers « héros » du « people's power » qui porta M^{me} Corason Aquino au pouvoir en 1986. Bien qu'il s'en soit longtemps défendu, il passait pour un successeur potentiel de la présidente, et c'est sans grande surprise qu'il devint son candidat à la succession.

Il peut néanmoins paraître paradoxal que M^{me} Aquino ait imposé l'homme qui emprisonne son mari et avait en outre été battu par M. Ramon Mitra lors des « primaires » du parti gouvernemental (LDP). Il y a, à l'origine de ce choix étonnant, l'encontre des vœux du cardinal Sin et d'une partie de la famille de la présidente, des raisons à la fois psychologiques et politiques.

« Cory » était convaincu qu'un politicien traditionnel comme M. Mitra ne pouvait préserver l'héritage démocratique qu'elle entend léguer aux Philippines. Elle a d'autre part pris de la distance à l'égard de ceux qui, naguère proches de son mari, l'ont connue comme simple femme au foyer. Elle a voulu s'affirmer comme Corason Aquino et non comme la veuve de Ninoy. Le choix du général Ramos est symptomatique : en payant sa dette de reconnaissance au ministre de la défense qui la sauva de sept putschs, elle affirmait aussi son indépendance face à sa belle-famille, les Aquino, qui soutenaient M. Mitra.

Né dans la province de Pangasinan, au nord de Luzon, fils d'un membre du Congrès, « Eddie » Ramos entra à l'académie militaire en 1947 avant d'être envoyé à West Point aux États-Unis. Il fit ses premières armes en Corée, puis combattit au Vietnam (notamment lors de l'offensive du Têt de 1968). Il obtint sa première étoile en 1971. Cousin de Ferdinand Marcos, le général Ramos lui resta fidèle bien qu'il



ait été suppléant par un autre cousin du dictateur, le général Fabian Ver, chef de la garde présidentielle. Ce dernier fut vraisemblablement mêlé à l'assassinat de Ninoy Aquino en 1983.

M. Ramos n'a jamais exprimé le moindre remords pour son passé : il estime qu'il n'a fait que respecter les ordres du commandant en chef des armées et fait ce qui était en son pouvoir pour alléger le poids de la dictature. Un mérite que l'Église est plus réticente que M^{me} Aquino à lui reconnaître, les unités sous les ordres du général ayant été responsables de nombreux abus, notamment contre des religieux communistes.

L'arbitre du pouvoir

Au lendemain des élections truquées de février 1986, le ralliement à Cory Aquino du général Ramos, qui commandait la gendarmerie, en compagnie de M. Juan Ponce Enrile, alors secrétaire à la défense, eut un rôle déterminant dans la chute de Marcos. À peine au pouvoir, M^{me} Aquino le nomma chef d'état-major.

Tranchant par un caractère peu expansif dans un pays où les attitudes théâtrales sont de mise, le général Ramos devint rapidement l'arbitre des équilibres du pouvoir. D'abord comme membre du triumvirat formé avec M^{me} Aquino et M. Enrile puis, à la

suite de l'éviction de ce dernier, dans un tête-à-tête avec la présidente dont la survie politique apparut de plus en plus dépendante de sa fidélité.

Depuis novembre 1988, le général Ramos était devenu le plus puissante personnalité du gouvernement après M^{me} Aquino. Secrétaire à la défense, il présidait le conseil militaire général, fonction qui faisait de lui une sorte de chef adjoint des armées, la seule personne avec la présidente disposant du pouvoir de mobiliser les forces armées.

Homme de compromis, il a néanmoins perdu la confiance des officiers du Mouvement de réforme des forces armées (RAM). Il manœuvra cependant pour ne pas se couper entièrement des forces vives de l'armée lorsqu'il s'agit de punir les putschistes. Une tolérance qui lui sera reprochée.

C'est le général Ramos qui prit l'initiative, en décembre de l'année suivante, de demander aux États-Unis une couverture aérienne alors que la tentative de putsch la plus meurtrière qu'ait dû affronter le gouvernement Aquino risquait fort de réussir. Il n'en fut pas moins critiqué pour ne pas avoir su prévenir ce coup de force malgré des signes annonciateurs.

A la suite de ce putsch, il apparut plus que jamais comme le garant du maintien au pouvoir de M^{me} Aquino. Une position qui nourrit aussi les rumeurs. Le général Ramos passait en effet pour le premier bénéficiaire d'un coup d'État militaire : soit en tant qu'arbitre entre les deux factions de l'armée, soit comme administrateur d'une loi martiale imposée à la présidente.

C'est par la voie électorale qu'il a choisi d'acquiescer au pouvoir. Le factionnalisme de l'armée, dans lequel il est partie prenante, et l'hostilité que lui vouent certains jeunes officiers constituent les grandes hypothèses du mandat civil dont bénéficie aujourd'hui l'ex-général.

Ph. P.

HENRI GOUGAUD

Henri Gougaud

L'arbre d'amour et de sagesse

Contes du monde entier

Par l'auteur de L'Arbre à soleils et L'Arbre aux trésors.

Editions du Seuil

EUROPE

La décision du Conseil de sécurité et les combats en Bosnie

Arrivée des premiers observateurs de l'ONU à Sarajevo

L'un des principaux responsables de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) en Yougoslavie, le Canadien Lewis Mackenzie, accompagné de trente observateurs militaires, devait se rendre, par hélicoptère, mercredi 10 juin, à Sarajevo, pour examiner la situation en vue de la réouverture de l'aéroport de la capitale bosnienne.

Tous seront ensuite rejoints par d'autres observateurs militaires détachés par deux autres missions de maintien de la paix de l'ONU, l'UNIKOM (stationnée en zone délimitée entre l'Irak et le Koweït) et l'ONUST (Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve au Proche-Orient). La France a proposé de mettre à la disposition de l'ONU quarante experts en sécurité aéroportuaire, a ajouté le porte-parole.

Des députés contre M. Milosevic

Le déploiement des 1 000 observateurs et soldats de l'ONU, décidé par le Conseil de sécurité, repose sur la mise en place d'un cessez-le-feu durable. Après une journée d'accalmie relative, les forces serbes, qui assiègent Sarajevo depuis deux mois, ont de nouveau pilonné, mercredi matin, plusieurs quartiers de Sarajevo

ainsi que l'hôtel Bristol. La majeure partie de la ville est toujours privée d'électricité et d'eau courante.

Une douzaine de députés du

Parti socialiste serbe (PSS, ex-communiste) au pouvoir à Belgrade se sont ouvertement rebellés contre le président serbe, M. Slobodan Milosevic, a rap-

porté l'agence Tanjug. Ces parlementaires ont mené de créer un nouveau parti et ont annoncé qu'ils quitteraient le PSS si M. Milosevic ne procédait pas à des changements au sein de la direction.

Le régime de M. Milosevic doit faire face à une opposition intérieure croissante, surtout depuis la décision des Nations unies d'imposer un embargo économique, aérien et pétrolier contre la Serbie. Les partis d'opposition serbes ont annoncé qu'ils organiseraient, le 21 juin, des manifestations de rue si le président Milosevic ne démissionnait pas. (Reuters)

Les bombardements autour d'une usine chimique pourraient entraîner une catastrophe écologique

Une usine de stockage de mercure et de chlore est directement menacée par la poursuite des combats en Bosnie-Herzégovine et pourrait provoquer une énorme catastrophe écologique, selon le groupe français Copechim, partenaire du complexe industriel de la ville de Tuzla, située à 120 kilomètres de Sarajevo.

Des obus tirés par des milices paramilitaires serbes sur Tuzla seraient tombés à quelques centaines de mètres seulement de l'usine, abritant 500 tonnes de chlore et 54 tonnes de mercure. Si les installations étaient touchées, les conséquences pourraient s'étendre au-delà de la Bosnie-Herzégovine avec la propagation de produits hautement

toxiques et explosifs autour de cette ville, qui compte quelque 120 000 habitants.

La dissémination des gaz de chlore aurait des effets extrêmement néfastes sur la santé de la population des zones urbaines environnantes; et si le mercure venait à se répandre dans les rivières voisines, il contaminerait rapidement le Danube, déclenchant ainsi une pollution écologique d'une ampleur impossible à prévoir.

Face à cette menace, les ambassades occidentales à Belgrade ont exprimé leur préoccupation aux autorités serbes et demandent un arrêt des bombardements autour de Tuzla.

BIBLIOGRAPHIE

« Vie et mort de la Yougoslavie »

La Yougoslavie était - croyait-on - le mieux connu des pays de l'ex-Europe communiste parce qu'au temps de la guerre froide il fut le seul hôte pour les Occidentaux et leurs dévies. Le seul à offrir un nouveau rêve - l'autogestion - aux militants en peine d'idéologie et le plus résolu sur ce continent à briser les chaînes entre les blocs. Chacun y alla de son couplet. Tout ou presque fut dit, y compris que cet Etat-là était un tissu de contradictions. Ce fut écourté, ingurgité, mais pas vraiment assimilé. C'est donc avec une sorte de stupeur impuissante que furent accueillies les nouvelles d'une agonie et d'une mort tant de fois annoncées.

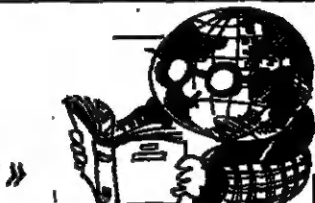
Pour comprendre cette tragédie, il faut maintenant reprendre depuis le commencement les aventures et mésaventures de ce qui fut la Yougoslavie et de ses peuples. Pour cela, nous disposons d'un excellent instrument : le livre de Paul Gerde, spécialiste de linguistique slave et professeur émérite à l'université de Provence.

Des siècles d'histoire séparée

Jusqu'en 1918, cet auteur avait publié de savantes études qui ne font pas les belles vitrines des bibliothèques de gare (par exemple *l'Emploi du conditionnel et de la particule « by » en russe*). Aujourd'hui, il présente pour le grand public - les spécialistes y trouveront aussi leur pâture - un tableau complet de cette terre des Slaves du Sud qui, pour la superficie et la population, correspondrait à une demi-France.

Jusqu'en 1918, ces peuples n'avaient jamais appartenu à un même Etat, à une même culture. Ils sont divisés en trois groupes linguistiques : au nord les slaves; le serbo-croate, qui se parle du Danube au centre; le bulgare-macédonien à l'est. Ils sont partagés en six nationalités, douze minorités recensées, trois grandes confessions religieuses. Sans renier l'athéisme de ses origines, le régime titoïste avait inventé la nationalité musulmane.

Les conflits qui meurtrissent ces territoires ont germé pendant des siècles d'histoire séparée. A peine proclamée, l'union, si longtemps attendue, la déchirure est apparue pour toutes sortes de raisons et d'abord pour celle-ci que les empires d'Orient et d'Occident ont faussé des traces peu décelables sur les nations subjuguées. De plus, au gré des batailles, des populations se sont transportées



d'une région à l'autre sans s'adapter au pays d'accueil. C'est ainsi que des groupes de Serbes fuyant les Ottomans se sont fait attribuer par les Autrichiens, avec un statut particulier, des territoires en Croatie (les confins ou Krajina) avec mission de défendre la frontière.

M. Gerde dresse un inventaire complet de ces legs historiques et singulièrement actuels. Il décrit sans s'imposer avec le froid de l'entomologiste, il faut dire que le troisième tiers de son ouvrage, intitulé « La tragédie », traite des événements les plus contemporains, jusqu'au début de 1992. Il est simplement « dépassé » par l'écoulement de la guerre en Bosnie-Herzégovine. Comment est-on passé de la fédération à la guerre civile, vite devenue une guerre étrangère? Les responsabilités sont partagées entre les Croates et les Serbes. Les chefs serbes se sont livrés à une agression. M. Gerde n'est évidemment pas tendre pour M. Milosevic. Pour consolider son pouvoir, celui-ci a entamé une campagne de meurtres sur deux thèmes fournis par un mémorandum de l'Académie des sciences de Serbie : rejet de la bureaucratie et de la Constitution (titoïste) de 1974, et solidarité active avec les Serbes brimés, notamment dans la région autonome du Kosovo.

Le manque de clairvoyance français

L'étranger pouvait-il intervenir à la fin des années 80 pour prévenir l'agression serbe? Sans dire ce qu'il fallait faire - qui donc sait ce qu'il fallait faire? - M. Gerde est plutôt sévère pour le président et le gouvernement français, auxquels il reproche un manque de clairvoyance. Avec raison, il note qu'imprégnés de centralisme et de jacobinisme les Français comprennent mal les sociétés multinationales et fédérales. Il rappelle aussi que le souvenir de la fraternité d'armes franco-serbe influe sur les jugements et les comportements.

M. Gerde remarque qu'à ce propos et en ce moment l'opinion française ne se divise pas d'abord selon les clivages politiques mais se partage entre personnes désinformées et informées. Avec cet ouvrage, il apporte à l'information une contribution essentielle.

BERNARD FÉRON

► Paul Gerde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Editions Fayard, 445 pages, 140 F.

Le CICR a conclu un accord qui devrait garantir la sécurité des opérations humanitaires

GENÈVE

de notre correspondant

On est fort inquiet au siège du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) à Genève de la confusion qui s'installe au sein de la population serbe, entre l'aide humanitaire et la politique adoptée par le Conseil de sécurité à l'encontre de la Serbie. Cette confusion « constitue » une menace réelle pour la sécurité des délégués du HCR sur le terrain et du personnel qui les assiste.

La sécurité dans cette région est également le principal souci du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), surtout à la suite du meurtre, le 19 mai, à Sarajevo, de son délégué Frédéric Maurice. Le CICR qui avait décidé le 27 mai de rappeler ses représentants en Bosnie espère toutefois y reprendre ses activités, à la suite de la réunion qui a eu lieu les 5 et 6 juin à Genève, avec des représentants du gouvernement de Bosnie-Herzégovine et des communautés croate et serbe de cette République, en présence d'observateurs de la nouvelle fédération yougoslave et de la Croatie, ainsi que de responsables du HCR.

La réunion a mis en forme les détails d'un « plan opérationnel » tendant à créer une « commission permanente » ayant pour tâche d'échanger les listes des personnes

détenues en raison du conflit par les différentes parties en vue d'organiser leur visite par le CICR et leur libération; (de) permettre l'accès du CICR et des autres organisations humanitaires aux populations civiles isolées, menacées, ou particulièrement vulnérables (et d') organiser l'acheminement, sans discrimination, des secours humanitaires destinés aux victimes du conflit et (de) garantir la sécurité des convois. Si le plan adopté est respecté, les victimes croates, musulmanes et serbes pourront de nouveau être secourues, dans une certaine mesure tout au moins.

Établir la confiance

Il reste que le plan, bien que signé par des hommes qui se sont déclarés plénipotentiaires, devra être ratifié sur place par les combattants. La tâche paraît, à Genève, d'autant plus ardue que des milices non contrôlées sévissent sur le terrain. On s'est efforcé, par le biais du CICR, que des relations de confiance pourraient être établies avec toutes les parties en conflit, qui obéissent pour l'instant à des propagandes coloniales. Parce que leurs véhicules étaient marqués de l'emblème de la Croix-Rouge, deux médecins autochtones viennent d'être tués.

ISABELLE VICHNIAC

TCHÉCOSLOVAQUIE : l'avenir de la fédération

M. Havel et M. Klaus conjuguent leurs efforts pour éviter la scission

Le chef de file de la droite tchèque, M. Václav Klaus, a rendu compte, mardi 9 juin, au président Havel de ses discussions avec le dirigeant slovaque, M. Vladimír Mečiar, pour tenter de former un gouvernement fédéral. M. Havel a jugé la situation « sérieuse », estimant toutefois qu'il était « prématuré » de parler de la « fin de la fédération ». De son côté, M. Klaus a indiqué qu'il ne « partageait pas l'illusion » des dirigeants slovaques sur le caractère avantageux d'une union économique et militaire de deux Etats souverains.

PRAGUE

correspondance

« Il faut cesser de se voiler la face et dire les choses comme elles sont. Les discussions (avec M. Mečiar) ont porté sur deux Etats souverains, autrement dit sur une scission de l'Etat commun », a déclaré mardi 9 juin M. Václav Klaus, chef de file du Parti civique démocratique (ODS) arrivé en tête en République tchèque aux élections des 5 et 6 juin, commentant devant la presse ses discussions de la veille avec le dirigeant nationaliste slovaque, M. Vladimír Mečiar.

M. Klaus, qui a été chargé par le président Havel de tenter de for-

mer un gouvernement fédéral, a souligné la nécessité de constituer les organes fédéraux le plus rapidement possible : selon lui, la formation des commissions parlementaires devrait intervenir au plus tard le 25 juin; et celle du gouvernement fédéral avant l'élection du président de la fédération, prévue le 3 juillet. Le parti de M. Mečiar, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), qui tenait à Bratislava une conférence à la même heure, lui a répondu d'une manière peu encourageante : pour le porte-parole du HZDS, Bohuslav Geci, cette échéance « manque de réalisme », et son mouvement ne voit « aucune raison d'accélérer ce processus ».

Bien que le HZDS soit opposé à la candidature de M. Václav Havel au poste de président de la fédération, Bohuslav Geci a néanmoins annoncé que son parti acceptait que ces fonctions soient occupées par un Tchèque, à condition que la présidence de l'Assemblée fédérale revienne au HZDS. La vice-présidence du Parlement serait alors attribuée à l'ODS.

« Les discussions, a conclu pour sa part Václav Klaus, ne doivent pas s'arrêter. Nous devons agir. » Un sentiment partagé par le président Václav Havel, qui s'est déclaré prêt à rencontrer Vladimír Mečiar, jeudi, à l'occasion du second round des négociations entre l'ODS tchèque et le HZDS slovaque.

C. M.

CEI : aggravation des combats sur plusieurs fronts

M. Eltsine appelle à des négociations urgentes sur l'Ossétie

Pressé depuis des mois par les Occidentaux de prendre position sur le conflit qui les oppose aux Géorgiens, le président Boris Eltsine a appelé, mardi 9 juin, à la création urgente d'une « commission conjointe multipartite » pour faire cesser « l'effusion de sang insensée sur le territoire d'Ossétie du Sud ». Depuis samedi soir, au moins quatre personnes ont été tuées à Tskhinvali, chef-lieu d'Ossétie encerclé par des milices géorgiennes. A Tbilissi, le Conseil d'Etat au pouvoir a démenti qu'une action décisive soit en préparation contre cette ville, tout en admettant ne pas avoir le contrôle total des milices. Une réunion entre des délégués de Géorgie et d'Ossétie du Nord (dépendant de la Russie) devait avoir lieu mercredi à la frontière.

Dans le Caucase toujours, les combats se poursuivent aussi entre Arméniens et Azeris, avec dix tués au moins lundi et mardi, alors que les Arméniens annoncent des concentrations de forces azerbaïdjanaises au pied du Haut-Karabakh et en direction du corridor ouvert avec l'Arménie.

Au Tadjikistan enfin (Asie centrale), où un gouvernement d' coalition « communiste-islamique »

ne parvient pas à démanteler les partisans de chaque camp, 21 personnes ont été tuées dimanche et lundi en différents points du pays : Kouliab, Khodjont et Kourgan-Tjoubé. Le gouvernement a décidé, selon des sources officielles, de démanteler des concentrations de combattants du ministère de l'Intérieur, contrôlé par les islamistes.

Efforts de règlement en Moldavie

Le président moldave Mircea Snegur, qui tente de préparer le terrain pour un règlement du conflit armé sur le Danube, a annoncé, mardi 9 juin, la prochaine démission de son gouvernement - à l'exception des ministres de la Défense, de la Sécurité et de l'Intérieur - et un renouveau avant la fin du mois, sous l'indigence de notre correspondant à Bucarest Jean-Baptiste Naudet.

L'annonce a été faite devant le Parlement, où étaient présents 43 députés russophones de la République, autoproclamée du Danube, dont beaucoup n'étaient pas venus à l'Assemblée depuis plus d'un an. Les 258 députés présents ont alors voté à l'unanimité moins deux abstentions en faveur d'un cessez-le-feu immédiat sur le Danube.

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Trois policiers assassinés

Trois policiers qui gardaient la poudrière de la caserne de Ras-Hamidiou (ex-Pont de Passade), à 7 kilomètres à l'ouest d'Alger, ont été tués, mardi 9 juin, par des inconnus. Déjà, la veille, dans la banlieue sud-est de la capitale, deux autres policiers avaient été assassinés. Depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 9 février, près de 70 agents des forces de l'ordre ont été victimes d'attentats attribués à des islamistes.

D'autre part, un avocat algérien inscrit au barreau de Montpellier, M. Bardine Chikhaoui, qui assure, avec deux confrères algériens, la défense du général Mostefa Belkhouf, ancien secrétaire général du ministère de la Défense nationale, inculpé de « complicité de détournement et dissipation des deniers publics », vient d'être récusé par le juge d'instruction du tribunal militaire de Blide. M. Chikhaoui rappelle qu'un protocole judiciaire franco-algérien autorise depuis 1965 tout avocat inscrit dans un barreau français à intervenir librement devant toutes les juridictions algériennes. (AFP)

IRAK

Les Kurdes demandent la prorogation du mandat de la force multinationale

Le secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), M. Jalal Talabani, a demandé mardi 9 juin, à Ankara, lors d'un entretien avec le ministre turc des affaires étrangères, M. Hikmet Çetin, le renouvellement du mandat de la force multinationale déployée sur la base aérienne d'Incirlik, dans le sud de la Turquie, et chargée de patrouiller au-dessus du Kurdistan d'Irak. La prorogation de ce mandat, qui vient à expiration le 28 juin, doit être débattue prochainement par le Parlement turc.

Par ailleurs, l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF) a accusé, dans un communiqué, les autorités irakiennes d'entraver l'action humanitaire auprès des civils chiites et kurdes, en refusant des visas aux membres de MSF qui devraient relever les seize volontaires présents sur le terrain. (AFP)

LIBYE

Des « forces révolutionnaires » ont pris le contrôle de l'agence officielle JANA

L'agence officielle libyenne JANA a annoncé, mardi 9 juin, dans un communiqué, qu'elle avait changé brutalement de direction, après que des « forces révolutionnaires » - qu'elle n'a pas identifiées - eurent occupé ses locaux à Tripoli et pris le contrôle du quotidien officiel *Al Fajr al Jadid*, « sur ordre du comité populaire général (ministère) de l'information ». « Les forces révolutionnaires ont chassé l'ancien directeur », a précisé JANA qui a accusé l'ancienne direction de « désinformation » et « de tentatives de tourner en dérision le peuple sous le couvert de slogans sur l'arabisme et l'islam ».

Par ailleurs, pour la première fois depuis son accession au pouvoir en 1969, le colonel Mouammar Kadhafi a essuyé mardi les critiques d'un journal officiel, qui l'a accusé de susciter l'hostilité de l'Occident. « Il s'agit de votre azimut. Allez-y seul. Aucun d'entre

nous ne vous suivra car nous avons notre propre azimut », a écrit l'hebdomadaire *Jamahiriyah*, organe des comités révolutionnaires. (AFP, AP)

ÉGYPTÉ

L'écrivain Farag Foda a été assassiné sur « décret » d'un groupe islamiste

L'un des meurtriers présumés de l'écrivain égyptien Farag Foda a reconnu, au cours d'un interrogatoire, avoir agi à la suite d'un « décret » religieux (fatwa) du mari de l'organisation islamiste Al-Djihad, promulgué il y a quelques mois. Al-Djihad avait déjà été tenu pour responsable de l'assassinat du président Anouar el-Sadate en 1981. De son côté, l'association des frères musulmans a condamné, mardi 9 juin, « les assassinats politiques » tout en portant sur le gouvernement et les médias « la responsabilité de cet attentat en laissant le champ libre à des écrivains qui se sont consacrés à attaquer l'islam ». (AFP)

Confusion sur d'un d'

L'armée cos...

EN BREF

EN BREF

Le président égyptien Anouar el-Sadate a été assassiné en 1981. De son côté, l'association des frères musulmans a condamné, mardi 9 juin, « les assassinats politiques » tout en portant sur le gouvernement et les médias « la responsabilité de cet attentat en laissant le champ libre à des écrivains qui se sont consacrés à attaquer l'islam ». (AFP)

PROCHE-ORIENT

Un démenti de l'organisation d'Abou Nidal

Confusion sur la responsabilité de l'assassinat d'un dirigeant palestinien à Paris

Confiée à la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris, l'enquête sur l'assassinat lundi 8 juin à Paris d'un responsable des services de sécurité palestiniens, Atef Baisou, ne permettait pas de révéler une « signature » claire de cette opération, indiquait-on mardi de sources judiciaires. Il est

donc encore impossible d'attribuer cet assassinat, qualifié de « parfaitement exécuté », à une organisation terroriste ou à un service d'Etat, ajoutait-on de même source. Ses deux auteurs ont agi avec une volonté toute professionnelle de dissimuler les indices. Un petit panier aurait ainsi été

placé sous leurs armes à feu, selon certains témoins directs, afin de récupérer les douilles. Outre l'audition de quelques témoins des faits, l'enquête, conduite sous la direction du parquet de Paris, vise notamment à éclaircir l'objet de la visite d'Atef Baisou en France.

L'OLP a maintenu ses accusations contre les services secrets israéliens, malgré la confusion qui a régné, mardi, à propos de cette affaire. En début d'après-midi, en effet, un communiqué publié à Tunis et portant la signature du Fath-Conseil révolutionnaire du dissident palestinien Abou Nidal revendiquait la responsabilité de l'assassinat d'Atef Baisou. Il a été « exécuté pour avoir fourni à des services de renseignements européens des informations précises sur la situation de plusieurs organisations palestiniennes, leurs dirigeants et leurs cadres », indiquait ce communiqué. Mais il devait être démenti quelques heures plus tard par le porte-parole du Fath-Conseil révolutionnaire à Beyrouth, M. Walid Khaleel.

Le Mossad « tente de brouiller les

pistes, comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises pour couvrir ses crimes contre des responsables de l'OLP », a déclaré le porte-parole de l'OLP à Tunis, M. Ahmed Abdel Rahmane. « Compte tenu de notre expérience sur la manière d'agir du Mossad, nous accusons les services israéliens et non pas une autre partie », a-t-il ajouté. L'agence palestinienne Wafa a estimé pour sa part que le groupe d'Abou Nidal et les « formations extrémistes israéliennes qui se sont hâtées de revendiquer l'attentat » sont les deux faces d'une même médaille, « le Mossad israélien ».

La presse israélienne a accordé peu de crédit à des revendications faites par deux formations extrémistes israéliennes fondées par le rabbin Meïr Kahane. Malgré les déclarations officielles démentant

toute participation à l'assassinat, le quotidien Davar a rappelé que « le Mossad s'est toujours défini pour objectif, avec l'accord du gouvernement israélien, d'éliminer tous les terroristes qui ont participé à la tuerie des athlètes israéliens, à Munich, en 1972 ». L'éditorialiste n'excluait pas non plus que le premier ministre, M. Itzhak Shamir, ait agi « pour marquer des points dans l'opinion publique pour lui-même et son parti aux élections » législatives du 23 juin. Pour d'autres éditorialistes, les responsables doivent être recherchés du côté du Fath-Conseil révolutionnaire.

La ligne arabe, quant à elle, a imputé la responsabilité de l'assassinat à Israël et invité « la communauté internationale à prendre les mesures nécessaires pour mettre un

terme au terrorisme israélien ». A Paris, le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, M. Maurice Gourdault-Montagne, a qualifié l'assassinat d'Atef Baisou d'acte de violence regrettable et condamnable.

Le mouvement Hamas dément avoir signé un accord avec le Fath dans les territoires occupés. « Le Mouvement de la résistance islamique Hamas a démenti avoir signé avec le Fath, principale branche de l'OLP, un accord de coopération dans les territoires occupés par Israël (Le Monde du 9 juin 1992). « Nous avons été surpris, alors que nous poursuivions nos négociations avec le Fath, de voir celui-ci publier unilatéralement cet accord », a déclaré Hamas. — (AFP)

AFRIQUE

MALI : après l'investiture du président Konaré

L'armée continue de peser fortement sur la vie politique

BAMAKO
de notre envoyé spécial

Il n'a pas fallu plus de quarante-huit heures au président Alpha Oumar Konaré, investi dans les fonctions, lundi 8 juin, pour désigner son premier ministre. M. Younoussi Touré (Le Monde du 10 juin) et faire publier la liste du gouvernement, dont il a souligné l'esprit d'ouverture politique. C'est ainsi que le ministère de la jeunesse et des sports a été confié à un membre de l'éthnie touarègue. « Nous avons toujours considéré les Touarègues comme des patriotes et des démocrates. Il n'y avait donc aucune raison pour qu'ils ne soient pas associés au nouveau gouvernement », nous a déclaré, mardi, le nouveau chef de l'Etat.

La signature, au mois d'avril, d'un « pacte national » avec les mouvements rebelles touarègues n'a pas suffi à ramener le calme dans le nord du pays. La récente tuerie de Gossi, au cours de laquelle une quarantaine de civils ont été victimes de représailles militaires, témoigne de la persistance des tensions. « Comment imaginer que les justes puissent se taire en jour ? La signature du pacte n'est que une chance pour notre pays. Il y a des difficultés, c'est vrai, mais on ne peut pas parler d'échec », commente M. Konaré qui « regrette et condamne les incidents de Gossi ». Plusieurs militaires ont été « interpellés » et « une enquête a été ouverte », précise-t-il.

L'attitude exemplaire du lieutenant-colonel Amadou Tounzani Touré, leader charismatique de la période de transition, qui a, sans rechigner et dans les délais, remis les rênes du pouvoir au nouveau prési-

dent élu, a soulevé un enthousiasme quasi-unanime à Bamako. Promu général de brigade, celui qui la rue et la presse ont affectueusement surnommé « ATT », n'a vraisemblablement pas dit son dernier mot. « Personne ne sait très bien quels vont être son statut et ses nouvelles fonctions. Ce qui est sûr c'est qu'il va servir de balise. Si ça dérape, c'est vers lui que les gens vont se retourner », affirme un vieux résident de la capitale.

« Pas besoin de sauveur »

La cote d'amour dont bénéficie le « timbre » de Mousa Traoré n'est pas dénuée d'ambiguïté. Tout en saluant le « courage militant » et le « patriotisme » de son prédécesseur, le président Konaré n'a pas manqué de souligner, dans son discours d'investiture, que le pays n'avait « pas besoin de sauveur ou de guide ». Certains observateurs s'interrogent, plus crûment, du poids persistant de l'armée dans la vie politique : « Le complot militaire, déjoué en juillet, et la récente libération du colonel Oumar Diallo (ancien aide de camp du président Mousa Traoré) ont permis de préserver la situation forte que fait peser l'armée sur la vie du pays ».

Les préparatifs mouvementés du procès pour « crimes de sang » intenté contre l'ex-président Traoré et une trentaine de ses collaborateurs sont révélateurs de ce malaise. Selon plusieurs membres de l'Association des victimes de la répression (ADV), les dossiers établis dans la perspective du procès — et contenant notamment les certificats médicaux des victimes des émeutes de mars 1991 — « avaient été entreposés, à leur insu,

dans des camps militaires ». Certains dirigeants de l'ADV se sont-ils « compromis » avec le régime de transition ? « En tout cas, on a l'impression de s'être fait avoir », lance une mère de famille dont la fille a été tuée lors d'une de ces manifestations.

Pour autant, l'ajournement du procès de M. Traoré n'a pas suscité de réactions violentes. « Les dossiers des victimes sont loin d'être complets : le report du procès n'est pas une mauvaise chose », commente un étudiant. En revanche, les images télévisées des accusés se congratulant sous l'œil des caméras en ont choqué plus d'un. « Comment expliquez-vous que l'ancien président, qui a fait tirer sur nos enfants, soit en bonne santé alors que les victimes du 26 mars sont encore dans le coma ? », s'indigne un commerçant. Pour M. Konaré, « le fait d'avoir vu des détenus en bonne santé est un des acquis de l'Etat de droit. En revanche, il est certain que beaucoup d'efforts restent à faire à l'égard des victimes. Nous nous y employons ».

Conscient des acquis encore « fragiles » de la III^e République, des fortes tensions sociales et des « risques qui pèsent » d'un retour de l'état militaire, le président ne s'en déclare pas moins « confiant et serein ». La bienveillance des « pays amis », la France et les Etats-Unis notamment, n'est sans doute pas pour rien dans cette sérénité affichée. Paris, premier bailleur de fonds avant la Banque mondiale, pourait d'ailleurs donner, dans les semaines à venir, un nouveau coup de pouce à la « jeune démocratie » malienne.

CATHERINE SIMON

TUNISIE : en créant un ministère de la coopération internationale

Le président Ben Ali veut attirer les capitaux extérieurs

TUNIS

de notre correspondant...

Le président Ben Ali a procédé, mardi 9 juin, à un remaniement technique de son gouvernement. Ainsi a été créé un ministère de la coopération internationale et de l'investissement extérieur qui a été confié à M. Mohamed Chamech, ministre des finances. Ce nouveau ministère devra, selon le chef de l'Etat, « attirer les investissements extérieurs, consolider l'implantation des investisseurs en les entourant de toute la sollicitude et en leur facilitant la tâche pour qu'ils s'installent dans les meilleures conditions et les plus brefs délais en Tunisie ».

Le ministère des finances échoit à M. Nouri Zogari, qui avait déjà occupé ce poste en 1989, tandis que plusieurs autres ministères — équipement et habitat, environnement et aménagement du territoire, transports, formation professionnelle et emploi — changent de titulaire. Le seul aspect politique de ce remaniement est le départ de M. Abdelrahman Zouari, remplacé au ministère de la justice par M. Sadok Chaabane, conseiller du président pour les droits de l'homme.

Peu après l'arrivée au pouvoir de M. Ben Ali, M. Zogari avait pris la direction du tout-puissant Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), qu'il avait quitté pour le ministère de la justice. De là à rapprocher cette apparente disgrâce de l'existence de « clans » et de « groupes de pression » autour du pouvoir que dépeint récemment un journal local, il n'y a qu'un pas que nombre d'observateurs n'hésitent pas à franchir.

MICHEL DEURÉ

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : visite du président kényan. — En route vers le Brésil et le sommet de Rio, le président kényan, M. Daniel Arap Moi, a fait escale, mardi 9 juin, au Cap en Afrique du Sud pour une visite de travail de vingt-quatre heures, au cours de laquelle il s'est entretenu avec M. Frederik De Klerk, le premier ministre sud-africain. La dernière visite d'un chef d'Etat africain en Afrique du Sud avait été, en 1971, celle de M. Kamuzu Banda, le président du Malawi. — (AFP)

BURKINA : le parti présidentiel défait les trois quarts des sièges au Parlement. — La Cour suprême du Burkina a publié, lundi 8 juin, les résultats des élections législatives du 24 mai. Ils confirment le triomphe du parti du président Blaise Compaoré, l'Organisation pour la démocratie populaire / Mouvement du travail (ODP/MT), dont les députés occupent 78 des 107 sièges de l'Assemblée nationale. Les quatre partis de l'opposition ne remportent que 23 sièges. — (AFP)

IRAN : création de brigades anti-émeutes. — M. Benat Lou, responsable des gardiens de la révolution islamique (Pasdaran) de Téhéran, a annoncé, mardi 9 juin, dans une déclaration au journal Jomhuri-Eslami, la création de brigades spécialisées contre la violence urbaine. Placées sous la responsabilité des Pasdaran, ces nouvelles unités ont été mises en place à la suite des manifestations de rue de Téhéran, certaines villes du pays depuis plusieurs semaines. — (AFP)

LIBERIA : la mort de six soldats sénégalais est confirmée. — La Force conjointe africaine d'interposition au Liberia (ECOMOG) a annoncé, lundi 8 juin, la mort de six de ses membres, de nationalité sénégalaise, enlevés par le Front national patriotique du Liberia (FNPL) de Charles Taylor, le 28 mai, à Vahun, à 200 kilomètres au nord de Monrovia. — (AFP)

KENYA : l'opposition appelle au boycott des élections. — Les quatre partis d'opposition ont appelé, mardi 9 juin, les Kényans à boycotter les

premières élections législatives et présidentielle multipartites organisées depuis plus de vingt ans dans le pays, affirmant que le gouvernement a l'intention de les truquer. Ils ajoutent que « le peuple kényan ne fait pas confiance à la commission électorale » qui, à leur avis, « ne peut, en aucun cas, mener à bien une élection valable » et demandent aux bailleurs de fonds étrangers de refuser d'apporter une aide financière pour ces élections. — (AFP)

MAROC : création d'une « commission centrale » pour superviser les élections. — Hassan II a annoncé, mardi 9 juin, dans un discours à la nation, la création d'une « commission centrale », chargée de préparer et de superviser les prochaines élections locales et législatives, donnant ainsi satisfaction aux partis d'opposition qui la réclamaient avec insistance. Cette commission devra veiller à la transparence des scrutins depuis l'inscription sur les listes jusqu'à la proclamation des résultats. Le roi présidera lui-même la commission. — (AFP)

TCHAD : près de deux cents morts dans les combats près du lac Tchad. — L'armée a rétabli la situation dans la région du lac Tchad, où des combats entre rebelles fidèles à l'ancien président Hissène Habré et forces gouvernementales ont fait, la semaine dernière, 183 morts dont 164 dans les rangs des maquisards, a indiqué, lundi 8 juin, le chef d'état-major général de l'armée nationale. — (Reuters)

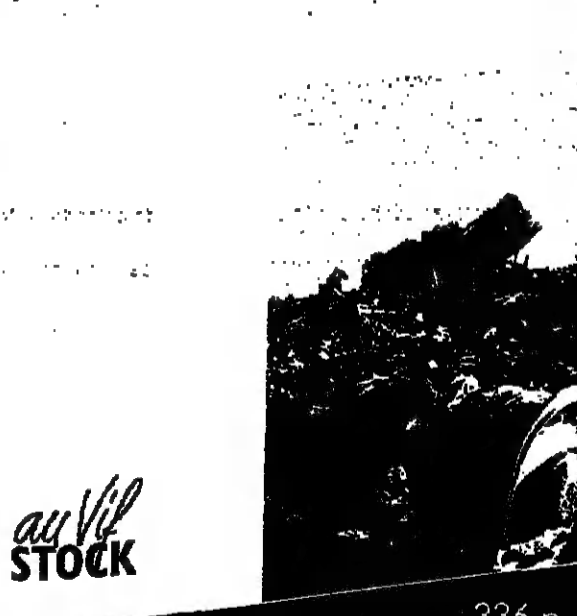
ZIMBABWE : signature d'un accord avec l'Afrique du Sud pour combattre la sécheresse. — L'Afrique du Sud et le Zimbabwe ont signé, mardi 9 juin, un accord destiné à lutter contre la sécheresse, signe d'une détente dans les relations entre l'ancien régime d'apartheid et l'un de ses critiques les plus virulents. Cet accord qui simplifie les formalités doit faciliter le transport de céréales d'Afrique du Sud au Zimbabwe, ravagé par la sécheresse. C'est le premier accord signé, au niveau ministériel, entre les deux pays depuis 1980. — (AFP)

PIERRE PÉAN

Un livre bourré de révélations qui entrouvre quelques pistes nouvelles, curieusement négligées.

Le Nouvel Observateur

VOL UT 772
CONTRE-ENQUÊTE SUR
UN ATTENTAT
ATTRIBUÉ À
KADHAFI
PIERRE PÉAN



336 p.
110 F

Dans sa contre-enquête, Pierre Péan démontre que l'affaire du DC 10 d'UTA est encore à élucider.

La Tribune de l'Expansion

En allant sur le terrain et en y rencontrant les deux principaux accusés, Pierre Péan s'est lancé sur une piste qui mérite examen.

L'Événement du Jeudi

au Vif
STOCK

DIPLOMATIE

La rencontre à Washington entre M. Baker et M. Kozyrev

Russes et Américains divergent sur la mise en œuvre du désarmement stratégique

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, et son homologue russe, M. Andreï Kozyrev, se sont séparés, mardi 9 juin à Washington, sans avoir pu aboutir à un accord sur le désarmement stratégique; ils espèrent, néanmoins, pouvoir présenter un tel document à la signature des présidents George Bush et Boris Eltsine lors du sommet américano-russe qui doit se tenir les 16 et 17 juin dans la capitale fédérale.

WASHINGTON

de notre correspondant

Qu'ils aient lieu avant ou après le démantèlement de l'URSS, les discussions sur le désarmement stratégique entre Américains et Russes finissent par se ressembler: passées les déclarations d'intention les plus pacifiques, elles butent toujours sur des arrière-pensées plus médianes et sur les intérêts respectifs des appareils militaires.

MM. Baker et Kozyrev en ont fait l'expérience qui, ces dernières semaines, ont conduit à un long débat du désarmement sans pouvoir conclure un accord en bonne et due forme. Les deux parties sont bien décidées à aller au

déjà du traité START sur la limitation des armements stratégiques (intercontinentaux) nucléaires. Signé en juillet dernier à Moscou entre l'URSS et les Etats-Unis, ce traité a, depuis, été actualisé avec la signature de protocoles engageant les quatre puissances nucléaires héritières de l'Union soviétique (la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan). Il prévoit que les Etats-Unis et la Russie doivent d'ici à l'an 2000 avoir ramené leur arsenal à quelque 8 500 ogives de part et d'autre.

A Moscou comme à Washington, on voudrait bien aller plus loin mais on diffère sur la méthode. MM. Eltsine et Bush seraient disposés à réduire leurs arsenaux stratégiques à 4 700 têtes nucléaires chacun, mais ils n'ont pas les mêmes missiles en vue. L'état-major américain vise les missiles russes qui lui paraissent les plus dangereux - auxquels START ne touche pas - parce que les plus démontés: les fusées intercontinentales basées à terre et porteuses de plusieurs têtes (les SS-18), qui faisaient la fierté de l'ex-armée rouge. Les généraux russes ont dit à M. Eltsine qu'ils verraient cela d'un très mauvais œil d'autant que leurs homologues américains ne seraient pas disposés à une concession réciproque en taillant à leur tour dans le cœur de leur arsenal nucléaire: les missiles à ogives multiples

embarqués à bord des sous-marins. Le New York Times soulignait récemment que deux logiques s'affrontent.

L'une d'elles se place résolument dans l'après-guerre froide et consiste à dire que l'important est la diminution coûte que coûte du nombre d'engins nucléaires alignés de part et d'autre; l'autre, qui serait celle du département de la défense, se situe encore dans une relation conflictuelle et privilégie la réduction des armes jugées les plus dangereuses pour les Etats-Unis.

Les conventions devraient se poursuivre au niveau des experts sans qu'il soit certain qu'un terrain d'entente puisse être trouvé avant l'arrivée du président Eltsine aux Etats-Unis. MM. Baker et Kozyrev auraient, en revanche, fait des progrès sur un autre dossier: pour faire l'objet d'un accord lors du sommet américano-russe de la mi-juin: l'échange d'informations en matière de lutte antimissiles. En cette époque de prolifération de la technologie des fusées balistiques, Russes et Américains s'engagent à développer des systèmes d'alarme réciproque pour détecter des tirs pouvant venir de pays hostiles. Cette fois, l'état-major de l'ex-armée rouge, ayant perdu le contrôle de certaines de ses bases radar dans le sud, n'y verrait qu'avantages.

ALAIN FRACHON

Pour accroître son rôle international

Vienne souhaite accueillir la future agence de contrôle des armes chimiques

La convention sur l'interdiction des armes chimiques en cours de négociation à Genève pourrait être signée à l'automne. Elle prévoit la création d'une agence chargée de contrôler le respect de cette interdiction. Trois villes, la Haye, Genève et Vienne, sont candidates pour accueillir le siège de cette agence. La décision devrait être prise d'ici la fin juin.

Vienne

de notre envoyé spécial

Comme ses concurrentes, Vienne a entamé une grande entreprise de séduction. Voyages de journalistes,

de diplomates, plaquette en quadruplicate, mise en valeur de l'environnement, de la vie musicale, la capitale autrichienne déploie tous ses atouts pour attirer la future agence de contrôle des armes chimiques. Dans les couloirs du Rathausplatz, le Quai d'Orsay autrichien, on accuse même l'une des concurrentes de Vienne de trahison: les chiffres pour mieux valoriser son offre.

Vienne fait également valoir que l'arrivée de la nouvelle autorité internationale entraînerait des synergies avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) installée ici, qui s'emploie à contrôler les activités nucléaires civiles et à éviter la prolifération

nucléaire. Les missions des deux organismes seraient donc, sinon similaires, au moins parallèles.

De même, l'Autriche considère que la présence à Vienne de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) - qui gère de nombreux projets liés à l'industrie chimique - renforce la cohérence de sa proposition. « On ne peut pas, explique le directeur de l'ONUDI, M. Domingo L. Sissani, faire des sommes sans coopérer avec elle. Mais ce que nous disons, c'est que si elle s'installe ici, il y a juste à sortir de la pièce et à traverser le couloir. »

Des retombées économiques limitées

Quant aux retombées économiques de l'installation de l'agence, quatre cents personnes au départ, estime-t-on, peut-être mille plus tard - elles ne seraient pas négligeables pour Vienne. Mais, en ces temps d'austérité budgétaire, les efforts financiers prévus pour rendre l'offre de Vienne plus attractive que celle des autres, ont été trop importants pour que, sur le strict plan du calcul économique, l'installation de l'agence soit vraiment une bonne affaire. De toute façon, l'énergie mise par les Vennois à défendre leur cause repose, avant tout, sur le volonte de l'Autriche de se forger une nouvelle identité, fondée sur un rôle international accru. C'est pourquoi le chancelier social-démocrate, M. Franz Vranitzky, met en avant « l'intérêt géographique et géopolitique » du choix de Vienne.

L'effondrement du rideau de fer, l'explosion de la Yougoslavie, la chute de l'Antrich, ont doublement changé la donne. D'une part, l'Autriche a perdu le rôle de point de contact entre l'Est et l'Ouest qu'elle avait joué pendant toutes les années de l'après-guerre. D'autre part, cette évolution a renforcé les préoccupations de l'Autriche quant à sa propre sécurité. De ce point de vue, l'installation d'un maximum d'organisations internationales à Vienne est perçue comme une sorte de gage. L'an même coup, les Autrichiens veulent montrer que Vienne peut rester, dans un contexte nouveau, une plaque tournante entre l'Est et l'Ouest. L'élection, le 24 mai, de M. Thomas Kleider, diplomate à la stature plus internationale que son concurrent, M. Rudolf Strehl, pour succéder à M. Kurt Waldheim à la présidence de la République, participe de cet état d'esprit. Après le départ de M. Waldheim, qui permet déjà à leur pays de sortir de son isolement diplomatique, l'installation de l'agence de contrôle des armes chimiques à Vienne serait sans doute vécue par les Autrichiens comme une nouvelle étape de leur retour sur la scène internationale.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

ÉTATS-UNIS

Une liste de noms de partisans de M. Perot effacée sur un ordinateur

Les noms de quelque 17 000 partisans du milliardaire texan Ross Perot ont été effacés dans la nuit du dimanche 7 au lundi 8 juin d'un ordinateur de son quartier général électoral en Virginie. Le coordinateur de la campagne de M. Perot dans cet Etat, Mark Adams, a écarté mardi l'hypothèse d'un acte d'espionnage politique similaire à celui qu'avaient commis des agents républicains au Watergate, siège du Parti démocrate,

en 1972. Le coordinateur a souligné que les listes de partisans de M. Perot, qui s'apprenait à se présenter comme candidat indépendant à la présidence des Etats-Unis, existaient en double et n'ont donc pas été perdues. M. Perot recueille en Virginie, comme dans les autres Etats, des signatures pour faire inscrire son nom sur les listes électorales pour l'élection présidentielle de novembre. - (AFP)

Le voyage de la reine d'Angleterre en France

Elizabeth II et M. Mitterrand célèbrent l'Europe

Poursuivant sa visite officielle en France, la reine d'Angleterre, Elizabeth II, devait être reçue, mercredi 10 juin, à la mairie de Paris avant de déjeuner à Matignon. La reine devait ensuite voir l'exposition Henry Moore dans les jardins de Bagatelle, puis visiter l'Arche de la Défense.

La veille au soir, c'est la Pyramide du Louvre illuminée, les colonnades de la cour Napoléon et la Garde républicaine qui ont accueilli la souveraine britannique, accompagnée du prince Philip, au sortir de leur dîner de gala à l'Élysée. Le président François Mitterrand et la reine d'Angleterre venaient d'y proclamer leur attachement à la construction européenne, facteur, à leurs yeux, de « paix et de progrès ».

« Quelles que soient leurs inclinations, nos gouvernements ont lancé le combat pour l'Europe avec le même désir de conviction et de réussite », a affirmé M. Mitterrand.

La construction communautaire est l'axe majeur de nos efforts. (...) Notre Europe constitue aujourd'hui, pour l'ensemble du continent européen, un pôle de stabilité et de progrès », a poursuivi le chef de l'Etat, qui, une nouvelle fois, évoqué les perspectives d'élargissement de la Communauté européenne.

Dans sa réponse prononcée en français, la reine Elizabeth a fait valoir que « dans un monde d'insécurité, de lutte et d'incertitude, la Communauté européenne est un modèle de paix et de progrès ». « L'empreinte indélébile dans la France a marqué la Communauté n'est pas toujours confortable pour ceux dont les institutions reposent sur des traditions différentes: la tradition anglo-saxonne est un peu à la tradition latine en Europe, ce que l'huile est au vinaigre. Il faut les deux pour faire la sauce, sinon la salade est mal assaisonnée », a-t-elle dit en souriant.

La reine avait entamé le matin

même sa visite d'Etat de quatre jours en France (la troisième depuis son accession au trône en 1952). Vêtue d'un tailleur saumon et d'un chapeau du même ton, elle avait été accueillie par le président de la République, à sa descente de l'avion spécial de la Royal Air Force.

Tous les fastes de la République - drapeaux, tapis rouge et fanfare de la Garde républicaine - avaient été déployés pour le rendez-vous avec la monarchie britannique. Comme le veut la tradition, Elizabeth II et M. François Mitterrand ont passé en revue des détachements des trois armées alignés sous un ciel limpide. Le cortège officiel s'était ensuite dirigé vers les Champs-Élysées pour une cérémonie à l'Arc de triomphe.

La reine a remontré l'avenue sous les acclamations de quelques milliers de personnes, massées sur les trottoirs pavés de drapeaux britanniques et français.

La visite du premier ministre belge
Paris et Bruxelles se concertent sur l'avenir de la CEE

Les conséquences du récent référendum danois sur la poursuite de la construction européenne ainsi que les relations bilatérales devaient être au centre des entretiens que le premier ministre belge, M. Jean-Luc Dehaene, devait avoir, mercredi 10 juin à Paris, avec MM. Pierre Bérégovoy et François Mitterrand.

BRUXELLES

de notre correspondant

Malgroé la proximité de la cause d'elles, les relations bilatérales entre la France et son voisin danois ont été marquées par des divergences assez importantes. Les ministres se sont par conséquent réunis à l'occasion des inévitables rencontres dans le cadre du conseil des ministres des Douze à Bruxelles. Les opérations économiques agissent de concert, notamment dans les régions frontalières. Les polices coopèrent, particulièrement pour la lutte contre la drogue en provenance des Pays-Bas. On considère que tout cela va de soi, entre amis, sans nécessiter le déploiement de tapis rouges. M. Willy Claes, ministre des Affaires étrangères, s'est rendu à Paris le 30 avril. Le précédent voyage ministériel remontait à septembre 1988.

Pourtant, après la formation du gouvernement issu des élections de novembre 1991 et le remplacement du premier ministre, M. Martens, par M. Dehaene, autre Flamand social-chrétien, la nécessité d'une visite à Matignon et à l'Élysée s'est fait sentir. Il y a quand même des choses à dire au premier ministre d'un pays qui est le troisième client de la France (après l'Allemagne et l'Italie) et son quatrième fournisseur.

Au cours du premier trimestre de l'année, les ventes de la France à la Belgique ont atteint 28 milliards de francs et ses achats 27,2 milliards. Quelques 75 000 Français sont installés dans le royaume, et l'on estime leur nombre réel au double, la nécessité d'une protection consulaire étant réduite en ces lieux paisibles. Quant aux Belges, un sur quatre prend ses vacances en France, et ils sont 30 000 établis sur la Côte d'Azur.

En dehors des questions d'intendance, cette visite est l'occasion de se concerter avant le conseil européen de Lisbonne. Les dirigeants belges ont réagi comme MM. Mitterrand et Dumas au « non » danois à Maastricht, considérant, qu'il faut continuer d'aller de l'avant. L'identité de vues est fréquente entre Paris et Bruxelles dans les débats communautaires. La « querelle du siège » entre Strasbourg et la capitale belge au sujet du Parlement européen occupe moins les esprits que naguère, un compromis paraissant possible sur le partage des activités des députés.

Le principal objectif immédiat de l'Élysée est d'amener la Belgique à rejoindre le corps d'armée franco-allemand. Bruxelles n'y est pas opposé, mais voudrait ne pas être seul à le faire et souhaite un ancrage de ce corps plus marqué au sein de l'UEO.

JEAN DE LA GUERRE



Londres recherche un compromis sur Maastricht

La Grande-Bretagne recherche un compromis sur le traité de Maastricht. Le gouvernement britannique cherche à trouver un terrain d'entente avec les autres pays de la Communauté européenne.

A tort ou à raison (les motivations du D. de la Grande-Bretagne sont à l'évidence), le gouvernement britannique cherche à trouver un terrain d'entente avec les autres pays de la Communauté européenne. Le traité de Maastricht est un compromis, mais un compromis qui n'est pas acceptable, notamment parce qu'il ne prévoit pas de mécanisme de contrôle des dépenses publiques.

Pas de retour dans le maastricht

Si ces corrections sont substantielles, le gouvernement britannique pourra prendre le risque d'organiser un nouveau référendum de ratification. La proposition britannique consisterait à adjoindre un « protocole » au traité de Maastricht, afin de renforcer l'application du principe de « subsidiarité ».

Le Foreign Office s'efforçait, mardi 9 juin, de ramener l'initia-

tive britannique à des proportions plus modestes, soulignant que l'option du « protocole » n'est que « l'une des solutions envisageables ». Rien n'indique en effet que celui-ci soit acceptable, notamment parce qu'il ne prévoit pas de mécanisme de contrôle des dépenses publiques.

La priorité du gouvernement britannique est, en tout état de cause, d'éviter une ratification du traité, une hypothèse qui aurait pour effet, selon M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, de renvoyer la Communauté « de retour dans le maastricht », notamment parce que la Grande-Bretagne n'est pas du tout sûre de pouvoir obtenir un compromis aussi avantageux pour elle que celui de Maastricht.

La poussée des « eurosceptiques »

Une nouvelle négociation se présenterait, d'autre part, sous un jour beaucoup moins favorable pour M. Major. Depuis le « non » danois (et la levée de l'échéance que représentaient les élections parlementaires), le camp des « eurosceptiques » du Parti conservateur ne cesse de se renforcer.

Une douzaine de ministres dont MM. Peter Lilley (secrétariat social) et Michael Portillo (secrétaire au Trésor), ont rejoint le groupe des parlementaires conservateurs hostiles à une ratification du traité. Le gouvernement a pris la mesure de cette fronde: on confirmera mardi, de source officielle, que le débat de ratification est d'ores et déjà renvoyé à l'automne prochain.

Cette décision était d'autant plus inéluctable que le Parti travailliste (aujourd'hui divisé à propos de la question du référendum) a annoncé qu'il voterait contre la ratification si le gouvernement revient devant les Communes avec un texte identique, et sans que les incertitudes sur la mise en œuvre du traité soient levées.

LAURENT ZECCHINI

L'UDEF

Chacun fera

SEPT

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

POLITIQUE

Le débat sur l'Union européenne

L'UDF invite le RPR à définir clairement sa position

Mis en demeure lundi soir par le RPR de renoncer à participer à des réunions communes sur Maastricht aux côtés de responsables socialistes, les dirigeants de l'UDF ont répondu à leurs partenaires de l'opposition par une nette fin de non-recevoir. Non seulement M. Valéry Giscard d'Estaing a pris la parole, mardi soir, à Sélestat, en compagnie de M. Elisabeth Guigou, tout en se défendant de prêter la main à une opération de « politique politicienne », mais les autres personnalités de l'opposition invitées aux prochaines rencontres organisées par le Mouvement européen ont confirmé leur participation.

M. Simone Veil, qui nous a déclaré qu'étant « indépendante de tout parti politique » elle était « totalement libre de ses décisions », sera présente vendredi 12 juin à Caen aux côtés de M. Laurent Fabius, M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, se rendant comme prévu à Nevers samedi 13 juin, en compagnie de M. Pierre Bérégovoy, « comme un Européen de majorité et comme un Français d'opposition » ; M. Raymond Barre est toujours annoncé le 3 juillet

à Lille avec MM. Pierre Mauroy et Jacques Delors. Seul M. Jacques Chaban-Delmas, unique représentant du RPR annoncé à ces réunions, a renoncé, « par loyauté » envers son parti, à participer à celle de Bordeaux, le 22 juin, où il devait s'exprimer aux côtés de M. Roland Dumas et de M. Catherine Lalumière. M. Jean François Poncelet, président de la branche française du Mouvement européen, sénateur UDF, qui est à l'initiative de ces rencontres, était présent à Sélestat et le sera à Nevers, Bordeaux et Lille.

L'UDF a choisi de répondre à l'injonction du RPR en lui adressant en retour une demande pressante : puisqu'il souhaite clarifier le débat, qu'il dise enfin clairement quelle sera sa position sur la ratification des accords de Maastricht. M. Charles Millon, président du groupe UDF, qui doit participer à Annecy à l'une des rencontres organisées par le Mouvement européen (prévue le 24 juin, la réunion est reportée au 2 juillet « pour des raisons matérielles »), précise dans *Libération* qu'il y prendra part à la condition qu'elle soit « pluripartite et contradictoire » et que le RPR y soit présent. Si

celui-ci refuse, ajoute-t-il, « on reconsidérera le problème, mais il faut qu'avant le RPR ait fait connaître clairement sa position sur l'Europe : s'il est pour le oui, pour le non ou pour l'abstention ».

M. Simone Veil, qui était mardi soir l'invitée du journal d'Antenne 2 avec M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et M. Léotard, qui participait à celui de TF1 aux côtés de M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint, ont tous deux pressé leur interlocuteur d'indiquer au plus vite comment son parti répondra à la question posée par le référendum. Les deux dirigeants du RPR ont souligné qu'il importait de connaître au préalable le texte exact de la question et surtout celui du traité de Maastricht au lendemain du non danois. M. Sarkozy a ajouté qu'avant de se prononcer le RPR devait se souvenir de l'attitude de M. Mitterrand à l'occasion du référendum de 1972 sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, claire allusion au mot d'ordre d'abstention adopté à l'époque par le PS. M. Juppé a déclaré pour sa part, mardi après-midi, qu'il était « pour

l'Europe » et « pour Maastricht à certaines conditions », tout en ajoutant : « Mais je ne suis pas pour dire oui à M. Mitterrand, je suis même déterminé à lui dire non ».

L'épreuve de force continue donc entre le RPR et l'UDF. Celle-ci a remporté une première victoire au Sénat en obtenant que la discussion sur la révision de la Constitution ne soit pas interrompue, comme le demandait M. Charles Pasqua. Celui-ci a dénoncé « l'Europe de l'abus de pouvoir et l'Europe de l'arbitraire » dans laquelle risquerait d'entrer la France si elle ratifiait le traité de Maastricht. Il n'a pas été suivi par les trois groupes de l'UDF.

Le Parti socialiste n'est pas épargné par les remous que provoquent les réunions communes du Mouvement européen. M. Jean Poperen a ainsi dénoncé ce qui lui apparaît comme « une campagne commune des dirigeants socialistes avec les chefs de la droite » et souhaite que le PS réunisse son comité directeur pour discuter de l'organisation de sa propre campagne.

T. F.

« Chacun fera campagne sous ses propres couleurs »

a déclaré M. Giscard d'Estaing lors de la réunion du Mouvement européen à Sélestat

SÉLESTAT (Bas-Rhin)
de notre envoyé spécial

L'union de l'opposition n'est peut-être pas morte, mais sa concrétisation européenne a dû être mise entre parenthèses : pour participer à la réunion organisée par le Mouvement européen à Sélestat M. Giscard d'Estaing a dû, pour la première fois depuis deux ans, annuler le « dîner de l'union » qui, tous les mardis soir de session du Parlement européen, réunit sous sa présidence les députés de l'Assemblée de Strasbourg membres de l'UDF et du RPR. Nul n'ayant le don, d'ubiquité, cette annulation était obligatoire, mais elle symbolise bien que le combat pour la ratification du traité de Maastricht a pris le pas sur le projet de l'union de l'opposition française.

Si le RPR a envoyé un émissaire au Palais des sports de Sélestat, il aura pu vérifier que les crânes des dirigeants de son parti sont parfaitement justifiés. Certes, la tribune aurait pu être celle d'un meeting contradictoire, M. Elisabeth Guigou faisant face à M. Valéry Giscard d'Estaing et Jean-François Poncelet, sénateur UDF, le président de la Caisse d'Épargne alsacienne devant au nom de la « société civile » arbitrer entre les uns et les autres en réponse aux questions des journalistes de FR 3-Alsace et des *Nouvelles d'Alsace*, animateurs de la soirée, mais l'assistance, elle, était venue participer à une grande-messe européenne.

Une assistance « unitaire »

Les nombreux élus présents refusaient de se laisser emporter complètement par un sentiment unitaire, qu'ils soient socialistes - M. Catherine Trautmann, maire de Strasbourg - M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste au Parlement européen, M. Jean-Marie Bockel, député du département - centristes - M. Bernard Bosson, vice-président du Mouvement européen, qui avait décidé de faire le déplacement à Sélestat après le coup d'éclat du RPR, et les nombreux parlementaires CDS de la région - ou libéraux, comme la plupart des députés européens venus soutenir le chef de file. Les mille spectateurs n'avaient cure des réserves politiciennes et ils ont applaudi avec la même ardeur, tour à tour, M. Guigou et M. Giscard d'Estaing.

D'entrée de jeu, M. François Poncelet, le président de la branche française du Mouvement européen, a bien tenté de donner sa vraie signification à son initiative : « Organiser une série de réunions d'explication sur Maastricht avant que la campagne du référendum n'ait commencé », et précisé : « Le Mouvement européen, par définition, ne joue à aucun jeu politique, ses statuts le lui interdisent. J'espère que, dans notre démocratie, nous sommes encore capables, sur un sujet aussi important, de nous parler les uns aux autres face aux Français. Le ministre délégué aux affaires européennes a abondé dans ce sens en affirmant : « Nous sommes dans l'explication, pas dans une campagne électorale » et en reconnaissant : « Nous avons nos

différences en matière de politique intérieure, mais aussi, probablement, sur l'Europe. » M. Guigou a donc annoncé un « débat contradictoire », mais elle a souligné, aussi, que soient oubliées « les scories de la politique politicienne ».

Ces « scories », l'ancien président de la République a voulu un temps les oublier, même si, pour éviter toute image compromettante, il s'est arrangé pour ne pas avoir à serrer la main du ministre de M. François Mitterrand. Curieusement, il a gardé pour la conclusion du débat la raison de sa venue, qui lui avait été demandée dès le début, mais il a, alors, été clair : ce débat est « une initiative du Mouvement européen, dont je suis le président international, a-t-il dit. Ce n'est pas une initiative à caractère politique ».

Europe libérale et Europe sociale

La structure de ce mouvement « est non partisane », a-t-il continué, et cette réunion a été organisée il y a plusieurs semaines, avant que le référendum n'ait été annoncé ; ceux qui le critiquent « confondent deux choses : l'explication du traité de Maastricht et la campagne du futur référendum : ce sont deux temps différents de notre vie politique ». Surtout, M. Giscard d'Estaing a prévenu : « Quand la campagne du référendum sera engagée, chacun fera campagne sous ses propres couleurs. L'UDF conduira sa propre campagne ».

La tonalité de celle-ci ne fait déjà pas de doute puisque le président de l'UDF a déclaré : « L'enjeu

de l'Europe est un enjeu (...) qui dépasse les clivages et qui survit à tous les gouvernements (...) ». Ceux qui conduiront la future majorité de la France dans neuf mois auront de toute façon à maîtriser le traité de Maastricht. S'il est satisfait de participer à « une campagne d'explication légitime et utile », il refuse de se laisser entraîner ailleurs. Il a vertement répondu au journaliste qui voulait le faire réagir à l'ultimatum du RPR : « Halte-là ! Je ne suis pas venu ici pour parler de politique politicienne. Je suis venu pour parler du traité de Maastricht. Alors, si vous voulez m'entraîner au dehors, il faut sortir de cette salle, aller ailleurs et on en parlera autrement. » Et quand M. Guigou a schématisé dans sa main M. Philippe Seguin, M. Giscard d'Estaing a repris la parole pour déclarer : « Nous ne sommes pas ici pour polémiquer avec des gens qui ne sont pas dans cette salle ».

Remarquable pédagogue, fin connaisseur du dossier européen, M. Giscard d'Estaing peut participer avec brio à cette « campagne d'explication ». Nul, mieux que lui, ne peut expliquer les avantages pour chacun de la monnaie unique, ou la mise en œuvre du principe de subsidiarité. Sur bien des points, il s'est trouvé d'accord avec M. Guigou. Par exemple, sur le droit de vote et l'éligibilité des citoyens européens aux élections municipales françaises, dont il a dit qu'une fois qu'il était clair qu'elle n'ouvre pas la porte à leur participation aux élections politiques nationales, ni au droit de vote pour les autres étrangers, cette disposition correspond « à une évolution

normale de la citoyenneté européenne ».

Des points de divergence sont quand même, nettement, apparus. M. Giscard d'Estaing a souligné que le traité de Maastricht ne pourrait pas entrer en vigueur si le Danemark « maintenait sa position » et demandé que soit posé ce problème dans la procédure française de révision constitutionnelle, puisque le projet actuel de celui-ci fait référence au traité signé à Maastricht. Il a souligné que le Conseil européen, qui doit se réunir à la fin du mois à Lisbonne, « traite ce point ». En revanche, le ministre délégué aux affaires européennes a assuré : « Dès lors que nous [les onze autres pays] aurons trouvé un accord politique, nous saurons trouver une solution juridique lui permettant de fonctionner ».

De même, quand l'ancien président de la République a expliqué que ce traité est fondé sur un modèle d'« économie du marché libérale » et proclamé « la fin de l'économie étatique », Mme Guigou a souligné que le marché ne peut pas tout, que le traité comporte, aussi, un chapitre sur la « compétitivité industrielle », permettant donc des politiques industrielles, et qu'il prévoit de bâtir une « Europe sociale », ce qui a été impossible jusqu'à maintenant. L'UDF et le PS sont d'accord pour construire ensemble l'Europe ; l'UDF et le PS n'entendent manifestement pas gérer de la même manière cette Europe unie.

THIERRY BRÉHIER

Le « cent quatre-vingt-deuxième épisode de la guerre des chefs »

A entendre M. Barre appeler chacun à « rester calme », M. Barrot qualifier la mise en demeure du RPR de simple « malentendu » ou M. Pons assurer que « le cri d'alarme du RPR avait été entendu » et que « les choses allaient s'arranger », on avait peine à croire, mardi, à l'Assemblée nationale, que l'opposition pouvait être menacée d'explosion. Semble-t-il donc l'« armistice » qu'appelle de ses vœux M. Dorevian, afin d'en finir avec ce « cent quatre-vingt-deuxième épisode de la guerre des chefs » ?

Somme de s'expliquer sur ses prétendues accointances avec le PS autour du traité de Maastricht, l'UDF a consenti un geste vis-à-vis du RPR, tout en évitant de donner l'impression de capituler face à ce que les Jeunes démocrates sociaux avaient appelé, la veille, la « terreur politique » du parti de M. Chirac. D'un côté, l'UDF demande à son partenaire de clarifier sa position sur le traité de Maastricht, estimant que c'est l'ambiguïté du mouvement gaulliste vis-à-vis de l'Europe - toujours en proie aux effets déléteurs de l'offensive de M. Seguin et Pons - qui explique le radoucissement de ces derniers jours. M. Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée, « souhaite », ainsi, « connaître clairement la position du RPR sur l'Europe ».

Dans le même temps, l'UDF admet implicitement que des malentendus ont été commis dans la préparation de la campagne du Mouvement européen. Dans l'entourage de M. Millon, on met notamment en cause la « légèreté » avec laquelle le mouvement présidé par M. François Poncelet a rendu publique la liste des participants aux réunions conjointes avec des dirigeants socialistes sans avoir véritablement pris conscience du nouveau contact politique créé par l'annonce d'un référendum sur la ratification du traité de

Maastricht. « Il fallait s'adapter à cette nouvelle donne », a regretté M. Rosinat. M. Barrot a également exprimé ses « réserves » sur une campagne qui, selon lui, risque d'apparaître comme « une opération de synchronisme politique à l'usage exclusif de l'établissement ». La consigne est, visiblement, de souligner la permanence de clivages partisans autour de l'Europe, dont la conception « libérale » se heurte à la conception « socialiste ». Le groupe UDF de l'Assemblée a donc demandé que les réunions du Mouvement européen soient « contradictoires et pluralistes » et il « appelle le RPR à venir y participer ».

Reste à savoir si ce dernier, même courtoisement invité, acceptera de s'associer à ces forums itinérants sur l'Europe. Si l'on se fie aux propos tenus par M. Chirac lors de la réunion du groupe RPR de l'Assemblée, le doute est permis. D'ailleurs, « les initiatives prises par certains responsables de l'UDF », qui sont « de nature à réhabiliter le gouvernement et le président socialiste », l'ancien premier ministre a en effet affirmé : « Ou l'on est dans l'opposition, ou l'on est dans la majorité. Il n'est pas question de tenir des réunions avec le PS, dont nous combattons la politique ».

L'affaire est donc très loin d'être réglée. M. Méthivier se laisse interrompre de cette incertitude lorsque, interrompu sur le scénario de la reconstitution du paysage politique autour d'un nouvel axe pro-européen, il laisse tomber, un peu las : « Ce scénario est totalement illusoire pour l'instant et, l'espère, totalement illusoire pour demain. » Dans la coulisse de Palais-Bourbon, il n'y avait guère que M. Peyrefitte pour se déclarer « esthétiquement très satisfait » de la grande confusion dans laquelle se trouve plongée l'opposition.

FRÉDÉRIC BOBIN

NEW YORK 1980 F

ATHENES 1300 F
ISTAMBUL 1300 F
DAKAR 2370 F
LES ANTILLES 2600 F
DJIBOUTI 3890 F
LA REUNION 3890 F
PAPEETE 7800 F
VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

Et après les vertiges de New York,
nager dans les fastes
d'un hôtel américain
ne vous coûtera pas plus cher
que l'édition originale de
« The bottom of the air is fresh ».

* Les USA avec Nouvelles Frontières,
c'est aussi des séjours ou des circuits,
avion compris, à partir de 8 500 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

NOUVELLES
FRONTIERES

POLITIQUE

Le débat sur l'Union européenne

Les sénateurs ont repris l'examen de la révision constitutionnelle

Une mise en garde de M. Jean Poperen au PS

« Personne ne croira cette fable... »

La campagne du Mouvement européen en faveur du traité de Maastricht, associant des personnalités de la majorité et de l'opposition, provoque des remous au Parti socialiste. Observant que la participation de dirigeants du PS à ces réunions n'avait pas été soumise à l'approbation du bureau exécutif, les amis de M. Lionel Jospin avaient l'intention de provoquer la discussion, mercredi 10 juin, devant cette instance. Sans attendre, M. Jean Poperen a adressé à M. Laurent Fabius, mardi, une lettre dans laquelle il déclare « surprenant » que soit annoncé ce qui, à ses yeux, « est bel et bien une campagne commune de dirigeants socialistes avec des chefs de la droite ».

« Personne ne croira cette fable qu'il s'agit de débats : ce que toute la France retiendra, c'est le spectacle des chefs de la droite et du Parti socialiste sur des mêmes tréteaux », écrit M. Poperen. Cette addition de chefs fera une soustraction de voix. Pour l'ancien ministre des relations avec le Parlement, « le combat politique, c'est de mener la confrontation plutôt que d'effacer des complications ». Il estime que si les socialistes ne mènent pas « une campagne nettement axée à gauche, une campagne socialiste pour la ratification, le risque existe (qu'ils perdent) le référendum ». Aussi l'ancien ministre demande-t-il la convocation d'urgence du comité directeur du PS, « qui fixera les modalités et l'orientation de la campagne des socialistes ».

M. Max Gallo, qui siègeait jusqu'à maintenant au comité directeur au titre du courant Socialisme et république de M. Jean-Pierre Chevènement, hostile au traité de Maastricht, a

annoncé, mardi, dans une lettre ouverte, au premier secrétaire, sa démission de cette instance. « En ce jour qui marque le début d'une campagne commune de membres éminents du Parti socialiste et de personnalités marquantes de l'opposition libérale », M. Gallo a décidé de faire savoir à M. Fabius qu'il n'est « pas disposé à cautionner, pour ce qui concerne [sa] modeste responsabilité, ce ralliement, ce ralliement, qui ne [lui] paraissent dicte que par la seule politique de bâtir, dans la pire tradition, une majorité nouvelle ».

L'écrit, ancien porte-parole du gouvernement Mauroy, explique, dans un entretien publié mercredi par Libération, que la participation des socialistes à la campagne du Mouvement européen manifeste leur « ralliement à l'Europe libérale de M. Giscard d'Estaing ». « Nous assistons au triomphe idéologique du giscardisme », déclare-t-il, « même si ce n'est pas lui qui en tirera profit ». Cette confusion entre l'Europe de Maastricht, à laquelle M. François Mitterrand a identifié son action, et l'Europe libérale, que veut incarner M. Giscard d'Estaing, inquiète les socialistes, qui craignent qu'elle ne trouble leur électorat. « Nous ne sommes pas du tout à la veille d'une recomposition à partir de cette problématique de l'Europe », a affirmé, mardi, M. Christian Pliet, fabiusien, membre du secrétariat national du PS, tandis qu'il était annoncé, par la direction du parti, une série de réunions publiques, proprement socialistes, portant sur le traité de Maastricht.

P. J.

Une semaine après avoir interrompu leurs travaux à la suite des résultats du référendum danois sur la ratification des accords de Maastricht, les sénateurs ont décidé de poursuivre, mardi 9 juin, l'examen du projet de loi constitutionnelle préalable à l'acceptation de l'accord sur l'Union européenne. Cette décision, arrêtée en commission des lois, a permis de vérifier une nouvelle fois la division de la majorité de droite à propos de Maastricht. L'UDF s'est en effet prononcée pour la reprise du débat, alors que le RPR a vainement milité contre. La discussion générale devait s'achever mercredi 10 juin avec notamment la discussion d'une motion tendant à opposer l'irréversibilité présentée par M. Paul Masson (RPR, Loiret) et combattue par M. Xavier de Villepin (Union cent., France) établie hors de France.

L'« avatar danois », pour reprendre les propos de M. Roland Dumas, a-t-il fait long feu ? Les sénateurs hostiles au traité de Maastricht ont sans doute cru un instant que la non-ratification par le Danemark allait porter un coup fatal à la discussion constitutionnelle. Le vote significatif intervenu en commission des lois, mardi en fin de journée, a cependant montré qu'il n'en a rien été. Dès la reprise de la séance, le ministre des affaires étrangères, comme il s'y était engagé, est venu rendre compte de la réunion à Oslo des

ministres européens, avant d'assurer le Sénat de sa détermination. « Les adversaires de l'Europe ne pouvaient avoir enfin trouvé, dans [ce] vote, l'occasion de tuer l'espoir », a affirmé le ministre. La boîte de Pandore a été ouverte, ils comptaient bien que l'Europe ne se révélerait pas. Ils se sont peut-être trompés, en tout cas trompés.

M. Dumas a exprimé à des sénateurs sceptiques sa volonté de ne pas mêler au débat des considérations de politique intérieure, puis il a indiqué que « la base juridique sur laquelle le gouvernement invite le Parlement et le peuple français à se prononcer est solide et ne souffre d'aucune ambiguïté ».

M. Dumas a pour autant proposé aux sénateurs d'« ajuster » à leur guise le texte de la révision constitutionnelle de manière à prendre en compte le refus danois de participer à l'Union européenne.

« Un danger pour la démocratie »

Défavorable à la poursuite des débats, M. Charles Pasqua (Hauts-de-Seine), président du groupe RPR, a réagi immédiatement aux propos du ministre. Il a dénoncé « l'Europe de l'arbitraire » dans laquelle la France s'enfoncerait, selon lui, avant de prononcer un long panegyrique du Danemark et de son « extraordinaire grandeur d'âme ». « Pour la grande Europe que nous souhaitons tous, je ne présagerais rien de bon d'une attitude qui ne serait pas respectueuse des petites démocraties et des pays les plus

faibles. Voyez-vous, dans cet impérialisme-là, je crains de ressentir quelque chose de dangereux pour la démocratie », a grondé le sénateur des Hauts-de-Seine, épaulé par M. Hélène Luc (Val-de-Marne), présidente du groupe communiste, qui a demandé avec insistance que la discussion du projet de loi soit ni plus ni moins stoppée.

M. Guéna : l'histoire d'Ubu roi

Cette alliance de circonstance n'est cependant pas parvenue à mettre à bas celle, tout aussi indécise, de l'UDF et des socialistes. Au cours d'une suspension de séance demandée par le rapporteur du texte, M. Jacques Larché (Rég., et ind., Seine-et-Marne), M. Pasqua a pu vérifier une nouvelle fois la détermination des trois groupes UDF - l'Union centriste, les Républicains et indépendants, et le Rassemblement démocratique et européen - réunis avec le RPR au sein de la concertation de la majorité sénatoriale. La vanité de sa tentative de radicalisation, dictée en partie par des considérations internes au RPR, a été manifeste au cours de la réunion de la commission des lois qui s'en est suivie et qui a décidé, à une très large majorité (vingt-deux voix UDF et PS, contre treize RPR et PC), la poursuite des travaux.

La discussion générale, après une semaine d'interruption, a donc pu enfin reprendre, et avec elle le compte des « pro » et des « anti ». Parmi ces derniers, M. Yves Guéna (RPR, Dordogne) a poursuivi avec fougue

le contenu des accords de Maastricht avant de s'en prendre à l'imbricatio juridique qui résulte de la non-ratification danoise. « Où en sommes-nous ? On nous demande de bouleverser notre loi fondamentale, d'en ébranler les bases intimes, pour voter un traité qui est caduc et dont on nous annonce qu'après sa ratification il sera renégocié et de nouveau signé. Il faudra rajouter un chapitre à l'histoire d'Ubu roi », a-t-il ironisé.

Les sénateurs favorables à la révision constitutionnelle ont donné à entendre pour leur part un concert familier. « Je ne me sens pas mauvais Français parce que je suis européen », a clamé M. René Monory (Union cent., Vienne), alors que M. André Bézencourt (Rég., et ind., Seine-Maritime) indiquait que la ratification du traité de Maastricht est « un acte de courage politique et de confiance dans l'avenir ». « La construction européenne correspond à une nécessité absolue. (...) Le Danemark nous a rappelé que l'existence de l'Europe n'a rien d'automatique et que la non-Europe serait un risque considérable. Le traité, dans l'intérêt de la France, l'Europe ne peut attendre », a ajouté M. Daniel Hoffel (Bas-Rhin), président du groupe centriste, pendant que M. Jean-Luc Mélenchon (PS, Essonne) surprenait son monde en assurant : « Homme de gauche, j'affirme que Maastricht est un compromis socialiste ».

G. P.

M. Léotard : « Je n'aime pas les ultimatums »

M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain (PR), a confirmé, mardi 9 juin, sa participation à la réunion publique organisée le 13 juin à Nevers par le Mouvement européen. M. Pierre Bérégovoy sera également présent. Dans un communiqué, M. Léotard a affirmé : « Dans l'Europe des Douze, la majorité est libérale et c'est à cette majorité que M. Mitterrand, à Maastricht, s'est rallié. L'Union donc à Nevers comme un Européen de majorité et comme un Français d'opposition. » L'opposition républicaine n'a aucune chance de l'emporter contre le PS en mars 1993, a-t-il ajouté, si, mêlant ses voix à la coalition des charismes, elle n'est pas porteur d'une espérance européenne.

Mardi soir, sur TF 1, M. Léotard, qui était interrogé en compagnie de M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, a souligné qu'il traitait à Nevers « une haute » mais « sans aucun souci de compromission avec le Parti socialiste et avec M. Mitterrand ». L'opposition, ce n'est pas une caserne. Je n'aime pas beaucoup les ultimatums », a-t-il encore déclaré,

avant de proposer que des représentants du RPR participent à ces réunions pour « apporter leur démarche d'opposants à cette discussion ». « Ne transférez pas vos difficultés internes sur les voisins de palier », a-t-il dit à M. Sarkozy en l'invitant à faire savoir « le plus vite possible ce que le RPR, en tant que parti, va répondre à la question » posée par le référendum.

« Lire la chronique de Daniel Schneidermann en page 27. »

■ M. Madelin (PR) : « Aucune amorce de recomposition politique ». — M. Alain Madelin, secrétaire général du Parti républicain, a déclaré mardi 9 juin sur Antenne 2 qu'il ne voyait « aucune amorce de recomposition politique » dans les réunions organisées par le Mouvement européen. « Comme Alain Juppé et Nicolas Sarkozy, a-t-il précisé, je dis non au socialisme, je dis non à François Mitterrand et même si nos convictions européennes nous poussent demain à dire oui, nous le ferons peut-être en compagnie des socialistes, de même que ceux qui diront non le feront en compagnie du Front national et du parti communiste ».

Le Front national propose au RPR des réunions communes

Le Front national a proposé au RPR, mardi 9 juin, l'organisation de « meetings communs contre Maastricht », en tenant pour « normal » que l'UDF et le PS tiennent des meetings communs puisqu'ils disent la même chose : « l'Europe » en « disant » que le RPR n'y participe pas « dans la mesure où il reste, pour le moment, majoritairement partisan du « oui » au référendum ». M. Bruno Mégret, délégué général du parti d'extrême droite, estime que la procédure récurrente de ratification du traité européen provoque « la dissolution de l'UDF, qui prétendait, il y a peu, assumer seule la responsabilité du pouvoir ». Selon lui, « l'affaire des meetings communs démontre, en fait, que la droite parlementaire n'a plus d'espace politique entre le PS et le Front national ». En conséquence, M. Mégret suggère au RPR de tenir des réunions publiques communes « avec le Front national pour l'Europe des patries » et pour le « non » au référendum.

■ Prédilection. — M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, dont nous avons indiqué dans nos dernières éditions du 10 juin qu'il annulait sa participation à la rencontre organisée le 17 juin à Rennes par le Mouvement européen, a précisé mardi dans les couloirs de l'Assemblée nationale que si le RPR répondait positivement à la ratification des accords de Maastricht, alors tout serait possible, y compris la suspension de la participation de représentants de l'UDF à des réunions avec des socialistes.

■ Maastricht sur mandat. 3615 CEE. — Les bureaux pour la France du Parlement européen et de la Commission des Communautés européennes ont pris l'initiative de rendre accessible sur Internet le traité de Maastricht afin que chaque Français puisse avoir une connaissance directe de son contenu. Pour interroger le Minut, 3615 CEE tapez MAA. Le texte peut être également obtenu à l'adresse suivante : direction des journaux officiels de la République française, 26, rue Daria, 75727 Cedex 15, (tél. (1) 40-58-75-00).

■ M. Timmermans devient secrétaire départemental du Front national en Seine-Saint-Denis. — M. Franck Timmermans (trente-six ans), secrétaire général adjoint du Front national, vient d'être désigné secrétaire départemental du parti d'extrême droite en Seine-Saint-Denis. Principale collaborateur de M. Carl Lang, secrétaire général, il succède à M. Claude Briand qui, après avoir occupé ce poste durant quatre ans, souhaite se consacrer à l'île-de-France dont il est un élu.

M. de Villepin met « de l'huile dans la mécanique »

Pour M. de Villepin, sénateur (centriste) des Français de l'étranger, l'Europe est une « conviction ».

La cravate blanche, les gants blancs, M. Xavier de Villepin se signale ordinairement auprès de ses collègues, dans la salle des conférences du palais du Luxembourg, par de grandes claque amicales qu'il leur adresse dans la dos, ponctuées de « mon vieux » tonitruants. Une familiarité qu'autorise à l'ordinaire une pléthore de mandats locaux ou, à la rigueur, plusieurs portefeuilles ministériels. Il n'en est rien. M. de Villepin, écarné-soix ans sonnés, n'est entré que depuis dix ans en politique. Diplômé de l'École des hautes études commerciales et de la Harvard Business School, il a fréquenté davantage les cercles des entreprises que les préaux des campagnes électorales.

Pendant près de trente ans, de l'Algérie au Venezuela, de l'Australie aux États-Unis, et du Maroc à l'Italie, M. de Villepin s'est occupé des services commerciaux des fonderies de Font-Blaque, reprises dans les années 70 par le groupe Saint-Gobain, dont il est devenu, en 1985, directeur général adjoint chargé du développement international.

En 1988, M. de Villepin est élu sénateur représentant les Français établis hors de France, une spécialité du palais de Luxembourg, qui réserve douze sièges aux élus désignés par le « club » du Conseil supérieur des Français de l'étranger.

« C'est pour eux qu'on rame »

M. de Villepin, UDF non tant, décide de s'inscrire au groupe de l'Union centriste parce que son président, M. Daniel Hoffel, « a une bonne tête ». Atypique, l'ancien élève de HEC rattrape rapidement le temps perdu et devient vice-président du groupe à l'occasion du renouvellement sénatorial de 1989. La fonction est moins honorifique qu'il n'y paraît.

M. Hoffel et M. de Villepin sont en effet, tous les deux, de l'avis général, « Daniel écoute

beaucoup son ami Xavier ». Il faut dire que le sénateur, bien entouré, travaille beaucoup et s'immerse à tout-est passé, progressivement, de rapports consacrés à la défense nationale, domaines où il se fait pendant longtemps le défenseur du missile « à roulettes », aux questions européennes, il était, d'ailleurs, le rapporteur de la commission d'enquête du Sénat sur les accords de Schengen, constituée à l'occasion de leur ratification et, qui avait rendu un jugement critique sur cette esquisse d'espace judiciaire européen.

Centriste, M. de Villepin est évidemment favorable au traité de Maastricht. Cela va de soi, il se défend, cependant, d'être « un européen sûr de lui et dominant ». « L'Europe est une conviction, il ne faut pas en faire une nouvelle inquisition contre ceux qui ne pensent pas comme nous. Les rouges communistes devront toujours être remis en question pour être améliorés », affirme-t-il. « Sans doute le fait de mon expérience professionnelle, le croire à la nécessité d'une « dimension », ajoute-t-il. Dans l'économie, on a besoin d'une certaine taille pour pouvoir avoir une vision mondiale. C'est la même chose pour l'armée et pour la politique internationale ».

Le sénateur, qui participe aux réunions du gouvernement, à Matignon, avec les parlementaires de l'opposition et de la majorité pendant la crise du Golfe, a multiplié, ces temps derniers, les contacts avec M. Elisabeth Guigou, ministre des affaires européennes, pour mettre, au Sénat, « de l'huile dans la mécanique ». « Maintenant convaincu de la bonne tournure que prend l'affaire de la ratification de Maastricht, le sénateur se pour, seul sujet d'agacement, l'ignorance presque crasse de ses enfants sur les dossiers européens (normis, peut-être l'air, qui est, il est vrai, consensuel diplomatique). « Bon sang ! C'est tout de même pour eux qu'on rame ! », lance-t-il en ponctuant sa phrase d'une de ses fameuses claque dans la dos.

GILLES PARIS

Dans les conseils régionaux

Bourgogne : l'opposition enlève quatre des huit présidences de commission

DIJON

de notre correspondant

L'accord politique que M. Jean-Pierre Soisson, président du conseil régional de Bourgogne, a signé avec ses deux adversaires, mardi matin 9 juin, est intervenu en fin de journée entre la coalition des vingt et un élus qui le soutiennent (PS, Verts, Génération Ecologie et France une) et l'Union pour l'avant de la Bourgogne (UAB, qui regroupe RPR, UDF et divers droites). Les deux principales formations du conseil régional se partagent à parts égales les présidences des huit commissions. Pour y parvenir, M. Soisson a dû céder du terrain à son adversaire, M. Dominique Perben, député et maire RPR de Chalon-sur-Saône.

Rien n'était acquis en début d'après-midi, malgré l'adoption du règlement intérieur par 27 voix (le groupe des 21, 3 PC et 3 FN) contre 24 (UAB) et six abstentions (5 FN et 1 PC). L'UAB contestait notamment un article désignant le président du conseil régional comme membre de droit de chacune des commissions, lui donnant par conséquent une voix délibérative. Après trois suspensions de séance pour parvenir à « une solution négociée », approuvée par la majorité des conseillers régionaux, une modification du règlement intérieur a été adoptée par 45 voix contre 9 (5 FN et 1 UAB) et trois abstentions (PC). Cette modification transforme la voix délibérative du président en voix consultative et elle modifie le nombre de membres de plusieurs commissions, permettant à l'UAB de disposer de la majorité dans quatre d'entre elles.

CHRIS MAISIAT

■ Haute-Normandie. — Le budget est désormais applicable. — Le conseil régional de Haute-Normandie a adopté, jeudi 4 juin, les taux des taxes locales auxquelles il s'était opposé en avril dernier (Le Monde du 16 avril). Alors qu'il avait précédemment voté contre, le PS s'est cette fois abstenu permettant l'approbation d'une augmentation moyenne de 12,8 % des impôts régionaux, par 24 voix (19 UDF, 4 Verts et 1 PCNT) contre 8 (FN). Les cinq élus communistes et les quatre de Génération Ecologie se sont également abstenus. Ce vote permet l'application du budget qu'avait arrêté la précédente assemblée.

BIBLIOGRAPHIE

Philippe Meyer l'insolent

La caricature — qui force le trait en soulignant les ridicules ou en mettant à nu les réalités que l'on souhaiterait cacher — n'est pas le monopole des dessinateurs. Le « pointu » du graveur qu'est Philippe Meyer pour tracer les portraits d'une trentaine d'hommes politiques actuels se transforme, au gré de son inspiration, en burin ou en poinçon, quand ce n'est pas en scalp. Sa moquerie, servie par un style alerte, bien que châtié et nourri de classicisme, atteint parfois à la férocité.

Se venge de polémiste peut l'entraîner, en effet, au-delà des limites de l'inspiration pour frôler la calomnie et la grossièreté. N'est-elle pas choquée le chanteur Renaud, qui pourtant n'hésite pas, lui non plus, à briser des idoles ? Il est vrai qu'il faut avoir un sérieux aplomb — et un sourire désarmant — pour asséner au modèle, en sa présence, l'image peu flatteuse qu'il donne de lui.

Le genre n'est certes pas nouveau. Le pamphlet politique a sou-

vent tourné au jeu de massacre. Si les dirigeants du pays ont toujours été les cibles des chansonniers, des brûlots les ont aussi plus cruellement atteints : ce fut le cas naguère de Louis Figeac ou de la corvée Assolant ou de la satire de l'abbé de La Harpe, c'est aujourd'hui celui du satirique « Bébé » show. Chacun accepte, en général, ces débauches d'obscénités, en se régalant par compensation de ce qui est dit des autres. A cet égard, la générosité de Philippe Meyer est immense, bien qu'il laisse voir qu'il a, lui aussi, ses têtes de Turc, les plus nombreuses, et plus rarement ses bonnes têtes. Et lorsque parfois sa tendresse l'emporte, il se reprend vite par une touche de cruauté goguenarde, accumulant images incisives, comparaisons hardies et condescendance moqueuse. En obligeant malgré tout le lecteur à s'indigner, à rire franchement ou simplement à sourire.

ANDRÉ PASSERON

► Pointes sèches, de Philippe Meyer, Le Seuil, 150 p., 97 F.

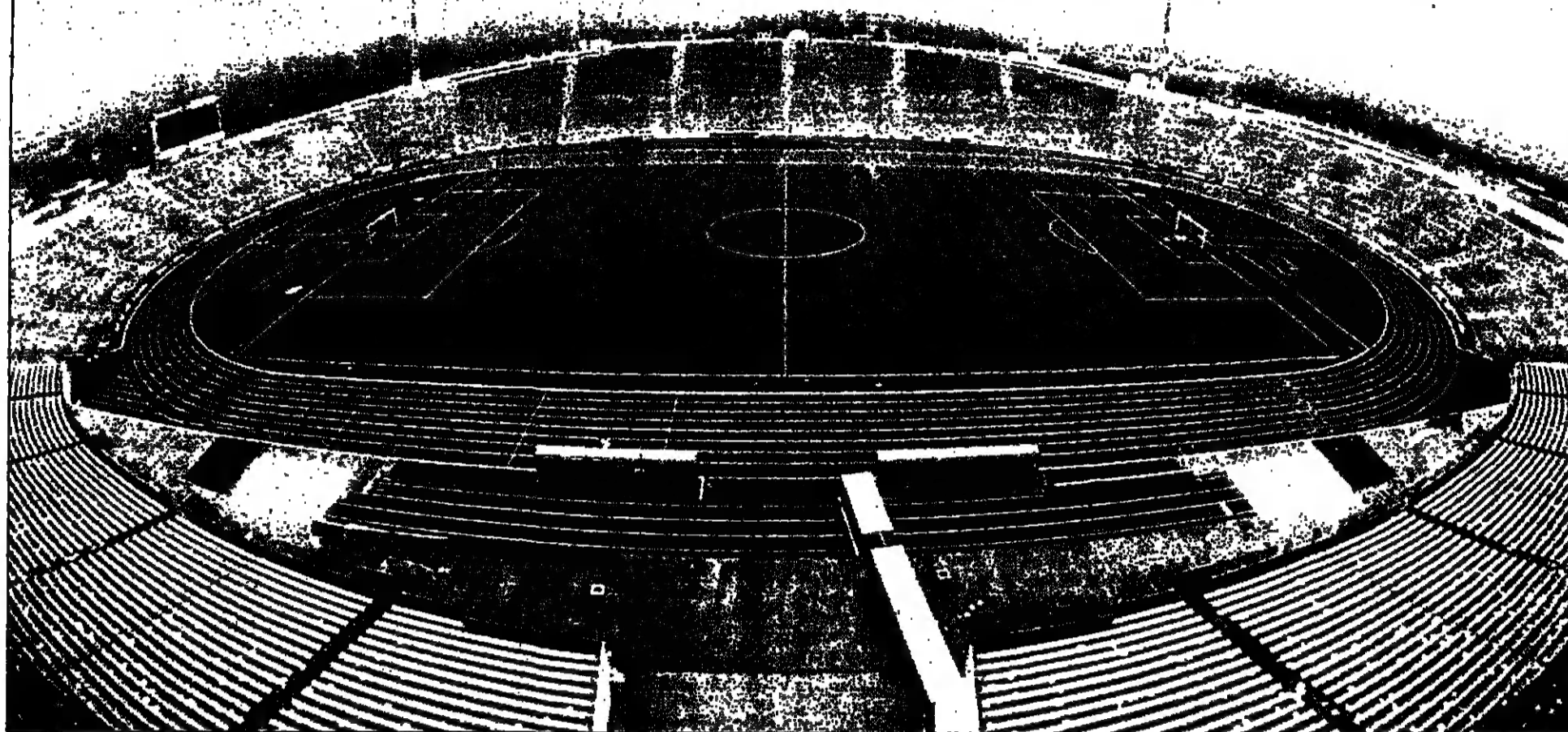
Si là-à ve

ici pas

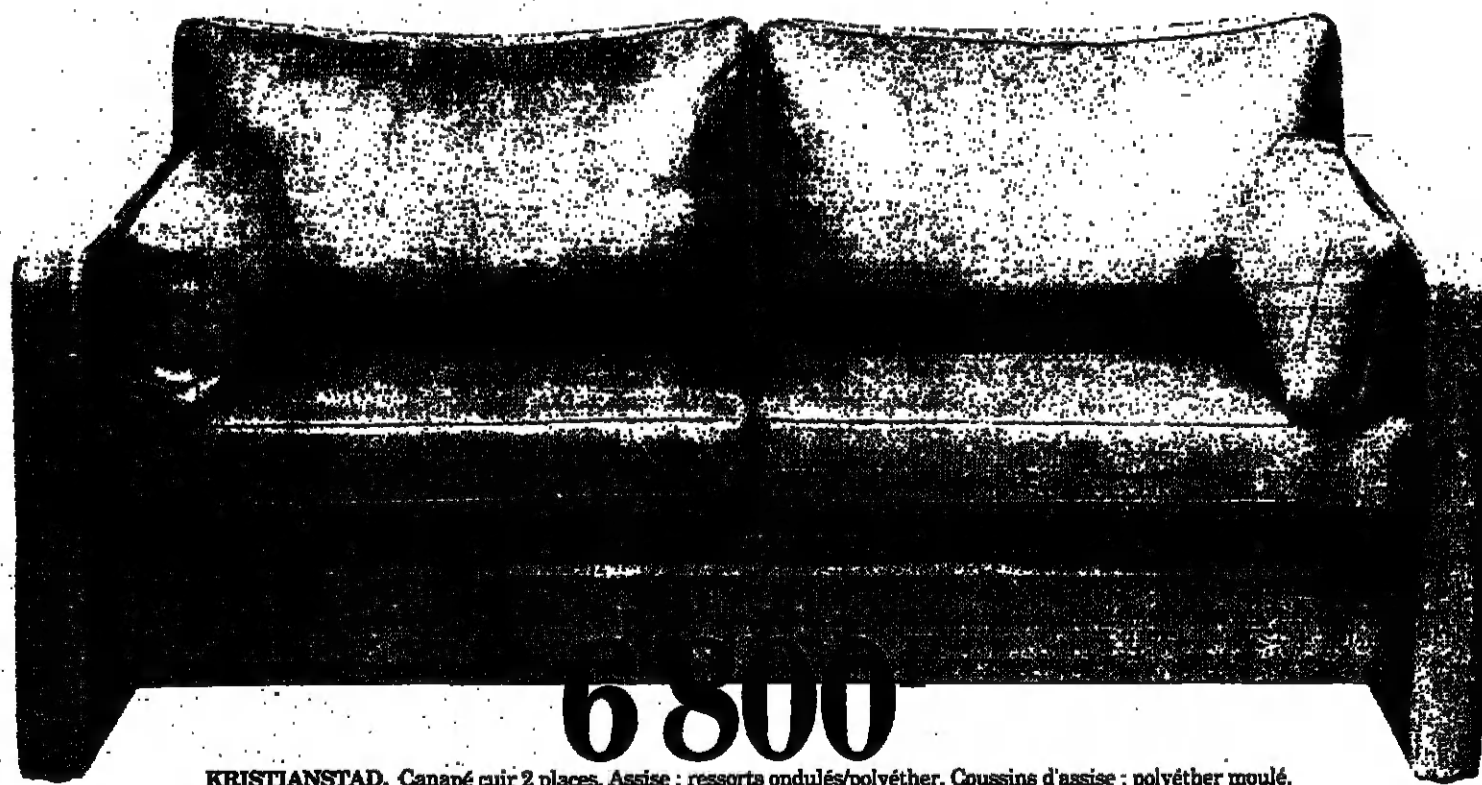
هكذا من الرياض

• Le Monde • Jeudi 11 juin 1992 • 9

Si là-bas les Suédois sont prêts
à vendre très cher leur peau,



ici ils continuent à vendre
pas cher du tout leur cuir!



6 800
KRISTIANSTAD. Canapé cuir 2 places. Assise : ressorts ondulés/polyéther. Coussins d'assise : polyéther moulé, enrobé onate synthétique. Coussins de dossier : plumes/bandes de polyéther. Revêtu cuir "Standard" vachette, fleur corrigée et pigmentée. Larg. 168 cm, prof. 87 cm, haut. 80 cm, haut. d'ass. 45 cm. Noir, brun, gris/bleu, coquille d'oeuf, rouge ou gris. 6 800 F. Sur commande. Livraison gratuite sous 6 semaines.

S'il y a un terrain où il fait bon rencontrer les Suédois, c'est sûrement celui de l'économie. Chez IKEA, par exemple, vous avez pris l'habitude de gagner. De l'argent bien sûr. Loin des passions des stades, où le cuir est destiné au fond des

filets et les cartons à calmer les esprits, vous trouverez, dans le calme de nos 7 magasins, des canapés en cuir et des milliers de produits dans des cartons prêts à emporter. Et tout ça avec des chiffres qui n'ont

rien à voir avec ceux du monde du football. Des prix qui laissent rêveurs du président de club au plus petit supporter. En ce début d'été, venez rencontrer les Suédois là où ils sont les meilleurs sur le terrain des prix, des idées, de la qualité.



IKEA PARIS NORD II (55)
AUTOROUTE A1 21 PARIS NORD II
TEL. (1) 48.83.20.25

IKEA PARIS EVRY (51)
AUTOROUTE A6 EVRY LISSES
TEL. (1) 61.97.71.20

IKEA PLAISIR (78) - IKEA LYON (69)
C.CIAL DE PLAISIR - ZAC DU CHAMP DU PONT ST-PIEST.
TEL. 30.70.21.21 TEL. (1) 78.26.49.49

IKEA MARSEILLE (13)
RN 113 C. CIAL VITROLLES ESPACE
TEL. 42.89.06.16

IKEA LILLE (59)
C. CIAL DE LOMME
TEL. 20.93.26.77

IKEA BORDEAUX (33)
C. CIAL BORDEAUX-LAC
TEL. 36.50.42.06

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MIMTEL 9014 IKEA

JUSTICE

L'enquête du juge Van Ruymbeke sur le financement des partis

M. Robert Jarry, maire du Mans, a été inculpé

Le maire du Mans, M. Robert Jarry (ex-PCF), a été inculpé, mardi 9 juin, de trafic d'influence par le magistrat rennais M. Renaud Van Ruymbeke, chargé du dossier sur le financement du PS et du PCF dans la Sarthe.

M. Jarry fait partie d'une liste de douze élus socialistes et communistes de la Sarthe soupçonnés d'avoir bénéficié des services des « bureaux d'études » Urbas et SAGES, proches du PS, et Bretagne-Lorraine-Equipement (BLE), proche du Parti communiste (PCF), le 19 février. Leurs noms étaient apparus à la suite d'une série de perquisitions effectuées à Paris et

dans la Sarthe. Parmi les bénéficiaires de commissions perçues dans la Sarthe par la SAGES, le juge avait cité, lors d'une séance publique, outre le maire du Mans, MM. Jean-Claude Boulard, président de la Communauté urbaine du Mans (CUM), adjoint de M. Jarry et député (PS) de la Sarthe; Raymond Doyère (PS), maire de Boulogne et également député (PS) de la Sarthe; Roland Becdelièvre, ex-secrétaire de la fédération PS de la Sarthe et vice-président de la CUM de 1983 à 1989.

Avant M. Jarry, deux élus socialistes, MM. Pierre Villa, ancien

adjoint au maire du Mans, chargé de l'attribution des marchés, et Jacques Jostegues, ancien premier secrétaire de la fédération départementale du PS, avaient été inculpés de faux, usage de faux et trafic d'influence. Plusieurs responsables régionaux et nationaux de la SAGES, d'Urbas et de BLE, ont aussi été inculpés par le magistrat rennais. Il s'agit notamment de MM. Gérard Monette, Michel Rey et Jacques Grossman, responsables des bureaux d'études Urbas, SAGES et GFCO (proche du Parti communiste). M. Rey est le seul dans cette affaire à être incarcéré.

Incarcérés dans le cadre de l'affaire des Girondins de Bordeaux

MM. Claude Bez et Didier Couécou ont été remis en liberté

BORDEAUX

de notre correspondante

M. Claude Bez, l'ex-président des Girondins de Bordeaux, et M. Didier Couécou, l'ancien député général du club, ont été libérés, mardi 9 juin, de la maison d'arrêt de Gradignan (Gironde). Les deux hommes étaient incarcérés depuis le 9 avril dans le cadre de l'information sur les finances du club bordelais. (nos dernières éditions du 11 juin). Leur détention avait alors été motivée par le souci d'éviter toute communication entre eux et l'intermédiaire yougoslave, Ljubo Barin. Celui-ci n'a pas été arrêté, contrairement à ce qu'espérait le juge d'instruction bordelais, M. Bernadette Prigent. Cependant, selon le parquet, « les interrogatoires essentiels sur le fond de l'affaire ont eu lieu ». Le parquet a donc donné son feu vert à la demande de mise en liberté déposée le 4 juin par les avocats de MM. Bez et Couécou, M. Jean-Yves Golau-Brissonnière, Benoît Ducez-Adler, François Tosi et Yves Lecoq.

Outre M. Bez, inculpé d'abus de confiance, de faux et usage de faux, et M. Couécou, inculpé de compli-

cité d'abus de confiance, recel, faux et usage de faux, M. Prigent a également inculpé M. Lucio D'Onofrio, l'un des intermédiaires qui, avec M. Barin, ont négocié les principaux achats de joueurs pour les Girondins de Bordeaux.

« Sociétés d'image » et paradis fiscaux

Dans ce cadre, 43 millions de francs ont, semble-t-il, été détournés de leur destination initiale, 90 % des opérations menées pour le club bordelais ont transité par l'intermédiaire de M. Ljubo Barin, qui disposait de deux comptes auprès de la Banque populaire de Suisse à Zurich, ouverts sous les noms de Filiberto et Praton. Sont entrées sur ces comptes des sommes beaucoup plus importantes que n'en ont officiellement eu les clubs qui ont « vendu » des joueurs à Bordeaux. En juin 1985, par exemple, pour l'achat de Reinard au Werder de Brême, le club allemand a encaissé 912 000 F alors que le club bordelais a versé 776 000 F sur le compte Filiberto. En mars 1986, l'achat des frères Vignovic au Hajduk Split s'est soldé par un versement de

30 407 320 F par les Bordelais. Le club yougoslave n'aurait cependant encaissé que 897 000 F.

L'instruction girondine a encore permis de mettre au jour des « sociétés d'image » utilisées par les intermédiaires et toutes situées dans des paradis fiscaux. Trois noms de sociétés reviennent avec insistance. Il s'agit de IAM (International Agency for Marketing), basée au Liechtenstein, de Mondial Service International (MSI), dont le siège était à Panama et d'une société de droit anglais, Jembolene. MSI était dirigée par l'intermédiaire italien Lucio D'Onofrio. Les Girondins de Bordeaux et MSI avaient passé une convention dans le cadre des transferts de Scifo, en provenance de l'Inter de Milan, et de Fargnon, acheté au club suisse de Bellinzona. Des redevances sur expédition furent opérées. Les Bordelais retrouvés par les enquêteurs font état de 82 000 F au bénéfice de M. Barin, de 68 500 F au profit d'un certain « Didier » dans lequel Didier Couécou ne s'est pas reconnu. MM. Bez et Couécou sont placés sous contrôle judiciaire.

GINETTE DE MATHA

ARCHÉOLOGIE

Un rapport sur les fouilles du jardin du Carrousel

Cinquante-huit siècles de Paris dévoilés

Un bourrelet longeant la rive droite de la Seine, hors d'atteinte des crues du fleuve, explique les premières occupations du site de Paris, depuis le Néolithique moyen (vers 4 000 avant Jésus-Christ) jusqu'à la première construction de ce qui deviendra le Louvre. C'est ce qui ressort, en premier lieu, du rapport des fouilles archéologiques des jardins du Carrousel qui a été présenté le 2 juin.

Ces fouilles ont sondé trois hectares des jardins du Carrousel. Elles ont été réalisées en dix-huit mois, de mars 1989 à novembre 1990, sous la direction de Paul van Ossel (CNRS). Certes, il ne s'agit pas de « la » publication définitive, mais les 3 500 pages de ce rapport pluridisciplinaire constituent une source d'informations bien souvent inédites pour tous les chercheurs qui le désirent.

Des trouvailles importantes

Ce rapport met un point final provisoire - à six années de fouilles des terrains inclus dans le projet du Grand-Louvre et effectuées depuis mars 1984 pour un montant total de 72 millions de francs : cour Carrée, cour Napoléon, sud-ouest des jardins du Carrousel. La dernière, celle du reste des jardins du Carrousel, a coûté 20 millions de francs. Elle est la seule qui ait fait l'objet d'une publication aussi rapide et aussi complète. Pur scandale, eu égard aux sommes engagées, énormes selon les critères habituels des crédits alloués à l'archéologie française.

La moisson a été extraordinairement riche, ne serait-ce qu'en raison de la surface fouillée et de l'ancienneté de l'occupation. Mais, selon Paul van Ossel, les archéologues ont mis au jour plusieurs trouvailles particulièrement importantes, outre la preuve de l'existence du bourrelet non inondable.

La première est la trace des populations néolithiques, déjà entrevues sous le sud-ouest des jardins du Carrousel (le Monde du

9 octobre 1986), logiquement attirées sur le site par la présence de limon très fertile, et contemporaines, très probablement, de celles qui ont occupé Bercy en y laissant plusieurs pirogues de bois (le Monde du 10 octobre 1991). La seconde est la marque de l'utilisation de la zone par des sortes de maraichers du Bas-Empire. Il y a quinze ou seize siècles, les jardins du Carrousel étaient, en effet, découpés en petites parcelles d'un hectare au grand maximum sur lesquelles étaient pratiquées la culture intensive de céréales et de légumes ainsi que l'élevage du mouton. On a aussi retrouvé une petite ferme qui révèle, sans doute, une activité maraîchère suscitée par l'approvisionnement de Londres proche d'un kilomètre et demi à l'est.

Tout aussi rare est le manoir du quatorzième siècle orné d'un riche décor de très belles peintures murales. On l'a découvert sous les vestiges de l'enceinte dite de Charles V. Cette fortification connue depuis longtemps avait, dans la réalité, des dimensions qu'on ne lui soupçonnait pas : elle comprenait un rempart de terre de 30 mètres de large complété du côté de la ville par un ou deux grands fossés pleins d'eau et, du côté de la campagne, par deux fossés secs et une levée de terre. Soit un ouvrage large en tout de 90 mètres !

Un certain nombre des structures mises au jour par les fouilles ont été conservées et intégrées dans les nouveaux aménagements du Grand-Louvre. Ainsi de la base du donjon de Philippe-Auguste (sous la cour Carrée) et du mur de Le Vau (dans la cour Napoléon). L'enceinte de Charles V (dans le futur hall d'accueil des groupes d'enfants) et de son four de Bernard Palissy (le long de l'ancien palais des Tuileries) le servent à leur tour. Mais on attend avec impatience la grande exposition qui présenterait aux Parisiens les étapes du passé de leur ville et de leurs ancêtres.

YVONNE REBEYROL

DÉFENSE

Selon un rapport sur le service national

Un appelé coûte trois fois moins cher dans l'armée que dans la police

Chiffres à l'appui, un rapport du groupe Renouveau Défense, qui réunit des diplomates, des universitaires et des généraux du cadre de réserve, renverse quelques idées reçues, voire des préjugés sur le service national en France, dont il soutient, en conclusion, le maintien avec des aménagements.

1. - La ressource du service militaire revient moins cher que tout autre appelé à des formes civiles du service national. - En moyenne, un appelé du contingent coûte 20 000 francs durant les dix mois de son service militaire. Un appelé de la coopération et de l'aide technique - environ 3 900 en 1991 - revient à 150 000 francs pour seize mois. L'objectif - 3 600 l'an dernier - coûte 31 000 francs

pour vingt mois (la durée officielle des obligations, que certains n'effectuent pas toujours). Un appelé dans la police - on en recensé 3 900 - revient à 60 000 francs pour dix mois. Le volontaire pour un service national en entreprise - le VSNIE est en quelque sorte un stagiaire que son employeur envoie pendant son service pour contribuer au développement d'un Etat étranger - ne coûte rien à l'Etat français dès lors qu'il est salarié de sa société. On a compté 2 200 VSNIE en 1991. Leur statut est très critiqué, car il concerne souvent des jeunes gens déjà privilégiés.

Dans de nombreuses armées, qui font ou non appel à la conscription et qui ont des difficultés pour incorporer assez d'engagés, on a voulu remplacer les recrues par des civils. La proportion est de 40 % en Grande-Bretagne, de 33 % aux Etats-Unis, alors qu'elle est de

17 % en France. « Les Allemands, eux-mêmes, observent les auteurs du rapport, pour qui cette option reste chère, bien qu'ayant conservé la conscription, ont dans l'armée de terre trois fois plus de civils que nous n'en avons dans la nôtre ».

2. - La ressource en engagés n'est, en France, suffisante ni en quantité, ni en qualité. - Malgré un taux de chômage qui n'a jamais été aussi élevé, note Renouveau Défense, le flux annuel des engagés demeure inférieur aux besoins : 10 000, quand il en faudrait 32 000 par an pour une armée professionnelle forte de 340 000 hommes et telle était, la formule retenue. « Le militaire de rang qui s'engage, est-il écrit, est souvent en situation d'échec scolaire et vient généralement d'un milieu social défavorisé ». La scolarité des engagés est qualifiée de « médiocre ». On dénombre 1,5 % de

bacheliers - la plupart sont dirigés vers des écoles de sous-officiers - et la moitié sont sans aucun diplôme. « L'engagement vient d'une population typée », avec 41 % de fils d'ouvriers, 20 % de fils d'employés et seulement 8 % de fils de cadres supérieurs, voire 5 % de fils de militaires.

Pour améliorer la qualité du recrutement, il faut, suggère le rapport, consentir « un effort financier considérable ». A titre d'exemple, la solde mensuelle d'un engagé est de l'ordre de 9 000 francs aux Etats-Unis, de 7 000 en Grande-Bretagne, pour 4 200 en France. Renouveau Défense propose une solde de début de 5 500 francs par mois, non compris les primes et indemnités liées à l'activité, et une aménagement qui porte sur le cadre de vie, le logement et l'aide à la reconversion.

3. - Moins un appelé est qualifié sur le plan scolaire et plus il a de raisons d'être exempté du service militaire. - Contrairement à une idée répandue, il n'y avait pas de désaffection des filles pour le service. En 1990, on a enregistré 41,3 % d'exemptés chez les recrues sachant au mieux, lire ou écrire. Ce taux est de 16,9 % pour les bacheliers et il tombe à 14,4 % chez les titulaires d'une licence, d'une maîtrise ou d'un doctorat.

En 1991, écrivent les auteurs, la répartition des 50 000 diplômés du second cycle a été la suivante : 20 % d'exemptés ou de dispensés, 18 % affectés à un service civil et 62 % pour le service militaire. Parmi ceux qui ont effectué un service militaire, près de 10 000 étudiants de haut niveau (quatre ou cinq ans après le bac) ont tenu des emplois correspondant à leur compétence et beaucoup ont servi comme aspirants.

En conclusion, Renouveau Défense se prononce en faveur du maintien du système actuel, à base d'appelés et de professionnels, mais à la condition de l'aménagement pour ce qui concerne le respect de l'universalité du service national, une durée qui doit rester compatible avec l'efficacité, les conditions de vie, d'activité et d'instruction des personnels.

Transfusion sanguine

La FNTS et le CRTS de Toulouse condamnés en appel

La chambre civile de la cour d'appel de Toulouse a confirmé, mardi 9 juin, le jugement en première instance condamnant la Fondation nationale de transfusion sanguine (FNTS) et le Centre régional de Midi-Pyrénées (CRTS) à verser des dommages et intérêts à trois hémophiles transfusés contaminés par le virus du sida en 1985.

En novembre 1991, la 1^{re} chambre civile du tribunal de grande instance de Toulouse avait condamné la FNTS et le CRTS à verser 2 millions de F à un jeune homme de dix-huit ans, une somme identique à un homme de trente ans et 2,3 millions de francs à une troisième personne de trente-quatre ans (le Monde du 30 novembre 1991).

« L'obligation de moyens de sécurité »

La cour d'appel a estimé qu'il appartenait « à la FNTS et au CRTS d'employer tous les moyens propres pour éviter la propagation des maladies (l'obligation de moyens de sécurité) ».

La cour d'appel a également indiqué qu'il appartenait aux mêmes centres « de se tenir constamment informés de l'évolution des données scientifiques et d'en tirer immédiatement les conséquences sans négliger les risques, même aléatoires, pour la santé, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les malades puissent connaître ces risques ».

Dès 1984, les milieux scientifiques connaissaient la dangerosité du facteur VIII dans la transfusion du virus du sida, a indiqué le président de la cour d'appel en indiquant que ces mêmes scientifiques « savaient - ou devaient savoir - que les cryoprécipités simples étaient de nature à limiter la propagation de la maladie, notamment s'ils avaient respecté les circulaires ministérielles du 20 juin 1983 ».

RELIGIONS

La fin de la visite de Jean-Paul II

Le pape est resté au-dessus de la mêlée politique angolaise

Jean-Paul II a quitté Luanda, mercredi 10 juin, au terme d'une visite de six jours en Angola. A quelques mois des élections générales, il a multiplié les appels à l'unité nationale.

LUANDA

de notre envoyé spécial

Indépendant depuis 1975, l'Angola a été ravagé par une guerre civile qui s'opposait pendant seize ans les troupes du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), du président José Eduardo Dos Santos, et celles de l'Union nationale pour l'indépendance pour la libération totale de l'Angola (UNITA) du « rebelle » Jonas Savimbi. Les premières étaient soutenues par l'ex-Union soviétique et Cuba, les secondes par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud.

Grâce à la médiation du Portugal et sous la pression de Washington et de Moscou, les frères ennemis ont signé le 31 mai 1991 un accord de paix engageant le pays sur la voie de la démocratisation, du multipartisme et de l'économie de marché. Ce processus aboutira les 29 et 30 septembre à des élections législatives et présidentielle. C'est dans ce contexte que Jean-Paul II a appelé les Angolais à la réconciliation, à l'unité et à la solidarité.

Réconciliation entre le MPLA et l'Eglise

Du nord au sud, le pape a été accueilli avec chaleur par des milliers de fidèles. L'Angola est un pays majoritairement catholique et l'Eglise y jouit d'une grande influence. Les partis politiques, depuis un an, cherchent à s'attacher les bonnes grâces de l'épiscopat. Le réseau de l'Eglise, dense et ramifié, est un outil de communication extraordinaire sur lequel les uns et les autres s'efforcent de voir clair.

Si le MPLA et l'UNITA occupent le devant de la scène, se profilent une trentaine de partis souverainement créés sans moyens, ni infrastructures.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

SOCIÉTÉ

SPORTS

FOOTBALL : le Championnat d'Europe des nations

L'Allemagne et les Pays-Bas favoris pour le titre 1992

STOCKHOLM

■ envoyé spécial

La phase finale du Championnat d'Europe des nations de football se disputera du 10 au 26 juin en Suède. La France devait ouvrir la compétition, mercredi 10 juin, en affrontant l'équipe du pays organisateur dans la capitale suédoise. Les huit formations qualifiées se répartissent en deux groupes. Les deux équipes classées en tête à l'issue des trois rencontres qu'elles livreront dans leur poule respectivement accéderont aux demi-finales qui se joueront à Stockholm et à Göteborg, la finale étant prévue dans cette dernière ville. Toutes les rencontres seront retransmises en direct à la télévision, alternativement par TF1, Antenne 2 et FR3.

Outre la Suède, les Pays-Bas, qui ont perdu le titre européen. Avec une formation

rencontrera l'Angleterre et le Danemark, repêché pour tenir la place de la Yougoslavie, la « République fédérale » ayant été évincée à la suite des événements du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'embargo contre Belgrade. Dans le deuxième groupe figurent l'Allemagne, les Pays-Bas et la CEI. C'est la dernière fois que les joueurs de l'ex-URSS joueront sous le maillot. Au lendemain de l'Euro 92, les nouvelles Républiques nées de l'implosion de l'empire soviétique reprendront leur liberté et seront représentées sous leurs propres couleurs.

L'équipe de Bert Vogt, l'entraîneur qui a succédé à Franz Beckenbauer à la tête de l'Allemagne après la victoire de son pays à la Coupe du monde de 1990, part favorite, presque invaincue avec les Pays-Bas, qui ont perdu le titre européen. Avec une formation

rigoureuse et talentueuse — grâce notamment à la présence de joueurs « Milanais » (ils seront vingt-cinq à disputer la phase finale) — les Pays-Bas, sous la houlette de Frank Rijksdard, — les Néerlandais devraient tenir la dragée haute à leurs rivaux allemands.

A la veille de l'ouverture de la compétition, la France faisait figure d'outsider numéro 1. Il faut aussi compter sur la « star » — jouer son jardin est un avantage à ne pas négliger, — même Tommy Svensson, qui dirige les « bleus » de la modeste. Et puis il y a toujours les « jeunes » et les « vétérans » et les « invités » danois, qui évolueront à deux pas de chez eux.

MARCEL SCOTTO

Papin chasseur de buts

Suite de la première page

L'obsession de réussir a poussé l'attaquant à passer de longues heures d'entraînement, seul face à un but. Le talent naissant lui a donné raison. C'est à force de travail que Jean-Pierre Papin est devenu JPP. Trois initiales pour un art minimal, qui est en fait français ce que les haïkus japonais sont à nos sonnets classiques. Une habitude.

Sur un terrain, Papin n'est plus aujourd'hui que mouvement. Son jeu est devenu une danse de la victoire, sans ces hésitations d'émotion qui le condamnaient naguère à rater dix buts pour en inscrire un. Il court plus vite, semble plus rapide, plus sûr que les autres. Ses coups de pied sont adroits, ses passes précises, ses tirs puissants. C'est un joueur complet, capable de propulser un ballon dans toutes les positions. Ce sont alors ses plus beaux buts, ceux qui défient l'équilibre des autres joueurs, en même temps que l'entraînement des spectateurs.

La peur d'attaquer : à laquelle Papin a dû résister pendant longtemps, le but de l'attaquant, qui possède cette faculté de toujours se trouver là, à l'heure du tir. Avant lui, c'était le plus acrobate à nos côtés. Les avant-centres du jeu jouaient en pivot, autrement dit en tournant dans le dos au but. Des légions d'avant-centres étrangers venaient s'occuper de garantir les filets. Ils repartaient dans leur sélection nationale bariolée de titres de meilleur buteur du championnat français. Le football hexagonal n'en avait cure, son idole n'était plus depuis longtemps le numéro 9 mais le numéro 10, un milieu de terrain. Les Platini, Giresse et Tigana cisaient leur beau jeu, à la française.

En 1990, lors de la Coupe du monde au Mexique, ces géniaux triporteurs de ballon avaient accueilli l'attaquant. Papin en équipe de France avec une certaine perplexité. Ils regardaient du haut de leur technique ce joueur aux courbes rotatives, bien vite surnommé « Rantaplan » pour sa manière de se ruer sur toutes les balles sans se poser de questions (le Monde du 13 juin 1989). L'attaquant détonnait dans le bel ordonnancement tricolore. Il ressemblait à un petit paquebot, à la rudimentaire philosophie de genre, au milieu de navire qui ne manœuvrait pas de lui faire sentir sa différence.

Six années plus tard, à l'Olympique de Marseille, Jean-Pierre Papin collectionne les titres de meilleur buteur du championnat de France. Il

est désormais une valeur d'exportation. Il s'est révéillé en Belgique, au FC Bruges. Il repartira la saison prochaine pour le Milan AC, le club de référence du calcio, championnat italien. Les supporters marseillais, devenus fous de ses muscles et de son sourire, lui ont réservé un triomphe lors de l'annonce de son départ. Mais le signe le plus éloquent de sa réussite, Papin, qui a commencé sa carrière à l'Institut national du football français (INF) de Vichy — refuge des joueurs refusés par les centres de formation des clubs professionnels, — le tient en équipe de France.

Michel Platini l'a tout simplement

représenté un joueur réputé

indestructible. En devenant l'emblème de l'équipe de France, en même temps qu'il était le fer de lance de l'OM, Papin a imposé sa « story » — le pauvre fils de poissonnier de Boulogne-sur-mer devenu milliardaire du football — à des Français d'habitude dévotement émus par les perdants magnifiques. Il a surtout réussi l'exploit de retourner les sarcasmes du début de carrière en transformant ses défauts supposés en qualités avérées.

L'homme ressemble au style du joueur, simple, sans chichis superflus. Il ne cherche même pas à le cacher : il ne sera jamais l'intellectuel du football français, si tant est que ce sport en ait besoin. Il restera toujours l'homme aux 1 700 cassettes vidéos, aux longues balades avec ses chiens, celui qui coiffe ses fausses hanches son goût pour les bandes dessinées.

Un sens banal, qui a l'air d'être descendu directement des tribunes populaires pour s'en faire acclamer

porte encore aujourd'hui contre ceux qui doutent de l'authenticité de sa blessure ce jour-là. A la suite de cette affaire, que les autorités sportives ont rapidement renoué à démentir, Papin attend pour la première fois un dogme sacro-saint : son franc-parler. « J'ai l'habitude d'être franc. Maintenant je vais finir par devenir comme tout le monde : faux-ouf (1). »

Bernard Tapie, sans doute touché par la ressemblance entre leurs parcours hors normes, fut un peu l'instigateur du JPP actuel. Il lui a fait prendre le tournant décisif en l'appelant à l'OM. Il lui a appris à ne pas donner son avis à tout bout de champ. Il a surtout su le conseiller lorsque Papin a dû négocier le difficile passage du statut de joueur à celui de millionnaire. « J'avais connu une période noire à Valenciennes, se souvient Papin, puis l'histoire avait viré au rose à Marseille, avant que mes comptes en banque ne tombent dans le rouge. J'ai fait les mêmes bêtises que tous ceux qui n'ont rien et se retrouvent du jour au lendemain avec tout. D'autant plus que les écoles de football ne préparent pas vraiment à ce genre de situation. Tapie m'a dit : « Si tu ne sors pas, tu paieras tes dettes. »

Jouissant de la pleine confiance de Tapie, Papin est devenu à l'OM une sorte de joueur éternel, capable de passer de la réserve aux transferts du club. Mais il s'est senti du même coup obligé de jouer les porte-outreux de son patron, prêt à estourbir ses rivaux bordelais, entre autres ennemis, de phrases assassines. Entre les deux hommes, les relations se sont refroidies après la défaite de Bari. Mais Papin continue obstinément à refuser d'être le moindre critique à l'égard de son ancien mentor. A-t-il touché des primes pour les matches européens, l'an dernier, avec ses collègues ? Non, mais il était devenu obligé de le faire. Lui ne semble même pas inquiet. Pas plus qu'avant, de toute manière, il n'a le choix. Que ferait-il d'autre ?

JÉRÔME FENOGLIO

(1) une entrée à l'hebdomadaire France-Football.

Le calendrier des matches

QUALIFICATIONS

Groupe A

Mercredi 10 juin, 20 h 15 (Stockholm) : Suède-France (A2).

Judi 11, 20 h 15 (Malmö) : Danemark-Angleterre (TF1).

Dimanche 14, 17 h 15 (Malmö) : France-Angleterre (TF1) ; 20 h 15 (Stockholm) : Suède-Danemark (FR3).

Mercredi 17, 20 h 15 (Malmö) : France-Danemark (TF1) ; 20 h 15 (Stockholm) : Suède-Angleterre (A2, diffusé à 22 h 15).

Groupe B

Vendredi 12, 17 h 15 (Göteborg) : Pays-Bas-Ecosse (A2) ; 20 h 15 (Norrköping) : CEI-Allemagne (TF1).

Lundi 15, 17 h 15 (Norrköping) : Ecosse-Allemagne (FR3) ;

Judi 18, 20 h 15 (Göteborg) : Pays-Bas-Allemagne (FR3) ; 20 h 15 (Göteborg) : Ecosse-CEI à Norrköping (TF1, diffusé à 22 h 30).

DEMI-FINALES

Dimanche 21, 20 h 15 (Stockholm) : première demi-finale opposant le premier du groupe A au deuxième du groupe B (TF1).

Lundi 22, 20 h 15 (Göteborg) : seconde demi-finale opposant le premier du groupe B au deuxième du groupe A (TF1).

FINALE

Vendredi 26, 20 h 15 (Göteborg) : finale (TF1).

(Entre parenthèses, la chaîne qui diffuse la rencontre.)

transformé en commando entièrement dédié au service du maître buteur. « Si Papin marque dix buts pendant la sélection, nous serons champions d'Europe. Une bonne équipe, c'est de bons attaquants », Papin, le vilain petit canard, est devenu la figure de proue de l'équipe de France. Il tient désormais entre ses pieds une bonne part de ses espoirs. Intouchable, depuis longtemps à l'Olympique de Marseille, Papin l'est désormais également dans la formation tricolore.

Les Suédois ne s'y sont pas trompés. Ils l'ont placé à la « une » de leurs magazines, sacré roi de l'Euro avant qu'il ait même commencé. Ils ont réussi à le mettre en colère à l'OM, à le filmer sous tous les angles, à le blesser, en disant à l'AFP, fin sur le handicap qu'elle pouvait

belle au pied. Un homme spontané qui n'hésite pas à faire la bise à Mitterrand après avoir marqué trois buts en finale de la Coupe de France 1989 ou à expier au centre de la pelouse du stade-vélodrome, larmes à l'appui, une soirée d'impuissance affective.

Cette naïveté revendiquée doit pourtant être nuancée. Si l'homme ressemble au joueur, comme lui, avec l'âge et l'expérience il semble avoir appris l'art de la feinte. Entre « Rantaplan », le joueur taxé de balourd par ses camarades bleus, et la star qui répond à une meute de journalistes suédois, lunettes noires rivées sur les yeux, deux chocs ont frappé Papin : Bernard Tapie et une canette de bière. La canette, repère à Saint-Etienne à la fin de l'année dernière, fut le révélateur. L'attaquant s'em-

En raison d'un déficit de 47 millions de francs

Le FC Nantes est relégué en deuxième division

NANTES

de notre correspondant

Six fois champion de France, vainqueur de la Coupe de France en 1979, recordman de longévité (vingt-neuf ans) en première division, le prestigieux Football Club de Nantes (FCN) a été relégué, mardi 9 juin, en deuxième division par la direction régionale chargée de la gestion financière des clubs, dont le déficit cumulé serait de l'ordre du milliard de francs pour un chiffre d'affaires à peine supérieur. Neufième du championnat de France en 1992, le FC Nantes accuse un déficit de 47 millions de francs et ses besoins en trésorerie sont estimés à 60 millions de francs.

Le président du club, M. Max Bouvier, a décidé de faire appel de cette décision. Au cours d'une confé-

rence de presse, il a assuré qu'un accord engageant les collectivités locales, des chefs d'entreprise et des particuliers était sur le point d'être conclu. Aux termes de cet accord, les premières semaines d'emprunt de 60 millions de francs, remboursés par déduction sur les subventions annuelles, « pour permettre au club de repartir sur des bases saines ». La ville de Nantes serait d'accord mais le conseil général de Loire-Atlantique réserve encore sa réponse.

Si la DNCG confirme sa sanction, Nantes, qui a été relégué en première division, dans une situation analogue, le SC Toulon, dont la relégation avait été annoncée le 14 mai, a été réintégré en première division le 10 juin après l'engagement pris par ses dirigeants de limiter la masse salariale du club.

YVES ROCHONGAR

EDUCATION

Sanctions et restructuration en profondeur

M. Jack Lang réorganise le rectorat de Paris

Le ministère de l'éducation nationale a décidé de remettre à l'ordre du jour la restructuration du rectorat de Paris, dont l'organisation a été sévèrement mise en cause, depuis le début de l'année, par deux rapports de l'inspection générale des finances et de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (le Monde du 11 avril). En outre, des dispositions ont été adoptées pour permettre le règlement rapide des dettes d'examen et concours de leurs indemnités de jury.

Depuis plusieurs mois, le rectorat de Paris était sur la sellette. Les retards de paiement de plusieurs centaines d'inspecteurs parisiens, à l'automne, avaient défrayé la chronique et conduit M. Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation nationale, à demander une inspection conjointe de l'inspection générale des finances et de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale. Un premier rapport, remis au début de l'année, pointait sans ménagement la situation catastrophique du service des traitements. Il avait conduit M. Jospin à remplacer les deux principaux responsables des services du rectorat, rue Curial.

La lecture du rapport complet des deux inspections sur l'ensemble du fonctionnement du rectorat, remis au ministre au mois de mai, a incité M. Jack Lang à aller beaucoup plus loin et à réorganiser de fond en comble les services de l'académie de Paris. Le constat dressé par les deux inspections, en effet, de profonds dysfonctionnements : corruption entre la Sorbonne, où est installé le rectorat, et la rue Curial, qui abrite les services dirigés par le directeur des services académiques, dilution des responsabilités, multiplication et chevauchement des champs et des niveaux de compétence, sans parler de la désorganisation même de l'administration de la rue Curial avec ses seize divisions mal coordonnées et une politique chronique de gestion des personnels. Enfin le rapport d'inspection regrette l'absence totale de sanctions, malgré des fautes professionnelles répétées.

Thérapeutique de choc

Fort de ce diagnostic, c'est une thérapeutique de choc que le ministère de l'éducation nationale et de la culture a décidé d'appliquer. En matière de sanctions tout d'abord. Dès janvier, le directeur et le secrétaire général des services académiques avaient été remplacés respectivement par MM. André Hussenot et Daniel Garnier. En outre, le chef de la division des traitements et celui du bureau de la rémunération des instituteurs ont été mutés, ainsi que neuf fonctionnaires dont la responsabilité a été mise en cause par les rapports d'inspection. A ces mesures disciplinaires à l'encontre des fonctionnaires s'ajoutent le non-renouvellement du contrat de trois agents contractuels. Enfin plusieurs postes importants de la hiérarchie de la rue Curial sont purement et simplement supprimés : celui de secrétaire général adjoint et ceux des quatre inspecteurs d'académie de Paris.

Un véritable bouleversement ! L'organisation du rectorat a été décidée. Pour clarifier et renforcer les responsabilités, le directeur des services académiques, M. André Hussenot, devient directeur de l'académie de Paris, c'est-à-dire le patron effectif de la rue Curial : il sera désormais doté des pouvoirs d'un véritable recteur, disposant de son budget propre, maître de la gestion des personnels enseignants et administratifs, et com-

Rectificatif. — Contrairement à ce qu'indiquaient les journaux du 10 juin, le congrès de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) s'est tenu à Dijon du 8 au 9 juin et non en mai comme nous l'avons écrit par erreur.

ESPACE : Lancement d'un satellite de communications Intelsat. — Un satellite a été lancé, mardi 9 juin, de Canaveral (Floride) à bord d'une fusée américaine Atlas, pour l'organisation mondiale de communications. Plus simple et plus petit qu'Intelsat-6 dépanné par l'équipage de la navette Endeavour en mai dernier, ce satellite de 3 tonnes, baptisé Intelsat-K, assurera la retransmission d'images télévisées, de liaisons téléphoniques et de données pour l'Amérique du Nord, l'Europe, et une partie de l'Amérique du Sud. Il participera à la retransmission des Jeux olympiques de Barcelone. — (AFP)

peuvent pour toutes les affaires académiques (organisation des classes et des filières, affectation des élèves dans les collèges, etc.).

La « séparation stricte » de l'enseignement supérieur (Sorbonne) et celui de l'enseignement scolaire (rue Curial) marque sans ambiguïté la réduction drastique du champ de compétences et des responsabilités de l'ancien recteur de Paris, M. Gendreau-Massoloux.

Ménager les susceptibilités

En outre, l'organisation même des services de la rue Curial est profondément remodelée. Les postes des quatre inspecteurs d'académie qui se répartissaient Paris par secteurs géographiques sont supprimés, et leurs titulaires se sont vu proposer des mutations, « tout à fait honorables », souligne-t-on au ministère. Ils seront remplacés par deux inspecteurs d'académie, l'un pour l'enseignement primaire, l'autre pour le secondaire, qui seront nommés dans les prochains jours. Enfin les treize divisions de la rue Curial seront ramenées à neuf, avec une redefinition des attributions, compétences et circuits hiérarchiques.

Le paiement des correcteurs

Alerté depuis deux semaines par les recteurs importants du paiement des indemnités dues aux correcteurs et concours de l'académie nationale, le ministère de l'éducation nationale a décidé d'apurer les comptes très rapidement. Selon un communiqué paru le 10 juin, le solde des indemnités et des concours dus au titre des concours de l'académie nationale, de cette semaine, pour les correcteurs d'examen du baccalauréat et concours de cette année, le ministère s'engage à débiter des juillet afin de permettre des versements à l'automne. Un virement supplémentaire de 220 millions de francs, réparti par redéploiement du budget de l'éducation nationale, devrait permettre d'acquiescer le mouvement. A quelques jours du paiement, il est urgent de régler les correcteurs...

Ces modifications devront faire l'objet de textes réglementaires pour modifier le décret de 1971 qui fixe l'organisation de l'académie de Paris. De nouveaux textes sont en préparation, que le ministère a bon espoir de transmettre d'ici à une quinzaine de jours au Conseil d'Etat et de faire adopter d'ici la fin du mois de juillet.

Encore fallait-il ménager les susceptibilités de la rue Curial : celle du recteur de Paris, M. Michèle Gendreau-Massoloux, ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée. Libéré de l'ensemble des affaires scolaires, le recteur de Paris devra donc être appelé à jouer un rôle plus déterminant dans la coordination des trois académies d'Ile-de-France (Paris, Versailles et Créteil), confrontées, en outre, à des problèmes globaux et à un interlocuteur unique, la région. Préféré par le recteur de Paris, le comité des recteurs d'Ile-de-France, créé il y a une vingtaine d'années mais qui est une structure peu contraignante, va voir ses pouvoirs de coordination renforcés sur des dossiers communs (constructions universitaires et scolaires, organisation des examens etc.).

GÉRARD COURTOIS

ATHLÉTISME : les suites d'une suspension pour dopage

Conflit entre la Fédération internationale et le recordman du 400 mètres

La Fédération internationale d'athlétisme (FIAA) a fermement réagi, mardi 9 juin, après la participation de Harry Butch Reynolds — suspendu deux ans pour dopage — au 400 mètres d'une compétition à San-Francisco. Tous les participants à cette réunion ont été interdits jusqu'à nouvel ordre des compétitions organisées par la FIAA, mesure qui s'étend aux Jeux olympiques de Barcelone.

Suspendu pour deux ans par la Fédération internationale après un contrôle antidopage positif réalisé à Monte-Carlo en août 1990, Reynolds, détenteur du record du monde du 400 mètres (43 s 29), qui conteste la validité de la procédure de contrôle, a obtenu une permission levée temporaire de sa suspension par un juge du tribunal de l'Etat de l'Ohio. Cela a permis à

Reynolds de participer, samedi 6 juin, à San-Francisco, à un 400 mètres où il a réalisé le temps (44 s 98) qualifiant pour les demi-finales américaines. Le juge américain a prolongé l'autorisation pour dix jours, lui permettant de prendre part à des compétitions avant ces sélections.

« La FIAA n'acceptera pas la participation de Reynolds à Barcelone, qu'elle soit autorisée par un tribunal américain ou par toute éventuelle qualification due au fait d'être champion national », a déclaré la FIAA, qui menace Reynolds d'être encore plus sévère à l'annonce de Reynolds tandis que la Fédération américaine (TAC) se dit contrainte d'appliquer les décisions de justice. — (AFP)

UN METIER, UN BAC
Danse, Musique, Théâtre, Chant, Patinage...
Nouveau Paris
mi-temps : CM2
d'été 3e, Collège sous contrat
d'asso.
Seconde, 1ère, Terminale, CNED avec encadrement.
Test de présélection stage juillet 1992
Académie Internationale de la Danse
Elodie, d'enseignement local, Privé
63, rue Bonaparte, 75116 Paris
Tél. 45 01 92 06

EDUCATION • CAMPUS

Le pari relancé de la télévision éducative

Le projet d'une nouvelle chaîne sur le réseau libéré par La Cinq est étudié par le gouvernement. Calendrier, budget et responsables restent à trouver

DES arrivées au ministère de l'éducation nationale au mois d'avril dernier, M. Jack Lang n'avait pas caché son désir de marier télévision et éducation, de mettre l'image au service de la pédagogie, de réconcilier l'école avec le petit écran, très souvent vécu en France par les enseignants comme un ennemi aussi puissant que dangereux. Dimanche 10 mai, lors de l'inauguration de la ministre, elle annonçait qu'elle réfléchirait à la mise au point de programmes au caractère éducatif mais moderne, destinés aux jeunes, aux universitaires et aux établissements scolaires. Elle précisait en quelques mots son ambition : occuper pendant la journée, et notamment entre 8 heures et 19 heures, l'antenne libérée par la disparition de La Cinq et dont la tranche horaire de 8 heures à 19 heures est attribuée à la chaîne franco-allemande ARTE.

Dans la foulée, un rapport commandé à M. Maurice Puybasot, conseiller d'Etat. Elle était chargée de réfléchir aux différents scénarios de mise en œuvre d'un tel projet. Jusqu'en octobre de cette année, on travaillait à la remise d'un rapport à la ministre. Celui-ci suit les recommandations de M. Puybasot, il sera remis, très rapidement, au gouvernement pour la création d'une chaîne éducative serait lourde de conséquences.

Vivant un large public, la télévision d'âge préscolaire, le public adulte et les adultes, cette chaîne aurait un effet pédagogique et une vraie télévision. Ainsi, elle ne se contenterait d'aligner une succession de programmes éducatifs et de documentaires, mais devrait trouver un ton à une unité globale en s'appuyant largement, au début du départ, sur les productions et les documents existants.

Une telle politique a un coût d'autant plus lourd que cette chaîne de service public ne devrait recourir ni aux crédits de la télévision (pour ne pas déstabiliser les autres chaînes publiques), ni à la télévision commerciale. On estime, au bas mot, qu'un budget minimal de 150 millions de francs est indispensable. Les deux tiers environ seraient destinés à l'achat de programmes, et le tiers restant à la structure juridique envisagée pour la mise en œuvre de l'Etat, des entreprises locales, voire des régions.

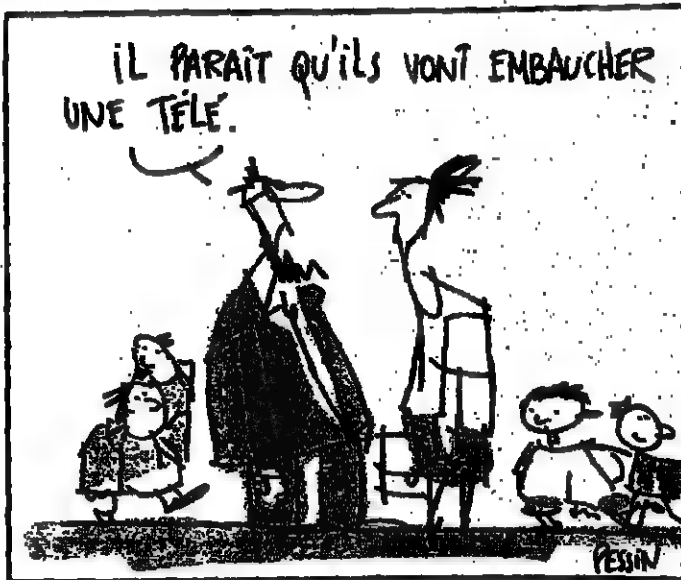
Le projet doit aller vite, car il est à même de préparer un projet fédérateur du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Chargé de l'attribution des fréquences, le CSA devrait en effet lancer un appel d'offres. Même si la décision n'a pas encore été prise, une autorité administrative indépendante a déjà examiné des rencontres avec les acteurs de l'audiovisuel, publics et privés. D'ici la mi-juin, les membres du CSA devraient rencontrer les représentants des différents secteurs pour mieux connaître leurs intentions, adapter l'appel d'offres et inciter au regroupement des projets techniques.

Le désert français

Le projet de chaîne éducative vise à combler un vide dans le paysage audiovisuel français. Ainsi, quelques centaines d'heures seulement sont consacrées chaque semaine à l'éducation par l'ensemble des chaînes françaises sur les quatre-vingt heures de diffusion totale. A l'inverse, la majorité des pays développés disposent de chaînes ou de programmes éducatifs conséquents (voir ci-dessous). La présence d'émissions de ce type sur la télévision nationale était, en 1989, par rapport à la France, sept fois plus importante en Belgique, six fois plus en Portugal et en Grèce, treize fois plus en Australie, vingt fois plus en Israël et près de trente fois supérieure en Grande-Bretagne.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Les rapports entre la télévision et l'éducation en France ont connu une période euphorique entre 1960 et 1972. Mais, par la suite, le rôle de la télévision éducative a diminué au fur et à mesure que le taux d'équipement et les heures de programmation disponibles de la télévision se développaient. Ainsi, le nombre d'heures de télévision à destination des collèges et des lycées était de deux à vingt minutes par semaine en 1985, contre plus de vingt heures dans les années 70.

Aujourd'hui, les seuls programmes éducatifs disponibles sur la télévision française sont présentés sur FR3. Depuis novembre 1990, le CNRP diffuse des programmes scolaires, le matin, quatre fois par semaine. Contrairement aux chaînes de l'école élémentaire, elles sont conçues pour intéresser un large public. Selon le ministère de l'éducation nationale et de la culture, plus d'un million d'élèves suivent régulièrement ces programmes, diffusés soixante-dix heures



En 1990, FR3 a diffusé quatre heures de programmes éducatifs, produits en France par FR3-Nancy, et présentés sous le titre générique « Continentales ». Le financement est pris en charge par la chaîne. Environ 100 000 pédagogues suivent régulièrement ces programmes, qui ont reçu en juin 1991 le Prix de l'initiative européenne. Par rapport à 1988, le volume des programmes éducatifs diffusés a été multiplié par dix, mais reste très limité par rapport aux pays étrangers.

Pour M. Olivier Gagnier, chargé de la télévision à l'audiovisuel au ministère de l'éducation nationale

et de la culture, l'utilisation des nouvelles technologies dans la pédagogie ne dépend pas seulement de l'offre de programmes. Deux autres aspects sont à prendre en compte : l'équipement des établissements scolaires et la formation des enseignants. Concernant l'équipement, les statistiques sont imprécises, mais on peut considérer que presque toutes les écoles primaires disposent au moins d'un téléviseur, entre 30 % et 40 % possèdent un magnétoscope. Pour le secondaire, les collèges devraient, à terme, posséder un magnétoscope, un Caméscope et les téléviseurs correspondants.

Les lycées sont équipés de façon beaucoup plus systématique.

En décembre 1991, la SOFRES a réalisé pour le ministère de l'éducation nationale un sondage sur « l'information des enseignants » par un volet consacré à l'utilisation de l'audiovisuel en classe. Plus de deux tiers d'enseignants diffusent « souvent ou à temps » des documents audiovisuels à leurs élèves. Parmi ceux-ci, 77 % diffusent des émissions de télévision. Les plus gros consommateurs d'audiovisuel sont les enseignants du primaire (78 %), du secondaire (65 %) et du supérieur (41 %). Enfin, l'enquête révèle que 80 % des enseignants utilisent « souvent ou probablement souvent » ces outils auprès de leurs élèves et le ministère metait plus de programmes éducatifs au service des établissements.

La formation des enseignants

Certaines initiatives sont en cours. En 1992, 550 établissements dont 450 situés en zones d'éducation prioritaire (ZEP) ont été dotés de quatre séries de vidéocassettes de la collection « Voir et apprendre ». Constitué d'archives de l'Institut national d'audiovisuel au terme d'un protocole d'accord signé avec l'INA et la Rue de Grenelle, cette collection a été financée par le ministère et la Caisse des dépôts et consignations au titre de l'accès au patrimoine audiovisuel. De même, la constitution d'un Aquitaine d'un réseau câblé de collèges et de lycées, financé par la Délégation à l'aménagement du territoire et l'action régionale (DATAR), le conseil régional (DATAR), le conseil général et des entreprises locales, concerne encore que 30 établissements du second et 370 mais devrait être étendu.

Il faut aussi familiariser les enseignants avec l'utilisation des techniques audiovisuelles. Pour beaucoup d'entre eux, la formation continue tient lieu d'initiation. En 1990, 5,4 % des enseignants ont suivi des formations proposées par la MAFFEN ont consacré à l'audiovisuel. Marquant une évolution sensible, une circulaire du 27 février 1992 impose que « l'utilisation des technologies modernes d'information et de communication (soit) intégrée (...) dans l'ensemble de la formation initiale offerte aux enseignants au cours de leur cursus ». L'utilisation permanente et active de ces techniques par les formateurs de l'IAUFM a aussi été encouragée, mieux que ne saurait le faire les cours théoriques ou observations multiples sur le terrain, la maîtrise par les futurs professeurs de ces technologies. Ce texte, qui n'impose aucune contrainte budgétaire, devrait être suivi d'une évaluation par le ministère.

MICHELLE AULAGNON
et YVES MAMOU
Lire la suite page 14

Télé enseignement à l'américaine

L'enseignement à distance, outre-Atlantique, a dépassé le stade expérimental. Mais il n'a pas l'ambition de remplacer les enseignants

BOSTON

de notre envoyée spéciale

La télévision serait-elle la cause du médiocre niveau de l'éducation aux Etats-Unis ? Paradoxalement, alors que les expériences d'enseignement à distance se multiplient et visent, pour certaines, à pallier les insuffisances du système, la télévision fait figure de bouc émissaire. Une enquête du ministère de l'éducation sur les habitudes de lecture des élèves classe le petit écran au pilori. Les jeunes Américains seraient fascinés par la télévision, au point de ne plus lire. En effet, le nombre d'heures passées devant l'écran a augmenté de façon proportionnelle au temps consacré à la lecture. Ainsi, 66 % des élèves de quatrième ont passé plus de trois heures devant la télévision, mais un tiers d'entre eux lisent moins de cinq pages par jour. Le rapport conclut, sans surprise, que les enfants qui lisent le plus ont les meilleurs résultats scolaires.

Le paradoxe veut pourtant que la télévision soit, en même temps, un efficace support d'enseignement. En effet, si les jeunes sont familiarisés avec la télévision, au point de l'intégrer totalement à leur culture, cette technique peut aussi être intégrée au processus éducatif. L'essor, déjà ancien, de l'enseignement à distance aux Etats-Unis, pour la formation initiale et continue, fournit à cet égard une série d'exemples de développement.

La nécessaire interactivité

Les exemples sont multiples. La chaîne d'information CNN diffuse depuis près de deux ans aux heures creuses de la nuit des émissions destinées en priorité aux enseignants, accompagnées, par fax ou par modem, de documents écrits. La chaîne documentaire, Discovery Channel, qui touche près de 55 millions d'abonnés, diffuse plusieurs émissions destinées aux publics scolaires, avec envoi de matériel péda-

gogique. Il existe aussi des chaînes éducatives à temps plein, comme The Learning Channel qui permet à près de 20 millions d'abonnés d'obtenir des diplômes universitaires. Les chaînes d'enseignement supérieur ne sont pas en reste. Une grande partie d'entre elles ont développé ce secteur, en direction d'étudiants désirant le plus souvent suivre des cours à haut niveau à temps partiel. Ils s'inscrivent en individuel ou par l'intermédiaire de leur entreprise.

« Il n'y a pas de différence entre l'enseignement à distance et les méthodes traditionnelles », indique M. Katherine Conway, professeur à la Massachusetts Institute of Technology de Caroline du Nord. La baisse tendancielle du nombre d'équipements de transmission et la prise de conscience de certains besoins en matière d'éducation - diffuser les connaissances, offrir à des classes défavorisées les meilleurs enseignants, toucher les populations spécifiques - ont permis le développement de l'enseignement à distance. Transmis par satellite, par ondes radio ou par des réseaux informatiques, ce type d'enseignement doit aujourd'hui s'adapter à une nouvelle exigence : l'interactivité.

Cette dernière doit fonctionner à la fois entre l'enseignant et l'élève, mais aussi entre les étudiants eux-mêmes. Il s'agit d'éviter l'effet pervers du cours passif. L'expression la plus récente de cette interactivité est le téléapprentissage, où l'élève, vu à l'écran, a un canal devant son téléviseur, mais manipule le pop-corn. Pour éviter l'effet passif, les opérateurs multiplient les exercices d'interactivité.

Ainsi, la Massachusetts Corporation for Educational Telecommunications (MCET), créée en 1970 à Boston, a lancé en 1991 un programme éducatif de la maternelle à la terminale, The Mass Learning. 1 700 établissements scolaires, publics et privés, se sont abonnés à ce service. Le raccordement au réseau et l'équipement des salles de classe - télévision, magnétoscope, cassettes vidéo - revient à 3 000

dollars. L'interactivité est assurée par un téléphone installé dans chaque classe. Lors d'une émission, chaque élève peut appeler le présentateur et lui poser, en direct, une question.

Neuf cents heures de programmes ont ainsi été proposées, touchant les domaines des langues vivantes et de la biologie, de la physique aux mathématiques. « Attention », indique M. Katherine Conway, directrice de MCET, « il ne s'agit pas de cours. L'enseignement à distance n'a pas pour ambition de remplacer le professeur, il s'agit juste de fournir un matériel supplémentaire ». Chaque mois, un programme éducatif est envoyé au responsable de district, qui joue le rôle de relais entre l'opérateur et les trois cents enseignants de son secteur. Les demandes de cours sont alors réparties, et les enseignants reçoivent le matériel éducatif adéquat : ainsi, le MCET peut envoyer des cours dans les classes pour les cours de biologie, ou des films pour la fabrication de masques africains.

La formation continue en vedette

Mais le développement le plus spectaculaire de l'enseignement à distance aux Etats-Unis est intervenu dans le domaine de la formation continue. Etablissements privés et publics se sont lancés dans l'aventure après la guerre du Vietnam, pour réinsérer les « vétérans ». Très autonomes par rapport au pouvoir fédéral, ces programmes sont aussi très différents d'un Etat à l'autre. Leur caractéristique commune est la diffusion d'un enseignement à distance, de haut niveau, onéreux. Ainsi, l'inscription à un cours à l'université George Washington revient à 1 000 dollars. Les cours sont le plus souvent « jetables », c'est-à-dire détruits à l'issue du semestre et ne bénéficient pas d'effort particulier sur le plan esthétique. La conférence est le plus souvent filmée, interrompue pendant une heure, à la différence de la formation initiale qui tente de rendre les émissions plus attractives, à la graphique et au

matériel restent rares.

Le National Technological University (NTU), diffusé sur l'ensemble du continent américain par satellite, propose à son côté aux entreprises américaines des ateliers ponctuels sur des sujets pointus et des cours reconnus par certains établissements d'enseignement supérieur. Les scientifiques en quarante-deux heures de formation participent à l'élaboration des cours. Ainsi à Denver, cette entreprise cherche aujourd'hui à s'implanter en Europe.

L'université de Virginie, publique, propose elle aussi des formations à distance. Bénéficiant d'un budget de 8,5 millions de dollars par an (plus de 40 millions de francs), cette université a établi un véritable réseau reliant les campus composant l'établissement. En 1991-1992, 45 000 personnes ont bénéficié de 1 100 heures de cours, soit l'équivalent de 500 étudiants à temps plein. Certains cours sont reconnus par l'université.

L'élaboration n'a pas été sans étonnements. Lorsque cette université a proposé, en 1988, des heures d'interférences sur les changements en chimie, les télespectateurs appelaient en direct le conférencier pour lui demander le nombre d'atomes qu'il y avait dans un atome. La durée des émissions a donc été réduite et rendue plus souple par l'introduction de dialogues, sur le plateau, avec les professeurs de l'université. L'évaluation des étudiants est faite par l'intermédiaire d'un questionnaire envoyé au centre émetteur, sur la base de mots-clés.

Ayant déjà dépassé le stade expérimental, l'enseignement à distance pourrait franchir rapidement une nouvelle étape, grâce à l'évolution des techniques. Les firmes informatiques mettent au point de nouvelles procédures, ayant recours au son et à l'image, qui pourraient être utilisées en éducation.

M. A.

IUA INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
SAN FRANCISCO
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ **Université à San Francisco,**
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

■ **MBA Master of Business Administration**
for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE :
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, etc.

■ Programme américain de 12 mois
à San Francisco, unique dans son concept - une
interactive à l'expérience du projet professionnel -
conduisant au MBA International Management.

Informations ■ sélections pour l'Europe :
17-25, rue ■ Chailot, 75116 PARIS
Tél.: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco -
Programme accrédité en Inde : ANA HONG KONG

IUA SAN FRANCISCO

هكذا من الرجل

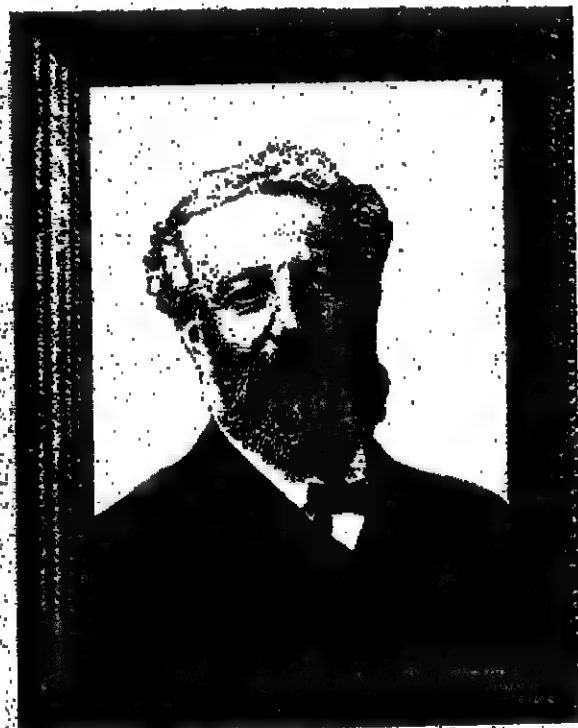
■ Le Monde ■ Jeudi 11 juin 1992 13

AMPUS
Division éducation



AMIENS

“UNIVERSITAIRES, SERIEZ-VOUS DE LA FAMILLE VERNE ?”



JULES VERNE



VOUS

Enseignants-chercheurs, l'Université de Picardie Jules Verne, qui tire son nom du plus illustre des amiénois, met à votre disposition des moyens à la hauteur de votre ambition. Vous qui viendrez intégrer une de nos équipes de recherche, pour assurer votre bien-être, la région Picardie, le département de la Somme et la ville d'Amiens vous font économiser jusqu'à 5000 francs par mois sur votre loyer pendant un an.

L'Université de Picardie Jules Verne :

- 18000 étudiants.
- 100 postes d'enseignants créés en 1981.
- Des moyens en pleine expansion de la ville : nouveaux locaux pour les pôles scientifique, juridico-économique et de santé, et pour la bibliothèque universitaire.

Le renouveau d'Amiens

- Depuis 3 ans Amiens bouge.
- Elle le prouve en investissant 1,5 milliard de francs en 3 ans dans ses projets urbains (Maison de la Culture, Palais des Sports, parcs urbains, musées, Université en centre ville...).
 - La vie culturelle intense saura, à travers le Festival International du Film, le Festival du Jazz, le Festival du Film Médical (FILMED), le Théâtre, et bien d'autres événements encore, étancher votre soif de connaissances et de loisirs.



Renseignements et candidatures : Daniel COUAPEL - Tél. 22 82 72 67
Université de Picardie Jules Verne
Rue Solomon Mahlangu - 80025 Amiens Cédex 1

هكذا من الامم

■ Le Monde ■ Jeudi 11 juin 1992 15

EDUCATION • CAMPUS

Antidote à la violence

Dans l'Essonne, l'éducation nationale, la police et la justice s'efforcent de prévenir l'insécurité dans les collèges et les lycées

VOLS, racket, agressions physiques, insultes et pneus crevés : comment mesurer l'importance de ces incidents qui rythment la vie quotidienne de certains établissements scolaires, empoisonnent les relations entre élèves, minent les enseignants et angoissent les parents ? Comment juguler le rumeur qui déforme et empêche certains incidents - liés à la drogue - notamment - soient couramment étouffés afin de préserver l'image et la réputation des lycées et collèges ? Comment appréhender enfin, pour mieux y répondre, ces phénomènes qui, par nature, évoluent, conjoncturels ?

Anticipant sur les mesures annoncées le 27 mai en conseil des ministres par M. Jack Lang « pour renforcer la sécurité dans les établissements scolaires » (Le Monde du 27 mai), le département de l'Essonne s'est lancé, depuis quelques mois, dans une opération-vérité. Sans faire de tapage et en prenant maintes précautions, tant le terrain semble fragile et le pari risqué. Avec discrétion et en s'appuyant sur l'expérience de quatre établissements - deux principaux du collège et deux principaux du lycée - travaillant dans des zones sensibles du département.

Après une série de réunions de travail, M. Yves Furet est depuis 1986, principal du collège Jean-Vilar du quartier de la Grande Borne à Grigny, situé dans la zone d'éducation prioritaire et la plus sensible du département. « Malgré les efforts importants qui sont menés dans le secteur pour travailler en concertation avec les fonctionnaires de justice, de police ou les services sociaux, explique-t-il, on se rend compte que les informations de base ne circulent pas. Les services de police ne savent pas comment sont les établissements, s'il y a plusieurs entrées, des systèmes

leur fréquence, mais aussi les caractéristiques des établissements, la configuration des lieux, leur environnement immédiat, etc. Les tableaux de bord ainsi constitués devraient permettre à la fois à l'administration de l'éducation nationale de mieux connaître la situation des établissements (cent cinquante pour le seul second degré dans l'Essonne), et aux services de police de mieux comprendre un « terrain » dont ils ignorent à peu près tout alors qu'ils sont appelés à intervenir. Tous les établissements du département devraient d'ici à la fin juin, recevoir ce questionnaire s'en servir dès la rentrée prochaine.

Dialogue de sourds

« Car il s'agit bien de s'en servir », insiste, à l'unisson avec ses collègues, M. François Le Bescond, proviseur du lycée professionnel Baudelaire à Evry. En fait une fin en soi n'aurait pas de sens. L'idée générale est de corriger le dialogue de sourds qui tient lieu le plus souvent de communication entre les gens de terrain que nous sommes, notre hiérarchie par nature très éloignée de ce que nous vivons, et les services de police qui ne détiennent pas interlocuteurs que dans les situations de crise. »

Egalement associé au groupe de travail, M. Yves Furet est depuis 1986, principal du collège Jean-Vilar du quartier de la Grande Borne à Grigny, situé dans la zone d'éducation prioritaire et la plus sensible du département. « Malgré les efforts importants qui sont menés dans le secteur pour travailler en concertation avec les fonctionnaires de justice, de police ou les services sociaux, explique-t-il, on se rend compte que les informations de base ne circulent pas. Les services de police ne savent pas comment sont les établissements, s'il y a plusieurs entrées, des systèmes

d'alarme, qui habite sur place, etc. Ici, à la Grande Borne, le collège est à 10 kilomètres du centre de Grigny, Vry-Châillon, Morsang et Juvisy. Ce qui représente une dizaine d'établissements, collèges ou lycées. »

Inclure à la transparence

La police, Yves Furet la connaît bien, néanmoins, puisqu'il lui arrive fréquemment de recevoir la visite de policiers venant interroger un élève à l'intérieur du collège. En outre, à Grigny, les lieux de rencontre des « partenaires » manquent pas : l'équipe opérationnelle du DSO (développement social du quartier), le conseil municipal de prévention de la délinquance et le conseil de ZEP se réunissent tous les mois. En outre - très rarement - une convention a été passée en 1987 avec une association locale pour permettre à deux éducateurs de travailler directement dans l'établissement. Des équipes qui permettent de maintenir le bateau à flot, malgré la rotation impressionnante des enseignants dans ce collège (près de la moitié de l'effectif chaque année) et leur faible « ancrage » dans le quartier (quatre seulement sur soixante-neuf habitent Grigny).

Mais ailleurs ? Nombre d'établissements « sensibles » sont situés dans des secteurs moins quadrillés : les établissements sont souvent isolés faute de lieux organisés pour la concertation. « Sans mauvaise utilisation du document auquel nous travaillons, cette inclination au dévoilement et à la transparence me paraît roborative, souligne M. Furet. On ne peut pas accepter que des événements graves soient minimisés ou minimisés par crainte des effets d'image. »

M^{me} Christine Hudson, principale du collège Gérard-Philipe de

Massy partage la prudence de son collègue. En effet, elle craint de voir la fameuse question-neraire figer la réalité, stigmatiser certains groupes d'élèves ou d'établissements, révéler des phénomènes de rejet ou d'angoisse. « Il ne faut pas insister, elle, à la fin de la semaine avant de commencer à préciser quelle utilisation en sera faite. » Son établissement est représentatif de la quantité de collèges qui accueillent une population très hétérogène et qui peuvent, à tout moment, être le théâtre d'un incident, d'une bagarre, de la constitution d'une bande, d'un basculement du climat. »

La réponse de cette école « très stable », comme il souligne M^{me} Hudson tient en quelques recettes élémentaires : la présence, le maintien permanent et la réaction immédiate quand surgit un problème. Récemment, un incident survenu dans une classe où l'élève d'un jeune extérieur au collège pour en découdre a immédiatement suscité une riposte très ferme : les élèves et leurs parents ont été convoqués au collège. Il en a été de même quand un élève, l'an dernier, a provoqué un incident au début d'incendie. L'inspecteur de police a été sollicité pour venir discuter à l'école rompus avec les élèves. « C'est cela avant tout notre travail sur la sécurité dans l'établissement », résume M^{me} Hudson. Réagir pour que les situations de crise ne s'installent pas. Et agir pour que l'image du collège s'améliore. »

Resterait aussi, au-delà de l'école, à associer les enseignants à l'opération-vérité lancée par l'inspection académique. Et à accompagner le diagnostic d'un vrai soutien thérapeutique.

CHRISTINE GARIN

COURRIER

L'allemand sous le boisseau

Dans un récent article (Le Monde du 14 mai), Guy Belloncle soutient que la langue étrangère dont la pratique deviendra obligatoire dans le cadre de la rénovation des premiers cycles universitaires ne peut être que l'anglais.

Que l'anglais soit devenu la langue de communication scientifique internationale est une évidence (même si une petite minorité d'étudiants de premier cycle a des chances de participer un jour à des colloques internationaux). Et qu'il soit enseigné à plus de 85 % des jeunes Français à titre de première langue ainsi qu'àux 15 % restants comme seconde langue devrait rassurer M. Belloncle.

Mais est-il équitable d'interdire le perfectionnement en allemand à des étudiants qui, pendant sept ans, se sont investis dans l'étude de cette langue et de la culture qu'elle transmet ? Ou est l'esprit libéral de l'Université française dont les grands penseurs nous rebattent les oreilles ? La frustration de ne pas connaître l'allemand justifie-t-elle le dédain que lui portent encore nombre d'universitaires et de chefs d'entreprise ? Est-ce raisonnable pour notre pays de se priver des rares intermédiaires capables de nous faire profiter des formidables ressources de la recherche allemande dans d'innombrables domaines : mécanique, chimie, économie, histoire ancienne et contemporaine, sciences politiques, sociologie politique, philosophie, biologie, psychiatrie, écologie, étude de l'environnement, aménagement du territoire, etc. ? Est-il souhaitable de mettre l'allemand sous le boisseau alors que l'Allemagne offre beaucoup plus de possibilités de stages et d'échanges dans les branches d'activités les plus variées que l'Angleterre, prise d'assaut par l'Europe et l'Asie ?

Ne peut-on concevoir un plan de formation linguistique qui tiendrait compte à la fois de la motivation des étudiants et de l'intérêt du pays ? Pendant deux ans, les étudiants, quels qu'ils soient, consolideraient leurs connaissances dans la langue où ils se sentent le plus solides, vraisemblablement la première langue. Ensuite, pendant la troisième année, la langue de la licence et de la maîtrise, tout en assu-

rant la « maintenance » dans la première langue, ils devraient reprendre leur deuxième langue, quelle qu'elle soit, afin d'être capables d'exploiter couramment la documentation étrangère.

Bref, le contraire de la voie unique, de la voie étroite que veut imposer Guy Belloncle. Il faut, je pense, une langue de communication et des langues de travail.

CLAUDE MERLET.
(Joué-le-Tours)

Faibles, nuls, amorphes

J'ai bien lu votre article sur l'orientation (Le Monde du 21 mai), et, une fois de plus, quelques phrases m'ont fait plus bondir (je commence à être lasse) mais m'enfoncer dans une tristesse qui me lâche de moins en moins en ce qui concerne l'école et son corollaire, l'orientation. (...) Pourquoi l'orientation serait-elle un combat où il y aurait un adversaire à battre : le prof ? Je pensais à croire que passer dans la classe supérieure quand on est loin d'avoir le niveau requis est trop souvent une porte que l'on ferme devant soi.

Les parents sont les moins aptes à pouvoir jauger leurs enfants sur le plan scolaire. Comment voulez-vous, de plus, qu'ils puissent mettre leur fils, ou leur fille, dans les 20 % qui n'auront pas le bac ? Car c'est ainsi qu'ils perçoivent le slogan qu'à tort on leur serine depuis quelques années. (...)

Ainsi on traîne de plus en plus d'élèves faibles, ou nuls, amorphes, avec des lacunes que l'on ne peut plus combler, qui baissent les bras et attendent de passer en seconde avec la perspective d'un bac C, même s'ils ont moins de six de moyenne en math en troisième ! Plus dure est la chute ! Supercerveillant un jour qu'ils ont été froids ? La faute à qui ? Sans compter l'inefficacité de tout ce dialogue de sourds en cours d'année avec les parents. (...) L'école n'arrive plus à compenser les déficits des élèves, maintenant qu'elle ne détient plus la carotte qu'était le passage de classe ou l'obtention du bac. (...)

MARTYNE MORLET
(Champigny, Val-de-Marne)

Certaines entreprises recherchent aux quatre coins du monde technologies de télécommunication les plus avancées.

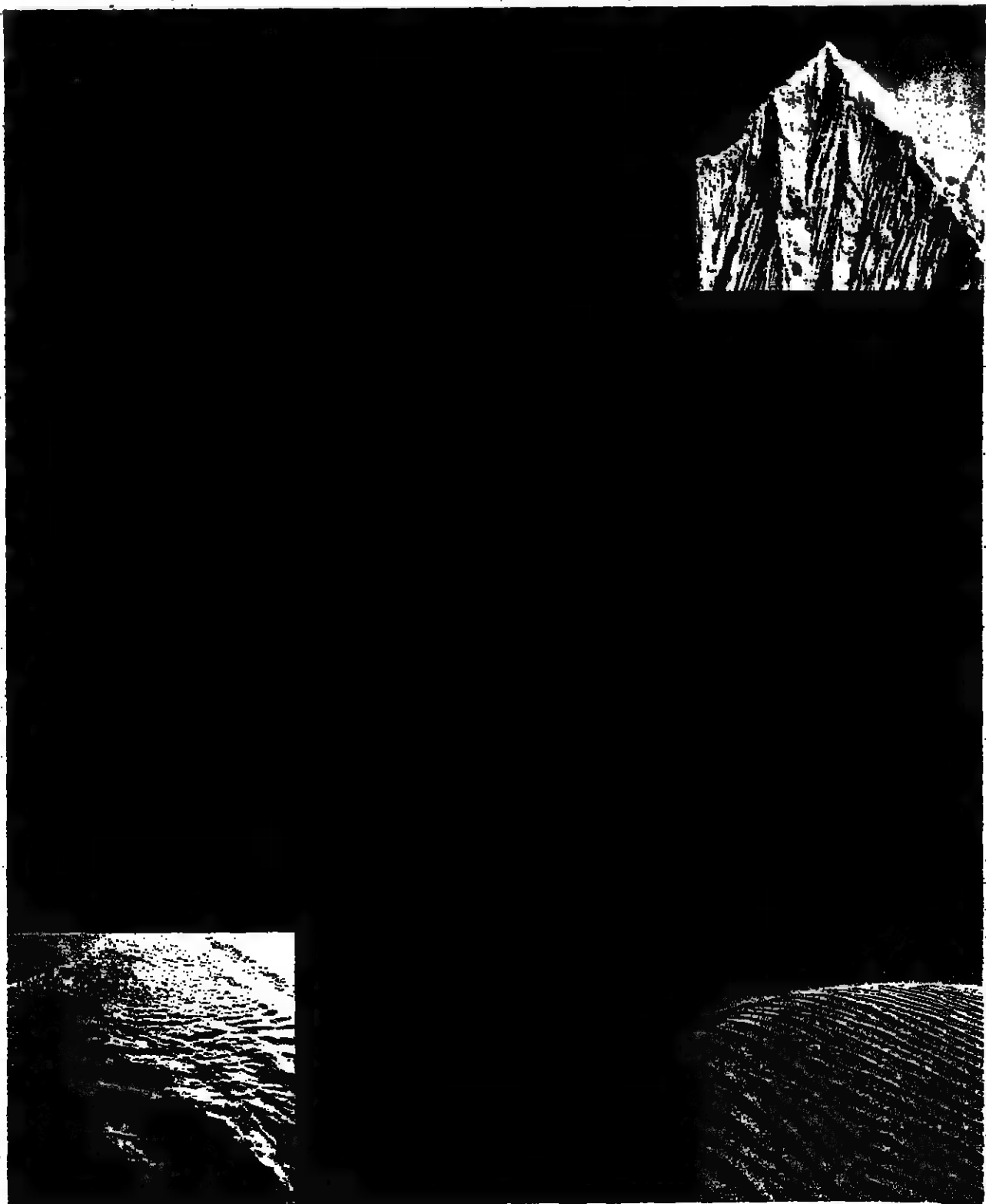
Curieuse obstination quand tant d'entreprises leaders la plupart des plus grands opérateurs de télécommunications les ont déjà trouvées.

nt northern telecom

La technologie qui fait parler le monde.

Pour en savoir plus sur le grand de la communication numérique présente dans plus de 80 pays, contactez au (1) 40 07 24 27 ou écrivez à Northern Telecom - 16 place de l'Éra - 92082 Paris - la Défense Cedex 13.

© 1992 Northern Telecom



ENQUÊTE

La France « écolo »

Suite de la première page

Il parle aussi, de ces confrères de l'écho des sarrasins qui, récemment, ont fait la planque pendant deux jours chez lui pour vérifier que ses poubelles ne contenaient pas de bouteilles en plastique... C'est sa façon de communiquer... Entre la nostalgie de l'ordre ancien, la course folle du temps présent et l'impérieuse nécessité de sauver la planète, lui, porte-parole des Verts, a sans aucun doute un rôle à jouer. « L'argent pollue tout », dit-il soudain, après un temps de silence.

En 1965, quand M. François Mitterrand mettait en ballottage le général de Gaulle, Antoine Waechter photographait des nids. Et lorsqu'il dut vérifier que, de cette portée, pas un oisillon ne restait, il se résolut à « faire quelque chose ». Le voilà d'embourgeoisé en seser, en, de la section du Haut-Rhin des Jeunes amis des animaux. « Jeunes amis des animaux et de la nature », précise-t-il. Nous, dans le Haut-Rhin, nous avons ajouté la nature.

Dès 1970, il conduit une manifestation de quelque deux cents jeunes Mulhousiens pour la protection du site de la Vanoise, en Savoie. Sur les coupures de presse, précautionneusement rangées dans les boîtes à archives de son bureau, le petit Antoine apparaît, la mèche rebelle plaquée sur le front, le regard déjà sévère, un mince collier de barbe sur les joues et un mégaphone à la main. Plus tard, avant une thèse consacrée à la faune, ce sera l'épave des castors, ceux qu'il va piéger, une première fois, juste pour le

plaisir, avec un ami, dans la vallée du Rhodan, ceux aussi dont il saura se servir dans la lutte historique — à l'échelle de l'Alsace — pour la protection de la forêt de Marckolsheim. Le jeune ami des animaux — et de la nature, donc — ouvre ses cages sous l'objectif attentif des photographes de la presse régionale. Efficacité, toujours : « Le castor était un argument supplémentaire pour la défense de la forêt », confesse-t-il, aujourd'hui, dans un demi-sourire.

Il est nombreux, en Alsace, à avoir fait leurs classes de nature, comme ont étonnant frère portier de l'écologie politique qu'est M. Waechter. Après quinze ans de mandat, le maire de Lutzelbach, dans la périphérie de Mulhouse, Roger Winterhalter, porte-parole de l'Alternative rouge et verte (AREV) et tête de liste de Génération Écologie aux dernières élections régionales dans le Haut-Rhin, place ainsi le sauvetage de sa forêt communale en tête des réalisations dont il est le plus fier.

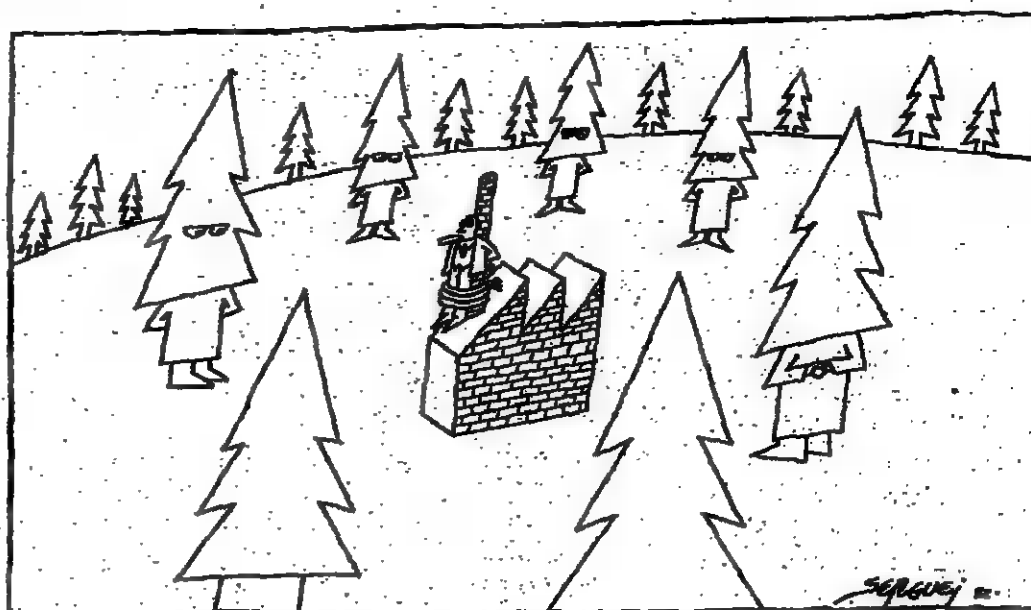
Viticultrice à Pfaffenheim et conseillère régionale Vert, Jean-Pierre Frick raconte comment tout est prêt, en Alsace, à créer une association : la randonnée, les vergers, les champignons, les papillons, les oiseaux. « Nous avons même une association pour la protection des courlis cendrés », dit-il. Lui-même, organisateur d'une foire européenne du pain, du vin et du fromage écologiques, il en rapporte le succès sans cesse croissant : « Trois cents exposants et quarante mille visiteurs en six jours, l'an dernier, mais aussi un réel impact économique : nous accueillons désormais des impor-

teurs de produits bio venus d'Allemagne, d'Angleterre, d'Italie (1).

L'explosion du territoire, coïncée entre les Verts et le Rhin, l'extrême densité démographique et industrielle, l'influence religieuse et celle de la culture germanique dans le rapport à la nature expliquent l'importance du phénomène écologique en Alsace. « Le caractère utopiste des Verts gêne beaucoup moins que dans d'autres régions », juge M. Richard Kleinwachter, maire de Gengenotter en Alsace, à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, devenu l'un des meilleurs spécialistes de la carte politique de l'Alsace. « Par rapport à la dualité alsacienne, héritée de l'histoire, il existe sans doute chez nous un sentiment diffus selon lequel la nature elle-même, ne nous trompera pas », s'interroge le maire socialiste de Mulhouse, M. Jean-Marie Bockel.

Le « cabinet des curiosités »

Dès le dix-neuvième siècle, il est de bon ton dans la bourgeoisie alsacienne d'avoir son « cabinet des curiosités ». Industriels et universitaires, médecins ou magistrats se retrouvent régulièrement au sein de sociétés savantes pour entendre une suite de très sérieux exposés sur la culture du coton en Afrique occidentale, le boisson méditerranéenne, les mines de potasse, la découverte de restes d'épaves fossiles ou celle de la sépulture d'un condoréen de l'époque mérovingienne, sans oublier, bien sûr, le traditionnel rapport sur le dispensaire antituberculeux financé par les industriels au titre des bonnes œuvres (2). Dans la période de forte expansion qui suit la seconde guerre mondiale, ce sont encore quelques universitaires qui fondent l'Association fédérative régionale pour la protection de la nature. L'AFRPN sera le creuset des Verts alsaciens d'aujourd'hui.



« Les premiers dirigeants de l'AFRPN, devenu depuis l'Alsace-Nature, n'étaient pas pour une remise en cause de la logique de développement en tant que telle, mais seulement de ses conséquences », se souvient André Buchman, conseiller municipal de Strasbourg et porte-parole national des Verts. Cependant, à l'occasion de la lutte contre la centrale nucléaire de Fessenheim, au début des années soixante-dix, une nouvelle génération s'impose. « Pour des raisons de géo-politique, l'étrange bande rhénane avait été longtemps protégée. Son industrialisation a été perçue comme une véritable agression », explique l'actuel président d'Alsace-Nature, le professeur Roland Carls, chercheur à l'université Louis-Pasteur. Dès 1969, Antoine Waechter est responsable de l'AFRPN pour le Haut-Rhin, avant

d'en devenir le secrétaire, sept ans plus tard, pour toute l'Alsace. Entre-temps, lui-même, un médecin au sein, Michel Fernex et son épouse Solange, ainsi que trois autres responsables associatifs ont décidé de s'engager sur le terrain politique.

Pour la première fois, un candidat écologiste, Henri Jean, se présente aux élections législatives de 1973, à Mulhouse. Il obtient 2,70 % des suffrages. Sa suppléante, Solange Fernex, conduira la liste écologiste aux élections européennes de 1979.

« Nous sommes passés progressivement de la légitimité scientifique à la légitimité populaire, puis à la légitimité politique », résume Maurice Wintz, secrétaire général d'Alsace-Nature.

Le nez à la fenêtre

Il n'est pas rare, désormais, qu'avant d'annoncer une nouvelle implantation, les industriels commencent par visiter le terrain suspect d'Alsace-Nature. « Nous avons réussi à repousser un projet d'implantation d'un circuit d'essai automobile, qui aurait créé cent cinquante emplois, et nous ne craignons pas de le revendiquer. Nous ne refusons pas d'accueillir de nouvelles entreprises, mais à la condition qu'elles consomment peu d'espace et que, bien sûr, elles ne polluent pas », réchiffre Jean-Pierre Frick. Le phénomène écologique est devenu tel, en Alsace, que le monde économique doit désormais l'intégrer dans ses stratégies.

La Banque populaire du Haut-Rhin a ainsi mis en place, depuis deux ans, des « PRÉVIA », dédiés au financement d'investissements utiles à la protection de l'environnement. « C'est un outil de promotion », reconnaît le directeur commercial, M. François Capber. Soixante-dix dossiers ont jusqu'ici été retenus par un comité d'investissement ouvert non seulement aux chambres consulaires, aux collectivités locales et aux administrations, mais aussi à quelques écologistes. Ils concernent aussi bien les économies d'énergie ou l'élimination des déchets que la construction d'un bassin de décontamination pour une fabrique de jeans délavés, l'aménagement d'une ferme-auberge et la réalisation d'une fresque sur un bâtiment industriel.

À la faveur de l'élection d'un nouveau président, la chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg a aussi décidé récemment un changement de mission à l'environnement. Deux fois par semaine, dans la capitale régionale, trois cents bénévoles mettent le nez à la fenêtre pour repérer les mauvaises odeurs émanant des usines et participer ainsi à une enquête conjointe de l'Association pour la surveillance de la pollution en Alsace et du laboratoire d'écotoxicologie du Commissariat à l'énergie atomique.

Pionnière de la lutte contre la centrale de Fessenheim et cofondatrice des Amis de la Terre, M^{me} Esther Peter-Devis, a créé, au sein de l'université, une formation originale d'écoco-conseillers d'un niveau minimal équivalent à bac plus quatre. Un quart d'entre eux ont aujourd'hui trouvé un emploi en Alsace. « Nous sommes maintenant nous-même en retard sur l'Allemagne et les pays scandinaves », dit M^{me} Peter-Devis. Ce que je ne comprends pas, c'est comment les autres régions françaises ont pu occulter à ce point les problèmes d'environnement.

Chez les politiciens aussi, désormais, on se méfie. Candidat de la liste UDF-RPR aux élections régionales dans le Haut-Rhin, le sénateur Henri Gotschy a ainsi pris le soin de faire figurer dans son état de service sur ses derniers tracts électoraux : « Père fondateur des brigades vertes, président du site protégé de Langenseltz pour le grand litron, président du groupe d'étude pour la sauvegarde des espèces menacées d'extinction au Sénat. » Uniri

Uniri est un parti Laver's Froid! « Notre environnement, c'est notre qualité de vie », conclut en gros caractères vert le tract du sénateur. Il est vrai que le budget environnement du conseil général du Haut-Rhin a été multiplié par cinq en dix ans, et représente, en 1991, près de 10 % du budget total du département.

Depuis six ans maintenant le Conservatoire des sites alsaciens, issu d'Alsace-Nature, bénéficie de l'appui financier du conseil régional et des deux départements alsaciens pour l'acquisition ou la gestion de terrains (plus de huit cents hectares, à ce jour).

À Strasbourg, où la concurrence est vive entre écologistes et socialistes, le maire, M^{me} Catherine Taubman, n'a pas hésité, non pas à interdire la circulation automobile dans le centre de sa ville, comme cela a été dit abusivement, mais à limiter strictement le trafic pendant la construction du tramway. À Mulhouse, M. Bockel exerce une mission inter-services pour le respect de l'environnement, constituée de cinq éco-conseillers. Ils ont un droit de regard sur tous les projets, de la collecte des déchets aux grands projets d'urbanisme. « Le but de cette mission est de disparaître un jour quand nous-mêmes, nous n'aurons plus besoin d'un tel aiguillon », reconnaît Jean-Marie Bockel.

« Toute une génération a fait son rendez-vous avec la nature », affirme de son côté le sénateur (RPR) Hubert Haenel. Devenu premier vice-président du conseil régional, il se dit prêt à tolérer certaines suggestions des Verts. À la demande de ces derniers, le droit de pétition pour les citoyens vient d'être introduit dans le règlement intérieur de l'Assemblée. Pour dépasser le cloisonnement des commissions spécialisées, la majorité régionale a également accepté de constituer un groupe de réflexion « Verts » dont le nom même traduit l'esprit : le « management du territoire ».

JEAN-LOUIS SAUX

(1) La onzième édition de cette foire a eu lieu du 28 mai au 1^{er} juin à Rœschlin (Haut-Rhin).

(2) Bulletin mensuel de la Société industrielle de Mulhouse des années 1929 à 1933.

Prochain article :

Les enfants des « trente glorieuses »

Le Monde

Édité par le SAFL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaudré, président
directeur de la publication
Bernard Frenet
directeur de la rédaction
Jean-Pierre Gaud
directeur de la gestion
Marcel Lucet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombet
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Jacques Anselme
Thomas Fournel
Philippe Herremans
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Artisans directeurs :
Hubert Beauvillier (1944-1950)
Jacques Fournier (1950-1982)
André Lemaire (1982-1988)
André Fontaine (1988-1991)

REDACTION ET SERVICE SOCIAL :
15, RUE FALGOUT
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-50-25-26
Télécopieur : 40-50-25-28
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAUUVILLIER
94032 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-50-25-25
Télécopieur : 40-50-30-10

L'éternelle surprise électorale

Déjà remarquée lors des élections municipales de 1989, puis véritablement consacrée lors des européennes de la même année, et bien que très régulièrement annoncée par tous les instituts de sondage à la veille des dernières élections régionales, l'émergence du vote écolo n'a en fait pas de surprise. Elle a été la création officielle des Verts, les 28 et 29 janvier 1984 à Cligny (Hauts-de-Seine), l'ensemble de l'électorat écologiste (trois millions cinq cent mille voix) devançant, aujourd'hui, celui du Front national.

À la faveur, il est vrai, d'un scrutin local, organisé à la proportionnelle, quelques deux cents conseillers régionaux sont venus s'ajouter au millier d'élus écologistes déjà entrés dans les mairies lors des élections municipales de 1989. Grâce à une configuration encore inédite, une alliance « roses, rouges, vertes », M^{me} Marie-Christine Blandin, devenue en quelques jours la nouvelle coqueluche des médias, tenta de s'imposer à la présidence du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Un premier ministre en péril, M^{me} Edith Cresson, a même cru, durant quelques jours, pouvoir sauver sa tête en s'accrochant aux basques des écologistes.

Or, de nouveau, tout se passe comme si la France n'avait rien vu venir. Comme si les signes annonciateurs avaient manqué. Quoi de commun, en effet, entre les images de grands oiseaux défilant, les petites dans la glu, à grande marée, noire, du Torrey-Carron (juin 1987) à l'école-Mélieux en passant par l'Amoco-Cadix, les cris d'adieu de René Dumont, dans l'utopie ou la mort ; les rêves enfumés des beatniks américains livrant à la paix et à l'amour, contre la guerre du Vietnam ; les chercheurs successifs de Bhopal, Seveso, Tchernobyl ? Quoi de commun entre la rencontre, étonnante, détonnante, des « chevaliers » et des barbus avec les paysans du Larzac ou les grands-mères alsaciennes de Marckolsheim ; les croisades antinuclears contre Fessenheim, Golfech, Gravelines, La Hague, Melville, Plogoff, et le printemps de 88 ? Rien, si ce n'est que tout cela, sans doute, n'entraîne pas directement dans le champ du politique.

Attentifs aux rodonnades de M. Le Pen ou aux plus petites querelles intestines du Parti socialiste, nombre d'observateurs et d'hommes politiques ont tant les écologistes, jusqu'à ces derniers mois, dans un souverain mépris. Les uns se rassuraient en soulignant qu'il ne s'agit que d'un effet de mode, les autres estimaient encore qu'il sera toujours temps, le moment venu, de récupérer cet électeur « protestataire » au prix de quelques aménagements. Peut-être n'ont-ils pas tout à fait tort, du reste, mais, pour le plupart, ils les ignorent. Quant à l'université, presque tout entière absorbée, depuis des décennies, par le marxisme, ses dérivés et ses contestations, elle attend encore, semble-t-il, que la survie de la planète devienne vraiment une question d'actualité. On compte sur les doigts d'une seule main les universitaires français qui ont commencé à s'intéresser à l'écologie politique ; et il a fallu attendre la fin de 1991 pour que deux livres — écrits par des sympathisants — entreprennent, enfin, de rappeler la genèse du mouvement.

Il y a bien sûr des raisons à cela. Les cadres des partis dits de gouvernement se sont souvent fréquentés sur les bancs de l'ENA. Ceux,

très rares, du mouvement écologiste, sont plutôt des scientifiques (biologistes, physiciens, informaticiens, etc.). Au sein de la génération qui monte, celle des « quadras », quand les uns s'engagent dans les idées du pouvoir, les autres bagayeraient dans le désert, en l'événement, comme M. Brice Lalonde, ou lâchaient des estors dans la forêt rhénane, comme M. Antoine Waechter. Soucieux de mettre leurs actes en conformité avec leurs idées, les premiers militants écologistes ont eux-mêmes longtemps cultivé leur isolement, par le rejet du mode de vie dominant. On ne compte pas, particulièrement chez les Verts, ceux qui se chauffent à l'énergie solaire, ont retapé un vieux moulin, ceux qui circulent presque exclusivement en transports en commun ou qui sont végétariens. La présentation officielle, en l'événement, des candidats aux élections régionales comportait ainsi une analyse statistique du nombre de poubelles utilisées dans les ménages concernés, le tri sélectif des déchets ménagers étant considéré chez eux comme une vertu écologique. Enfin, comme l'avait fait l'unique conseiller de Paris écologiste, M. Jean-Louis Vidal, les conseillers régionaux verts de l'Île-de-France ont repoussé l'offre qui leur était faite d'utiliser une R26, et réclament, en compensation, du matériel informatique.

Le retard français

Pendant longtemps, d'autre part, il n'a pas été facile de se retrouver dans leurs divisions. De comités de soutien « biodegradables » en simples structures électorales et de mouvements fédératifs en conférences régionales, c'est-à-dire, à la fin des années soixante-dix, il a fallu dix ans pour aboutir de la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle de 1974 à la création d'un parti écologiste un tant soit peu organisé. Ainsi, quand le parti des Verts se crée dans l'indifférence générale, les partis écologistes existent déjà dans la plupart des autres pays européens. Ce retard a pour partie une cause institutionnelle : l'absence de proportionnelle ne facilite pas la représentation des minorités. L'existence de seuils en deçà desquels les candidats ne sont pas remboursés de leurs frais a également pénalisé les écologistes. Enfin, durant toute la période qui conduit à l'arrivée de la gauche au pouvoir, l'émergence des écologistes est entravée par le phénomène du vote utile. Cette génération-là ne veut pas faire obstacle à une possible alternance. En 1974, bien qu'il n'appelle pas à voter pour le candidat unique de la gauche, René Dumont se prononce ainsi à titre personnel pour M. François Mitterrand. De la même manière, en 1981, M. Lalonde est empêché par ses amis de se désister, mais l'électorat écologiste se reporte de lui-même sur le nom de M. Mitterrand, qui a pris un certain nombre d'engagements concernant l'énergie nucléaire et l'extension du camp militaire du Larzac. Jusqu'en 1986 en fait, année où M. Antoine Waechter et ses amis alsaciens prennent le contrôle des Verts, les écologistes n'écarteront pas l'idée d'alliances avec la gauche.

Une autre raison du retard français tient au rôle particulier joué par Brice Lalonde, à la fois comme principal porte-parole de l'idée écologiste et comme empêchement d'écologistes en rond. En 1984, en effet, non seulement il fait le choix de ne pas rejoindre le parti des Verts, mais, déjà ancré à la réunion des réformistes,

il se présente aux élections européennes en compagnie de MM. François Dubin et Olivier Stirn, contre la liste verte conduite par M. Didier Joffre. De coup, une fois encore, les Verts ne passent pas le barre des 5 %, qui ouvre les portes au Parlement de Strasbourg. De la même façon, il fut candidat à Lyon aux élections législatives de 1986 contre le candidat des Verts, le docteur Jean Bréje. En 1988, enfin, il se prononce pour M. Mitterrand et non pour M. Waechter. Avec la création en 1990 de Génération Écologie, le divorce est désormais fait.

La double famille

Pour l'ancien ministre de l'environnement, « l'écologie est une question posée aux politiques ». « Ce n'est pas le fin de l'histoire. Je ne suis pas disposé comme le parti des Verts à proposer une société chère en main. On sait maintenant ce que cela a donné », dit-il encore, en résumant un balais vide d'une douzaine d'années. Il y a exposé d'ailleurs qu'il faut penser à la catastrophe au projet, de l'utopie à la démocratie, du moralisme à la politique, du groupement au mouvement.

Les Verts, en revanche, proposent une remise en cause radicale de la logique productiviste, que la droite et la gauche, selon eux, partagent. Comme le répète souvent M. Antoine Waechter, « lorsqu'il y a une fuite d'eau, les uns utilisent une éponge pour repérer les dégâts, les autres préfèrent fermer le robinet ». Au-delà des rivalités personnelles et du contentieux historique entre Brice Lalonde et les Verts, cette différence d'approche empêche sans doute durablement la réunification du mouvement.

Avec un capital électoral de près de 15 %, la double famille écologiste se trouve cependant confrontée à une échéance difficile, celle des élections législatives de 1993. Une première réunion a déjà eu lieu entre les deux mouvements pour tenter de dégager une stratégie commune et de présenter des candidats uniques. Mais, même dans cette hypothèse, il faudrait que ceux-ci recueillent au moins 18 % des suffrages pour pouvoir se maintenir au second tour et envisager d'être élus à la faveur d'élections triangulaires. Ce niveau n'a été atteint aux élections régionales que dans quelques départements, tous situés dans le moitié nord de la France. En l'absence de réformes du mode de scrutin, les écologistes risquent donc de rester à la porte du Palais-Mazarin. Brice Lalonde l'a compris, et c'est pourquoi il propose d'ajouter l'idée de réforme à celle de l'écologie. L'un des principaux animateurs de la minorité des Verts, M. Yves Cochet, redoute de son côté que les écologistes restent en marge de la représentation nationale pendant une dizaine d'années et qu'ils ne survivent pas à cette épreuve. D'autres encore, dans les deux mouvements ou au sein de l'important réseau d'associations du cadre de vie, espèrent créer une nouvelle dynamique en convoquant, à la rentrée prochaine, des assemblés de l'écologie et de la solidarité. Mais, au moment où certains s'interrogent sur les menaces qui faisaient planer les écologistes, nombre d'entre eux doutent de leurs capacités à s'installer durablement dans le paysage politique.

J.-L. S.

Le Sommet de la Terre et les bouleversements géopolitiques

le rôle du vilain est attribué aux Etats-Unis et à un président Bush en l'occurrence qui refuse de signer la convention sur la biodiversité, s'oppose au calendrier des émissions de CO₂, et ne veut pas prendre d'engagement sur une augmentation de l'aide au développement.

Les pays arabes producteurs de pétrole figurent aussi dans ce camp, et leur rôle est l'élément principal du chapitre de l'Agenda 21 prévoyant la taxation des combustibles fossiles et considéré comme une exigence indéfectible, y compris par les pays producteurs latino-américains. Certains pays asiatiques, s'ils disposent d'une représentation importante, comme le Japon, ne sont pas prudents, alors que l'Argentine est qualifiée par ses pairs latino-américains de « mauvais élève » dans la recherche d'un socle pour cette conférence.

de notre correspondant

Les cartes internationales sont, depuis quelque temps, brouillées et Rio-de-Janeiro n'échappe pas à la règle. Pour ce Sommet de la Terre [REDACTED] Est-Ouest, [REDACTED] divisions sont ailleurs, à la manière d'un pseudo-western entre « les bons, les méchants et les absents ». Depuis le début de la conférence,

en voie de développement. Mais ce palmarts doit être nuancé: « Certains pays de la CEE apparaissent très souvent en pointe, mais en avançant des propositions dont ils savent parfaitement qu'elles seront refusées par les Etats-Unis, ils ne prennent pas de grands risques », résume parfaitement un diplomate latino-américain.

Et puis il y a aussi et à tout, les grands absents. Les pays de l'Est, extrêmement discrets, et ceux de l'ancienne Union soviétique, pratiquement invisibles. Dans les bureaux, la délégation à la Russie, une seule fente, une bouteille de Coca-Cola, quelques papiers témoignent d'une présence. Les locaux de l'Ukraine sont déserts et ceux de la Moldavie, clochés oubliés sur la porte, ont été totalement vidés de leur mobilier. La toute proche délégation de la Thaïlande, à Pétroï dans un espace pourtant important, « squattait » mardi le module du Kazakhstan pour un cocktail. « Ils ont totalement disparu », constate un ministre brésilien.

M. Darius Suziedelis, de la mission lituanienne, explique une telle « absence » par un « manque de ressources » et par le fait que ces pays ont, « en ce moment, des problèmes plus immédiats et plus difficiles à résoudre que l'issue de cette confi-

« De plus, ajoute-t-il, cette réunion est dominée par les pays qui ont de l'argent, et pas ceux qui doivent en recevoir. Mais nous ne pouvons pas nous diviser en deux groupes, ni même en trois. C'est difficile pour nous d'expliquer notre position. »

Un **_____** terme a fait **_____**
appétition pour qualifier les Etats
de l'ex-bloc soviétique : le **_____**
de « transition », c'est-à-dire
qui ne sont ni tout à fait du Nord
ni tout à fait du Sud. « Nous n'avons
pas **_____** en conséquence, d'être
traités comme des pays pauvres, dit
le vice-ministre polonais de l'environ-
nement, M. Andrzej Walewski, **_____** pays **_____**
riches pour **_____** développer **_____**
des autres. Compte **_____** du type de
développement qui **_____** prévaut dans
nos pays pendant des dizaines d'an-
nées, les **_____** ont nous **_____**
énormes. » d'environ

« En fait, explique un diplomate français, dans une conférence axée sur le développement et les rapports Nord-Sud, ■ pays sont exclus du mécanisme d'aide au tiers-monde. ■ n'attendent donc ■ grand-chose ■ Rio, ■ privilégient ■ négociations bilatérales. » Pour l'heure, ces ■ ■ ■ transition ■

forment pas encore un groupe en tant que tel. Mais leur inquiétude est croissante. « Si nous n'avons pas de soutien, ils ont droit de nous renvoyer », craint le ministre des Affaires étrangères hongrois, M. Imre Naeth, sans risquer de faiblir pour le reste du rôle de ceux qui ont hérité d'une mission permanente. Ils ne le sont encore plus que pour la part de l'ancienne Union soviétique. Mais pourquoi, il faut le dire, être des étrangers simplement mieux traités que les autres ?

Il faut noter les différents rencontres entre les membres de l'Est, un fonctionnaire tchécoslovaque M. Jan Kura, explique : « La mort de ce pays est une conséquence de notre action International, par l'expérience que nous avons eue, nous ne pouvons pas faire entendre les voix face face grands négociateurs du premier ordre de développement de la région 77. Pourtant, nous ne pouvons pas les régions les plus dégradées de la région de l'environnement, nous ne pouvons pas une politique qui ne soit pas la production n'importe quel prix. » Une promenade dans le pavillon des délégations, conclut-il, n'est pas le reflet du visage du monde. »

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

Le rapport annuel sur la propreté des plages

La qualité des eaux douces s'est améliorée



« Les eaux douces sont désormais aussi propres que les eaux du littoral. » Tel le **Ministère de l'Environnement** fait par **M. T. Roy**, ministre de l'environnement, et **M. Bernard Kouchner**, ministre de la santé et de la consommation, en présentant mardi 10 juin le bilan annuel de la qualité des eaux de baignade en France et en rivière.

Avant les congés ■ Il apparaît que l'assainissement recouvre des notions d'épuration et de réhabilitation. Le premier de ces deux sur certains sites ont en effet permis d'améliorer la qualité des eaux douces, qui était encore un point noir en 1991. Le pourcentage des zones de grande agglomération conformes aux prescriptions de la directive européenne ■ 3 décembre 1975 est passé de 84 % en 1990 à 87,5 % en 1991. A dix exceptions près (dans l'Aude, l'Indre, la Mayenne, le Nièvre, l'Orléans, les Yvelines, la Vendée, la Haute-Vienne, la Moselle et la Meuse), les plages de baignade sont désormais rivalisées avec celles du littoral. Forte de ces résultats, M^{me} Ségolène Royal a encouragé les vacanciers, « et notamment les familles modestes », à redécouvrir l'innombrable de pays. La qualité des sites d'été ■ La qualité des sites d'été a été évaluée en 1991. Les critères retenus sont : la température (91,6 % des baignades conformes ■ 1991).

nr 91,2 - en 1990), mais, alors qu'il y avait ■■■ rochers noirs ■■ en 1990, on en dénombrait six ■■ 1991... ■■ bonnets d'âne, ■■ les désigne Mme Royal, coiffant ■■ les communes de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), Saint-Vallery-sur-Somme, Ault (Somme), entées-les-roes ■■ Seine-Maritime, Kéroul (Calvados) et Belvédère (Corse-du-Sud), qui vont chacune ■■ moins une ■■ plages interdite aux baigneurs. ■■ résidus goudronneux et matières flottantes arrivent en fête des paramètres dits «physico-chimiques» : azote, phosphore, chlore devant les détergents, déternants, en revanche, dans la pollution des eaux douces.

Les vacanciers intéressés pourront consulter sur Minitel (3615 code IDEAL, rubrique info-plage) la propreté de l'eau de leur lieu de villégiature. Ils trouveront également au **Centre d'information de l'environnement communal** et des informations sur les déchets et les nuisances sonores.

Pour aller plus loin dans le domaine de l'amélioration de l'environnement, M^{me} Royal et M. Kouchner ont mis en place deux ministères, dans les quatre domaines suivants : l'eau, l'air, le bruit, les déchets. Un groupe de direction commun est créé, chargé de « la définition et l'évaluation des actions à mettre en œuvre », qui sera composé des représentants de cinq services directement concernés par ces quatre domaines : l'urbanisme, les transports, l'énergie, les moyens et la qualité de la vie ; la prévention des pollutions et des risques ; l'eau ; la recherche et les affaires économiques et internationales.

L. F.

« Peut-on réinventer le dimanche ? »

Les projets de recherche retenus pour la session 1992 devront être relatifs à la question : « Peut-on reinventer le dimanche ? ». Le sujet de la recherche pourra être élargi aux problèmes des mutations des rythmes de la vie sociale et de réaménagement du temps social, en liaison avec la question du dimanche. Une perspective pluridisciplinaire et une dimension comparative internationale de la problématique seront appréciées.

BOURSES • APPEL A CANDIDAT

Chaque année, deux bourses de 100 KF seront attribuées à des chercheurs européens de moins de 35 ans dont les travaux portent sur des problèmes de société. Ouvertes à toutes les disciplines, elles pourront être attribuées à une personne ou à une équipe. L'Annie* initie avec la Seita ces actions, elle définit et assure les conditions favorables au bon déroulement scientifique de ce projet.

action seita

**en Sciences de l'Homme
et de la Société**

*Amiens : Association nationale pour la valorisation interdisciplinaire de la recherche scientifique et humaine, et de la coopération entre des universités



Le Monde DES LIVRES

REMAIN NOTRE SUPPLEMENT

ÉCONOMIE

Constituant un groupe de 63 milliards de francs

L'heure des titans

Un an après la reprise d'Euro-marché par Carrefour, six mois après la reprise de Printemps par Pneu, la distribution française vit le même jour deux opérations capitales : le mariage de Carrefour et de Rallye, la reprise totale des Galeries Lafayette sur les Nouvelles Galeries.

Ces deux opérations relèvent de la même logique, celle d'une course à la taille. Les deux groupes ont pour objectif de faire passer leur chiffre d'affaires à 100 milliards de francs d'ici 1995.

La langueur de la consommation et les perspectives du marché européen ont poussé les deux groupes à se rapprocher. La crise fait naître des occasions d'autant plus alléchantes que la loi Royer freine les ouvertures nouvelles de grandes surfaces. Elle suscite aussi des opportunités de rachat de magasins.

M. Jean-Charles Pneu, patron d'Euro, prend 30 % du capital de Rallye et en verse sa position confortée dans le jeu des votes doubles. M. François Pneu, président du groupe forestier-papeterie qui porte son nom, rejoint le Printemps à Conforama et devient, ainsi, une personnalité de la distribution. Faut-il voir dans cette opération une bonne santé dans l'intérêt que porte cette « nouvelle race de managers » à la distribution ?

L'autre, les deux hommes sont réputés pour leur habileté. À l'inverse, le poids des familles tend à s'alléger, comme la preuve l'opération Casino et la reprise de la chaîne de magasins.

Cela dit, il n'est pas sûr que la dynamique de la distribution soit encore aussi puissante qu'elle l'était il y a quelques mois. Les groupes de distribution, qui souffrent du ralentissement du marché de l'équipement de la maison et de son statut de grand magasin, ne voient pas de reprise avant septembre. Hier encore, Carrefour continuait de faire le ménage chez l'ex-Euro-marché et annonçait la cession de trois de ses magasins.

Devant les annonces spectaculaires et le rythme effréné de la distribution, la plus dure reste à faire, une fois éteints les feux de la rampe, réduire les coûts et améliorer la rentabilité.

FRANÇOISE VAYSSE

Casino et Rallye s'unissent dans la distribution alimentaire

Casino et Rallye ont annoncé, mardi 11 juin, qu'ils allaient rapprocher leurs activités de distribution alimentaire et de restauration. Le nouvel ensemble ainsi constitué pèsera 63,4 milliards de francs de chiffre d'affaires et sera le premier groupe de la distribution française (nos données datent du 11 juin).

« Cent ans après la création de Casino, Rallye repart avec une philosophie différente. La page est tournée », a déclaré M. Antoine Guichard, président de Casino, en se référant à la loi Royer pour commenter le rapprochement de son groupe avec Rallye. L'opération, qui donnera naissance à un groupe employant 57 000 personnes, comprend 101 hypermarchés, 111 supermarchés, 134 supérettes et 221 magasins.

Après les assemblées générales des deux groupes, le rachat des magasins de Casino et de Rallye sera officiel. Le groupe méridional, qui permettra au groupe de faire un pas de plus vers le gigantisme et de jouer dans la cour des Leclerc, Intermarché, Promodès et autres Carrefour, pour mémoire, ne réalisait que 18 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1991 (43,1 milliards actuellement).

Au profit des Galeries Lafayette

Devanlay se retire des Nouvelles Galeries

Les Galeries Lafayette vont porter de 72 % à 100 % leur participation dans le capital des Nouvelles Galeries (nos données datent du 11 juin). L'opération se fera en deux temps : le groupe Devanlay, leader français de l'industrie de la maille, le BNP et la Société générale obtiendront leurs titres (1,1 milliard au total) au prix de 650 francs l'action ; les Galeries Lafayette lancent ensuite, avec l'appui du Crédit commercial de France (CCF), une offre publique d'achat au même prix sur le solde des titres détenus par le public (496 298 titres). Cette transaction devrait précéder une refonte des structures du groupe de distribution (riches aussi en enseignes BHV, Monoprix, Uniprix, Super M et Iano).

Impressionnante plus-value

La vente de la chaîne de magasins de Devanlay, qui se dégageait d'un groupe dont il était actionnaire depuis plus de quarante ans et dont il avait pris le contrôle en 1971 pour l'abandonner l'an dernier, contraint et forcé, aux Galeries Lafayette (le Monde du 21 juin 1991), a permis au groupe de réaliser une impressionnante plus-value : la cession de la chaîne de magasins a été achetée par le groupe de Devanlay.

Le groupe des Galeries Lafayette de refondre les structures du groupe lui-même aujourd'hui l'occasion de se retirer totalement. En effet, au passage à sa filiale, la SAFAT, qui portait sa participation dans la chaîne de distribution, de réaliser une impressionnante plus-value : la cession de la chaîne de magasins a été achetée par le groupe de Devanlay.

FRANÇOISE VAYSSE

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Grâce à son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne, l'eau de VOLVIC respecte et garde intacte les saveurs les plus fines. C'est certainement pour cette qualité que l'on rencontre aujourd'hui VOLVIC sur la plupart des grandes tables en France, comme LA PIVOT, Vienne.

volvic L'EAU DES SAVEURS LES PLUS FINES

Le bond de 20 milliards (chiffre d'affaires des activités apportées par Rallye), qui s'opère sans baisse de prix de l'opération d'un milliard de francs, est le résultat de la vente de Casino : Rallye détient environ 30 % des actions ordinaires et 25 % des droits de vote (doublés au bout de quatre ans).

En revanche, la part de la famille Guichard (300 membres sont tous descendants du fondateur) sera diluée, passant de 26,6 % actuellement (et 39,8 % des droits de vote) à 18,8 % (et 29,9 % des droits de vote). Une révolution pour cette société en commandite par actions, dont le vote du capital sera ainsi composé : 1/3 continu de la famille Guichard, 1/3 des deux alliés européens Ahold et Argyl respectivement 2,9 % et 2,8 %, et 1/3 public 43,3 %.

Bien implanté dans l'est et le sud de la France, Casino peut, en s'alliant au groupe breton, élargir son champ d'action à l'ouest. Dans le Sud-Est, où sa part de marché sera de 21,5 %, Rallye, qui a accueilli, il y a un an, Euro et M. Jean-Charles Pneu, ancien directeur de cabinet de M. Pierre Bérégovoy, s'adonne à un groupe de taille nationale, après des mois et des mois passés à assainir ses structures financières (cession de Burton et de Braker).

M^{me} Aubry double le coût des licenciements de salariés âgés de plus de 55 ans

Dans le projet de loi sur le RMI (revenu minimum d'insertion), examiné le mardi 9 juin par l'Assemblée nationale (lire page 22), M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, a présenté un amendement qui vise à rendre plus coûteux pour les entreprises le licenciement de salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans. Avec effet rétroactif au 10 juin, le coût du licenciement sera porté de 10 à 15 jours de salaire.

Un deuxième article du même texte permet de « délégaliser » la mesure, au motif qu'elle ne serait pas une sanction, et autorise le gouvernement à procéder aux modifications éventuelles à partir du 1^{er} août, par la voie réglementaire des décrets et des circulaires. De la sorte, et sans attendre l'ouverture de la session parlementaire, le projet de loi sera appliqué.

l'assurance-chômage, qui s'élève le 15 juin.

Cette disposition a un caractère conservatoire, a souligné M^{me} Aubry. Ce renchérissement immédiat a en effet pour objectif de limiter « l'impact » de certains licenciements de salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans. Elle vise à « multiplier les licenciements de salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans » et à « prendre les décisions de licenciement de salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans ».

En 1991, ils avaient augmenté de 18,5 % par rapport à 1990. Pour les trois premiers mois de 1992, ils ont augmenté de 17 % et M^{me} Aubry a affirmé que ses services observent une accélération « depuis la négociation UNEDIC ». M^{me} Aubry a annoncé que le CNPF « déplore » toutefois l'initiative du ministre du travail, alors que le sujet devait être abordé par les partenaires sociaux. Il estime en outre « indispensable que soit mis fin aux critiques injustes et infondées » à l'encontre des entreprises et rappelle que « l'augmentation du coût des licenciements de salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans » a été décidée par le gouvernement.

A. L.

La réforme de la politique agricole commune

L'agitation persiste dans le monde paysan

Le monde agricole est toujours agité par des manifestations. Le matin 10 juin, des manifestants de Loire-Atlantique ont répandu dans les rues de Nantes et devant des bâtiments officiels plusieurs centaines de tonnes de légumes. Ils dénonçaient l'effondrement des cours.

Dans la nuit de mardi à mercredi, un engin de faible puissance a explosé devant la préfecture de Nantes. Cet incident a eu lieu au terme d'une journée d'action, plusieurs agriculteurs du Gard ayant bloqué des camions au péage autoroutier de Remoulins. Ils reprochent aux pouvoirs publics d'exercer des contrôles insuffisants sur les marchandises importées, notamment les vins.

Mais c'est à Toulouse et à Versailles qu'ont eu lieu les rassemblements les plus importants sans qu'ils aient été toutefois marqués par des incidents notables.

Des milliers de manifestants exaspérés à Versailles

La cinquantaine de tracteurs bloqués aux portes du château de Versailles, le mardi 9 juin, ne semblaient pas perturber outre mesure les touristes, à l'instar de cette famille japonaise pressée la pose devant les spécimens bovins, dignes d'un comice agricole, transportés pour l'occasion jusque devant l'ancienne résidence royale.

Mais d'un côté à une fête villageoise qu'un rassemblement d'agriculteurs « au bord de l'exaspération », selon les termes d'une responsable syndicale, qui l'on a pu assister. Vents manifestant leur hostilité à l'égard de la politique agricole commune, connue sous le nom d'« agriculture » (3 000 selon la police, 10 000 selon les organisateurs) ont applaudi chaudement M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) lorsqu'il a déclaré : « Cette réforme n'est pas la nôtre, nous ne l'avons jamais acceptée. Ce type d'orientation qui dévalorise notre métier. » Dans les rangs de ces agriculteurs venus de la Marne, de l'Eure-et-Loir ou du Pas-de-Calais, les mêmes propos revenaient souvent : « On passe pour des assistés, mais pourquoi des aides ? » « La généralisation de la jachère est un non-sens. Produire est ce qui fait le rôle du paysan. »

Quelques dizaines de manifestants devant la préfecture des Yvelines mises à part (porteurs d'indicateurs lumineux et de banderoles), le calme régnait dans le calme, ponctué par des pétards et des pneus enflammés aux carrefours du centre-ville, spectacle rarement offert aux Versailles.

La réorganisation de la filière de l'atome

Pechiney vend pour 2,3 milliards de francs ses activités nucléaires

Sous la pression américaine des pouvoirs publics, Pechiney a cédé ses activités dans le nucléaire. Cette réorganisation ultime de la filière de l'atome permet à la Cogema, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, et à Framatome de consolider leur portefeuille d'activités. Pechiney affectera les 2,3 milliards de francs ainsi récupérés à la réduction de ses coûts.

L'arrangement a été conclu à l'amiable. M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, représentant la France, M. Jean Gaudin, président de Pechiney, et les pouvoirs publics de France et de la Cogema. M. Jean-Claude Lévy et Jean Syrota, ont redoublé de civilité mardi 9 juin pour présenter à la presse une ultime et inattendue réunion en ordre des participations de l'Etat dans le nucléaire. Pechiney, qui, par les termes de l'historique, partageait avec la Cogema et Framatome, deux piliers de l'industrie de l'atome, des intérêts dans une kyrielle de sociétés de traitement de l'uranium, s'en dégageait au profit de ces deux sociétés.

La Cogema récupère ainsi les activités de Pechiney situées en amont du cycle du combustible nucléaire. Le paquet comprend des participations minoritaires dans trois sociétés d'uranium (Amak au Canada, Comuf au Gabon et Sonair au Niger), 50 % de Transnucloaire (composé des matières radioactives) et 51 % de la Comubex (532,2 millions de francs de chiffre d'affaires).

En 1991, 680 salariés, un spécialiste de la filière de l'atome, A l'issue de l'opération, la Cogema aura le contrôle total de ces deux dernières sociétés.

Framatome obtient, de son côté, les activités de fabrication de combustible (FBFC), une société qui pèse 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires et emploie 1 530 salariés. 30 % de la Cogema, 15 % de BWBC et 51 % de Zircobex. Ces cessions doivent prendre effet le 1^{er} juillet. Un contingent spécial a été réservé à la Cogema pour produire le combustible d'appoint de zirconium, dont Pechiney conservait 50 % du capital jusqu'en décembre 1994.

Au total, Pechiney devrait récupérer un peu plus de 2 milliards de francs. Selon son président, cette somme sera intégralement consacrée au développement du groupe, dont les engagements à la fin de l'année 1991 atteignent les 20 milliards de francs. La Cogema et Framatome fournissent un effort financier à peu près comparable : 1,2 milliard de francs pour la première, 800 millions pour la seconde.

L'unique inconnue de la filière nucléaire depuis la mise en œuvre d'opérations industrielles se trouve devant. Pour y parvenir, l'Etat aura dû faire preuve de beaucoup de patience. Les dirigeants de Pechiney s'étaient jusqu'à présent opposés à toute cession de participations, certes engagées pour leur propre compte à la fin de l'année 1991 (130 à 140 millions de francs de chiffre d'affaires).

CAROLINE MONNOT

Toulouse paralysée

TOULOUSE

de notre correspondant

A quelques jours d'une nouvelle rencontre entre M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, et les représentants paysans de la région, les agriculteurs du Gers et de la Haute-Garonne ont organisé mardi 9 juin un important rassemblement pour exprimer leur opposition à la nouvelle politique agricole commune. Dans l'agglomération toulousaine, à l'appel du département des jeunes agriculteurs (CJDA), les points stratégiques d'accès à la ville ont été investis dans le matin, rendant quasiment impossible la circulation. Du journal vu à Toulouse, selon les témoignages des observateurs.

Ce blocus avait été préparé par le CJDA avec le soutien remarqué de la Coordination rurale (mouvement né dans le Gers) mais aussi du MODEP, syndicat minoritaire dans le monde agricole mais encore actif dans le Sud-Ouest. L'ordre de dispersion fut donné en fin d'après-midi, lorsque les organisateurs eurent obtenu l'engagement écrit des députés de la Haute-Garonne — sept socialistes et le centriste Dominique Baudis, maire de Toulouse — de participer à une table ronde à l'hôtel de ville, vendredi 12 juin, afin de prendre connaissance des propositions de l'interprofession agricole.

Les barrières routières mis en place dans le Gers n'ont finalement été levées que vers 22 heures.

D. H.

Le pêcheur accorde des Dons sur des sardines congelées pour les conserves de thon. Les ministres européens de la pêche se sont mis d'accord mardi 9 juin à Luxembourg pour fixer des normes de commercialisation des conserves de thon. Cette décision devrait favoriser une meilleure adaptation des conserves françaises dans un marché international perturbé, a souligné M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer. Les producteurs communautaires de thon devraient ainsi être mieux protégés : ils s'estiment lésés par les importations en provenance de pays asiatiques. Les conserves de thon en provenance de ces pays sont en fait de la bouillie, un poisson dont les prix sont beaucoup plus compétitifs. Les Douanes ont été des critères d'identification pour définir avec précision ce qu'il est convenu d'appeler une conserve de thon. (AFP)

Cette des dockers brésiliens contre le projet de privatisation des ports. Les dockers brésiliens ont décidé mardi 9 juin une grève nationale pour une durée indéterminée à compter de mercredi 10 juin, pour protester contre le projet de privatisation des ports. Les syndicats des dockers, qui ont un monopole d'embarquement, craignent que la privatisation n'entraîne un chômage massif. Les responsables du port de Santos évaluent les pertes entrainées par la grève à 3,1 millions de dollars par jour. (AFP)

Le Congrès

ECONOMIE

ÉTRANGER

Un projet de révision constitutionnelle

Le Congrès américain envisage de rendre obligatoire l'équilibre budgétaire fédéral

La Chambre des représentants doit examiner le 11 juin une proposition de loi visant à intégrer dans la Constitution américaine un amendement imposant le principe de l'équilibre budgétaire. Le projet, qui est l'œuvre d'un groupe de sénateurs républicains, est le résultat d'un examen de son propre bilan. Cette importante disposition, qui constitue une nouveauté dans la Constitution, fait l'objet de vives controverses sur fond de campagne électorale.

NEW-YORK

de notre correspondant

Les temps ont bien changé. Naguère méconnue du grand public, la procédure budgétaire, telle que M. Milton Friedman, n'hésite pas à voir dans le budget fédéral de l'Etat « le meilleur compliment fait à l'Amérique » par des investisseurs étrangers qui avaient révalorisé leurs actifs d'autant, la lancinante question du « trou » des finances publiques (proche de 400 milliards de dollars cette année) et de la dette publique (voisine de 4 000 milliards) figure désormais au troisième rang parmi les préoccupations des Américains (après les problèmes de l'éducation et ceux de la santé). Récession aidant, ceux-ci ont senti sur leur propre budget et sur celui de leur ville ou de leur Etat les néfastes conséquences de ces déséquilibres sans cesse aggravés.

Face au reproche d'« irresponsabilité » que le « non-candidat » Ross Perot s'est empressé d'adresser à Washington — un thème très populaire en cette période de campagne électorale où l'establishment est régulièrement pris à partie — le Congrès et la Maison Blanche s'efforcent de trouver une idée neuve pour traiter un problème désormais ancien. Ainsi, le 4 juin, à l'occasion d'une conférence de presse, le président Bush a-t-il apporté son

soutien aux parlementaires républicains qui entendent faire voter dans les prochains jours un amendement constitutionnel qui rendrait obligatoire l'équilibre du budget de l'Etat.

Deux textes législatifs rédigés en ce sens ont été soumis au Congrès. Le premier, élaboré par M. Stenholm, le représentant démocrate du Texas, est au cœur de la Chambre des représentants le 11 juin. Il prévoit qu'au cours d'un amendement à la Constitution, le Congrès et l'administration devront arrêter, au début de chaque procédure budgétaire annuelle, le montant des dépenses susceptibles de financer les dépenses, seule une loi spécifique, votée à la majorité des trois cinquièmes, pouvant autoriser un éventuel déficit budgétaire dont le montant devrait faire également l'objet d'un vote.

Le second texte, dont l'initiative revient à M. Paul Simon, le sénateur démocrate de l'Illinois, et sur lequel le Sénat devra bientôt se prononcer, préconise lui aussi un amendement à la Constitution; il prévoit qu'en présentant chaque année le projet de budget de la nation, le président des Etats-Unis devra soumettre un budget en équilibre, le rôle du Congrès étant alors de limiter les autorisations de dépenses en fonction du niveau des recettes.

« Le combat le plus important »

Cette obligation d'équilibre pourrait toutefois être levée à la majorité des trois cinquièmes des membres de la Chambre et ne s'appliquerait pas en période de guerre ou de menace sur la sécurité nationale.

Dans leur forme, ces deux textes assez voisins et qui ont recueilli l'aval de l'administration ne soulèvent pas de problèmes particuliers en termes de rédaction. Mais c'est sur le fond de l'initiative que la bataille sera menée. Pour M. David Keating, directeur de l'Association nationale des contribuables, favorable

à l'amendement, il s'agit de « combat le plus important » que les contribuables américains auront mené depuis la création de cet organisme en 1979. En leur côté, les opposants à l'idée de l'autre projet (qui doivent recueillir un vote des deux assemblées à la majorité des deux tiers avant d'être ratifiés par un minimum de trente-huit Etats sur les cinquante que compte l'Union) leur reprochent leurs difficultés d'application et le fait qu'elle bloquerait par avance toute faculté d'adaptation à une situation nouvelle.

En cas de ralentissement économique ou de franche récession, ces textes ne permettraient pas d'initier l'année budgétaire pour une éventuelle relance, assurent-ils. L'argument a été repris par quatre cents économistes, y compris sept Prix Nobel, qui ont signé début juin une pétition contre cet amendement constitutionnel en estimant que le remède serait pire que le mal. Si ce texte était voté, expliquent-ils, l'Etat américain se trouverait

en situation de « combat le plus important » que les contribuables américains auront mené depuis la création de cet organisme en 1979. En leur côté, les opposants à l'idée de l'autre projet (qui doivent recueillir un vote des deux assemblées à la majorité des deux tiers avant d'être ratifiés par un minimum de trente-huit Etats sur les cinquante que compte l'Union) leur reprochent leurs difficultés d'application et le fait qu'elle bloquerait par avance toute faculté d'adaptation à une situation nouvelle.

Les attaques contre « l'amendement gadget »

En outre, les multiples lobbies qui ont pignon sur rue à Washington se sont mis de la partie. Relayée par plusieurs syndicats de fonctionnaires, la puissante centrale syndicale AFL-CIO a multiplié les attaques contre « l'amendement gadget » qui, selon elle, coûterait 135 000 emplois et 11 milliards de dollars lors de la première année d'application dans le seul Etat de l'Ohio. De son côté, l'Organisation Familiales USA, chargée de promouvoir la politique de

la santé, a lancé une initiative en faveur de l'Etat qui assure que dans les projets de loi, un million de personnes âgées, sur les quatre-vingt-cinq millions qui vivent dans les Etats-Unis, souffrent de la pauvreté et de l'absence de prestations sociales. Ces prestations, qui résulteraient d'un vote favorable de ces projets.

Indifférent aux critiques, M. Stenholm se tient fort. Il veut, au cours du vote, de réunir au moins les 290 voix (la majorité des deux tiers de la Chambre) nécessaires à l'adoption de son texte. Il compte pour cela sur l'obligation, pour son amendement, de « faire quelque chose » pour résoudre à court terme le déficit budgétaire fédéral de 79 milliards de dollars en 1991 et un montant cinq fois supérieur en 1992. En dépit des critiques de la loi Gramm-Rudman-Hollings de 1985, qui imposait l'accord budgétaire d'ici 1990 (obligeant au retour à l'équilibre

bre cinq ans) qui, il est vrai, n'ont pas été respectés.

Il faut dire que l'idée d'un équilibre budgétaire obligatoire (contre lequel les libéraux démocrates de la Chambre et du Sénat, mais aussi les responsables de la Chambre du commerce américain, font campagne, si elle est votée dans les prochains jours, se s'appliquera que « plus tard ». Au mieux au terme d'un délai de cinq ans, s'en est-il dit à partir de 1997, selon les indications fournies par le président américain au cours de sa campagne électorale. De quoi justifier la remarque de son rival à la Maison Blanche, M. Bill Clinton, selon laquelle M. Bush, candidat à sa propre réélection, ne sera nullement contraint de respecter demain, au cours d'une éventuelle seconde mandature, la discipline budgétaire qu'il s'est imposé aujourd'hui au Congrès.

SERGE MARTI

PUBLICATION JUDICIAIRE

DETENTION ILLICITE ET DEBIT DE PRODUITS CONTREFAITS

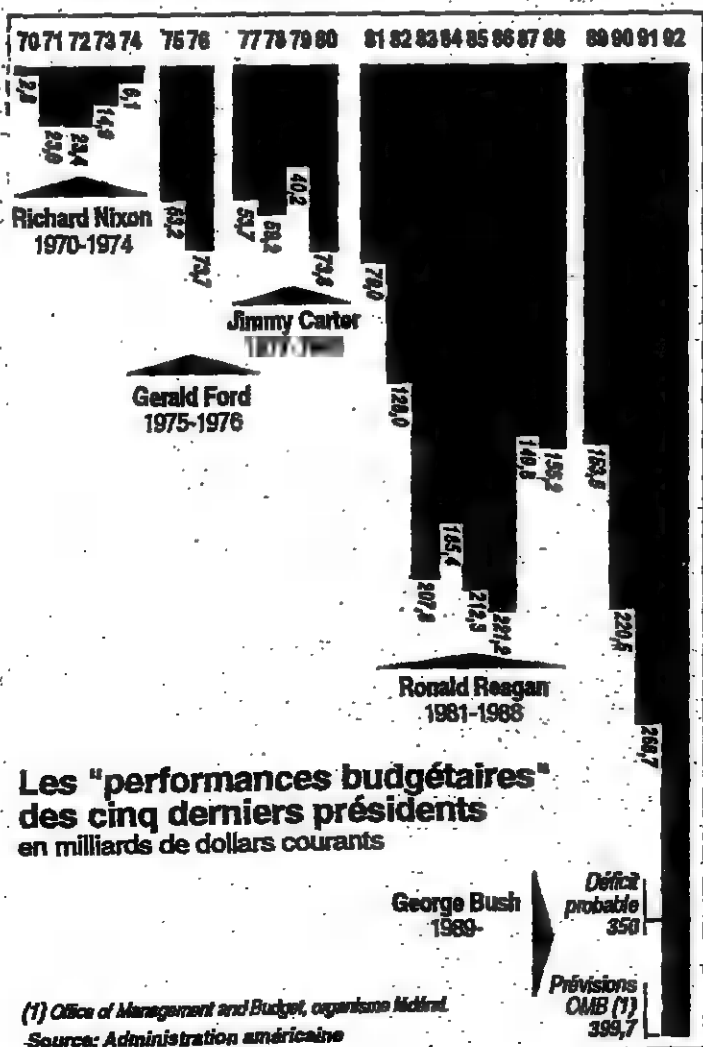
Par arrêt définitif du 6 septembre 1990, la Cour d'Appel de Versailles a confirmé le jugement du Tribunal de Grande Instance de Nanterre en ce qu'il a :

- déclaré les époux CICERON coupables d'actes de contrefaçon au préjudice de la société LOUIS VUITTON,
- condamné les époux CICERON à payer des dommages-intérêts,

et a ordonné

- la publication du dispositif du présent arrêt dans trois journaux, aux frais des époux CICERON.

Pour extraits



INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• Ventes en gros : 1,4 % en avril. — Les ventes des grossistes américains ont reculé de 1,4 % au mois d'avril pour atteindre 144,8 milliards de dollars (796 milliards de francs) après avoir augmenté de 0,3 % en mars. D'après le département du Commerce, les ventes en gros de biens durables ont diminué de 2,8 % à 70,9 milliards de dollars (390 milliards de francs) contre une hausse de 1,6 % en mars. Quant aux ventes de biens non durables, elles ont baissé de 0,3 % en avril à 73,8 milliards de dollars (406 milliards de francs) après avoir déjà reculé de 0,3 % en mars.

"Miles!"
Avec Flying Dutchman KLM!"

"Smile!"
Pour un monde de différence!"

FLYING DUTCHMAN
WORLD OF DIFFERENCE

SMITH
000 0000 005/92

Un monde de voyages. Surcheminements ou billets gratuits ? Vacances à Bali ou université de l'Europe en Orient-Express ?... Le programme "Flying Dutchman" de KLM vous remercie de votre fidélité par un choix d'avantages prestigieux dont vous disposez comme vous l'entendez !

Un monde de services. Plus des points cadeaux, KLM vous offre tout un monde de services. Réductions spéciales, priorité sur listes d'attente, d'affaires...

Avec le programme "Flying Dutchman" KLM, voyage après voyage, vous comparez l'incomparable : tout un monde de différence !

FLYING DUTCHMAN KLM

Pour connaître tous les avantages du "Flying Dutchman", remettez une demande de documentation gratuite à : KLM, Département Marketing 35 av de l'Opéra 75002 PARIS. N° Vert (appel gratuit) : 05 90 61 65 ou 36 KLM.

Nom :
Prénoms :
Adresse :
Ville :
Code postal :
Pays :

La Ligne de Confiance: KLM
Royal Dutch Airlines

AVIS D'ENQUÊTES

PROJET D'AUTOROUTE A 51 GRENOBLE-SISTERON
Section GRENOBLE-LE COL DU FAU

Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique conjointe à l'enquête de modification de plans d'occupation des sols relative au projet d'autoroute A 51 GRENOBLE-SISTERON, section GRENOBLE-COL DU FAU.

Le préfet du département de l'Isère informe le public qu'il sera procédé du 9 juin 1992 au 9 juillet 1992 inclus à une enquête portant à la fois sur l'utilité publique du projet d'autoroute A 51 GRENOBLE-SISTERON, section GRENOBLE-COL DU FAU et sur la modification du plan d'occupation des sols de certaines communes en résultant.

Les communes concernées par l'enquête d'utilité publique sont toutes situées dans le département de l'Isère : CLAIIX, canton de VIF ; VIF, chef-lieu de canton ; SAINT-MARTIN-DE-LA-CLUZE, canton de MONESTIER-DE-CLERMONT ; AVIGNONNET, canton de MONESTIER-DE-CLERMONT ; SINARD, canton de MONESTIER-DE-CLERMONT ; SAINT-PAUL-LÈS-MONESTIER, canton de MONESTIER-DE-CLERMONT ; MONESTIER-DE-CLERMONT, chef-lieu de canton.

Les communes concernées par les modifications de plans d'occupation des sols sont : CLAIIX, VIF, SAINT-MARTIN-DE-LA-CLUZE, SINARD, MONESTIER-DE-CLERMONT, SAINT-PAUL-LÈS-MONESTIER.

La commission d'enquête dont les membres ont été désignés par le président du tribunal administratif de GRENOBLE est composée comme suit :

- M. Jacques CONTARDO, ingénieur-conseil en traitement des eaux,
- M. Jean-Marie BARNIER, architecte,
- M. Francis CHASSIN, ingénieur en chef du génie rural honoraire,
- M. Jean COGNET, architecte urbaniste,
- M. René GRANGE, ingénieur en travaux publics d'Etat honoraire,
- M. Gilbert OLIVARI, ingénieur civil des ponts et chaussées, docteur ingénieur en mécanique des sols, maître de conférence à l'école centrale de LYON, expert près la cour d'appel de LYON,
- M. Bruno TALOUR, docteur en géologie.

Suppléants :
M. Gilbert ANTONIN, chef de service administratif EDF,
M. Raymond STASIA, ingénieur divisionnaire des Travaux publics d'Etat honoraire.

La commission d'enquête est présidée par M. Jacques CONTARDO.

Le siège de la commission d'enquête est fixé à la préfecture de l'Isère, où toutes les observations pourront être adressées par écrit.

Les pièces du dossier d'enquête publique (plans, dossiers de modification, plans d'occupation des sols ainsi que les registres d'enquête) seront déposés auprès des mairies concernées, ainsi qu'en préfecture de l'Isère, du 9 juin 1992 au 9 juillet 1992, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les heures habituelles d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou adresser par écrit au président de la commission d'enquête (préfecture de l'Isère, 3^e direction, 2^e bureau, 38021 GRENOBLE CEDEX).

Les jours et heures d'ouvertures des mairies sont les suivants :

Mairie de CLAIIX :
Lundi après-midi 13 h 30 à 17 h 30 ; du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et 13 h 30 à 17 h 30 ; le samedi matin de 8 h à 12 h.

Mairie de VARGES-ALLIÈRES-ET-RISSET :
Lundi au vendredi 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h (sauf vendredi, fermé à 17 h) ; samedi matin de 8 h 30 à 12 h.

Mairie de VIF :
Lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h (vendredi, fermé à 16 h 30) ; samedi matin de 9 h à 12 h.

Mairie de SAINT-MARTIN-DE-LA-CLUZE :
Lundi au vendredi de 16 h à 19 h (sauf le jeudi) ; samedi de 9 h à 11 h.

Mairie d'AVIGNONNET :
Mardi et vendredi après-midi de 14 h à 17 h.

Mairie de SINARD :
Lundi au vendredi de 8 h à 11 h 30.

Mairie de SAINT-PAUL-LÈS-MONESTIER :
Lundi et vendredi après-midi de 14 h à 17 h.

Mairie de MONESTIER-DE-CLERMONT :
Mardi au samedi 8 h à 12 h ; jeudi de 14 h à 17 h.

Pour la préfecture, s'adresser au bureau urbanisme et environnement du lundi au vendredi 8 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Un des membres, au moins, de la commission d'enquête, les intéressés qui le désirent, les jours suivants :

En préfecture :
- le vendredi 12 JUIN de 9 h à 12 h,
- le jeudi 17 JUIN de 14 h à 16 h,
- le samedi 19 JUIN de 9 h à 12 h.

En mairie de VIF :
- le lundi 15 JUIN de 15 h à 18 h,
- le mercredi 17 JUIN de 16 h à 19 h,
- le samedi 20 JUIN de 9 h à 12 h.

En mairie de MONESTIER-DE-CLERMONT :
- le mardi 16 JUIN de 16 h à 19 h,
- le vendredi 19 JUIN de 15 h à 18 h,
- le samedi 20 JUIN de 9 h à 12 h.

En mairie de CLAIIX :
- le lundi 15 JUIN de 14 h à 17 h.

En mairie de SAINT-MARTIN-DE-LA-CLUZE :
- le vendredi 26 JUIN de 16 h à 19 h.

En mairie de SINARD :
- le vendredi 26 JUIN de 9 h à 11 h 30.

En mairie de SAINT-PAUL-LÈS-MONESTIER :
- le lundi 15 JUIN de 14 h à 17 h.

En mairie de VARGES :
- le jeudi 18 JUIN de 15 h à 18 h.

En mairie d'AVIGNONNET :
- le vendredi 19 JUIN de 14 h à 17 h.

Il est rappelé que toute personne physique ou morale concernée pourra demander, à tout moment, l'annulation du rapport et des conclusions de la commission d'enquête à la préfecture ou auprès des mairies précitées.

COMMUNICATION

Les suites de la faillite de La Cinq

Matignon préconise l'ouverture d'une « enquête préliminaire » sur Hachette

Par une note confidentielle datée du 5 juin, le Service juridique et technique de l'Information (STI), qui dépend de Matignon, préconise l'ouverture d'une « enquête préliminaire » sur le groupe Hachette. Cette note suggère aussi que M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, sollicite « les producteurs dans leur ensemble ».

« Une fuite » intervient alors qu'une réunion a eu lieu mardi 9 juin, entre les représentants de Hachette et ceux des producteurs, sous l'égide de M. Michel Rouger, président du tribunal de commerce. Considérant comme « totalement inacceptable » les propositions d'indemnisation d'Hachette, les producteurs ont exigé qu'un quart ou au tiers du total des avances des producteurs sur La Cinq, les producteurs ont engagé plusieurs démarches, dans le but d'amener la justice à ouvrir une enquête sur Hachette.

Le cabinet de M. Pierre Bérégovoy a immédiatement tenu à souligner que cette note « n'engageait en aucune manière le premier ministre qui n'a pas eu à prendre position sur le différend entre les producteurs audiovisuels et le groupe Hachette ». De côté d'Hachette, un porte-parole du groupe s'est déclaré « indigné » par cette « fuite organisée » d'un document confidentiel, mais il semble destiné à peser sur les négociations en cours.

Hachette, « de nombreux accords ont déjà été passés avec les producteurs et d'autres sont sur le point de l'être ». Mais dans le même temps, le groupe dirigé par M. Jean-Luc Lagetère n'a pas cédé à la pression ni agité davantage la question provoquée par la faillite de La Cinq.

Mort de la journaliste Eva Fournier

Notre confrère Eva Fournier est décédée, mardi 2 juin, des suites d'une longue maladie.

Eva Fournier, qui était âgée de soixante-trois ans, a été toute sa vie une journaliste passionnée par les affaires du monde, qu'elle a eu l'occasion de suivre d'un peu partout, y compris pour notre journal qu'elle a rejoint pendant plusieurs années à l'étranger et en Scandinavie au milieu des années 50. Elle avait fait ses débuts au Caire, pendant la guerre, comme secrétaire de rédaction du journal d'Egypte et correspondant de la Marseillaise alors publiée à Londres. Par la suite elle avait travaillé, comme correspondante, pour France-Soleil, à Bruxelles, à Varsovie, à Madrid, à Londres, aux Etats-Unis et au Proche-Orient. Mariée à notre confrère confidant de l'AFP, Gaston Fournier, elle fait la vie et la curiosité dans le monde. Ceux qui ont eu l'occasion de travailler avec elle ne sont pas prêts de l'oublier.

Grâce à une « loi temporaire »

Le gouvernement britannique indemnise parcimonieusement les retraités du groupe Maxwell

LONDRES

de notre correspondant

Les porteurs de bons de dette des entreprises du groupe Maxwell, qui, la veille, avaient fait un « estage » pacifique de la Chambre des communes, ne s'attendent pas, mardi 9 juin, à une déception. Répertoriés entre les six mille retraités dont la situation est la plus critique, l'aide provisoire de 2,5 millions de livres (25 millions de dollars) leur sera versée le 15 juin, selon le plan d'urgence adopté par le gouvernement britannique. Ce chiffre est bien sûr théorique, mais c'est celui retenu par l'association regroupant les trente mille victimes de la cavalerie budgétaire de Sir Robert Maxwell, ainsi que par le Fonds travailliste, qui a qualifié ce plan d'« énième ».

Cette « loi temporaire d'urgence » est destinée à refinancer, au cours des six prochains mois, les caisses de retraite en état de cessation de paiement. Par la suite, le gouvernement compte obtenir le soutien de quelque 100 millions de livres grâce à des décisions de justice, et convaincre les banques et les institutions financières qui détiennent environ 200 millions de livres de garanties pour les prêts consentis aux sociétés Maxwell de rétrocéder ces

sommes. M. Peter Lilley, ministre chargé de la sécurité sociale, a souligné que les banques « examinent leur conscience », le gouvernement ne disposant d'aucun moyen pour les forcer à venir au secours des retraités. A toutes fins utiles, un fonds spécial est créé, destiné à recevoir les contributions volontaires des banques et des sociétés privées qui ont fait des affaires avec l'ancien magnat de la presse. Parallèlement, le gouvernement entend multiplier les initiatives pour récupérer le maximum de fonds, tâche complexe si l'on se rappelle qu'une partie de ceux-ci ont été récupérés par des sociétés ayant leur siège au Liechtenstein.

S'agissant enfin des mesures destinées à éviter la répétition de la fraude à grande échelle organisée par Robert Maxwell, rien de concret n'est prévu : une commission d'enquête spéciale doit examiner une réforme de la législation applicable aux caisses de retraite, afin d'empêcher que les fonds qu'elles gèrent puissent être « siphonnés » à l'occasion d'un changement de propriétaire. Robert Maxwell rachetait des entreprises dans le seul but de faire main basse sur le capital des retraites. La commission a cependant un an pour remettre ses conclusions.

LAURENT ZECCHINI

ÉCONOMIE

La création d'une chaîne d'informations en continu

Le projet Euronews cherche à obtenir des participations britannique et allemande

LYON

de notre bureau régional

Comment imaginer une chaîne de télévision européenne sans participations britannique et allemande ?

Cette question reste posée après l'élection, mardi 2 juin, à Lyon, de M. Massimo Fichera (Italie), au poste de président du conseil d'administration de la société Euronews Editorial, chargée du projet Euronews.

Créée en 1988, la « chaîne » européenne de télévision par câble, depuis son siège de Lyon-Ecully, a l'intention de vingt-cinq millions de foyers européens.

M. Hervé Bourges, président d'Antenne 2-FR 3, a indiqué qu'il souhaitait qu'Euronews soit diffusée sur le réseau de La Cinq entre 0 heures et 19 heures.

Les chaînes d'outre-Rhin semblent être du côté du défaut.

d'un consensus entre les seize premiers ministres des Länder, a expliqué M. Albert Scharf, président de l'UER, « non » l'échec de la candidature de Munich comme ville d'accueil du siège de la chaîne.

En outre, la non-participation britannique et allemande dans l'actionnariat n'interdit aucune possibilité pour le choix du directeur de la rédaction. Aucune politique de quotas nationaux ne sera appliquée dans l'embauche des collaborateurs ou dans la sélection des images.

Dans ses trois premières années d'existence, la chaîne devra « sa rigueur professionnelle » et sa viabilité économique.

GÉRARD BUÉTAS

(1) Le capital est réparti entre A2-FR3 (16 000 titres), la RAI (13 000), la télévision espagnole RTVE (12 000), TBS-Monte-Carlo (7 000), la radio-télévision belge RTBF (6 700), la télévision grecque ERT (5 500), la télévision espagnole ERTU (5 300), la télévision finlandaise YLE (5 000), la télévision portugaise RTP (5 000) et la télévision d'Espagne CVC (1 000). Le montant du capital souscrit atteint 1,9 million d'euros.

AUTOMOBILE

Ford Escort Cosworth : réservée aux sportifs

Ford s'apprête à diffuser une nouvelle version de son Escort. Il s'agit pour la marque, de mettre avec ce modèle à la disposition des sportifs une mécanique digne des rallyes pour une somme qui ne dépasse pas le tarif aujourd'hui « normal » d'une berline dite « haut de gamme » : 235 300 F sans son prix pour la version en quelques sorte civilisée et 213 000 F pour la version motorisée, un modèle dépouillé, sans toit ouvrant, sans feux-phares et sans les équipements décoratifs indispensables tels que radio, feux-pluies électriques, etc., que l'on trouve bien ailleurs sur les plus coûteuses des voitures.

Cet engin, à transmission permanente sur les quatre roues utilise le moteur Cosworth de la Sierra 4x4 de même philosophie, qui combine de son côté sa carrière. Avec ses 1993 cm³ et ses 16 soupapes, le groupe, qui se voit doté d'un gros turbo de chez Garrett refroidi par eau et monté avec un échangeur de chaleur air-air entraîne les 1300 kilos de la machine bien au-dessus des 230 km/h, pour peu que la piste le permette ; 220 chevaux sont à l'appel et bien là, mais à faire néanmoins aller les charnières dans les tours. Cela peut laisser imaginer qu'en ville et sur routes ouvertes l'utilisation de cette

voiture essentiellement sportive est envisageable, surtout si l'on veut épater les foules. Les prises d'air sur le capot, l'écrasement de la calandre traditionnelle de l'Escort et le gigantesque aileron qui, il faut bien le dire, ne facilite pas les manœuvres en marche arrière ne laissent aucun doute à ce propos. Pour autant, il faut souhaiter bien du plaisir au conducteur, pris dans le flot de la circulation urbaine et qui risque à la longue de ne pas maîtriser le traditionnel coup de pied au derrière qui annonce la mise en route de la turbine.

Sur circuit ou sur piste réservée, c'est autre chose. La voiture, que l'on peut alors lâcher, apparaît très efficace, bien assise sur ses quatre « P-zéros » (P pour Pirelli) qui montent des roues indépendantes. Amortisseurs à gaz doubles, dispositif anti-plongées, barre stabilisatrice, disques avec ABS à réglage automatique : tout concourt à assurer stabilité et dynamique sûr, la répartition du couple avec 34 % sur l'avant et 66 % sur l'arrière privilégiant la propulsion.

Un plaisir avant de se mettre au volant de l'engin : bien se persuader qu'il ne s'agit pas d'un joujou.

C. L.

stage intensif d'été
Prépa.Sciences.Po

de 20 juillet au 22 août
Améliorer vos chances d'intégrer un Institut d'Études Politiques grâce à un enseignement efficace et une discipline de travail rigoureuse.

Paris 17^e - tél. 42.38.21.21INSTITUTION
FRILLEY

Etablissement fondé en 1864.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ECUREUIL MONEPREMIERE

SICAV MONETIERE DE 1^{re} CATEGORIE
pour la gestion de votre trésorerie

CLOTURE DE L'EXERCICE
COMPTABLE 1991-1992

Le Conseil d'administration de la Sicav, réuni le 15 mai 1992 sous la présidence de Monsieur Paul Jogna-Prot, a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 31 mars 1992.

Conformément aux statuts, il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 26 juin 1992, de capitaliser la totalité des revenus distribuables de l'exercice.

PERFORMANCE SUR 1 AN : + 9,62 %
(du 28.03.91 au 31.03.92)

Valeur de l'action
au 31.03.92 : 65 880,88 F

ORIENTATION DES PLACEMENTS

Gérée dans une optique de régularité et exclusivement en titres de 1^{re} catégorie, Ecureuil Monépremière est un instrument de gestion de tout fait adapté aux sociétés et organismes astreints par la réglementation à effectuer leurs placements en valeurs émises ou garanties par l'Etat.

Seul gérant : Ecureuil Gestion - Filiale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des Dépôts et Consignations.

CAISSE D'ÉPARGNE
L'AMI FINANCIER

سكزا من لاجل

Le Monde ■ Jeudi 11 juin 1992 ■

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Carrières

ORGANISME FAVORISANT LA MOBILITÉ PROFESSIONNELLE EN EUROPE
(siège Paris) recherche
RESPONSABLE ENTREPRISE ESPAGNE
Missions :
• prospecter les entreprises espagnoles (tous secteurs) souhaitant se développer dans le cadre du marché européen ;
• faciliter l'intégration dans ces entreprises de jeunes professionnels des autres pays de la CEE.
Profil :
• Expérience de plusieurs années de l'entreprise en Espagne.
• Bon réseau relationnel, parfaitement bilingue, portables appréciés.
• Dynamisme, rigueur, disponibilité immédiate.
Adresser lettre de candidature + CV + photo
LE MONDE PUBLICITE
Sous n° 8814, 15/17, r. du Col-Pierre-Avis, 75002 Paris Cedex 15

PRECEPTA

Société d'études économiques, recherche

CHARGES D'ETUDES VACATAIRES

Pour :
• économistes et statisticiens.
• Profils :
• formation 3^e cycle, gestion, économie.
• Industrie ou grande firme.
• Qualités rédactionnelles.
• Adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prêt à l'envoi) à :
M^{me} LEFEVRE-PRÉCEPTA
88, rue La Fayette, 75008 Paris.

CASILLI IMMOBILIER
80, R. SEVRES, 75
45-55-01-00 recherche
AGENTS COMMERCIAUX
ou début. Port. possible.

TRADUCTEURS TECHNIQUES
Dans le cadre de l'extension de ses services de traduction et de localisation, SOFRANS-BENITZ recherche des traducteurs de langue maternelle française possédant au moins 5 ans d'expérience, de préférence dans le domaine de l'informatique. Vous êtes prêts à répondre par lettre ou téléphone à l'adresse ou au numéro suivants : SOFRANS-BENITZ, Neuve-House, The Boulevard, 8th Floor, New York, Garden City, N.Y. 11530, U.S.A. Fax : 212 465 1118.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS

Informatique, électronique, automatique préparatoire intégrée, études à Paris 8^e et Ivry

recherche pour la rentrée 92/93 :

ENSEIGNANTS EN MATHÉMATIQUES

Agénies et/ou titulaires d'un doctorat de mathématiques, vocales et permanentes, pour enseigner en 1^{er} et 2^e années.
Niveaux mathématiques supérieures et mathématiques spéciales.

Merci d'adresser votre CV, lettre motivationnelle, photo et références à :
M^{me} SCHLAUD, ESLEA, 8, rue Vesale, 75006 Paris.

LES ARTS FLORENTINS recherche

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION
bilingue anglaise
Envoyer CV + lettre au :
2, r. de St-Pierre, 75008 Paris

STÉ PROD. CINÉ

rech. secr. dir. hi. rév. conc. audiovis. 6^e angl. Esp. CV et prêt. à l'env. à :
LE MONDE PUBLICITE
15-17, rue du Col-Pierre-Avis
75002 Paris Cedex 15.

ASSOCIATION (16 salariés) recrute pour sa revue mensuelle internationale RESPONSABLE la promotion et de diffusion pour l'accroissement des abonnements et la recherche de sponsoring, pub. Exp. marketing, exp. commerciale souhaitée. Salaire motivant. Env. lettre man. CV, photo et prêt. à : SOLAGRAL Recrutement, 11, passage Panel, 75001 Paris.

Assoc. rech. dir. BAFO ou STA 45-55 pour R-V. Tél. : (116-11) 47-42-51-51

EDUCATIF SUD DE L'ESSONNE
recrute pour la rentrée 1992
Niveau 1
Conditions CDD 90
Logement de fonction, pav. 4 p. par semaine, poste accessible à tous vers gare. Diplôme ENSP
Rennes ou DSEI spécialité. Adr. cand. au directeur :
Maison de la Jeune
91150 Ormesson-la Rivière
DPT 95, infirmière libérale cherche infirmière Dpt pour soins à domicile. Pas de déplacement.
38-63-81-61.

ORGANISME DE FORMATION
Basé aux Limoges
recherche
FORMATEUR (H/F)
Spécialisé « traitement illettrisme » et « public connaissant les difficultés d'apprentissage ».
Expériences littéraires souhaitées.
Adresser courrier manuscrit, CV + photo
à FCMB, 5, rue de la République - 63000 Limoges Cedex

ÉCOLES SUPÉRIEURES DE GESTION ET DE COMMERCE INTERNATIONAL DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MELUN recherche

PROFESSEURS ET INTERVENANTS
A TEMPS COMPLET OU PARTIEL
dans les domaines suivants :
• Marketing fond. et appl.
• Techniques de vente
• Économie et fiscalité
• Communication, école.
• Gestion
• Comptabilité
• Mathématiques
• Traductions
• Droit des sociétés et int.
• Langues : angl., esp., japonais, allemand.
• Informatique de gestion
Env. lettre + CV au :
SERVICE DU PERSONNEL
1, r. de Port-de-Vallée
77200 Aulnay-sous-Bois

ÉTABLISSEMENT DU VAL-D'OISE recherche

ÉDUCATEURS DIPLOMÉS
Sensibilisés à l'éducation à l'intérieur du CDD ou CDI
Tél. : 34-70-25-15

AGENCE VARENNE
Recherche :
• Immobilier : 24/30 ans, diplôme, exp. 44, rue de la République, 44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-225

هكذا من الجيد

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde ■ Jeudi 11 juin 1992 23

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
4 ^e ARRONDISSEMENT								
■ PIÈCES 80 m², r.-de-ch. parking	43-45, rue Vieille-du-Temple CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	5 800 + 810 4 818						
■ PIÈCES 115 m², 2 ^e étage parking	15, rue des Lions-Saint-Paul SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	12 000 + 1 702 9 400						
7 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 43 m², 2 ^e étage parking	50, rue de Bourgogne SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	7 100 + 695						
8 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES ■ m², 1 ^e étage	26, avenue Montaigne SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 000 + 1 399 6 120						
3 PIÈCES 87 m² Rez-de-chaussée	45, rue de Courcelles AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 286 + 781 4 468						
5 PIÈCES 177 m², 4 ^e étage 2	225, rue du Fbg-Saint-Honoré AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	20 000 + 1 850 14 232						
11 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 100 m², 4 ^e étage parking	1, rue Paléo LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	9 318 + 750 7 038						
12 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 117 m², 1 ^e étage	8-10, rue Jules-César AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	11 214 + 1 537 9 657						
13 ^e ARRONDISSEMENT								
STUDIO 35 m² + 6 ^e étage	67, bd Auguste-Blanc CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	480 + 730 2 058						
14 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 53 m², 7 ^e étage cave, parking	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 100 + 1 280 3 100						
15 ^e ARRONDISSEMENT								
4/5 PIÈCES NEUF 158 m², 3 ^e étage parking	20 bis, avenue de Lowendal SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	22 050 + 2 921 15 878						
3 PCES NEUF 81 m² 3 ^e étage grand standing, park.	20, avenue de Lowendal SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	13 650 + 1 780 9 828						
4 PIÈCES 87 m², 5 ^e étage parking	1, pl. de la Montagne-du-Gros SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 000 + 904						
2 PIÈCES 48 m², r.-de-ch. parking	23-25, rue de Letellier LOC-INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	4 400 + 489 3 911						
■ PIÈCES 88 m², 1 ^e étage cave, parking	55, rue de la Fédération AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 400 + 576 4 456						
16 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 80 m², 1 ^e ét. pos. parking	27, avenue Kléber CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	6 925 + 781 6 144						
2 PIÈCES 98 m², r.-de-ch. parking	185, boulevard Muret LOC-INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	5 415 + 529 4 184						
■ PIÈCES ■ m², r.-de-ch.	114, avenue Mozart SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	10 940 + 721						
3/4 PIÈCES 127 m², 4 ^e étage	67-69, avenue Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	16 500 + 2 083 11 890						
6 PIÈCES DUPLEX 131 m², 5/6 ^e ét.	4, rue Nicaud SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	18 500 + 1 980 14 275						
17 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 107 m², 6 ^e étage cave	175, boulevard Péreire AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	14 500 + 1 570 11 070						
20 ^e ARRONDISSEMENT								
■ PIÈCES 64 m², 1 ^e étage	2, rue Tolain AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 280 + 1 280 3 100						
HAUTS-DE-SEINE								
4 PIÈCES 88 m², 1 ^e étage parking	ASNIÈRES ■ avenue Molière SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	+ 1 013 3 782						
2 PIÈCES 55 m² Rez-de-chaussée	BOULOGNE 6, rue des Princes SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 125 + 828 2 978						
3 PIÈCES 80 m², 1 ^e étage balcon, parking	SURESNES ■ rue de la République CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	4 170 + 740 3 430						
3 PIÈCES 88 m², 3 ^e étage cave, parking	LEVALLOIS-PERRET 7, allée Claude-Monet AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 430 + 580 5 287						
7 PIÈCES 4 ^e étage cave	NEUILLY-SUR-SEINE 8-11, avenue Sainte-Foy AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	28 800 + 2 400 19 070						
94 - VAL-DE-MARNE								
4 PIÈCES 91 m² 1 balc. 1 terr. 10 m² 6 ^e et dernier ét. parking	KREMLIN-BICÊTRE 23-25, av. de Fontainebleau LOC-INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	6 713 + 620 5 175						
3/4 PIÈCES 80 m², 4 ^e étage balcons	VILLEJUIF 28, rue René-Hamon CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 815 + 1 180 3 089						
2 PIÈCES 50 m², 1 ^e étage cave, parking	VINCENNES 40, rue des Vignerons AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 100 + 628 3 472						
5 PIÈCES 119 m², 3 ^e et 4 ^e ét. cave, parking	VINCENNES 39, avenue du AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	11 285 + 1 200 9 037						
77 - SEINE-ET-MARNE								
MAISON 5 PCES ■ m² jardin privatif	BUSSY-SAINT-GEORGES 30, promenade des Golfes SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	11 025 + 400 8 789						
78 - YVELINES								
STUDIO 28 m², 4 ^e étage cave, parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 2 bis, rue La Rochejaquelein AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 000 + 300 2 140						

CIGIMO
GROUPE STF

LOC INTER
Téléphone 16 17 19 20

PHENIX GESTION
AGF GROUPE UAP

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

SOLVEG
LOCATION VENTE ET GESTION IMMOBILIÈRE

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

locations non meublées demand

Paris

MASTER GROUP
recherche appart vides, ou meublés du studio au 7 P. POUR CADRES, DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS ET BANQUES 47, rue Vaneau, Paris-7 42-22-98-70

EMBASSY SERVICE
recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS ou BUREAUX (1) 45-62-30-00

locations non meublées

Paris

TROCADERO
Imm. moderne, grand lux. Propriétaire, tous superbes studio 45 m², balcon. Parfait état. Prix : 9 000 F + charges. Tél. bureau : 46-62-97-36 Tél. dom. : 47-22-03-34

ÉTOILE, sept états 128 m², ca. 400, 2^e-de-cha. 15 000. PARTENA 39-89-08-24.

Région parisienne

BOULOGNE PONT DE SEINES
BEAU 3 P 90 m² 7 ch. Balc. 40 m², 2^e ét. 100 F. CASSL 46-66-01-00.

NEUILLY sept. 3 P. 100 m², 15 750 F + 1 700 F de charges. 46-74-80-54.

terrains

Paris

NEUILLY PONT-NEUILLY
LUXE 4 P. 105 m² Balc. 40 m². Parfait état 12 000 ch. comp. CASSL 46-66-45-45

maisons individuelles

ST-NOM-LA-BRETECHE
Particulier vend maison dans domaine, 300 m² utilisables. Séjour 90 m², 6 chambres, 3 salles de jeu. Cave à vin. Jardin paysager 1 000 m². Px 3 900 000 F. 40-83-01-56

Vende belle maison anc. entée, rénovée, 6 p., 2 terr., bassins, courtes plaines, 35 m² chacune à Lagny village, vignoble, 1 h. de Paris, 10 km. au sud. Terrain pays 1 700 m² clos. Prix : 1 800 000 F. M. Mente : 85-85-24-41

Domaine de charme, 1,5 MF.
Jard. 8 ch., 6 sds, 354 m² hab. Pote. revendu import. Pouilly-sur-Loire. 86-39-07-87.

PROPRIÉTAIRE vend maison dans site classé dpt 65 85 m² habitable + cour + 200 m² jardin. 700 000 F. Tél. : 01-24-15-12.

pavillons

5 KM PARIS-EST
Pont de Nogent, Pav. 1930. Grande salle, 200 m² hab. 7 P., 2 s.d.b., cuis. entée, 30 m² Cave, garage, jardin. 2 km bord Seine. Galt. Terrain AA, ASB. 500 m², 10 km. RER. Tél. : 2 100 000 F. Tél. : 46-91-88-88

maisons de campagne

Entre Dol et à nord, 10 km. de Paris. Michel, vieille ferme granit, ent. rénov. 11 ch., 2 s.d.b., 2 vol., terr. 100 m², 11 42-38-22-52.

Vienne-en-Val
ROUTE D'ORLÉANS
Cuis. aménagée. 14 m² + entrée. Séjour 20 m² + cheminée avec circulation au. 1 chambre 20 m² + armoire encastrée pendente + balcon. 1 cuisine 12 m². 1 chambre 17 m² + balcon, porte à fabric. 1 salon + entrée 8 m². Salle de bains + w.-c., terrain, grande cour + terrasse + table pique-nique + jardin + puits, clos avec grillage + chauffage central. 1 050 m². Prix 850 000 F. (gratuit après 1 800 F) Tél. soirée 18 heures : 38-58-81-88 38-94-56-83

Ville stand, région Aix. Parc
5 000 m². Pièces 2 sds, s. sport, loge imm. cuisine, sec. facile. 1150 m². Tél. : (118) 42-22-25-16.

fermettes

BAIE 140 km sud Paris (A6) BELLE FERMETTE, 4 P., cuis., bain, w.c., chauff. central, gar. gravel, 2 000 m². Px : 450 000. (16) 88-81-88-54.

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde, premier quotidien national avec 1 668 000 lecteurs, dont 742 000 habitent Paris et la région ■ 630 000 appartements ■ des foyers ■ cadres supérieurs ■. (Source CESP 91 - LNM.)

Le Monde, premier quotidien ■ cadres : 844 000 lecteurs.
Le Monde, premier quotidien ■ cadres supérieurs : 596 000 lecteurs.
(Source : IPSOS 91 - LNM.)

Le Monde, le quotidien national le plus vendu à Paris : 91 176 exemplaires.
(Source : NM 88 - année 90.)

Pour tous renseignements : PROFESSIONNELS 46-62-73-43
PARTICULIERS 46-62-73-90 - 46-62-72-02

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS :

Le britannique GDA rejoint

Négociée depuis plusieurs mois, cette nouvelle alliance tombe en tout cas au meilleur moment pour TEM, d'après la faible taille - moins de 7 000 salariés, 2,9 millions d'opérations annuelles - l'un des deux n'ayant que 2,5 millions de francs de chiffre d'affaires - et les performances encore modestes à l'exportation - 950 millions de francs, soit 18 % de son chiffre d'affaires - récemment révisés à la baisse. Le groupe public Thomson SA, Le champion français des produits « blancs » prouve son agressivité, alors que se négocient toujours des modalités de rapprochement de Thomson SA et de CEA Industrie.

PIERRE-ANGEL GAY

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours.
Alcatel Cables	4650	4495	Immob. Hérault	1100	1110
Armed. Associés	250		Intern. Computer	156 80	
B.A.C.	- 41 10		I.P.B.M.	53	
Bique Ventes	795		Locarno	70 10	
Borcia (Ly.)	485	485	Maria Comm.	212 50	210
Bolman Lyon	225		Mobis	178	
CAI de Fr. (C.C.)	250	750	Petit Pigeon	480	488
CAI de Fr. (C.C.)	405		Robert-Aix (Lyon)	350	
Cardi	845	847	Sabot Invest (Lyon)	99	
C.E.E.P.	175		Sarbo	275	
C.F.P.I.	270		Sepre	323	
C.N.I.M.	1305	1305	TF1	517	511
Colson	285		Thomson H. (Lyon)	270	
Colson	1219		Unilog	235	
Cresis	185 20		Val in Cn	114	
Daghen	308		V. St-Laurent Group	889	840
Deltis	1920				
Demachy Witmore Ch.	370	1223			
Dewinter	1465				
Deylle	180				
Dobos	120				
Edouard Beillard	322	208			
Euro Propriétés	205				
Fleissner	108				
G.F.F. Immo (Lyon)	101	101			
G.L.M.	369 90				
Grawegraph	135				
Geni	965				
I.C.C.	501				
	96 00				

MAT IF

ÉCHÉANCES	
1970	1971
1972	1973
1974	1975
1976	1977
1978	1979
1980	1981
1982	1983
1984	1985
1986	1987
1988	1989
1990	1991
1992	1993
1994	1995
1996	1997
1998	1999
2000	2001
2002	2003
2004	2005
2006	2007
2008	2009
2010	2011
2012	2013
2014	2015
2016	2017
2018	2019
2020	2021
2022	2023
2024	2025
2026	2027
2028	2029
2030	2031
2032	2033
2034	2035
2036	2037
2038	2039
2040	2041
2042	2043
2044	2045
2046	2047
2048	2049
2050	2051
2052	2053
2054	2055
2056	2057
2058	2059
2060	2061
2062	2063
2064	2065
2066	2067
2068	2069
2070	2071
2072	2073
2074	2075
2076	2077
2078	2079
2080	2081
2082	2083
2084	2085
2086	2087
2088	2089
2090	2091
2092	2093
2094	2095
2096	2097
2098	2099
2100	2101
2102	2103
2104	2105
2106	2107
2108	2109
2110	2111
2112	2113
2114	2115
2116	2117
2118	2119
2120	2121
2122	2123
2124	2125
2126	2127
2128	2129
2130	2131
2132	2133
2134	2135
2136	2137
2138	2139
2140	2141
2142	2143
2144	2145
2146	2147
2148	2149
2150	2151
2152	2153
2154	2155
2156	2157
2158	2159
2160	2161
2162	2163
2164	2165
2166	2167
2168	2169
2170	2171
2172	2173
2174	2175
2176	2177
2178	2179
2180	2181
2182	2183
2184	2185
2186	2187
2188	2189
2190	2191
2192	2193
2194	2195
2196	2197
2198	2199
2200	2201
2202	2203
2204	2205
2206	2207
2208	2209
2210	2211
2212	2213
2214	2215
2216	2217
2218	2219
2220	2221
2222	2223
2224	2225
2226	2227
2228	2229
2230	2231
2232	2233
2234	2235
2236	2237
2238	2239
2240	2241
2242	2243
2244	2245
2246	2247
2248	2249
2250	2251
2252	2253
2254	2255
2256	2257
2258	2259
2260	2261
2262	2263
2264	2265
2266	2267
2268	2269
2270</	

Options sur notation:

CAC 40 A TERME

rement mercredi 10 juin dans
un marché toujours

officielle.

MARCHE MONETAIRE
(affaires privées)

TOKYO
9 juin 10 juin

COUS COMPTANT		COUS TERME TROIS MOIS	
Demandé	Offert	Demandé	Offert
5 370	5 370	5 484	5 474

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

Live half-suck (1000) —	13	13	12	13	12	13
Live sterilizing	9	10	9	10	9	10

Le Monde-RTL

ENTREPRISES

bail investissement

Groupe ISM SA

industrielles de Paribas) réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 6,5 milliards de francs, dont 5 milliards dans les secteurs qui font l'objet du rapprochement.

Colgate	1 499	1 499
First Bank	1 499	1 499
Florida Motors	1 470	1 499
International Electric	1 800	1 800
International Heavy	675	887
Sony Corp.	4 930	4 280
Tony's Motors	1 610	1 499

Enrico Galini,
directeur de D.H.I. France.

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

Enrico Galini,
directeur de D.H.I. France.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Figure 1

Mercredi 10 juin :

directeur de D.H.L. France.

[illegible]

100

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 10 JUIN

Cours relevés à 10 h 30

Page	VALUES	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	Page	VALUES	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	Page	VALUES	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	Page	VALUES	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%
4770	CNE 98	4940	4940	4940	+ 0.76	4940	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4940</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>210</td><td>Gin. Mazon</td><td>237.90</td><td>237.90</td><td>234.40</td><td>- 1.47</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4940	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>210</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>237.90</td> <td>237.90</td> <td>234.40</td> <td>- 1.47</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	210	Gin. Mazon	237.90	237.90	234.40	- 1.47
4771	BLP T.P.	501	501	501		4941	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4941</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4941	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4772	O'lyon T.P.	502	502	502		4942	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4942</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4942	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4773	Reman T.P.	503	503	503		4943	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4943</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4943	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4774	Rease Paul T.P.	504	504	504		4944	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4944</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4944	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4775	St. Gede T.P.	505	505	505		4945	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4945</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4945	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4776	Thomson T.P.	506	506	506		4946	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4946</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4946	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4777	ADOLP	507	507	507		4947	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4947</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4947	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4778	Al. Louche	508	508	508		4948	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4948</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4948	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4779	Alphonse Medard	509	509	509		4949	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4949</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4949	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4780	Al. Sponen	510	510	510		4950	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4950</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4950	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4781	Al. Sponen	511	511	511		4951	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4951</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4951	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4782	AFB St. Canada	512	512	512		4952	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4952</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4952	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4783	Am. Energy	513	513	513		4953	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4953</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4953	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4784	Am. Energy	514	514	514		4954	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4954</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4954	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4785	Am. Energy	515	515	515		4955	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4955</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4955	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4786	Am. Energy	516	516	516		4956	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4956</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4956	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4787	Am. Energy	517	517	517		4957	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4957</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4957	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4788	Am. Energy	518	518	518		4958	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4958</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4958	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4789	Am. Energy	519	519	519		4959	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4959</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4959	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4790	Am. Energy	520	520	520		4960	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4960</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4960	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4791	Am. Energy	521	521	521		4961	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4961</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4961	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4792	Am. Energy	522	522	522		4962	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4962</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4962	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4793	Am. Energy	523	523	523		4963	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4963</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4963	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4794	Am. Energy	524	524	524		4964	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4964</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4964	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4795	Am. Energy	525	525	525		4965	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4965</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4965	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4796	Am. Energy	526	526	526		4966	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4966</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4966	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4797	Am. Energy	527	527	527		4967	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4967</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4967	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4798	Am. Energy	528	528	528		4968	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4968</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4968	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4799	Am. Energy	529	529	529		4969	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4969</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4969	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4800	Am. Energy	530	530	530		4970	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4970</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4970	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4801	Am. Energy	531	531	531		4971	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4971</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4971	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4802	Am. Energy	532	532	532		4972	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4972</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4972	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4803	Am. Energy	533	533	533		4973	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4973</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4973	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4804	Am. Energy	534	534	534		4974	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4974</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4974	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4805	Am. Energy	535	535	535		4975	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4975</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4975	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4806	Am. Energy	536	536	536		4976	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4976</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4976	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4807	Am. Energy	537	537	537		4977	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4977</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4977	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4808	Am. Energy	538	538	538		4978	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4978</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4978	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4809	Am. Energy	539	539	539		4979	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4979</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4979	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4810	Am. Energy	540	540	540		4980	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4980</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4980	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4811	Am. Energy	541	541	541		4981	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4981</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4981	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4812	Am. Energy	542	542	542		4982	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4982</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4982	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4813	Am. Energy	543	543	543		4983	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4983</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4983	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4814	Am. Energy	544	544	544		4984	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4984</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4984	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4815	Am. Energy	545	545	545		4985	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4985</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4985	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4816	Am. Energy	546	546	546		4986	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4986</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4986	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4817	Am. Energy	547	547	547		4987	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4987</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4987	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4818	Am. Energy	548	548	548		4988	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4988</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4988	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4819	Am. Energy	549	549	549		4989	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4989</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4989	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4820	Am. Energy	550	550	550		4990	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4990</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4990	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4821	Am. Energy	551	551	551		4991	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4991</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4991	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4822	Am. Energy	552	552	552		4992	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4992</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4992	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4823	Am. Energy	553	553	553		4993	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4993</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4993	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4824	Am. Energy	554	554	554		4994	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4994</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4994	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4825	Am. Energy	555	555	555		4995	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4995</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4995	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4826	Am. Energy	556	556	556		4996	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4996</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4996	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4827	Am. Energy	557	557	557		4997	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4997</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4997	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4828	Am. Energy	558	558	558		4998	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4998</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4998	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4829	Am. Energy	559	559	559		4999	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>4999</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	4999	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4830	Am. Energy	560	560	560		5000	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>5000</td> <td>VALUES<td>Cum. product</td><td>Preceder cum.</td><td>Devier cum.</td><td>%</td><td>380</td><td>Gin. Mazon</td><td>238.00</td><td>238.00</td><td>235.10</td><td>- 0.70</td></td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	5000	VALUES <td>Cum. product</td> <td>Preceder cum.</td> <td>Devier cum.</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Gin. Mazon</td> <td>238.00</td> <td>238.00</td> <td>235.10</td> <td>- 0.70</td>	Cum. product	Preceder cum.	Devier cum.	%	380	Gin. Mazon	238.00	238.00	235.10	- 0.70
4831	Am. Energy	561	561	561</																			

COMPTANT (selection)

SICAV (selection)

9/6

VALEURS	% du port.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Evolution	Finale Inc.	Finale net	VALEURS	Evolution	Finale Inc.	Finale net	VALEURS	Evolution	Finale Inc.	Finale net
Obligations						Etrangères						Etrangères						Etrangères					
Emp. 1971/77	123 93	7 94	C.I.T.R.A.M. (B)	2282	2282	Petit Paris	185	185	A.E.R.	689	689	Acetia	308 94	302 76	Acetia	487 55	482 67	Pelvey, General	100 70	100 61			
Emp. 1978/83	121	8 40	Cogit	382	382	Petit Orléans	115	115	Alco W. Inc.	467	467	Appogee	207 98	207 98	Appogee	107 42	104 20	Port Association	29482 45	29482 45			
Emp. 1979/84	101 05	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	275 10	275 10	Alco W. Inc.	467	467	Aval-gas	2270 67	2270 67	Aval-gas	1283 53	1228 70	Port Association	1070 17	1066 53			
Emp. 1981/85	104 95	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	28842 81	28842 81	Amph	35 32	35 32	Port Association	138 35	138 35			
Emp. 1982/86	100 50	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1983/87	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1984/88	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1985/89	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1986/90	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1987/91	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1988/92	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1989/93	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1990/94	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1991/95	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1992/96	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1993/97	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1994/98	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1995/99	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1996/00	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1997/01	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1998/02	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 1999/03	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2000/04	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2001/05	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2002/06	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2003/07	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2004/08	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2005/09	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2006/10	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2007/11	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2008/12	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2009/13	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2010/14	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2011/15	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2012/16	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2013/17	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2014/18	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2015/19	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2016/20	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2017/21	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2018/22	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2019/23	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2020/24	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2021/25	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2022/26	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2023/27	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2024/28	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2025/29	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2026/30	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2027/31	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2028/32	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2029/33	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2030/34	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2031/35	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2032/36	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2033/37	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2034/38	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans	1003	1003	Alco W. Inc.	467	467	Amph	145 61	145 61	Amph	41 88	41 88	Port Association	889 32	780 40			
Emp. 2035/39	107 36	8 20	Compt. Ind.	473	473	Petit Orléans																	

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - a : marché contre

هكذا من الجمل

• Le Monde • Jeudi 11 juin 1992 29

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

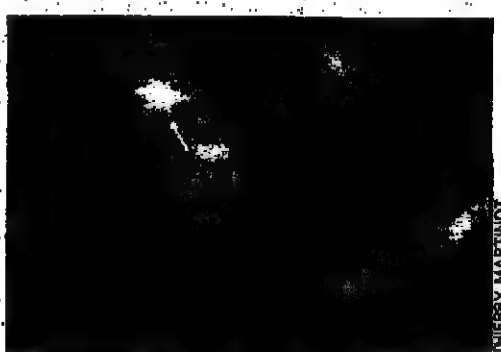
RENDEZ-VOUS VOUS D'ÉTÉ



George Benjamin



Catherine Lara



Michel Delbert



Keith Jarrett



Gravures
de Jacques Callot



D.R.



Nirvana

LES RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ : FESTIVALS ET EXPOSITIONS

Classique	30 et 31
Jazz	32
Rock	33
Chanson et Musiques du monde	33 et 34
Danse	35
Théâtre	36
Arts	37 à 40

SUR LE PLUS GRAND ÉCRAN DU MONDE
2 PROJECTIONS
avec l'ORCHESTRE de la GARDE LICAINE

NAPOLEON



29/30 et 31 juillet 21h30
Plein de la Défense

LOCATION OUVERTE 40 28 40 33
en partenariat EPAD-PARIS QUARTIER D'ÉTÉ

هكذا من الجاهل

RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

« Le Monde » Jeudi 11 juin 1992 33

ROCK

Il y a les grands costauds qui n'ont qu'à siffler pour que les vedettes arrivent en courant. Il y a les petits malins qui interceptent les stars dans leurs trajets. Et puis, il y a les petits courageux qui se débrouillent tout seuls. Même s'il en apparaît de nouveaux chaque année, les festivals de jazz, de rock, de chansons ou de musiques du monde ont développé chacun leur identité au fil du marché.

Le plus étonnant est que ce gigantesque voyage organisé continue, malgré tout, de produire de la musique, de l'amener là où elle ne va pas le reste de l'année. De la programmation « anticolombienne » du Festival d'Avignon aux raves alpêtres du Festival de Leysin (Suisse), il se jouera cet été des musiques qui ne seront que de ce temps-là.

Tours Ancard de Tours

De 12 au 20 juin
Des français, versant alternatif, des spectacles gratuits ou à prix modique, des idées de programmation (une partie de campagne organisée par les Champêtres de jazz, l'événement surprise des guinguettes de la Belle Époque, matinées d'influences celtiques et slaves, le 14 : une présentation des « label Hou La La » et des passages obligés (Pigalle le 12 juin), un final grand spectacle avec les Satellites, Milla et d'autres : une bonne préparation à l'été.

Tél. : 47-51-02-83.

Vitry-sur-Seine Festival de la jeunesse

Les 13 et 14 juin
En deux jours, une bonne partie des musiciens et groupes que l'on croquera sur les routes des vacances. Massilia Sound System (reggae), Milla (rock), Khaled (chanson), Zebda (FFR), Khaled (chanson), les Négressements, c'est-à-dire un portrait rigoureux de la France qui fait de la musique, de rap en passant, de rock en passant, de musique en passant.

Entrée gratuite, domaine départemental Chénouet, 4, route de Fontainebleau, 94400, Vitry-sur-Seine.

Villeurbanne Eclanova

De 18 au 21 juin
En plein air, gratuit, un festival de plus en plus luxueux, qui fait cette année venir Johnny Guitar Watson (le 18), Albert King (le 20), mais aussi les Belges d'Elia, la néo-classique alternative Gino, venue avec son orchestre (le 20) et puis aussi de la danse, des spectacles, tout ce qui fait aujourd'hui une grande fête communale.

Tél. : 78-85-85-85.

Lille Les Enfants terribles

De 20 au 23 juin
Du reggae, le 20 juin, avec Burning Spear. Le lendemain, pour la fête de la musique, une flopée de groupes locaux. Des films (une nuit à Trana, le 24 juin) et les VRP (le 24 avec aussi la télévision enfin reformée et une seconde fois Burning Spear), pour conclure, les acrobates musicaux et physiques du Fishbone, le tout organisé autour de l'Aéroparc, salle de spectacle sans pareille.

L'Adonis, 18, rue Colson, 59000 Lille. Tél. : 20-30-88-88.

Paris Jazz Festival

De 24 juin au 24 juillet
Organisé grâce aux largesses d'une grande marque de bière, ce festival se fait de moins en moins jazz et de plus en plus rock. Little Village, le beau quartet qui réunit Ry Cooder, John Hiatt, Jim Keltner et Nick Lowe fera son retour sur la scène du Palais des Sports, le 3 juillet. Le 6, au même endroit, on découvre la New Orleans Revue, avec Dr John, Johnny Adams, Zachary Richard et quelques autres qui dessinent à eux tous une carte assez précise du paysage musical de Louisiane. Il y aura aussi des concerts en club avec, toujours en provenance de la Crescent City, le Dirty Dozen Brass Band (le 2) juin au New Morning ou Kip Hanrahan et son groupe Confuse avec Nick Bruce (le 3 juillet au New Morning).

Au Palais des Sports, 200 F. En club, 130 ou 140 F. Réservations, Paris, Virgin, Réservez-maintenant. Minut 3617 LAGENDA.

Les-Isles-Moulineaux Legend Festival

De 26 juin au 4 juillet
Ce festival est destiné à la promotion

des artistes, l'on pourra y découvrir quelques exemples de la production locale.

Moriak Tamaris

De 13 au 15 juin
Sixième édition d'un grand petit festival. L'été est avancé et l'on retrouve des vieux connus (Fishbone, MC Solar, Massilia Sound System) mais aussi de nouvelles têtes, qu'on ne verra pas ailleurs (Cramps, PJ Harvey) et James en version. C'est un plein air pas très loin de la mer, sur deux scènes. Un après-midi qui peut viser au paradis.

L'Orée du Bois, Moriak à partir de 13 heures. 160 F ou 150 F.

Blaye Festival de rock

Les 24 et 25 juillet
Encore un festival qui grandit vite. Orientation assez dure, avec une sélection raffinée de machines à décibels : des mélodies bruyantes de Teenage Fan Club aux incantations barbares de Henry Rollins en passant par le pop agité des Little Rabbits ou les convulsions de Ned's Atomic Dustbin et de Mega City Four.

Cité de Blaye, de 18 heures à 2 heures. 100 F par jour, 180 F pour les deux. Location Free, syndicat d'initiative.

Saint-Amant-Roches-Savine Rock ça vibre

De 31 juillet au 2 août
Voilà août, les rockers vont être contents à bronzier idiot (ou sordid), mais avant la longue lève, une halte en Puy-de-Dôme, où l'on assistera à une confrontation de rock entre les Ukrainiens défilants de VV et les Texans extrêmes de Shredheads, sûrement l'une des meilleures idées de l'été. Et aussi Urban Dance Squad, les Thugs, les Young Gods.

Tél. : 73-86-74-44.



Johnnie Johnson.

cités lyonnaises, Elia James et le Blues Brothers Band rejoint par l'un des frères d'origine, Don Aykroyd (le 2 juillet) et enfin du reggae (où l'on joue la complémentarité des produits qui se fument) avec Alpha Blondy, Toots and the Maytals et Bunny Wailer (le 4).

Concerts à 20 heures (sauf le 26 juin, 18 heures et le 4 juillet 17 heures) au parc de l'Île-Saint-Germain, Issy-les-Moulineaux. Réservations Free, Virgin.

Belfort Les Eurockéennes

De 2 au 5 juillet
L'an passé, les Eurockéennes ont accédé à la première division des festivals européens. A priori, la programmation 92 devrait confirmer cette promotion : Bob Dylan (le 2), Lou Reed (le 3), et il devrait sortir de sa formule rituelle pour donner un vrai concert de rock, Morrissey (le 4) et James Brown (le 5), des superstars pour tous les goûts. Mais aussi des jeunes prometteurs (Pearl Jam, Manic Street Preachers) des vedettes confiantes (Négresse, Zebda, Fishbone).

Belle musique de Morlaix, tél. : 94-21-88-88.

Ragnols-sur-Cèze Nuits de blues

Les 10 et 11 juillet
Deux soirées de blues impeccables : Buddy Guy, Amos Garrett et John Campbell le premier soir, Spencer Bohren, Pops Staples et the Staples Singers et Albert Collins. Électrique ou acoustique, rural et urbain, un éventail - un delta - des possibilités infinies qui offre le blues.

Théâtre de verdure du Mont-Cornier, Ragnols-sur-Cèze. Tél. : 86-39-80-90.

Saint-Martin-de-Crén Festival MIMI

De 8 au 12 juillet
Le Mouvement international des musiques innovatrices frappe à nouveau. Avec des musiciens qui sont aussi des poètes, des bricoleurs qui sont aussi des instrumentistes. On relèvera cette année la présence d'un fort contingent de musiciens-conteurs méridionaux. C'est-à-dire les Marseillais de Massilia Sound System et les Toulonnais de Fabolous Trobadours.

Belgique Torhout-Werchter

De 4 au 6 juillet
Nous appelons le principe du jeu : un programme unique d'une journée sur deux sites différents. Un gros concert en plein air avec des conséquences comiques (faire jouer un groupe de hard-rock sur le coup de 10 à 15, par exemple). Cette année, on peut se faire une idée assez complète du trafic sur les routes européennes : The Scabs, Pearl Jam, Extreme, Urban Dance Squad, Luka Bloom, Crowded House, Lou Reed, Red Hot Chili Peppers, Bryan Adams.

Torhout, le 4, Werchter, le 5. 1 000 F ou 1 200 F (sur place).

Danemark Rockkilde

De 25 au 28 juin
Plus exhaustive que Rockkilde, il n'y a pas en Europe en tout cas. Organisation capable de résister aux catastrophes naturelles (comme le déluge de l'an passé), programmation qui va du classé (The Verve, James, David Byrne, Nirvana) à l'expérimental (American Music Club, Saint-Denis, notre Kat Onoma national) et aussi des audaces thématiques (les Américains, emmenés par Buffy Sainte-Marie). Et puis un panorama du rock scandina, qui inclut parfois d'excellentes surprises. Et puis Carter USM et aussi Mary Margaret O'Hara, justement la chanteuse canadienne qu'on ne voit jamais et qui pense à Rockkilde, juste au moment où vous y serez. Et en plus, le tout au profit d'une organisation charitable. Bref, le digne héritier du label « paix, musique et amour ».

Rockkilde (30 km de Copenhague), points de vente en Belgique (tél. : 03-2266338), en Suisse (tél. : 1-567 511).

Estonie Tallinn Rock Summer Festival/Independence Fest

De 8 au 12 juillet
Né au temps de l'URSS, le Festival de Tallinn est le seul de son espèce à avoir su durer sur tout le territoire de l'ex-URSS. Cette année, on y annonce la venue de gens qu'on ne verra pas ailleurs (Rick Danko, l'ancien du Band, Bob Geldof, Run DMC, Tokyo Ska Paradise, les Japonais qui se prennent pour des

musiciens), l'on pourra y découvrir quelques exemples de la production locale.

Royaume-Uni Glastonbury Festival of Performing Arts

De 2 au 26 juin
Événement polymorphe (du rock, aussi une centaine de troupes de théâtre et de projections de cinéma) qui regroupe périodiquement le vieux rêve hippie de créer un monde alternatif pendant trois jours. On y verra les stars (Lou Reed, Morrissey, House of Love), les espoirs et les inconnus, et Billy Bragg (la tonalité du festival est assez gauchiste) et puis les seurs McGarvey, et les jeux de camping sous la pluie (onfin, peut-être pas, mais il a été souvent constaté que la terrible sécheresse qui accable l'Angleterre ne s'interrompt pas les larmes en plein air).

Réservation sur téléphone pour cartes de crédit : (44) 272 767 888.

Reading

De 28 au 30 juin
Pour sa vingtième édition, le Festival de Reading change de programme mais pas vraiment d'esprit. Les titres illustrent une bonne idée de la programmation : rock anglais (Wonderwall), (Public Enemy) et rock américain (Nirvana). Derrière chacune de ces têtes de chapitre, se déroule un programme un peu prévisible mais très alléchant : PJ Harvey, Rollins Band, L7.

Réservation sur téléphone pour cartes de crédit : (44) 71 580 3141.

Suisse Leysin Rock Festival

De 8 au 11 juillet
Une grosse programmation qui ressemble à d'autres (Lou Reed, Morrissey, Dylan), mais aussi des titres plus originaux comme ceux d'organiser une série de roves pour finir les dans les alpes comme si on était encore en ville, et quelques agréables surprises dont la présence de la chanteuse Kirsty McColl, et un salut à la chanson française avec la présence de Renaud. L'idée de la programmation reste la même : tout le monde laisse sa voiture au bas des pentes et monte à l'alpage à pied ou en transport en commun : air pur et camping agréables garantis.

Un jour : 58 F ; week-end : 98 F ; abonnement : 188 F. En France, billetterie en vente à Cluses, Annemasse, Pontarlier, Evian, Thon et Angèle. Minut 3617 Cluses 3.

Nyon Paléo Festival

De 21 au 25 juillet
L'autre grand événement helvète. L'été : plus électorale, avec des ouvertures à la musique (Yousou N'Dour, Angélique Kidjo, Jorge Ben Jor), le funk (FFR, Brand New Heavies), la chanson (Higelin, Lavilliers). Pour le rock, il y aura beaucoup de places, du militantisme en Patagonie de New Model Army aux extrêmes texans de Calvin Russell en passant par le caninisme de Jethro Tull ou les excès représentatifs des VRP.

Abonnement : 130 (Musicien) ou 140 F.

La sélection « Rock » a été établie par : Thomas Saffel

CHANSON/MUSIQUES DU MONDE

Corse Festivoce

De 21 juin au 19 juillet
Un séjour dans les superbes villages de Balagne, autour de Pigna, où se trouve l'association E Voce di Cumune, grande restauratrice du chant corse et de la Méditerranée. Le 21 juin, l'ensemble La Colombina, une soprano argentine, un contre-ténor italien, un ténor et un baryton catalan pour donner une vision des polyphonies profanes de la Renaissance en Espagne (chapelle Santa-Ricarda de Calizzano). Le 5 juillet, Marcel Péro présente à Speluncatu le travail mené avec E Voce di Cumune sur l'orgue et la voix (avec des manuscrits franciscains corse des dix-septième et dix-huitième siècles). Le 7 juillet, à Pigna, le groupe de femmes russes Fesen Zemli, présenté en juin 1991 aux rencontres polyphoniques de Royanmont, et pour une sérénade, les cinq femmes corse de Domusiana. Le 9 juillet, la soprano Monique Zanetti à la collégiale de Curbura, pour un récital de musique baroque italienne. Le 13, à Pigna, théâtre musical avec Jean-Pierre Lanfranchi et une sérénade de l'excellent groupe A Tavagna. Deux concerts d'orgue à Speluncatu (Sergio Vartolo, le 11, Jacques Brusa, le 19).

Caen A Caen la paix

De 24 juin au 7 juillet
L'ensemble Kirovograd d'Ukraine fera l'ouverture d'un festival qui se veut populaire (il y a même Yankin Nosh, le 26) et militant sans excès. Puis une programmation sympathique : Geoffrey Orreana (les 25 et 26), MC Solar (le 26), Kant (le 27), Zep Mama (le 4 juillet), Jacques Higelin (le 7).

Tél. : 91-88-11.

Marseille Nuits blanches pour la musique noire

Les 25, 26, et 27 juin
Les Nuits blanches des îles du Frioul ont résisté aux hostilités de la municipalité de Marseille et à ses projets d'été et c'est tant mieux car l'affiche de cette année est belle. Le 25 juin, de femmes : Marva Wright de Louisiane, Angélique Kidjo, du Bénin, Monica Passos, Brésilienne épousant une Soirée Nouvelle-Orléans le 26. Wayne DeVille, John, Zachary Richard, Johnny Adams, Eddie Bo, The Wild Magnolias. Samedi 27 juin, l'Afrique est reine : Lapiro, de M'Banga et Anne-Marie Ndiaye du Cameroun, Zani Diabete, du Mali, la superbe reine Pélagie de Côte-d'Ivoire, Thomas Mapfumo, du Zimbabwe. Pour marquer le fin des festivités : Cheb Khaled. Des films, des colloques (sur l'enseignement, les droits d'auteurs et les droits de l'homme, la francophonie) à l'issue d'un voyage en bateau pour le 27.

Tél. : 91-88-84-82.

Montpellier Montpellier danse 92.

De 24 juin au 11 juillet
La soirée de gala de ce festival de danse prend un profil bien singulier avec trois grands noms de la chanson juive africaine de l'Algérie d'avant l'indépendance : l'Oranaise, classique et impériale, Lili Boniche, et spécia-

liste du « francarabe », Line Monty, chanteuse de l'amour souverain (le 24 juin à l'Opéra-Comique). Le musicien turc Kudsi Erguner a organisé une série de concerts autour de la Méditerranée et de l'école des juifs d'Espagne, du Maghreb à la Turquie. Les 27 et 28, les arts et l'ensemble Shiraz (musiques juive et persane). Le 30 juin, cérémonie des Bekkachs d'Istanbul, le 2 juillet, musiques et chants de harem par l'Ensemble ottoman de femmes d'Istanbul. Le 7 juillet, musique trépane de Turquie (les frères Erkek). Le 11, musique soufi de Turquie avec les frères Erguner.

Tél. : 87-81-11-20.

Paris Jazz Festival

De 24 juin au 24 juillet
Le festival démontre de La Villette, et s'étale du Palais des sports (Calvin Russell, Little Village, le 3 juillet, Chick Corea, Eddy Gomez, le 4) au New Morning (les Cubains Irakere, les 9 et 10 juillet), Le 5 juillet, grande soirée balthusienne et philanthropique (au profit des enfants de Rio), avec le Trio Esperanza, Gilberto Gil, John, Ivan Lins, Chico Buarque, les Boys.

Tél. : (1) 48-28-40-80. Minut : 3617 LAGENDA.



Cheb Mami.

Lille Coup de soleil sur le Nord.

Les 28 et 29 juin
Musiques du Maghreb offertes par « des créateurs de l'ère originale du Maghreb ». Fête à vocation populaire, dont la première soirée (Alma de Noche, Sapho, Lili Boniche, Cheb Mami) est articulée autour de la finale de la Coupe d'Europe de football. Le samedi 27 juin, découverte de Karim Kacel et Lili.

Tél. : (1) 48-31-75-53 ou 20-54-25-84.

Rennes Les Tombées de la nuit.

De 3 au 11 juillet
Il y a de tout aux Tombées de la nuit, du Mozart, un opéra mandingue (Waranda, le 7 juillet), une soirée Tsiganes du monde (Inde, Turquie, Egypte, Hongrie, le 11 juillet), un cocktail d'accordéon diatonique (le 9 juillet, suivi d'un récital de chants de marins, par les chanteurs américains de Mystic Sea-

VOTRE TABLE CE SOIR

« Ambiance musicale en Orchestre - P.M.B. : prix moyen du repas - J.-H. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9 42-78-22-90-41 Climatisé	FDIM, Lundi soir 42-20-37-85 et 42-22-21-56	FRUITS DE MER, CARTE 100 F. Menu de la mer, le soir, 150 F.T.C.
---	---	---

RIVE GAUCHE

NOS ANCIENS LES GAULOIS 46-33-66-07 et 64-12-39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4
Climatisé

LE SYBARITE 42-22-21-56
Fruits, midi et dim.
42-22-21-56

SRI RAM 15, rue Jules-Chartain, 6
F. midi, midi
42-22-21-56

RESTAURANT THOUVENEL 47-45-49-75
75, rue Saint-Denis, 7

Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu à 180 F. tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. 180 F. midi et soir.

AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, Maison du XVI^e s. 100 F. d'affaires, dîners aux chandeliers. CUISINE TRADITIONNELLE. Menu à 160 F. SOIRÉE ALICE en fin de semaine.

123 N 30. Spécialité TANDOORI, CURRY, BIRIANI, Menu midi 49 F et 69 F. Soir 99 F. 15, rue Jules-Chartain, 6. F. midi, midi

Spécialité de croustis de saumon et de croustis au croustis de saumon. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dîn. services continus de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier.
HOUTERS toute l'année.
POISSONS DU MARCHÉ.
Plats traditionnels. Vins à découvrir.
DECOR et brasserie de l'opéra.
TERRASSE ENSOULEILLÉE
T.J., de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

port), des sonneurs de Bretagne (Noces Jersais, le 10 juillet), le trio malien de Soukatta Kote, la chanteuse asturienne Equidat Rares avec Bernardo Sandoval et Marc Anthony (le 6 juillet). Et surtout, les Tombés de la nuit, qui sont un grand rendez-vous, témoignent de la vitalité de l'Ouest français.

Tél. : 99-79-01-98.

Pézenas

Hommage à Bobby Lapointe

Tous les jours à partir du 11 juillet. Il était né à Pézenas, Avanie et Frumboise, la Maman des poissons nous sont restés. L'enfant du pays est un enfant chéri et choyé, et il est mort il y a tout juste vingt ans, il aurait eu en avril soixante-dix ans. Commémoration à la bonne franquette.

Avignon

Festival d'Avignon

Du 10 juillet au 3 août. Les musiques traditionnelles sont depuis longtemps mises en valeur par le prestigieux festival de théâtre. Cette année, le festival redonne la barre des commémorations du cinquième centenaire en amenant en France des éléments trop oubliés dans la cohorte des manifestations hispaniques : les Indiens et les Noirs d'Amérique latine. Récits, musiques et danses traditionnelles du Mexique : danses quezales, les 12, 16 et 20 juillet, danse des Negritas, de las Maras y Cristianas, les 15, 18 et 21 juillet par les Totonques de Papantla ; danse de la Pluma par les Zapatistas de Santa-Ana-del-Valle (Oaxaca), les 13, 17, 19 et 22 juillet ; danse de Fucula par les Seris de Puente-Checa, danse del Venado par les Mayas d'El Chichón, les 24, 26, 28 et 30 juillet ; danse Arallan et danse del Toro par les Tephehan de la région de Durango, les 25, 27, 29 et 31 juillet. Au chœur des Chérens. Du Venezuela, le Teatro Negro de Barlovento, les 11, 13, 16 et 18 juillet ; le groupe Maderin de Caracas les 12, 15, 17 et 19 juillet. A la faculté des sciences. De Cuba, groupe traditionnel de Trinidad, les 20, 21, 22, 23 et 24 juillet ; le groupe Guillermina Mendez de Santiago-Cuba, les 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 juillet. A la faculté des sciences.

Tél. : 90-82-67-08 ou (1) 48-74-89-88. Tél. : 87-88-14-15.

Nantes

Festival d'été

Du 7 au 12 juillet. Le plus fou et le plus d'été en matière de musiques du monde, tous les continents, des découvertes et des stars dans le château des Ducs, Gals d'été, la Cité de la recherche pour le sida (du 7 au 12 juillet), le 7 juillet, avec deux groupes de percussions (les Maîtres Tambours du Burundi, le bagad d'Auray, les Bretons d'Olodum, l'italien Carlo Rizzo, le Ciro Steel Band d'Antigua...). Le 8 juillet, soirée canaille, Vajras, des serbo-croates de Tchecoslovaquie et Chymes, des Slovaques de Hongrie. Le 9, les Chérens de Quilapayun, les Nyongolles d'Israël, les chanteurs de gospel américains Friendly Travellers. Le 10, traditions indiennes du Mexique (voir Festival d'Avignon). Le 11, soirée Louisiane, les femmes percussionnistes du Pamir (Tadjikistan). Le 12, clôture jusqu'à l'aube.

Tél. : 40-47-81-77.

Saint-Charlier

Rencontre internationale des luthiers et maîtres sonneurs

Du 11 au 14 juillet.

La plus folle des rencontres de musiques traditionnelles françaises. Mille sonneurs côte à côte, de la vielle à roue à tous les coins de rue. Concerts improvisés par les virtuoses du genre.

Tél. : 54-04-09-88.

Paris

Paris, quartier d'été

Du 11 juillet au 9 août. Eclectisme pour Paris en été, entre théâtre, cinéma, musique, spectacles de rue. Pour les musiques du monde : les 11, 12 et 13 juillet, l'équipe du monde, de l'Inde à l'Espagne, à l'Opéra-Garnier (Pedro Bacca, Tarrat de Maldouk, musiciens du Rajasthan...). Les excellents compères du groupe reconstitué de Paris Musette (débordant sous le label La Lichère) animent le Kiosque à musique du Luxembourg (les 14, 15 et 16 juillet), le Passage du Nord-Ouest (du 11 au 21 juillet, sauf le 19), et un bal au parc de La Villette, l'année de Madagascar (les 17, 18 et 19 juillet), l'année de l'Inde (les 21, 22, 23 juillet), les Maîtres Tambours du Burundi (les 24, 25 et 26 juillet), l'accordéoniste italien et virtuose Ambrogio Sparaco (les 28, 29 et 30 juillet), Il Gruppo Operaio et Zizi de Naples (les 31 juillet, 1 et 2 août), Ados y sus Valientes de la région frontalière entre le Venezuela et la Colombie (du 4 au 6 août), le groupe brésilien Olodum (les 7, 8 et 9 août).

Tél. : (1) 40-28-40-33.

Montluçon

Montluçon : Festival des musiques traditionnelles et mélangées

Les 17, 18 et 19 juillet. Soigné, heureux, concocté par la dynamique AMTA (Agence des musiques traditionnelles en Auvergne), le festival de Montluçon prône le choix à la profession. La Squadra di Canto Popolare Valpovera, gnoise, polyphonique et drôle, Steve Waring et son big-band d'enfants, les Récits et l'azimut de Ty Jaz, les chanteurs corses de Tavagna, les originaux d'Uine aube passe.

Tél. : 70-08-00-16 poste 1708 ou 1712.

Lorient

Festival interceltique

Du 7 au 18 août. Deux cent cinquante mille spectateurs, deux cent cinquante artistes, quatre mille cinq cents spectacles : le festival de Lorient prône le choix à la profession. Le 7 août, les Bretons de la mer. Entre-temps, il y a les pubs, les très populaires concours de bagad, mais aussi des irlandais adeptes du rock a'roll, Gilles Servat ou l'Oyster Band ou Murray Head, Erik Marchand ou une grande nuit de la country. Le jour, les jeunes gens jouent du pin-whistle ou de la gaita dans les rues de la ville reconstruite.

Tél. : 87-21-24-29. Minut : 3818 AZI-MUT.

Parthenay

Festival de musiques traditionnelles et mélangées

Du 22 au 28 août. Public convaincu, stages pour amateurs passionnés : les journées et soirées complémentaires imaginées avec bonheur par l'U.P.C. (Union pour la culture du Poitou-Charentes) se déroulent cette année dans plusieurs sites en Gâtine, avant de revenir à Parthenay. Philippe Bruneau jouera de l'accordéon diatonique à la collégiale de Saint-Marc-La-Lande (le 20 août), le duo d'accordéon

Les Francolies

L'honneur de la chanson



Jean Balfiori



Jane Birkin

LA ROCHELLE est depuis sept ans le fief de la chanson française, à la veille du 11 juillet. Fête populaire où le blanc frais et les hutes en terre font partie du jeu. Les Francolies, créées par un homme de radio (de nuit), Jean-Louis Foulquier, ont l'esprit de famille, le doublet enveloppement de la robe de copains, d'enfants, de fils et de filles prodiges nés de la philosophie francophone. Relays par « Polan » (tous les soirs sur France-Inter du lundi au vendredi de 20 heures à 21 heures), les « Francos » sont en passe de devenir le seul vrai festival de chansons de l'été français. Elles sont aussi un décalage à Montreuil, après un passage philanthropique en Bulgarie.

Les Francolies ont leurs chouchous, et en général, ce marché pour eux : Nilda Fernandez aujourd'hui, Catherine Lara toujours, Bernard Lavilliers, Renaud, Maurane... Les amies, éphémères au jour le jour, sont prestigieuses. Le 11 juillet : la Basque Palo Serbielle, qu'on aimerait moins bavard, Nilda Fernandez, Sara Mandiano, Bernard Lavilliers, Alain Chamfort, et la création des Romançes de Catherine Lara, avec une flopée de stars (Maurane, Sanson, Lavoie, Cocciante).

et orchestres symphoniques. Sans oublier la conférence-chanson, rappel du dix-neuvième siècle chantant, d'Hélène Hébert et Serge Hureau, « Si Sarranger m'était conté », qui s'est tenu un beau succès au Printemps de Bourges. Le 12, Jil Caplan, que l'on espère mieux en voir, Karim Kacel, Bill Deraime, Lavilliers et deux filles conviviales, celle de Catherine Couture, avec Alain Bashung, celle de Stéphane Eicher avec Paul Personne et Manu Katché. Le 13, MC Soler, Renaud, Geoffrey Oryema, Tangofon, Lavilliers, comme Mer, Renaud, Chanson Plus Bifluorée et une fête afro-rap autour de Manu Dibango. Le 14 juillet, soirée New Orleans Review. (voir Nuits blanches pour musiques noires des Îles du-Pituit, Sepho, Angélique Kidjo et... Aznavour. Le 15, Birkin, Enzo Enzo, Arthur H, Jean Guion, les Nouvelles polyphonies corse, Luc de Larocheville. Le 16 : Au-Père Jean Leloup, FFF et la Fête à Jacques Higelin avec les Zap Mama. Il en manque peu.

* Francolies de La Rochelle, du 11 au 16 juillet. Rés. : (16) 46-50-35-77. Minitel 3615 code Vols.

Chimarra, A Toulouse (du 31 août au 5 septembre), Fadel et Salimati. A Pau (du 7 au 12 septembre), A. Salimati (du 14 au 19 septembre) la Vierge Nagra, Fadel et Salimati. A Nantes (du 21 au 26 septembre) les V.P.P. Retour à Paris prévu pour la mi-octobre.

Tél. : (1) 43-39-35-82 ou (1) 48-08-08 (répondeur). Minitel : 3815 Rocklines.

Etranger

Amsterdam

World Roots Festival 82

Du 19 au 27 juin. Huit jours de concerts au centre Meisweg, quelques soirées à ciel ouvert, avec cinéma et ateliers musicaux à l'appui. Au menu 1992, voix de Russie (Baba Yaga), de Mongolie (Tuva Singers), le Super Rail Band de Bamako, les African Jazz Pioneers de Johannesburg, les Belgo-Zairoises Zap Mama, et le superbe Soudanais Abdel Gadir Salim.

Tél. : (18) 31 20-24-84-82.

Grenade (Espagne)

Festival international de musique et de danse

Du 19 juin au 5 juillet. La programmation de musiques traditionnelles de ce festival consacré à la musique classique et à la danse est cette année dédiée à la méditerranée : chants byzantins et sépharades, tradition de la communauté d'origine juive espagnole d'Istanbul, flamenco, joueurs de oud et de guitare. Une programmation proche de celle du Festival de danse de Montpellier.

Tél. : (18) 34-50-26-74-42.

Berlin

Heimatlänge'92

Du 1^{er} juillet au 30 août. Sur l'emplacement de Tempodrom berlinois, dans des lieux de culture multi-musique, un panorama complet des musiques afro-

cubaines, latino-caribéennes, etc. Zouk, salsa, merengue, cumbia, soca, mambo : le festival (gratuit) du Tiergarten sera a priori dansant.

Tél. : (18) 49 30-9-81-15-74.

Québec

Festival d'été

Du 8 au 19 juillet.

Laurence Jalbert, Richard Seguin, Maxime Lefebvre, Julien Cloutier, Charles Couture, Maurane, Daniel Lavoie, etc. Tous les grands noms de la chanson se retrouveront certainement à Québec. Mais aussi des stars des musiques du monde, confirmées ou montantes, Baden Powell, les Têtes brûlées, Kanda Bongo Man, Bookman Ekpeyans, Touré Kaunda. Dix jours d'un des festivals les plus riches en programmation, déjà presque une institution.

Tél. : (18) 418-852-8200.

Miskolc (Hongrie)

Kalaka International Folk Festival

Du 11 au 12 juillet.

A deux heures de voiture de Budapest, ce festival de folk est un immense showcase pour artistes nationaux, presque tous venus des pays de l'Est.

Tél. : (18) 36 1-117-84-88.

Falun (Suède)

Falun Folk Festival

Du 15 au 18 juillet.

Festival à base de jams sessions prolongées, où cinq cents étudiants suivent des cours de musique traditionnelle suédoise. Japonais joueurs de tambours, danseurs orientaux, cumbia colombienne (Toto La Momposina), la Louisiane, l'Égypte, l'Afrique du Sud.

Tél. : (18) 48 23-1-90-42.

Reading (Grande-Bretagne)

Woman Tenth Anniversary Festival

Du 17 au 19 juillet.

Dix ans déjà : le prince des festivals de world music, le Woman (World Organisation of Music, Art and Dance) commémore son entrée dans la cour des grands avec une affiche prestigieuse. Le 17, Sheila Chandra, Indo-Pakistanaise de Londres. Le 18, la Franco-Belge Angélique Kidjo, les Tambours du Burundi, Courtney Ome et les Bretons d'Olodum, plus une nuit de gala regroupant des protégés du label Realworld : Vusi Gqesha, Teemu Quartet, et des découvertes venues des quatre coins du monde. Le 19, Self Keita, Jonathan Richmond. Mais les groupes et les stars viennent ici par dizaines. Grande baroque garantie.

Tél. : (18) 44 225-74-40-44.

Boechout (Belgique)

Stinks Festival

Du 24 au 27 juillet.

Près d'Auvray, dans un parc bien sûr, le Stinks Festival a des vives larges, du mystère des voix bulgares à la jeune Bretonne Marina Monte, en passant par le Rail Band de Bamako, les Tringues romaines du Tarrat de Haridoul, Eli Boniche, l'African Jazz Pioneers, Zap Mama.

Tél. : (18) 32 3-485-8944.

La sélection « Chanson » et « Musique du monde » a été établie par : Véronique Montaigne

"LA CITÉ
HISPANO-AMÉRICAINE,
LE RÊVE D'UN ORDRE"

Exposition
26 mai - 30 juin 1992

INSTITUTO CERVANTES
7, rue Quentin-Bauchart
Paris (8^e)

Du mardi au samedi,
de 12 h à 19 h 30
Entrée libre.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

DANSE

BALLET
CULLBERG
MATS EK
ETRES LUMINEUX
création
VIEUX ENFANTS

16, 17 ET 18 JUIN A 20H30
FRANÇOIS
VERRET
OU COMMENCER ?
création

LOC. 42 ■ 22 77
■ PL. DU CHATELET PARIS 6^e

ROBERT SOLÉ

ROBERT SOLÉ
LE TARBOUCHE
roman

Editions du Seuil

théâtre
bastille
David Warrilaw

L'INQUISITOIRE
de Robert Pinget
mise en scène Joël Jouanneau
coproduction
Théâtre Vidy-Louise
Eldorado
19-21 rue de la Roquette 75011 PARIS

GALERIE ARIEL
Peintures
R.E. GILLET
GALERIE ARIEL
Sculptures

LA DANSE
EST UNE
DECLARATION
D'AMOUR

RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

DANSE

Tête baissée, tel le taureau devant la muleta, les festivals de danse livrent à l'Espagne. A la vie, à la mort. Le spectateur en réchappera-t-il ? Avignon aurait pourtant eu le droit de priver des spectacles labellisés « Séville Expo '92 ». Comme tous les ans, des incassables, des outsiders viendront chiper la vedette aux sévillanes ou aux transes des derviches tourneurs bektachis. On ne saura plus où donner de la tête. Et, encore une fois, l'euphorie de l'épousement, ce symptôme bien connu du festivalier, nous donnera l'illusion d'être au cœur des choses. C'est alors qu'on prend à rêver d'un voyage au Groenland !

ILE-DE-FRANCE

Paris

Festival de la butte Montmartre

Du 12 juin au 4 juillet

Fest de danse et des quasi-inconnus pour interpréter le thème du festival : « La découverte du Nouveau Monde ». Ami Gannon, chorégraphe américain, qui travaille en Belgique, vient avec *Milk*, une pièce qui s'en prend à l'absurdité des comportements alimentaires ; puis, avec *Alain*, une pièce qui s'en prend à l'absurdité de la danse avec les Indiens (les 13, 14 et 15, Théâtre 18, 21 heures).

Festival de la butte Montmartre, 14 bis, rue Saint-Jacques 75006 Paris. Tél. : 42-62-46-22.

BOURGOGNE

Centre

Sens

Festival de Sens

Du 26 juin au 4 juillet

Pour sa deuxième édition, le Festival démarre par des projections et des conférences sur la danse, qui seront suivies d'une soirée blanche de Jorge Donn, qui fut le grand soliste de Maurice Béjart. Il donnera un solo sur de la musique de bande dessinée et interprétera aussi l'incroyable *Roberto*. Jorge Donn a également invité le jeune Ballet de France et le couple Karina et Roberto Bachi (le 4, Palais synodal, 22 heures).

Synodale, 5, rue Négrier 89100 Sens. Tél. : 86-64-15-27.

PROVENCE-ALPES

Côte d'Azur

Aix-en-Provence

Festival d'Aix-en-Provence

Du 11 au 23 juillet

Ginette Escoffier, qui veille dorénavant sur la destinée du Festival d'Aix, est une fidèle : elle aime inviter régulièrement les compagnies auxquelles elle croit, les jeunes de préférence. Ainsi nous retrouvons Michel Kichmann avec des morceaux choisis de son répertoire (le 13, à 22 heures, Ecole normale), *Lame de fond* de Brumachon, une création, devrait emporter l'adhésion de ses fans (le 15, à 22 heures, au Val de l'Arc). Citons aussi Philippe Tréchet, la compagnie espagnole Mecca, Christian Bourguignon, The Passions

Dance Company. On entend déjà dire beaucoup de bien du projet de ne de compagnie Castañeda, *Opus 675 W* (le 21, place d'Alberty, 19 h 30). Il y a aussi de la danse classique représentée par le Grand Ballet de Moscou, et un petit coup de champagne à la magie de Fred Astaire dans *Top Hat*.

Bureau du festival, Espace Carlie, Cours Gambetta, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : (04) 42-63-06-76.

Avignon

Festival d'Avignon

Du 10 juillet au 3 août

Que de danse ! Que de danse pour le plus grand festival de théâtre du monde ! Une programmation magnifique que l'on doit attribuer à l'inspiration créatrice de cet art qui se communique par l'exposition de Séville aux grands chorégraphes. Citons donc les têtes d'affiche Avignon/Séville : *Événement 92* de Bourvieu/Obedias est accueilli avec leur magnifique *Une femme chaque nuit/Voyage en grand secret* (du 10 au 12 juillet, à 21 h 30, Théâtre municipal) ; le dernier cru Galliot, dans sa série des mythes réactualisés, la *Légende de Don Juan* (du 23 au 26 juillet, à 22 heures, Palais des papes) ; Anne Teres de Keenmaker se déplace avec l'Orchestre des Champs-Élysées, sous la direction de Philippe Hérois, pour des concerts, sur des musiques de Mozart (du 30 juillet au 1^{er} août, à 22 heures, Palais des papes). Ensuite, dans le cadre d'une programmation confiée à Françoise Letellier, directrice des Géméaux, à Soaux, celle-ci propose un patchwork de styles : Francesca Lazzarini et Hélé Robbe (les 11 et 13, à 19 heures, Gymnase Aubanel), Michèle Anne de May (le 15, à 19 heures, gymnase Aubanel) ou José Naji, en création, avec les *Échelles d'Orphée* (les 15, 16 et 17, à 21 h 30, Théâtre municipal). Citons aussi les Rencontres exceptionnelles, une innovation de l'année, qui ont pour but de créer un événement qui ne se reproduira pas : Michèle Anne de May à Soaux, puis cette fois-ci sur des scènes pour chœur (le 17, à 19 heures, Gymnase Aubanel), Daniel Lemoine Rte les dix ans de sa compagnie Astréban avec des morceaux choisis (le 21, à 21 h 30, Théâtre municipal), Hélé Robbe et Eric Lamoureaux, deux qu'on s'accorde à reconnaître, s'essayer à une sorte de conte « complot » de leur travail (le 24, à 21 h 30, Théâtre municipal) et la fine Mathilde Monnier rend hommage à son professeur, Viola Farber, avec Louis Sclevis et Henri Texier, une musique (le 29, à 21 h 30, Théâtre municipal). Ce programme contemporain de la danse et l'originalité de son esprit, voire sa fantaisie, nous réservent souvent de

pendant toute la durée du festival, de danses des Indiens du Mexique, et de danses noires du Venezuela et de Cuba : prendre le chemin du cloître des Célestins et de la faculté des sciences, (Le Monde publiera le 8 juillet, daté du 9, un supplément consacré au Festival d'Avignon.)

Location par correspondance : Festival d'Avignon, BP 482, 84006 Avignon cedex ; sur place : Office du tourisme, 41, cours Jean-Jaurès ; par téléphone (du 9 au 30 juin) : (06) 40-02-61-78. À partir du 1^{er} juillet : 80-86-24-63. Par Minitel : 2615 code AVIGNON ou 3615 code FRAC.

Carpentras

Festival de Carpentras

Du 8 juillet au 7 août

Et pourquoi pas du folklore ? C'est le choix de Carpentras pour 1992 : Ballet national d'Arménie (le 17 juillet, 21 h 30), Ballet folklorique grec (le 31 juillet). Et dans un genre fort différent, le Tokyo Ballet (les 6 et 7 août).

Festival de Carpentras - BP 113 84204 Carpentras cedex. Tél. : 80-83-48-36 ou par Minitel 36153616 ARTS.

Châteauneuf

Festival de Châteauneuf

Du 3 au 28 juillet

L'ouverture se fait avec l'un des spectacles les plus attendus de l'été, celui d'Angelin Preljocaj : *Le Feu du monde*, une pièce inspirée par un voyage dans le désert du Sinaï (les 3 et 4, à 22 heures, amphithéâtre). Autrement, ce festival, avant beaucoup d'autres, a compris que l'éclatance était nécessaire pour attirer le public de la région. Points forts : *Ceremonies* de Karine Saporta (le 13, 22 heures, Théâtre couvert), le magnifique *Tour de Catherine Diverres* (le 16, à 22 heures, Théâtre couvert), *Saint Georges de Régine Chapiot* (le 21, 22 heures, amphithéâtre). Trois spectacles qui ont compté dans la saison passée. On attire votre attention sur la Hongroise Yvette Borsik dont on avait beaucoup aimé l'originalité du solo qu'elle présentait. Il y a cinq ans, au Théâtre de la Bastille, à Paris : sa compagnie s'appelle The Collective of Natural Dancers (le 19, Théâtre couvert, 22 heures). Un nom qui laisse supposer le meilleur... Rappelez-vous *Maguy Martin avec Corine* (le 15, à 22 heures, amphithéâtre), *Samuel Scarpone* qui rend hommage à Don Quichotte (le 18, à 19 heures, Théâtre couvert), et la compagnie Corte Scorta (le 21, à 19 heures, Théâtre couvert).

Théâtre/Châteauneuf 83190 Ollioules. Réservations : 84-24-11-76.

Vaison-la-Romaine

Festival de Vaison-la-Romaine

Du 14 au 27 juillet

Une tête d'affiche : Carolyn Carlson en création (le 16, Théâtre antique, 21 h 45). Autour de l'Américaine, un axe hispano-américain : Compagnie Tancien, Mercedes Rosendo et Francisco Llorens, Compagnie Jackie Taffanel (le 20, Théâtre du Nymphé, 21 h 45). Des Espagnols et la tradition : la Compagnie El Gufo dansera des sévillanes (le 24, place Montfort, 18 heures) et du flamenco (le 25, Théâtre antique, 21 h 45).

Mémoires : tél. : (04) 90-36-06-26, poste 132.

Aquitaine

Midi-Pyrénées

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Montpellier

Montpellier-Danse

Du 24 juin au 11 juillet

À l'inverse des autres festivals, Montpellier-Danse est une manifestation qui porte, de plus en plus, la marque de son directeur Jean-Paul Montané. Sa connaissance de la danse et l'originalité de son esprit, voire sa fantaisie, nous réservent souvent de



Angelin Preljocaj.

THIERRY VALÈS/ENGUENARD

bonnes surprises non consenties. Ainsi, à Montpellier, pour 1992, d'avoir à sa manière un point de vue sur la fameuse année 1492 en Espagne : il met en avant les cultures des pays méditerranéens qui furent accueillies, le diaphane juif, Chant, danses et musiques de Turquie (les 30 juin, 2, 7 et 11 juillet) sous la responsabilité artistique du fidèle Kudi Erguer, traditions musicales des juifs sépharades (Reinette l'Ornaïse, Lili Bouiche et Line Monty, le 24 juin, en ouverture, Opéra-Comédie, à 21 heures) et danses contemporaines d'Israël (le 29 juin, les 6 et 7 juillet), Catherine Clément, qui a écrit l'odyssée d'une grande figure féminine de cet art, La Senora organise des conversations sur le thème : « 1492-1992, Cinq siècles de fidélité » (le 1^{er} juillet, le Clavier, de 10 à 18 heures). Karine Saporta s'est également inspirée de la vie étonnante de La Senora pour une chorégraphie nommée (les 3 et 4 juillet, cour Jacques-Cœur, à 22 heures). Afin de continuer le travail entrepris, le dernier, sur les mémoires, Doug Elkins, chorégraphe new-yorkais, revient en résidence à la Paillade. Il créera une œuvre avec les jeunes du quartier et présentera deux créations propres à sa compagnie (le 10 juillet, chât La Paillade, à 21 heures). Trois lieux de série capables de remplir toutes les salles : Trisha Brown, en résidence depuis six mois au Centre chorégraphique de Baguet, créera avec la compagnie de ce dernier et la sienne une pièce qui fera forcément sensation (les 25, 26 et 27 juin, à 22 heures, cour des Ursulines) ; William Forsythe vient avec deux pièces très belles de son répertoire, dont le célèbre *Energy in Figure* (les 1, 2 et 3, Opéra Berlioz/Corum, à 21 heures), et les Sankal Juku distilleront le venin d'un buto planant (les 8 et 9 juillet, cour Jacques-Cœur, à 22 heures). N'oublions pas le Grand Ballet classique de Moscou dans le *Lac des cygnes* (le 26 juin, cour Jacques-Cœur, à 22 heures), Goshé Paté, chanteuse et danseuse, fera une création mondiale qui porte le même titre que son CD : *Goshé*. Les fans se presseront nombreux ! (les 9, 10 et 11 juillet, Opéra-Comédie, à 21 heures).

Festival de Montpellier, location à partir du 12 mai 1992 : hall de l'Opéra-Com.

di de Montpellier, 34000 Montpellier. Tél. : 67-80-80-80. Minitel 3615 THEA, puis tapes

Périgueux

Festival du mime de Périgueux

Du 3 au 12 août

Le mime annexe les formes théâtrales de la danse. En ouverture, cartésien, l'Américain Kazuo Ohno dans le non moins célèbre *Argentine* (le 3, La Visitation, 22 heures) ; la Hongroise Yvette Borsik arrive avec sa compagnie Collectif Natural Dancer (du 4 au 8, Le Palace, 19 heures). Catherine Sagat, récemment apparue sur les scènes françaises, est là avec *Châliers in Otero* (le 3, à 22 heures, La Visitation). Et pour finir, une Boïe, souvent remarquée pour la qualité de son travail : Mossox (le 12, Centre culturel Boulevar, 19 heures). Une programmation variée, très assurée sur l'état de santé de la danse et l'ouverture d'esprit des programmistes.

Festival international du mime. À partir du 1^{er} : Tour Mataguerre-Place France, 24000 Périgueux. Tél. : 53-33-33-33.

Étranger

Italie

Rome

RomaEuropa 92

Du 22 juin au 22 juillet

Démarrage en flamenco, comme il se doit, (du 22 au 28 juin, villa Médicis), immédiatement suivi par Béjart qui a écrit un duo pour deux étoiles supérieures, Sylvie Guillem et Laurent Hilario, inspiré de *l'Après-Midi d'un faune* de Jerome Robbins. Il créera aussi *Epizodes*, sa première mondiale (du 30 juin au 1^{er} juillet, villa Médicis). Ensuite, Trisha Brown, en provenance de Montpellier, vient avec ses danseurs et ceux de Dominique Baguet (du 8 au 12 juillet, villa Médicis) et Carolyn Carlson chorégraphie le mois : 20 au 22, villa Médicis.

RomaEuropa, via Salaria 00187. Tél. : (06) 38-888-41-308

Festival d'été des châteaux du Trentino

Du 21 juin au 21 septembre

C'est très chic, les paysages superbes et les châteaux garantis d'époque. Le dossier de presse pèse un kilo, le programme, établi sur trois mois, est considérable. Il comprend pour la danse des compagnies comme Ris et Danceries avec Francine Lancelot et Ann Yeps qui ont reconstruit les danses des cours espagnoles du dix-septième siècle. Probablement quand on sait que dans les danses françaises de la même époque, l'espagnol est l'ennemi, l'affrancisé, que les hommes désirent : on se souvient d'Ape ! Le rôle était tenu par Ann Yeps, qui était très convaincante.

Pour tous renseignements, tél. : 0451 887800.

CANADA

Toronto

Canada Dance Festival

Du 26 juin au 4 juillet

Toutes les compagnies canadiennes et québécoises sont invitées : Dancemakers, Desrosiers Dance Theatre, Tod Robinson, Peggy Baker, le Toronto Dance Theatre, Susan McKenzie with the Polka Dogs, Ottawa Ballet, Karu Jamieson, Daniel Desnoyers. Enfin, bref, ils sont tous là, avec des débats, des rencontres, évidemment.

Pour tous renseignements, tél. : (01) 91-98-5051.

La sélection « Danse » a été établie par : Dominique Fréret

CENTRE INTERNATIONAL DE BAGNOLET POUR LES ŒUVRES CHOREGRAPHIQUES • SEINE SAINT-DENIS

LA DANSE C'EST UNE DECLARATION D'AMOUR

IIIèmes RENCONTRES CHOREGRAPHIQUES INTERNATIONALES DE BAGNOLET
11 PAYS, 17 COMPAGNIES, DU 9 AU 14 JUIN 1992
MC 93 - BOBIGNY : 48 31 11 45
Seine Saint-Denis Conseil Général
MARITHE & FRANÇOIS GIRAUD
SACD ADAMI

SPECTACLE D'USHIO AMAGATSU, PRESIDENT DU JURY : DU 17 AU 19 JUIN 1992.

SOLÉ

RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

THÉÂTRE

Dans toute la France, les acteurs se préparent à affronter le plus aimable des publics : les vacanciers. Événements foisonnants, de très haute qualité souvent, ou simples outils de recyclage des succès de la saison parisienne dans des paysages plus souriants. Record d'apparition, contesté, au « Ruy Blas », créé cet hiver aux Bouffes du Nord par Georges et Lambert Wilson, qui — presque — partout cet été.

Alès

Paroles d'Alès

Sixième édition du rendez-vous des conteurs dans la grande tradition orale. Faire un concours de joutes oratoires et de lectures languedociennes (19) et nigardaises (20), trois récitals de vers : Alex Métey (17), Henri Gougard (18) et Smolin (20). Et chaque jour, dans les cafés de la ville, l'« apéro conte » à 19 h 45.

XV^e Festival du jeune théâtre

De 2 au 23 juillet. C'est tout près d'Avignon, presque aux mêmes dates, et dans un rendez-vous cherement intéressant. Il mêle des valeurs de la scène à la génération des « jeunes », comme Xavier Durringer, qui présente *Une envie de tuer sur la route de la langue*, le 20, ou Guy Béraud, avec son *Balthazar Théâtre*, le 23, dans *Chaque étranger prometteur* (les Petites de Barcelone avec *Drôle d'histoire*, le 13, la *Compagnie* de Luca Nanni, le 18).

De 2 au 23 juillet. C'est tout près d'Avignon, presque aux mêmes dates, et dans un rendez-vous cherement intéressant. Il mêle des valeurs de la scène à la génération des « jeunes », comme Xavier Durringer, qui présente *Une envie de tuer sur la route de la langue*, le 20, ou Guy Béraud, avec son *Balthazar Théâtre*, le 23, dans *Chaque étranger prometteur* (les Petites de Barcelone avec *Drôle d'histoire*, le 13, la *Compagnie* de Luca Nanni, le 18).

Angers

Festival d'Anjou

De 2 au 23 juillet. L'un des trois festivals d'été dirigés par le toujours bouillant directeur des Bouffes-Parisiens et ci-devant acteur, Jean-Claude Béraud. Il se met en scène lui-même dans la *Jeunesse* de Sacha Guitry, aux côtés de Caroline Sihol et Bernard Alane; ce ne sera pas triste (4/5). Jacques Villieret n'en fait pas de promettre sa *Contrebasse* (6/7) et la divine Anouk Aimée ses *Love Letters*, superbement envoyées à Bruno Cremer (11/13). Le local de l'événement, l'ancien cinéma, met en scène le *Château de paille* d'André Gide (19/16), et les Wilson père et fils ferment le bon avec *Ruy Blas* (21/23).

Hôtel du département, 84, rue Saint-Amand, 49100 Angers. Tél. : 41-88-14-14.

Aubagne

Festival d'Aubagne

De 27 juin au 4 juillet. Huit jours pour « mourir de rire ». Ça commence avec Jango Edwards en plein air (27) et ça s'achève avec Alex Métey (4). Entre ces deux pôles, le canadien Jici Languan, Anne Roumanoff (« Rien à dire », sur France-Inter), Rufus, Roland Magdane et Roméo Bouteille. Familial.

Hôtel de ville, 13677 Aubagne Cedex. Tél. : 42-71-19-15.

Bussang

De 28 juin au 30 août. Une sorte de « festival » parmi les rendez-vous estivaux. Bussang, son théâtre — dur et sa tradition ouvrière. Dans les

maisons du jeune philosophe au talent érotique François Rancillac, qui présente cet été *L'Amphitryon*, de Molière, avec ses comédiens habituels, comme Olivier Ty, Elisabeth Menez et Danièle Schindler.

Théâtre de Bussang, 88540 Bussang. Les vendredis, samedi et dimanche uniquement, à 16 heures. Représentation supplémentaire le 28 août, à 20 heures. De 40 F à 80 F. Tél. : 29-61-80-48.

Chalon-sur-Saône

Chalon dans la rue

De 10 au 11 juillet. Six jours et six nuits au cœur de la ville, qui comptent parmi les meilleurs spécialistes de ce genre, dans lequel Chalon est passé maître. Elles viennent de toute l'Europe et investissent toute la ville. Elles sont architecturées et totalement inconnues. Une invitation à la fête qu'il ne faut pas manquer.

Chalon dans la rue, 16, rue de la Motte, 71100 Chalon-sur-Saône. Tél. : 85-48-08-22.

Château de Carrouges

Play Time

De 2 au 5 juillet. La Comédie de Caen prend ses quartiers d'été dans le splendide château de Carrouges, au cœur de l'Orne, et organise les « Rencontres de théâtre de langue anglaise ». Dans la cour du château, Michel Dubois reprend sa mise en scène de *La Tempête* de Shakespeare. Dans les divers lieux de spectacle, on découvre le Liverpool Lunchtime New Writing Theater avec *Full from Grace*, la première traduction et mise en scène d'une pièce de Nick Dear, *The Art of Success*, un parcours dans la dramaturgie anglaise contemporaine (Howard Barker, Harold Pinter, Joe Orton...) et *Pia Libre*, d'après Jack London, une pièce de Jean-Marie Fria présentée en français dans la mise en scène de l'auteur et en anglais par le *Deep Action Theater*.

Comédie de Caen, théâtre d'Hérouville, BP 94, 14023 Hérouville Cedex. Tél. : 31-85-85-00.

Gavarnie

VIII^e Festival des Pyrénées

De 16 au 26 juillet. Une entreprise originale qui, chaque année, réunit des milliers de spectateurs à 1400 mètres d'altitude dans un site exceptionnel. L'édition 1992 attaque au mythe de Faust en s'appuyant sur une traduction condensée de l'œuvre de Goethe, sur diverses partitions de Berlioz, dont *Le Damour*, et sur les chorégraphies originales de Caroline Maréchal. Sous la direction du metteur en scène français l'un des comédiens, des chanteurs, des danseurs, professionnels ou en formation, au Chantier-Théâtre.

Offices du tourisme de Gavarnie. A partir de 18 heures chaque soir. De 60 F à 100 F. Tél. : 88-82-49-10. A Paris, le Chantier-Théâtre. Tél. : (1) 42-70-88-38.

Langues

Festival de poésie du haut Allier

De 15 au 19 août. En route pour la Russie. Quatre créations : *Pouchkine (les Poèmes dramatiques)* par Agnès Alais et Jean Lecomte (Région Châtaignier), *Maïakovski (Comment ça va?)* par Agnès Alais, par Laurent Pelly; *Kamou (l'Histoire du soldat)*, par Pascal Elao; *Brook (le Procès d'un poète)*, par Camille Le Fol et Michel Rempoli. Deux lectures : *Poésies russes*, par Denis Lavent, et *Correspondances d'Ogou*, par Isabelle Hébrange et Christine Chazotte. Une soirée d'été consacrée au théâtre et à la poésie en compagnie de prestigieux intervenants et d'acteurs du Théâtre d'art de Moscou, des projections de films, des expositions, des rencontres... Hors des sentiers battus, une affiche exceptionnelle, autre coup de cœur.

Festival de poésie du haut Allier, 45300 Langues. Tél. : 71-77-28-77.

Mantilly

XVII^e Festival : Paysages

De 15 au 25 juillet. A 18 heures, les spectacles pour enfants : à 20 heures, soirées de théâtre et de musique; à 21 heures, troupes de rue et de chanson. Éclatante pour cette manifestation sélective. Au programme : *Le Chien d'Ulysse*, d'Édouard Dault, Joël Lecomte, Arlette Namand et Yves Raymond, mis en scène par Jean-Paul Wenzel (du 15 au 18); *Roméo et Juliette*, par le Footbale Team; *Le Théâtre* (17 et 18); le nouveau spectacle de Zoruto, *Le Trilobite des montagnes* (23). Ainsi que Claude Nougaro (21), Gilbert Gil (22) et Evin Jones Jazz Machine (24).

Tél. : 42-44-32-21. A partir du 1^{er} juillet au bureau du festival dans l'île. BP 215, 13680 Mantilly Cedex. Tél. : 42-44-38-40.

Moirans-en-Montagne

Déclic, festival international pour l'enfant

De 15 au 19 juillet. Une vingtaine de compagnies spécialisées et d'artistes singuliers qui font le travail le plus indispensable qui soit : montrer le monde, voire au très jeune public, le chemin des salles de spectacle. En vedette : la compagnie Verfol et Gustave Pading.

Offices du tourisme de Moirans. Tél. : 84-42-31-87. Moirans de Moirans. Tél. : 84-42-01-88.

Montpellier

Le Printemps des comédiens

Jeudi 11 juillet. Un événement arrivé à maturité qui fait la balance entre le commercial et le non-commercial et le *Continent* de Jacques Rancillac et l'édition pure. A l'affiche de cette sixième édition, un cycle tragique : création des *Perles* d'Eschyle, présenté en grec moderne par le Théâtre Attis (18/20); les *Arctides*, tétralogie grecque d'Aristotele Moschou et son Théâtre du soleil (27 juin/5 juillet); création d'*Oreste*, de Vittorio Alfieri, avec Maria Casarini, dans une mise en scène de Jean Giliotti (13 au 15 juin). Cyril Tournier présente sa *Trilogie de l'Antique* (création; jusqu'au 11 juin); Viviane Thibault, *Joe Bouquet*, Rue de Venise (création; 11/16); la compagnie Sciences 89, *Croque*, avec Richard Babin (20); Jean-Marie Bourg, *Don Juan revient de guerre*, de Horvath (création; 20/23); Christian Lige, *La Baïonnette de Sorat* (création; 24/28); Véronique Widock, *Hasard*, d'après Italo Calvino (création; 27/29). Gilbert Rouvière monte une nouvelle mise en scène de *Le Digne*, de Marivaux (création; 1^{er} juillet). Emile Aboulo-Mbo, *Bozeman* et *Lena*, d'Attilio Figini (création; 4/7); les Wilson père et fils donnent leur *Ruy Blas* (11/11).

Château d'O, 857, rue Saint-Priest, 34090 Montpellier. Tél. : 67-61-04-02.

Nanterre

Parade (s)

De 12 au 14 juin. Cirques et hâteurs investissent la ville

placée sous les ordres d'un starter chromé, le Cirque baroque, qui présente sa nouvelle création, *Nuit baroque*. En vedette américaine, le Cirque de Paris, les Elastomates, Ricky Amigos, le canion triplex d'Archives, etc.

Syndicat d'initiative, 4, rue des Marchés. Tél. : 47-21-88-42 ou 47-23-51-40.

Nemou

Capitale du cirque

De 3 au 28 août. L'École nationale du cirque Annie Fratellini s'installe en Limousin, dans l'un des plus beaux berceaux de la race chevaline anglaise. Deux camps adultes et enfants suivent les enseignements de deux stages internationaux désormais connus et servis par les meilleurs spécialistes du jonglage, de l'équilibre, du trampoline, du vol, du vol à cheval, acrobatie, manipulation et danse (2130 F sans hébergement, 3350 F avec. Premier stage : du 3 au 14 août; deuxième stage : du 17 au 28 août). Le grand public pourra assister à ces travaux ainsi qu'aux BP Rencontres cinématographiques des films de cirque (14 long-métrages, 33 courts-métrages, hommage à Laurel et Hardy et rétrospective des films tournés par Annie Fratellini).

Château de Nemou, 87000 Nemou. Tél. : 56-58-28-44.

Paris

VII^e Festival de la butte Montmartre

De 12 juin au 14 juillet. Musique, danse, expositions, vidéo, cinéma et, bien sûr, théâtre se disputent l'affiche de ce rendez-vous annuel, qui se consacre cette année à la découverte des nouveaux mondes. Le Théâtre du bout du monde présente *Le Chevalier aux sabots de feu* ou *Le Conquistador*, mise en scène de Miguel Borrero, invitation au voyage au Pérou et en Bolivie (12/18 juin); Jacques Fontaine met en scène *Le borge* est roi, de Carlos Fuentes (13/11); la compagnie de l'Est présente *l'Heure du diable*, de Fernando Pessoa (23/27); débour par le Brésil pour découvrir une pièce du poète Nelson Rodrigues, *Le grand amour*, dans *les yeux* (23/27); spectacle musical caennais, *la Trinité de Christophe Colomb*, inspiré par les carnets de bord du navigateur, adaptation de Ramon Chao, mis en musique d'Angel Parra, par Jean-Louis Fournier, chantés par une chorale et accompagnés par un orchestre de sept musiciens (20 juin, 1^{er} et 2 juillet).

Festival de la butte Montmartre, 14 juin, 14h, 15h, 16h, 17h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h, 101h, 102h, 103h, 104h, 105h, 106h, 107h, 108h, 109h, 110h, 111h, 112h, 113h, 114h, 115h, 116h, 117h, 118h, 119h, 120h, 121h, 122h, 123h, 124h, 125h, 126h, 127h, 128h, 129h, 130h, 131h, 132h, 133h, 134h, 135h, 136h, 137h, 138h, 139h, 140h, 141h, 142h, 143h, 144h, 145h, 146h, 147h, 148h, 149h, 150h, 151h, 152h, 153h, 154h, 155h, 156h, 157h, 158h, 159h, 160h, 161h, 162h, 163h, 164h, 165h, 166h, 167h, 168h, 169h, 170h, 171h, 172h, 173h, 174h, 175h, 176h, 177h, 178h, 179h, 180h, 181h, 182h, 183h, 184h, 185h, 186h, 187h, 188h, 189h, 190h, 191h, 192h, 193h, 194h, 195h, 196h, 197h, 198h, 199h, 200h, 201h, 202h, 203h, 204h, 205h, 206h, 207h, 208h, 209h, 210h, 211h, 212h, 213h, 214h, 215h, 216h, 217h, 218h, 219h, 220h, 221h, 222h, 223h, 224h, 225h, 226h, 227h, 228h, 229h, 230h, 231h, 232h, 233h, 234h, 235h, 236h, 237h, 238h, 239h, 240h, 241h, 242h, 243h, 244h, 245h, 246h, 247h, 248h, 249h, 250h, 251h, 252h, 253h, 254h, 255h, 256h, 257h, 258h, 259h, 260h, 261h, 262h, 263h, 264h, 265h, 266h, 267h, 268h, 269h, 270h, 271h, 272h, 273h, 274h, 275h, 276h, 277h, 278h, 279h, 280h, 281h, 282h, 283h, 284h, 285h, 286h, 287h, 288h, 289h, 290h, 291h, 292h, 293h, 294h, 295h, 296h, 297h, 298h, 299h, 300h, 301h, 302h, 303h, 304h, 305h, 306h, 307h, 308h, 309h, 310h, 311h, 312h, 313h, 314h, 315h, 316h, 317h, 318h, 319h, 320h, 321h, 322h, 323h, 324h, 325h, 326h, 327h, 328h, 329h, 330h, 331h, 332h, 333h, 334h, 335h, 336h, 337h, 338h, 339h, 340h, 341h, 342h, 343h, 344h, 345h, 346h, 347h, 348h, 349h, 350h, 351h, 352h, 353h, 354h, 355h, 356h, 357h, 358h, 359h, 360h, 361h, 362h, 363h, 364h, 365h, 366h, 367h, 368h, 369h, 370h, 371h, 372h, 373h, 374h, 375h, 376h, 377h, 378h, 379h, 380h, 381h, 382h, 383h, 384h, 385h, 386h, 387h, 388h, 389h, 390h, 391h, 392h, 393h, 394h, 395h, 396h, 397h, 398h, 399h, 400h, 401h, 402h, 403h, 404h, 405h, 406h, 407h, 408h, 409h, 410h, 411h, 412h, 413h, 414h, 415h, 416h, 417h, 418h, 419h, 420h, 421h, 422h, 423h, 424h, 425h, 426h, 427h, 428h, 429h, 430h, 431h, 432h, 433h, 434h, 435h, 436h, 437h, 438h, 439h, 440h, 441h, 442h, 443h, 444h, 445h, 446h, 447h, 448h, 449h, 450h, 451h, 452h, 453h, 454h, 455h, 456h, 457h, 458h, 459h, 460h, 461h, 462h, 463h, 464h, 465h, 466h, 467h, 468h, 469h, 470h, 471h, 472h, 473h, 474h, 475h, 476h, 477h, 478h, 479h, 480h, 481h, 482h, 483h, 484h, 485h, 486h, 487h, 488h, 489h, 490h, 491h, 492h, 493h, 494h, 495h, 496h, 497h, 498h, 499h, 500h, 501h, 502h, 503h, 504h, 505h, 506h, 507h, 508h, 509h, 510h, 511h, 512h, 513h, 514h, 515h, 516h, 517h, 518h, 519h, 520h, 521h, 522h, 523h, 524h, 525h, 526h, 527h, 528h, 529h, 530h, 531h, 532h, 533h, 534h, 535h, 536h, 537h, 538h, 539h, 540h, 541h, 542h, 543h, 544h, 545h, 546h, 547h, 548h, 549h, 550h, 551h, 552h, 553h, 554h, 555h, 556h, 557h, 558h, 559h, 560h, 561h, 562h, 563h, 564h, 565h, 566h, 567h, 568h, 569h, 570h, 571h, 572h, 573h, 574h, 575h, 576h, 577h, 578h, 579h, 580h, 581h, 582h, 583h, 584h, 585h, 586h, 587h, 588h, 589h, 590h, 591h, 592h, 593h, 594h, 595h, 596h, 597h, 598h, 599h, 600h, 601h, 602h, 603h, 604h, 605h, 606h, 607h, 608h, 609h, 610h, 611h, 612h, 613h, 614h, 615h, 616h, 617h, 618h, 619h, 620h, 621h, 622h, 623h, 624h, 625h, 626h, 627h, 628h, 629h, 630h, 631h, 632h, 633h, 634h, 635h, 636h, 637h, 638h, 639h, 640h, 641h, 642h, 643h, 644h, 645h, 646h, 647h, 648h, 649h, 650h, 651h, 652h, 653h, 654h, 655h, 656h, 657h, 658h, 659h, 660h, 661h, 662h, 663h, 664h, 665h, 666h, 667h, 668h, 669h, 670h, 671h, 672h, 673h, 674h, 675h, 676h, 677h, 678h, 679h, 680h, 681h, 682h, 683h, 684h, 685h, 686h, 687h, 688h, 689h, 690h, 691h, 692h, 693h, 694h, 695h, 696h, 697h, 698h, 699h, 700h, 701h, 702h, 703h, 704h, 705h, 706h, 707h, 708h, 709h, 710h, 711h, 712h, 713h, 714h, 715h, 716h, 717h, 718h, 719h, 720h, 721h, 722h, 723h, 724h, 725h, 726h, 727h, 728h, 729h, 730h, 731h, 732h, 733h, 734h, 735h, 736h, 737h, 738h, 739h, 740h, 741h, 742h, 743h, 744h, 745h, 746h, 747h, 748h, 749h, 750h, 751h, 752h, 753h, 754h, 755h, 756h, 757h, 758h, 759h, 760h, 761h, 762h, 763h, 764h, 765h, 766h, 767h, 768h, 769h, 770h, 771h, 772h, 773h, 774h, 775h, 776h, 777h, 778h, 779h, 780h, 781h, 782h, 783h, 784h, 785h, 786h, 787h, 788h, 789h, 790h, 791h, 792h, 793h, 794h, 795h, 796h, 797h, 798h, 799h, 800h, 801h, 802h, 803h, 804h, 805h, 806h, 807h, 808h, 809h, 810h, 811h, 812h, 813h, 814h, 815h, 816h, 817h, 818h, 819h, 820h, 821h, 822h, 823h, 824h, 825h, 826h, 827h, 828h, 829h, 830h, 831h, 832h, 833h, 834h, 835h, 836h, 837h, 838h, 839h, 840h, 841h, 842h, 843h, 844h, 845h, 846h, 847h, 848h, 849h, 850h, 851h, 852h, 853h, 854h, 855h, 856h, 857h, 858h, 859h, 860h, 861h, 862h, 863h, 864h, 865h, 866h, 867h, 868h, 869h, 870h, 871h, 872h, 873h, 874h, 875h, 876h, 877h, 878h, 879h, 880h, 881h, 882h, 883h, 884h, 885h, 886h, 887h, 888h, 889h, 890h, 891h, 892h, 893h, 894h, 895h, 896h, 897h, 898h, 899h, 900h, 901h, 902h, 903h, 904h, 905h, 906h, 907h, 908h, 909h, 910h, 911h, 912h, 913h, 914h, 915h, 916h, 917h, 918h, 919h, 920h, 921h, 922h, 923h, 924h, 925h, 926h, 927h, 928h, 929h, 930h, 931h, 932h, 933h, 934h, 935h, 936h, 937h, 938h, 939h, 940h, 941h, 942h, 943h, 944h, 945h, 946h, 947h, 948h, 949h, 950h, 951h, 952h, 953h, 954h, 955h, 956h, 957h, 958h, 959h, 960h, 961h, 962h, 963h, 964h, 965h, 966h, 967h, 968h, 969h, 970h, 971h, 972h, 973h, 974h, 975h, 976h, 977h, 978h, 979h, 980h, 981h, 982h, 983h, 984h, 985h, 986h, 987h, 988h, 989h, 990h, 991h, 992h, 993h, 994h, 995h, 996h, 997h, 998h, 999h, 1000h, 1001h, 1002h, 1003h, 1004h, 1005h, 1006h, 1007h, 1008h, 1009h, 1010h, 1011h, 1012h, 1013h, 1014h, 1015h, 1016h, 1017h, 1018h, 1019h, 1020h, 1021h, 1022h, 1023h, 1024h, 1025h, 1026h, 1027h, 1028h, 1029h, 1030h, 1031h, 1032h, 1033h, 1034h, 1035h, 1036h, 1037h, 1038h, 1039h, 1040h, 1041h, 1042h, 1043h, 1044h, 1045h, 1046h, 1047h, 1048h, 1049h, 1050h, 1051h, 1052h, 1053h, 1054h, 1055h, 1056h, 1057h, 1058h, 1059h, 1060h, 1061h, 1062h, 1063h, 1064h, 1065h, 1066h, 1067h, 1068h, 1069h, 1070h, 1071h, 1072h, 1073h, 1074h, 1075h, 1076h, 1077h, 1078h, 1079h, 1080h, 1081h, 1082h, 1083h, 1084h, 1085h, 1086h, 1087h, 1088h, 1089h, 1090h, 1091h, 1092h, 1093h, 1094h, 1095h, 1096h, 1097h, 1098h, 1099h, 1100h, 1101h, 1102h, 1103h, 1104h, 1105h, 1106h, 1107h, 1108h, 110

RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

ARTS

C'est l'année Callot, dont Nancy fête en beauté le quatrième centenaire de la naissance, quand Montpellier rend hommage à Bazille, qui y est né il y a cent cinquante ans. Avignon se souvient de ses liens avec Sienné. Au Nord et au Sud, on vénère Matisse. Les Québécois se déploient. Les photographes sont partout. Les sculpteurs aussi, anciens, modernes et contemporains. Et les routes de l'été peuvent réserver de bonnes surprises.

NORD-PAS-DE-CALAIS PICARDIE CHAMPAGNE-ARDENNE NORMANDIE

Calais et Dunkerque

De Matisse à aujourd'hui

Matisse, Maillol, Laurens, Dadaïques, Flourens... Les musées du Nord-Pas-de-Calais sont plus riches qu'on le croit en sculptures du vingtième siècle. A preuve l'exposition qui se partage les musées de Calais (sculptures jusqu'aux débuts de l'après-guerre) et de Dunkerque (la sculpture contemporaine).

Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100 Calais. Tél. : 21-48-82-00. Du 3 juillet au 14 septembre.

Musée des beaux-arts, place du Général-de-Gaulle, 59140 Dunkerque. Tél. : 20-66-21-57. Du 9 juillet au 14 septembre.

Le Cateau-Cambrésis

Matisse et Baudelaire

Les *Flours du mal* et Matisse : une longue histoire, qui commence en 1904, avec le tableau *Luxe, calme et volupté*, et se termine dans le livre auquel l'artiste travaille de longs mois, en 1944, proposant ses « équivalents plastiques » au regard des poèmes. Une exposition montée avec soin, qui invite au voyage.

Musée Matisse, palais Fénelon, 59300 Le Cateau-Cambrésis. Tél. : 27-04-13-15. Du 28 juin au 27 septembre.

Condé-sur-l'Escaut

La Pensée tangible

La fibre est un peu prétentieux, mais le rassemblement des œuvres de Raynaud, Buren, A. et P. Pointier, Rayasse, Fabro, Proulx, Pétrova, Bost peut ne pas manquer d'intérêt.

Château de l'Herminette, 59183 Condé-sur-l'Escaut. Tél. : 20-60-60-61. Jusqu'au 30 septembre.

Villeneuve-d'Ascq

Richard Deacon

Dessins, projets, recherches autour de la sculpture monumentale commandée au jeune sculpteur anglais et récemment mise en place sur la pelouse du Musée d'art moderne de Villeneuve-d'Ascq.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650 Villeneuve-d'Ascq. Tél. : 20-08-42-46. Jusqu'au 28 juillet.

Amiens

Jean-Charles Biais

Invité par le FRAC de Picardie, Jean-Charles Biais a choisi de concevoir un ensemble de travaux indissociables répondant à l'un des axes de la collection : le dessin sériel. Cette exposition d'œuvres inédites lui, après Amiens, en

Allemagne, à Dortmund, puis en Angleterre, à Colchester.

Fonds régional d'art contemporain de Picardie, 45, rue Pointier, 80000 Amiens. Tél. : 22-91-68-00. Jusqu'au 22 août.

Au fil du temps

Il s'agit d'une exposition de broderies réalisées au dix-septième siècle par les Ursulines d'Amiens. Onze de ces broderies sont classées « monument historiques ». Toutes ont été restaurées.

Chapelle du lycée du Sacré-Cœur, rue de l'Oratoire, 80000 Amiens. Tél. : 22-91-91-82. Du 16 juin au 25 septembre.

Domart-en-Ponthieu

Gérard Duchêne, Les Livres

Poète, plasticien et éditeur, Gérard Duchêne a réalisé depuis 1968, en collaboration ou seul, des livres peints et des livres-objets et, depuis 1977 le *Journal d'Y*, son autobiographie permanente, écrite à l'acide, et qui s'efface au fur et à mesure qu'il écrit. Il inaugure la Maison du LAC (Livre d'art contemporain) à Domart-en-Ponthieu.

Maison du Livre d'art contemporain, 50620 Domart-en-Ponthieu. Du mercredi au dimanche, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 juillet.

Méru

Paysages subjectifs

Une réunion de douze artistes, qui explorent le paysage, non pour le reproduire, mais pour traduire, par la photographie, des textes, des enregistrements, leur expérience directe avec la nature. Parmi eux Hamish Fulton, Andy Goldsworthy, Anselm Kiefer, Richard Long et David Nash. Beaucoup d'Anglais.

Village de Méru, 61, rue Roger-Salengro, 60110 Méru. Tél. : 44-98-38-93. Du 28 juin au 13 septembre.

Noyon

Jacques Sarazin, sculpteur du roi (1588-1660)

Si Jacques Sarazin, qui était né à Noyon, a bénéficié de la faveur de Louis XIII et, de son vivant, a joui d'une grande renommée, aujourd'hui on l'a oublié. Injustement. Ce premier hommage comporte une soixantaine d'œuvres originales et de nombreuses reproductions des sculptures monumentales intransportables.

Musée du Noyonnais, 7, rue de l'Évêché, 60400 Noyon. Tél. : 44-09-43-41. Jusqu'au 15 août.

Photographes du Québec en Champagne-Ardenne

« La traversée des mirages »

Reims

Patrick Altman et Angela Grauerholz

Fonds régional d'art contemporain, 1, place Muséum, Reims ; tél. : 26-05-78-32.

Alain Patement, Roberto Pellegrinuzzi, Denis Farley

Palais du Tau, 2, place du Cardinal-Luçon, Reims ; tél. : 26-05-78-32.

Epernay

Reno Salvail

Office régional culturel de Champagne-Ardenne, 33, avenue de Champagne, Epernay ; tél. : 26-54-32-19. Et Champagne de Castellans, salle Mérand, 57, rue de Verdun, Epernay ; tél. : 26-55-15-33.

Charleville-Mézières

Raymond April

Musée Rimbaud, quai Rimbaud, Charleville-Mézières ; tél. : 24-33-31-64.

Joinville

Richard Baillargeon et Claude Belanger

Château du Grand-Jardin, Joinville ; tél. : 25-94-17-54.

Troyes

Lucie Lefebvre

Musée des beaux-arts, 21, rue Chrétien-de-Troyes, Troyes ; tél. : 25-80-49-84.

Nicole Jolicoeur et Barbara Steinman

Cadrans solaires, chapelle de l'Hôtel-Dieu, quasi des Comtes-de-Champagne ; tél. : 25-76-13-78.

Cécile Baril et Melvin Charney

Passages, centre d'art contemporain, 3, rue Vieille-Rome, Troyes ; tél. : 25-80-59-42.



Jacques Sarazin à Noyon.

Alençon

Georges Lacombe

Disciple de Gauguin, abbi peintre et sculpteur, Georges Lacombe a accompli une œuvre singulière. L'exposition rend hommage aux peintures et aux sculptures, en s'attachant particulièrement à celles qui furent exécutées près d'Alençon, dans la forêt d'Écouves.

Musée des beaux-arts et de la dentelle, rue Aveline, 61000 Alençon. Tél. : 33-32-40-07. Du 4 juillet au 27 septembre.

Caen

Les Barbares et la mer

Le sous-titre de l'exposition est plus explicite que le titre : « Les migrations des peuples du nord-ouest de l'Europe du V au X^e siècle ». Maquettes, parures, monnaies, armes et céramiques évoquent navigateurs et marchands de la mer du Nord et de la Baltique.

Musée de Normandie, château, 14000 Caen. Tél. : 31-98-06-24. Du 20 juin au 14 septembre.

Crouettes

Pierre Tual

Dans les jardins du prieuré Saint-Michel, Pierre Tual, un des bons sculpteurs français d'aujourd'hui, installe des pièces récentes où se manifestent sa maîtrise du métal et son sens de la géométrie dans l'espace.

Prieuré Saint-Michel, 61120 Crouettes. Tél. : 33-35-15-15. Jusqu'au 27 septembre.

Evreux

Robert Jacobson

Encore un sculpteur : le Danois Jacobson, qui emploie le métal dans des constructions et des assemblages fondés sur des éléments géométriques fortement articulés. Son œuvre, encore peu connue en France, appartient d'ores et déjà à l'histoire de la sculpture moderne, héritière du constructivisme.

Musée d'Evreux, 6, rue Charles-Corbeau, 27000 Evreux. Tél. : 32-31-52-29. Jusqu'au 1^{er} novembre.

Giverny

Les artistes américains en France 1865-1915

Les peintres américains, comme bien d'autres, pendant plusieurs décennies, sont volontiers venus travailler en France. Parmi eux il y avait Sargent, Cassatt, Whistler, dont les œuvres, et celles d'artistes moins connus, inaugurent les cimaises du nouveau musée de Giverny.

Musée américain, 99, rue Claude-Monet, 27620 Giverny. Tél. : 32-51-94-65. Jusqu'au 1^{er} novembre.

Le Havre

Etats spécifiques

Bonne idée : une exploration de l'art anglais d'aujourd'hui, représenté par onze artistes très jeunes – le plus âgé est né en 1959, le plus jeune en 1967. L'ironie, souvent cruelle, et la désinvolture sont leurs seuls points communs.

Musée des beaux-arts André-Maireux, bd J.-F. Kennedy, 76000 Le Havre. Tél. : 35-42-33-97. Jusqu'au 23 août.

Honfleur

Eugène Boudin

En pris de trois cents peintures et aquarelles revenues au port, parfois de très loin, un hommage au peintre qui, tout naturellement, regardait le ciel et la mer, pour en faire des tableaux.

Musée Eugène-Boudin, place Erik-Satie, et Grenier à sel, rue de la Ville. Sauf mardi, de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 12 juillet.

BRETAGNE

PAYS DE LA LOIRE

Bignan

Tony Cragg

Un sculpteur anglais relativement jeune et tout particulièrement inventif, qui, depuis dix ans, bouge beaucoup et, généralement, étouffe. Espérons qu'il en sera ainsi au domaine de Kerguelennec, où, de tout

ignon, il est bon de se promener. Pour le parc, pour les sculptures contemporaines, qui y font plutôt bon ménage avec la nature.

Centre d'art contemporain du domaine de Kerguelennec, 56500 Bignan ; tél. : 97-60-57-78. Du 4 juillet au 1^{er} novembre.

La Chapelle-Caro

Du côté des enfants sages

En trente pièces datant de 1860 à 1925, une histoire des costumes d'enfants, en un temps où, pour jouer, il fallait apprendre à gérer l'inconfort des tenues vestimentaires. Sinon...

Musée du Crévy, 56450 La Chapelle-Caro ; tél. : 97-74-91-95. Jusqu'au 11 novembre.

Morlaix

Raoul Dufy

Des toiles et des aquarelles, des dessins, des tissus pour le couturier Paul Poiret, des céramiques, des livres illustrés dont le *Bestiaire d'Apollinaire*. Pour retrouver l'esprit de l'œuvre, décorative au sens noble, de cet artiste doué, aimable, volontiers accusé d'égotisme.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29600 ; tél. : 98-88-88-88. Du 4 juillet au 3 novembre.

Pont-Aven

Artistes et théâtres d'avant-garde, Paris 1890-1900

Boccard, Lantier, Vuillard, Ibel, Sérusier, Anguelin, Vallotton, Munch, Signac... Tous ont réalisé des programmes de théâtre, sous forme de lithographies. Qu'il est bien de montrer.

Musée municipal, place de l'Hôtel-de-Ville, 29530 Pont-Aven ; tél. : 98-08-14-43. Du 28 juin au 27 septembre.

Quimper

Laurent Joubert

Ce peintre d'une quarantaine d'années développe une imagerie autour du thème de la domination de l'Occident sur le monde. Pressant l'histoire à l'échelle, il intègre des gravures anciennes, des textes, des ex-libris, dans ses tableaux. C'est sa première exposition personnelle importante.

Le Quartier, centre d'art contemporain, 10, parc du 137^e R. 29107. Tél. : 98-55-55-77. Du 28 juin au 18 octobre.

Rennes

Avis de passage

L'un doit exposer dans un jardin, un autre dans un hôtel particulier, un troisième dans un magasin désaffecté... Ils seront six,

jeunes et souvent du coin, à investir ainsi le centre de Rennes. C'est une des nombreuses manifestations inscrites sur la liste des « Arts au soleil » en Bretagne, que patronne le ministère de la culture.

Centre historique, 35000 Rennes. Du 3 au 30 juillet.

Vannes

Quand Vannes s'appelle Dariorthum

Premier volet d'une série d'expositions mettant en lumière l'histoire de la ville, dont les débuts sont mieux connus par les fouilles effectuées depuis une quinzaine d'années.

Musée de la Cohu, 9 et 15, place Saint-Pierre, 56000 Vannes ; tél. : 97-47-35-88. Du 30 juin au 31 décembre 1993.

Angers

Jean Lurçat : l'homme et ses lumières

Cet été on fête le centenaire de la naissance de Jean Lurçat un peu partout en France, et tout d'abord à Angers, dans le musée qui lui a été dédié, où une centaine de peintures et des tapisseries sur le thème de la cosmogonie ont été rassemblées.

Musée Jean-Lurçat et de la tapisserie contemporaine, 4, boulevard Arago, 49100 Angers ; tél. : 41-57-41-08. Jusqu'au 27 septembre.

Francis Limérat

Depuis vingt ans, Limérat construit des œuvres avec des petits morceaux de bois, des fils et beaucoup de vide. Le résultat n'a rien de très spectaculaire, mais ne manque pas de charme ni de poésie.

Musée des beaux-arts, 10, rue du musée, 49100 Angers ; tél. : 41-88-54-65. Du 20 juin au 4 octobre.

La Baule

Goÿa, l'œuvre gravé

Capricios, Desastres, Tauromachie, Disparates : tout y est. L'exposition itinérante conçue par la Fondation March de Madrid achève son périple à La Baule.

Chapelle Sainte-Anne, 44400, La Baule. Du 15 juillet au 30 août.

La Roche-sur-Yon

James Welling

Un jeune Américain qui cuisine les techniques de la photographie pour parler peinture : du trompe-l'œil avec les *Draps*, de la couleur avec les *Dégradés*.

Musée municipal de La Roche-sur-Yon, rue Jean-Jaures, 85000, La Roche-sur-Yon ; tél. : 51-47-48-50. Du 20 juin au 13 septembre.

ODEON
THEATRE DE L'EUROPE

COMEDIANTS *Mediterrania*
Comediants : Joan Font

LOPE DE AGUIRRE, TRAIADOR
José Sanchis Sinisterra - José Luis Gomez

YO TENGO UN TIO EN AMERICA
Els Joglars - Albert Boadella

PABLO NERUDA VIENE VOLANDO
Jorge Diaz et Ictus - Gustavo Meza

EL VENDEDOR DE RELIQUIAS
d'après Eduardo Galeano - Hector Manuel Vidal

TRAMUNTANA TREMENS
Spectacle musical de Carles Santos

LE CHEVALIER D'OLMEDO
Lope de Vega - Lluis Pasqual

TERRA INCOGNITA
Georges Lavaudant

JOHN GABRIEL BORKMAN
Henrik Ibsen - Luc Bondy

LE PELICAN
August Strindberg - Alain Milianti

IL CAMPIELLO
Carlo Goldoni - Giorgio Strehler
(spectacle en langue italienne)

SAISON 92/93 - ABONNEMENT

POUR RECEVOIR LA BROCHURE SAISON 92-93
TELEPHONEZ AU 43 25 70 32

RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

Nantes

Sir Edward Burne-Jones

Pour cette première exposition en France du grand préraphaélite anglais, le Musée de Nantes, qui a récemment acquis un portrait peint par l'artiste, propose cent dix dessins. Ils ont été prêtés par le Musée de Cambridge. Une rareté, à ne pas manquer.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000; tél. : 40-41-60-65. Jusqu'au 27 juillet.

Jean-François Lacaille

Dans le grand patio blanc du Musée de Nantes, Lacaille déploie 18 travaux récents : un immense mur de peintures d'une part, une longue suite de dessins de l'autre. C'est l'occasion de prendre la mesure de cette œuvre, où force et subtilité s'équilibrent.

Musée des beaux-arts (voir ci-dessus). Du 26 juin au 31 août.

Les Sables-d'Olonne

Les pictographes

Où il est question du signe et de l'image, du signe abstrait et de son passage à la représentation figurée, et de la « Sainte Face », ou portrait iconique. Avec des œuvres de Klee, Miro, Penck, Jawlensky, Sanejowski, Gasciowski.

Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100 Les Sables-d'Olonne; tél. : 51-32-01-16. Jusqu'au 31 août.

ALSACE

LORRAINE

FRANCHE-COMTÉ

Rixheim

Les roses du papier peint

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le sujet est pointu, sinon épineux. On l'a vu, les motifs de roses à l'époque, les uns peints pour la fleur charnue, les autres pour une précision toute botanique.

Musée du papier peint, 23, rue Zuber, 68170 Rixheim; tél. : 84-24-26. Jusqu'au 23 novembre.

Strasbourg

Paul-André Gatte

Savait-on que sous le gris rose du mont Sainte-Odile se cache une pierre volcanique, et que de l'autre côté du Rhin, le Kaiserstuhl et le Limberg sont également d'origine volcanique? Gatte l'a appris, et en a fait une œuvre frontalière, où il est question du paysage, de la sculpture et du musée.

Musée de l'œuvre Notre-Dame, 3, place du Châtelet, 67000 Strasbourg; tél. : 88-34-58. Jusqu'au 27 septembre.

Metz

Les guerriers de l'éternité

Huit soldats, deux chevaux et leurs chiens sont figurés en Lorraine. Il s'agit de l'avant-garde de l'armée chinoise découverte en 1974, dans le centre de la Chine, près de Xian. Là, en effet, plus de 10 000 guerriers de terre cuite, grands comme nature, veillent sur le mausolée de l'empereur Shi Huangdi.

Musée d'Art et d'Histoire, 57000 Metz; tél. : 87-37-57-47.

Nancy

L'art en Lorraine au temps de Jacques Callot

La Lorraine fut au tournant du dix-septième siècle un important foyer artistique dont l'illustre Callot a fait oublier ses contemporains : Bellange, La Tour, tardivement redécouvert, Derent, Lallemand, Le Clerc, dont on commence seulement à cerner la part de l'œuvre accomplie à Nancy. L'exposition rassemble une soixantaine de peintures conservées dans des musées de France, d'Allemagne, de Russie, des États-Unis, autant de dessins et de gravures, quelques sculptures et pièces d'orfèvrerie.

Musée des beaux-arts, 3, place Stanislas, 54000 Nancy; tél. : 83-57-65-01. Du 18 juin au 15 septembre.

Arc-et-Senans

British Architecture Today

L'architecture britannique aujourd'hui passe, selon cette exposition, à travers six noms. Quatre d'entre eux sont à peu près connus du public français : Foster, Rogers, Grimshaw et Stirling. Reste donc Wilford, longtemps l'associé de Stirling, et Outram, deux raisons supplémentaires d'aller approfondir sa culture à la somptueuse Fondation Ledoux.

Fondation Claude-Monnet-Ledoux, Saline St-Val, 25610 Arc-et-Senans; tél. : 81-54-45-46. Jusqu'au 15 septembre.

Bellet

Warhol and Co

Il s'agit, avant tout d'un coup de projecteur sur les rapports de Warhol avec les



« Les guerriers de l'éternité » à Metz.

Beaune

Autour des Fructus Belli

Les « Fructus Belli » - fruits de la guerre - sont une suite de huit tapisseries exécutées à Bruxelles au milieu du XVI^e siècle pour Ferdinand de Gonzague, général en chef de Charles-Quint. Dispersées jusqu'ici, ces tapisseries illustrent, d'après des modèles de Jules Romain, est réunie le temps d'une exposition.

Musée national de la Renaissance, château d'Esplan, 58440 Beaune; tél. : 39-50-04-04. Du 19 juin au 21 septembre.

Ivry-sur-Seine

Sylvie Brocher, Jurgen Pass, Claire-Jeanne Jezequel, Philippe Lepont, Frédérique Lucien

Pour l'été, le Creade offre ses espaces à de jeunes artistes peu connus. Brocher et Pass se situent dans la continuité du minimalisme, leurs compagnons d'exposition reviennent de Rome, où ils étaient pensionnaires à la Villa Médici.

Centre d'Art d'Ivry, galerie Fernand-Lagar, 33, avenue Georges-Clemenceau, 94200 Ivry-sur-Seine; tél. : 49-80-26-07. Du 24 juin au 6 septembre.

Jouy-en-Josas

A Visage découvert

Sur un sujet majeur de l'histoire de l'art, le visage, ses apparences et ses représentations, une exposition très variée - trop - des Tibétains aux Africains, de Rodin à Rayssac, des Jivaro à Boltanski, de Matisse aux jeunes russes. A voir, en attendant que la diversité ne tourne pas à l'indifférence.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, 93350 Jouy-en-Josas; tél. : 39-56-46-46. Du 18 juin au 4 octobre.

Neuilly-sur-Marne

Art et Bricolage

L'Aracine, musée de l'art brut, poursuit son exploration méthodique du champ des autodidactes et des « naïfs » contemporains en présentant André Robillard et Jean Smilowski.

L'Aracine, château Gauguin, 39, avenue du Général-de-Gaulle, 93330 Neuilly-sur-Marne; tél. : 43-09-62-73. Jusqu'au 3 septembre.

Rueil-Malmaison

Livres précieux

Tirée de la bibliothèque de l'impératrice Joséphine et de celle de Napoléon aux Tuileries, cette anthologie rend hommage à Napoléon lecteur. Car il lisait des romans de l'histoire et de la géographie. Parmi les ouvrages exposés, des volumes enrichis d'aquarelles et de dessins et somptueusement reliés.

Musée national des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, 1, avenue de l'Impératrice-Joséphine, 92500 Rueil-Malmaison; tél. : 47-48-20-07. Jusqu'au 15 septembre.

CENTRE AUVERGNE LIMOUSIN

Amboise

Gérard Schneider

Un choix d'œuvres de 1919 à 1986, depuis les dessins de ses jusqu'aux grandes peintures lyriques, brochant large, sans mesquinerie des dernières années. L'exposition est jumelée avec celle du Musée Hébert à La Tronche (Grenoble).

Château Royal, 37400 Amboise. Tous les jours de 9 heures à 18 heures. Du 4 juillet au 31 août.

Blois

Des livres et des rois

59 précieux volumes rassemblés par des princes et des rois fiers d'histoire, de géographie, de théologie, de philosophie. Ainsi de Charles V, Louis XII ou François I^{er}. Ce fonds de bibliothèque royale est aujourd'hui conservé à la Bibliothèque nationale, où l'exposition sera présentée à l'automne.

Château, 41100 Blois; tél. : 54-44-30-20. Du 20 juin au 22 août.

Bourges

Architectures charnières

Sous ce titre sont présentées les dernières acquisitions du Fonds régional d'art contemporain du Centre. Les œuvres sont de G. Beaudou, B. Calet, E. Diller et R. Scodellio, M. Honoré, M. Kasimir, J. Knight, D. Libeskind.

Palais Jacques-Cœur, 18000 Bourges; tél. : 48-24-15-58. Du 19 juin au 30 août.

Chartres

L'art des Incas

Architecture, céramiques, armes, vêtements, figures votives... Les pièces proviennent des musées de Cusco, qui était avant l'arrivée de Pizarro le siège du pouvoir politique et religieux de l'État inca.

Musée des beaux-arts, 28, cloître Notre-Dame, 28000 Chartres; tél. : 37-38-41-35. Jusqu'au 5 octobre.

Concremiers

Paysages en exergue

Ehroue une exposition du GAC. Avec une bonne vingtaine d'artistes, des bois (Berthelin, Bouillon, Debré, Gerz, Giet, Hillard, Kirkeby, etc.), dont les œuvres mettent au jour une relation à la végétation, à l'environnement, au site.

Espace art Breana, Priory-Concremiers, 38300 La Breana; tél. : 54-37-40-16. Du 26 juin au 6 septembre.

Glen

Le loup

Pour fêter ses quarante ans, le Musée international de la chasse parle du loup. Que l'on voit dans l'art, de l'Antiquité à nos jours, sous forme de bronzes, de tableaux, de dessins, de gravures, de

XVII^e au XX^e siècle

Musée international de la chasse

château, 48500 Glen; tél. : 38-67-63-69. Jusqu'au 28 octobre.

Issoudun

Hans Bellmer

Depuis la Poupée, dont la mécanique est apparue en 1933, Bellmer n'a cessé de développer, au fil des années, son vaste dessein érotique. Le musée Saint-Roch, centre de parons, en près de cent gravures, auxquelles Cécile Reims-Denis, grande experte dans l'art du burlesque, a prêté sa main.

Musée de l'Hôtel Saint-Roch, 38100 Issoudun; tél. : 54-21-01-78. Jusqu'au 9 septembre.

Nogent-le-Rotrou

Le point de croix de A à Z

Abécédaires, livres, manuscrits... brochés au point de croix depuis le dix-huitième siècle.

Musée du château Saint-Jean, 28400; tél. : 37-52-18-02. Jusqu'au 2 novembre.

Noiriac

L'image au Moyen Age

Signification et symbolique, grammaire des gestes, attitudes... une présentation du Centre de l'Enluminure et de l'Image médiévale, d'après les travaux de l'École Française, chercheurs au CNRS.

Abbaye de Noire, 18200 Noire-All-champs. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures (sauf concert). Du 1^{er} juillet au 30 septembre.

Saint-Benoît-du-Sault

Marcel Bovis

La rétrospective du photographe Marcel Bovis présentée par la Mission du patrimoine au avril dernier, au Palais de Tokyo, à Paris, est accueillie dans ce charmant village du Loir-et-Cher, dont Willy Ronis a « tiré le portrait » dans un album (Calmann-Lévy, éditions F.O.).

Mairie, 36170 Saint-Benoît-du-Sault; tél. : 54-47-51-44. Du 10 juillet au 31 août.

Tours

Peter Briggs, Jacqueline Dauriac

Une vingtaine de bronzes et des clichés photographiques récents des pièces de l'art brut, qui accueillent aussi des pièces de l'art brut, qui accueillent aussi des pièces de l'art brut.

CCO, rue Roche, 37000 Tours; tél. : 47-66-50-00. Du 20 juin au 4 octobre.

Beaumont-du-Lac

Berthelin

L'exposition occupe tous les espaces du Centre d'Art d'Aldo Rossi, notamment la tour. Elle fera le point sur la sculpture de Berthelin depuis vingt ans, une sculpture où prolifèrent les styles et les blocs sombres.

Centre d'art contemporain, Ile de Vasse

villes, 87120 Baslemon-du-Lac; tél. : 55-60-27-27. Du 24 juin au 30 août.

Issouire

Erro, peintures récentes

Toujours épi et lui-même : Erro, on le signait narrative à l'écrit, une figuration d'aujourd'hui, critique et corrosive, comme on en voit peu.

Centre Nicolas-Pommal, salles Hélios, place de Verdun, 63500 Issouire; tél. : 78-55-24-84. Du 21 juin au 15 septembre.

Limoges

11^e Biennale internationale d'émail contemporain

Outre l'exposition centrale d'émaux contemporains (chapelle du lycée Gay-Lussac), la biennale propose des pièces « art déco », signées par Cartier, Boucheron, Goulden, etc. (Musée de l'Évêché) et des créations de designers émaillés par les possibilités de l'émail (chapelle du lycée Gay-Lussac).

Biennale internationale de Limoges, 7, boulevard de Fleury, 87000 Limoges. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Du 4 juillet au 8 septembre.

Meymac

Jesús Rafael Soto

Ce Vénézuélien de Paris, ou Péruvien de Caracas, est l'un des plus éminents représentants de l'art cinétique et de son extension dans l'environnement urbain. Le point sur son œuvre n'avait pas été fait depuis longtemps, ainsi cette rétrospective tombe bien, qui réunit quatre-vingt œuvres depuis les années 30, dont un « pédestre ».

Centre d'art contemporain, 19250 Meymac; tél. : 88-96-23-30. Jusqu'au 27 septembre.

Rochechouart

Tony Cragg

Une exposition des œuvres récentes du sculpteur anglais, qui tente le paradoxe, de matérialiser la forme sculpturale. On risque d'être surpris, comme à Kerguelen en Bretagne, qui accueille aussi des pièces de l'art brut, qui accueillent aussi des pièces de l'art brut.

Musée départemental, 19250 Rochechouart; tél. : 88-03-77-72. Du 27 juin au 27 septembre.

Saint-Yrieix-la-Perche

Saint-Delaunay

Cinquante lithographies, quinze tapisseries et les illustrations pour les « Illustrations de Rimbaud », en hommage à une grande dame de la peinture.

Collège du Moulinet, salle Ariane, Saint-Yrieix-la-Perche. Du 11 juillet au 31 août.



Hans Bellmer à Issoudun.

RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

Le Monde • Jeudi 11 juin 1992 39

Thiers

Gary Hill

Un vidéaste américain au Creux de l'Éclair, avec tous ses films depuis 1981, et plusieurs installations, dont une récente a été coproduite avec la Hayward Gallery de Londres.

Le Creux de l'Éclair, Centre d'art contemporain, 63300 Thiers. Tél. : 73-50-28-58. Du 4 juillet au 15 septembre.

AQUITAINE LANGUEDOC-ROUSSILLON MIDI-PYRENNES

Agen

Philippe Favier, gravures 1961-1990

Favier a, en quelques années, affirmé la singularité de son œuvre de graveur. Sa production va aux petits formats, qu'il traite avec une abnégation minutieuse et aux sujets oniriques et humoristiques.

Eglise des Jacobins, 47000 Agen. Tél. : 53-53-47-23. Jusqu'au 24 août.

Biron

Présences québécoises

« Un choix représentatif de l'art québécois des années dernières », nous promet-on. C'est-à-dire une sélection d'artistes peu connus en France, plus proches pour la plupart des courants internationaux que d'une quelconque « québécoiserie » esthétique.

Château de Biron, 24540 Montpezat. Tél. : 53-53-13-39. Du 4 juillet au 11 octobre.

Bordeaux

Henri Gervex

En plus d'une centaine d'œuvres, la rétrospective d'un « compagnon de route » de Manet et de Degas qui finit mal. Après avoir participé au mouvement naturaliste et dépeint les impressionnistes, Gervex se convertit aux grands décors officiels et académiques – et sa peinture ne s'en relève plus jamais.

Galerie des beaux-arts, place du Colonel-Raynal, 33000. Tél. : 56-50-51-50. Jusqu'au 30 août.

Lawrence Welner

Depuis la fin des années 60, Lawrence Welner est l'un des figures majeures de l'art contemporain. Dans la grande nef de l'entrepôt Ladur, il présente deux époques d'œuvres qui pourraient être confondues. Le CAPC accueille simultanément la photographie japonaise Hiroshi Sugimoto et une sélection de jeunes artistes à la mode dans une telle étrange, effrénée et colossale.

CAPC, Musée d'art contemporain, 7, rue Fauriol, 33000. Tél. : 56-44-16-33. Jusqu'au 6 septembre.

Norman Foster

Anc en rétro a réuni ici les projets récents (depuis 1990) et les principales réalisations (depuis 1964) de Norman Foster, chef de file de la tendance de l'architecture moderne la plus brillante, au propre comme au figuré : transparence, souplesse, raffinement sont, dans l'œuvre de Foster, utilisés comme des matériaux, verre, acier ou béton.

Anc en rétro, Centre d'architecture, 7, rue Fauriol, 33000 Bordeaux. Tél. : 56-52-78-38. Jusqu'au 15 septembre.

Mont-de-Marsan

Chana Orloff

Fidèle à sa vocation de musée de sculpture, le Musée Despinasse Chana Orloff, dont les bronzes démontrent constamment dans les années 20 l'émancipation, accueille et expose des œuvres.

Musée Despinasse-Warhol, 8 place Maréchal-Rochet, 49000. Tél. : 58-75-00-45. Du 13 juin au 31 août.

Pau

Collages, décollages, images détournées

Des premiers papiers collés cubistes aux collages surréalistes et aux assemblages contemporains, l'histoire d'une technique polymorphe. Parmi les artistes, Ernst, Prévert, Dubuffet, Riquichot, Vaux.

Musée des beaux-arts, rue Maréchal-Lannes, 64000 Pau. Tél. : 59-27-33-02. Du 25 juin au 20 septembre.

Albi

Vladimir Skoda

Sous les voûtes des anciens Moulins albiçois, Skoda réalise une œuvre de grande ampleur à l'aide de plaques et de sphères de métal et de jeux de lumière et d'ombre. Bonne occasion de revoir le travail de ce sculpteur d'origine tchèque – artiste rigoureux et précis.

Moulins albiçois, 41, rue Porta, 81000 Albi. Tél. : 63-47-14-23. Du 27 juin au 30 septembre.

Calais

Pierre Soulagès

Ouvre polychrome, dont quelques-uns très récents : ce sont les derniers développements de l'œuvre de Soulagès que le peintre présente. Déséquilibres et dissymétries, variations du noir aux nuances et aux textures changeantes sont ordonnés en œuvres monumentales.

Maison des arts Georges-Pompidou, route de Figeac, 48180 Calais. Tél. : 65-40-71-80. Du 13 juin au 27 septembre.

Castres

Pierre Antonucci

Depuis vingt ans, Antonucci poursuit, à l'écart des modes, sa réflexion de peintre sur la figure, sa disparition, sa reconstruction et, pour finir, les ressources du tableau. Il définit son entreprise ainsi : « Convertir en peinture l'ouvrage que représentent les plus divers signaux du monde ».

Centre d'art contemporain, 35, rue Chantre-de-Périd, 81100 Castres. Tél. : 63-59-30-20. Du 24 juin au 24 septembre.

Ginals

Marcelle Loubchansky

Loubchansky fut l'une des figures marquantes de l'abstraction lyrique des années 50. Quatre ans après sa mort, elle reçoit enfin l'hommage d'une rétrospective.

Centre d'art contemporain, abbaye de Beaulieu, 82330 Ginals. Tél. : 63-67-06-84. Du 13 juin au 6 septembre.

Rodez

Bernard Pagès

Pagès est l'un des grands sculpteurs français d'aujourd'hui. De l'art pauvre au baroque, son œuvre a accompli une évolution remarquable. L'exposition la raconte au moyen de dessins, esquisses et sculptures.

Musée des beaux-arts Dany-Puech, place Georges-Clemenceau, 12000 Rodez. Tél. : 65-42-70-64. Du 26 juin au 14 septembre.

Toulouse

Gregorion Théodoulos

C'est la première rétrospective en France de cet artiste grec encore mal connu. Il prend possession de la totalité de l'espace et met l'accent sur ses œuvres récentes.

Centre régional d'art contemporain, Labège. Tél. : 61-39-25-25. Du 27 juin au 13 septembre.

Le geste et l'idée

Une analyse historique des années 60. On commente la transition entre Desportes, Hantou, et le règne d'une part, Vallat, Pincemin, Roussou ou Burel d'autre part.

Musée d'art moderne, rétrospective des Jacobins, rue Paroissien, 31000 Toulouse. Tél. : 61-55-26-42. Du 26 juin au 15 septembre.

Aix

Jean Cortot

Fils du pianiste Alfred Cortot, Jean Cortot a élaboré une œuvre multi-picturale multi-graphique qui l'a conduit tout naturellement au voisinage des écrivains et des éditeurs – dont Pierre André Benoit, avec qui il a réalisé sept livres, noyau de cette exposition rétrospective.

Musée-Bibliothèque Pierre-André Benoit, 52, montée des Lauriers, Rochefort, 13100 Aix. Tél. : 65-55-55-59. Du 1^{er} juillet au 11 octobre.

Ille-sur-Têt

Passions

Sur le thème de la Passion du Christ, une suite d'expositions s'installe dans les églises de la ville et des villages aux alentours. Au centre de la manifestation, la collection rassemblée par le Musée de Daurignac, qui la prête intégralement en pays catalan. A la périphérie, des travaux de peintres de la région, souvent très jeunes.

Centre d'art sacré, 10 rue de l'Hôpital, 63100 Ille-sur-Têt. Tél. : 63-44-53-56. Jusqu'au 15 août. Et dans les villages des cantons de Viçq et Millas, du 13 juin au 30 septembre.

Montpellier

Frédéric Bazille

Bazille est né à Montpellier, il y a cent cinquante ans. Sa ville natale célèbre cet anniversaire par une rétrospective considérable. On y verra l'essentiel de son œuvre, dont plusieurs tableaux rares venus des musées américains, et des tableaux de ses principaux amis, Monet, Sisley et Renoir. Du bon travail.

Musée Fabre, 39, bd Bonne-Nouvelle, 34000 Montpellier. Tél. : 67-66-06-34. Du 11 juillet au 4 octobre.

Nonnades du verre

Sous ce titre lyrique, un panorama du verre contemporain réunit 48 artistes de tous pays. Dominant, comme à l'ordinaire, les verriers de l'école française, les Néerlandais et les Allemands.

FRAC Languedoc-Roussillon, Espace-Républicain, 20, rue de la République, 34000 Montpellier. Tél. : 67-22-51-50. Jusqu'au 31 août.

Narbonne

Joan Miró

A travers soixante-quatre gravures originales, un hommage à Miró aquarelliste et xylographe qui n'a que le début de sa carrière essentiellement sur la dernière période de l'artiste, où la prolifération des points souvent sur l'invention.

La Porcelaine, Rue Antienne-Pierre Narbonne, 11100 Narbonne. Tél. : 68-41-40-00. Du 26 juin au 6 septembre.



Le tondo, à Auxerre et Avallon.



Victor Brauner, à Saint-Etienne.

Nîmes

Henri Matisse, sculptures et gravures

Soixante sculptures sur les soixante-huit recensées : pour la première fois depuis près de vingt ans, une exposition réunit en France la quasi-totalité des bronzes de Matisse. On y verra aussi bien les premières études marquées par Barby et Rodin que les *Des et les fêtes de Jeanette*. Gravures, sérigraphies et tapisseries accompagnent cette présentation.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foule, 30000 Nîmes. Tél. : 66-76-70-76. Jusqu'au 31 août.

Jean-Michel Othoniel

De la sculpture encore : celle, contemporaine, très singulière, d'Othoniel, vingt-huit ans, qui emploie dans ses œuvres les plus récentes de la cire et du soufre, dans lesquels il étampe des objets.

Galerie des Arènes, bd des Arènes, 30000 Nîmes. Tél. : 66-21-58-12. Du 17 juin au 6 septembre.

Sète

Jean Le Gac

Le Gac poursuit son œuvre de fabuliste. Sous un titre séduisant, *Une sieste dans le midi*, il présente de nouveaux montages de photographies et de pastels et une frise de 18 mètres de long, autobiographique, à base d'illustrations pour livres d'enfants, de brochant et de lettres.

Espace Fort de France, 276, avenue du Maréchal-Juin, 34200 Sète. Tél. : 67-82-52-34. Du 27 juin au 31 août.

Robert Combas

Sa ville natale offre au plus illustre des peintres de la figuration libre, en France, dans les années 60, une rétrospective muséale et des installations partout dans la ville.

Musée Paul-Valéry, rue François-Darmon, 34200 Sète. Tél. : 67-46-20-82. Du 4 juillet au 15 septembre.

Sijean

Jacques Villon

C'est l'un des plus beaux lieux de la région, une cave viticole admirablement aménagée par le peintre Piet Mondrian. Il y rend hommage à Jacques Villon, marginal du cubisme, peintre délicat et frère de Duchamp. Au rez-de-chaussée, au même

moment, les minimalistes Richard Long et Walter de Maria.

Lieu d'Art Contemporain, Hameau du Lac, 11510 Sijean. Tél. : 66-48-53-62. Du 15 juin au 30 septembre.

BOURGOGNE RHONE-ALPES

Auxerre et Avallon

Le tondo aujourd'hui

Qui dit tondo, dit tableau rond, et un espace difficile à maîtriser. D'Auxerre à Avallon, une sorte d'inventaire des artistes s'y étant risqué depuis les années 40, a été établi. Le meilleur y côtoie le pire. Beaucoup d'œuvres ont été faites sur invitation, au cours de ces deux dernières années. C'est qui fasse un peu la donne.

Centre culturel de l'Yonne, Abbaye Saint-Germain, 89000 Auxerre. Tél. : 66-66-66-66. Jusqu'au 30 août.

Chalon-sur-Saône

Les trésors du Musée Niepce

Le Musée Niepce, une merveilleuse maison du bord de la Saône, expose la fine fleur de ses collections de photographies : celles des pionniers (Niepce, bien sûr, Daguerre, Balzac, Bissot, Marville), des pictorialistes (Demachy, Tournassout), des Français des années 30 aux années 60 (Sougez, Brihat, Doisneau, Sudre). A découvrir enfin, une belle série de Rodchenko.

Musée Niepce, 28, quai des Messageries, 71100 Chalon-sur-Saône. Tous les jours de 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h 30 à 17 h 30. Fermé le mardi et certains jours de fête. En juillet et en août, tous les jours de 10 heures à 18 heures.

Châtillon-en-Bazois

François Stahly

Installées dans les jardins du château, une trentaine de pièces, dont certaines sont des fontaines mises en eau pour la première fois. L'occasion de revoir la sculpture de Stahly, qui a été un peu négligée ces dernières années.

Château, 58110 Châtillon-en-Bazois. Tél. : 66-84-06-71. Du 1^{er} juillet au 15 août.

Dijon

Portraits sculptés

De Thomas de Plaine, conseiller des ducs de Bourgogne, à Sabine Houdon enfant, une grande galerie de portraits sculptés provenant des collections des musées de Dijon et d'Orléans, mais aussi du Louvre.

Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle, 21100 Dijon. Tél. : 80-30-31-11. Jusqu'au 11 août.

Joligny

Maria Simon

Trois pièces monumentales, des petites pièces en fonte, en aluminium, en bronze ou en résine, des gravures et des tapisseries aussi, le tout tournant toujours autour du thème favori de l'artiste : celui de la boîte.

Atelier Cantinot, 32, rue Montant-au-Palais, 89300 Joligny. Tél. : 86-62-46-38. Jusqu'au 6 septembre.

Laduz

En hommage à Raymond Humbert

Raymond Humbert, qui est mort en 1970, était un passionné d'art populaire. Ni les images des boîtes de camembert, ni les objets d'artisanat ruraux n'avaient de secret pour lui. Il les collectionnait, et a ouvert le musée de Laduz en 1986. Or, aujourd'hui, ses amis lui rendent hommage.

Musée rural des arts populaires, 89110 Laduz par Allant-sur-Tholon. Tél. : 86-73-70-08. Jusqu'au 30 septembre.

Sens

Jean-Pierre Pincemin

Jean-Pierre Pincemin, un bon peintre connu depuis les années 70 pour son extrême maîtrise, était aussi un homme à quelques années, par une sorte de figuration débridée. Il semblait qu'aujourd'hui il revienne plus volontiers à son mode d'expression premier. Tout en poursuivant ses expériences dans le domaine de la sculpture.

Palais Synodal, 89100 Sens. Tél. : 86-48-48-28. Jusqu'au 6 septembre.

Tanlay

Bernard Riquichot

« Je travaille à l'entremise de mes ténés », écrivait Riquichot, un artiste déchiré, dont la brève carrière – il s'est tué à trente-deux ans, en 1961 – est ponctuée d'œuvres arrachées au corps : dessins, collages, boîtes-reliquaires chargées de matières. Une excellente rétrospective.

Centre d'art contemporain, Château, 89430 Tanlay. Tél. : 86-75-76-33. Jusqu'au 4 octobre.

Charavines

Chasse, chasseurs, chassés : archéologie et histoire d'une controverse

Des armes de chasse préhistoriques, antiques, médiévales et modernes, des restes osseux et autres témoignages du cru, les rives et le lac de Paladru, loulles depuis vingt ans. Pour retracer l'histoire d'une pratique, qui a beaucoup changé, et qu'on n'est pas obligé, aujourd'hui, d'accepter.

Maison du Pays d'Art et d'Histoire des Trois Vals, lac de Paladru, 38950 Charavines. Tél. : 76-55-77-47. Jusqu'au 30 novembre.

Grenoble

Pat Steir

Toute la œuvre du Magasin est occupée par Pat Steir. L'artiste américaine y présente une grande peinture murale qui se développe sur les murs en une ligne continue retraçant l'histoire, depuis les dessins d'Indien du Pérou jusqu'aux dessins d'ordinateurs, et aux sculptures : des formes

géométriques élémentaires, symbolisant la naissance de toute création.

Centre d'art contemporain, Magasin site Bouchayer-Viallet, 155, cours Berliet 38000. Tél. : 76-21-55-84. Jusqu'au 2 août.

Homo turlicus

Cent ans de tourisme ordinaire en montagne vu par les membres de la Société dauphinoise d'amateurs photographes, qui n'ont pas hésité à parcourir les Alpes en tous sens et même de bas en haut, dès la fin du siècle dernier. De précieux documents conservés d'ordinaire à la Bibliothèque municipale de Grenoble.

Musée dauphinois, 30, rue Maurice-Gignoux, 38031. Tél. : 76-87-66-77. Jusqu'au 31 décembre.

La Tronche

Gérard Schneider

Ses peintures sont exposées simultanément à La Tronche et au château d'Anbois (voir région Centre).

Musée Hébert, Chemin Hébert, 38700. Tél. : 76-42-25-68. Du 2 juillet au 31 août.

Lyon

La collection du Musée de Lodz

Fondé en 1931 par un groupe d'artistes d'avant-garde, dont le chef de file était Strzemiński, le Musée d'art moderne de Lodz n'aurait que sa collection (envie) d'œuvres abstraites de l'entre-deux-guerres à montrer que ce serait déjà bien. Or il n'a pas que ça. On peut le constater à Lyon, où quelques 700 œuvres sont venues tout spécialement de Pologne.

Musée d'art contemporain, 18, rue du Père-Edouard-Hervier, 69001. Tél. : 78-30-50-56. Jusqu'au 27 septembre.

Espace Lyonnais d'Art Contemporain, Centre d'échange de la Paroisse, 69002. Tél. : 78-42-27-39. Jusqu'au 27 septembre.

Flandres et Hollande au Siècle d'Or

Extraits des collections rhénanes, quelques cent cinquante tableaux des écoles flamande et hollandaise du 17^e siècle sont présentés simultanément à Lyon, à Bourg-en-Bresse et à Roanne.

Musée des beaux-arts, 20, place des Terreaux, 69001 Lyon. Tél. : 78-28-07-66. Jusqu'au 12 juillet.

Musée de Brou, 63, boulevard de Brou, 01000 Brou-à-Bresse. Tél. : 74-43-39-00. Jusqu'au 20 septembre.

Musée Joseph Déchelette, 22, rue Anatole-France, 42300 Roanne. Tél. : 77-70-00-90. Jusqu'au 20 septembre.

Saint-Etienne

Alain Kiril

Le fer, le marbre, la terre cuite, aucun de ces matériaux n'échappe à Alain Kiril, qui entend les matériaux selon leur potentialité, comme il entend aussi maîtriser l'histoire de la sculpture. A Saint-Etienne, son exposition confronte des pièces relativement anciennes (*Commandement N° 1*, 1980) à ses toutes dernières œuvres.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-59-58. Du 26 juin au 14 septembre.

Victor Brauner dessinateur

Brauner a toujours beaucoup dessiné, tantôt jetant rapidement quelque idée de tableau sur le papier, tantôt procédant à une très sérieuse mise aux cartons. Et puis, en bon surréaliste, il n'a pas manqué de se livrer avec frénésie à l'écriture automatique. Les œuvres exposées sont sorties du riche fonds d'atelier légué au musée de Saint-Etienne en 1987.

Musée d'art moderne (voir ci-dessus). Du 26 juin au 9 septembre.

XXXVII^e SALON DE MONTROUGE - 13 MAI - 15 JUIN
ART CONTEMPORAIN
peinture, sculpture, dessin, travaux s/papier, photo, etc.
"RUE DU BAC - RUE DE TOURNON"
KARL FLINKER
2, av. Emile Routroux (face Mairie) 32, rue Gabriel Péri
1019 h L.J. - Tél. 47 35 70 96 - M^e Porte d'Orléans - Bus 88-125-128

COMMUNE
faust
de Fernando
Pescia
Aurélien Becard
l'école des mères
les acteurs de
bonne foi
de Maroux
Claude Stratz
master class
de David Pownall
de Michel Vuilleumier
abonnez-vous 92.93
Mme Klein
de Nicholas Wright
de Brigitte Jacques
le jeu du narcissisme
de Jean-Michel Dubé
de Gérard Wajzman
de Brigitte Jacques
Aubervilliers
48 34 67 67

RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

Valence

Etienne Martin, un sculpteur, une ville

La ville de Valence offre ses rues, ses places, ses parcs et ses espaces culturels à l'œuvre d'Etienne Martin, qui est né tout près, à Loriol, et dont la maison de l'enfance compte tant dans la mythologie personnelle du sculpteur des Demeurs.

Musée des beaux-arts, 4, place des Ommeaux. Tél. : 75-75-20-80. Centre de recherche et d'action culturelle (CRAC). Tél. : 75-43-42-33. Méditerranée. Tél. : 75-79-22-70. Salle des Clercs. Tél. : 75-79-20-80. 26000 Valence. Jusqu'au 6 septembre.

Villeurbanne

La collection Christian Stein : un regard sur l'art italien

D'Assenzo à Zorio, en passant par Fontana, Kounellis, Mario Merz et beaucoup d'autres, plus de quatre-vingt œuvres produites au cours des trente dernières années en Italie marquant la réouverture du Nouveau Musée, agrandi, rénové. L'exposition est aussi un hommage à la galerie Stein de Turin, qui a pris le risque de défendre en son temps l'avant-garde italienne.

Le Nouveau Musée/Institut d'art contemporain, 11, rue du Docteur-Delard 69600. Tél. : 78-03-47-00. Du 24 juin au 31 octobre.

PROVENCE-CÔTE D'AZUR

Aix-en-Provence

Cremontini

Les tableaux de 1987 à 1991 d'un peintre classique qui traite sur un mode personnel de la lumière, de la chaleur de l'été sur les terrasses, des intérieurs ouverts sur la mer, de l'animalité du corps, d'un enfant qui passe et dérange l'ordre établi.

Salle d'exposition, 21 bis, cours Mirabeau, 13100 Aix-en-Provence. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 19 heures. Du 14 juin au 20 août.

Granet, peintre de Rome

Les œuvres réalisées par le peintre toulousain de son séjour à Rome, où il resta de 1802 à 1818, et dont le tableau le *Chœur de l'église des Capucins de la place Barberie* fut le don du Salon de 1819, au point que, face à la demande, le peintre dut le répéter seize fois.

Musée Granet, place Saint-Jean-de-Malta, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : 42-38-14-70. Du 20 juin au 1^{er} novembre.

Antibes

Eduardo Chillida

Le grand sculpteur espagnol d'aujourd'hui, on verra, au château Grimaldi, l'œuvre sur papier et les sculptures en terre. Où l'on reconstruit sûrement que Chillida, à sa mort, peut être monumental et impressionnant.

Musée Picasso, château Grimaldi, 06800 Antibes. Tél. : 93-34-71-07. Du 3 juillet au 21 septembre.

Arlès

Jasper Johns, l'œuvre graphique

En soixante-quinze dessins, lithographies et sérigraphies, un parcours dans l'œuvre de ce célèbre Américain, du pop art à un art plus personnel.

Fondation Vincent-Van-Gogh, Palais de la République, 28, rue de la République, 13200 Arles. Tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Du 4 juillet au 30 septembre.

Avignon

Sienna à Avignon

Pour le trentième anniversaire du jumelage des deux villes, le Palais des Papes accueille deux expositions. L'une, intitulée « Avant Léonard de Vinci », a pour thème



Henri Matisse à Venise.

la science des machines à Sienna au temps de la Renaissance, et combine vidéos, multivisions, maquettes, reconstitutions, « modèles » et œuvres originales. L'autre évoque la mystique féminine médiévale à partir de la vie de Catherine de Sienna; la plupart des œuvres peintes qui y sont présentées proviennent des musées siennais.

« Avant Léonard de Vinci », grande chapelle du Palais des Papes. De 9 heures à 18 heures, du 20 juin au 27 septembre.

« Catherine de Sienna », Palais des Papes, Palais Benoit XII. De 9 heures à 18 heures, du 20 juin au 27 septembre.

Fréjus

Alain Diot

Un choix de peintures et de dessins réalisés depuis la fin des années 70 par un artiste assez peu connu, qui s'est souvent de Michaux, aime les grilles et traiter du fragment.

Centre culturel municipal, Hôtel de Ville, 83600 Fréjus. Tél. : 94-51-20-36. Du 3 juillet au 29 août.

La Clotat

Braque, l'œuvre gravé

Eaux-fortes, pointes sèches, lithographies, aquatintes, bois, quelques livres... La rétrospective de l'œuvre gravé sera complète, des gravures et compositions du premier cubisme aux dernières voies d'oiseaux.

Chapelle des Pénitents bleus, bd Anatole France, 13000 La Ciotat. Tél. : 42-08-10-11. Du 8 juillet au 31 août.

L'Isle-sur-la-Sorgue

Emile Gillott

Un sculpteur britannique (1911-1977). Une rétrospective. Toutes les facettes de l'œuvre y sont montrées : les bronzes polis, les marbres et les cristaux taillés; des dessins, des peintures et une tapisserie; dans la cour, cinq sculptures monumentales.

Hôtel Donatelli de Camprodun, rue du Docteur-Talbot, 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue. Tél. : 90-38-17-41. Jusqu'au 18 octobre.

Marseille

Jean-Michel Basquiat, une rétrospective

Il réalisa ses premiers graffitis en 1977, sur le pont de Brooklyn, puis dans tout Manhattan. Il devint *sprayer*, et en 1981 participa pour la première fois à une exposition. Après, son succès a été fulgurant, comme son passage au monde. Jean-

Michel Basquiat est mort d'une overdose en 1988.

Musée Cantini, 19, rue Origène, 13006 Marseille. Tél. : 91-54-77-78. Du 3 juillet au 21 septembre.

Byerli Fang, sculpteurs d'ancêtres en Afrique

Le centre de la Vieille Charité organise désormais, à côté de son musée des arts africains, sudanais et océaniques, des expositions. Dont cette présentation d'une série de Byerli, ou statues placées sur des reliquaires, comptant parmi les manifestations les plus impressionnantes de l'art africain.

Chapelle du centre de la Vieille Charité, 2, rue de la Charité, 13002 Marseille. Tél. : 91-98-28-38. Jusqu'au 5 septembre.

Martigues

A notre ami Bigand, Rodin, Redon, Moreau...

L'intrus, c'est Bigand - Bigand-Saïre (1847-1924) - qui n'était pas artiste, mais capitaine au long cours. Et amateur d'art, retiré à Martigues. L'exposition tente de recréer une partie de la collection qu'il constituait au moyen de croquis, d'échelles directes et de quelques schémas.

Musée Ziem, bd de la Liberté, 13500 Martigues. Tél. : 42-80-68-06. Du 13 juin au 6 septembre.

Mouans-Sartoux

« Le cri et la raison »

Honneger, LeWitt, Morellat d'une part, Bacon, Tappin, Peck, Appel de l'autre : une confrontation fondée sur l'opposition de l'art « construit » et de l'expressionnisme.

Espace de l'art contemporain, château de Mouans, 06370 Mouans-Sartoux. Tél. : 93-75-71-50. Du 6 juillet au 22 novembre.

Nice

Le portrait dans l'art contemporain

Place à la figure! en une galerie d'un moins cent portraits signés, chacun, par un artiste différent, de Picasso et Matisse à Jeff Koons, en passant par Bacon et Warhol. Comme quoi, au fil du siècle, le sujet n'a jamais perdu de son intérêt.

Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300 Nice. Tél. : 93-82-61-62. Du 3 juillet au 27 septembre.

Les Dubuffet de Dubuffet

C'est l'exposition de la donation que Jean Dubuffet avait faite, en 1967, au Musée des arts décoratifs, où elle a été récemment présentée dans son intégralité.

Musée d'art moderne et d'art contemporain (musée des arts), jusqu'au 30 août.

Adam et Eve, de Dürer à Chagall

Le couple infernal en cent douze gravures, à commencer par celles de Dürer et de Schongauer. Pour finir sur des lithographies de Chagall réalisées pour Verve. Sans ces dernières, les œuvres viennent de la Bibliothèque nationale.

Musée national Monnaie biblique Marc Chagall, avenue du Docteur-Médecin, 06000 Nice. Tél. : 93-81-76-78. Du 6 juillet au 5 octobre.

Maurizio Nannucci

On ne le sait peut-être pas, mais Maurizio Nannucci, qui expose pour la première fois en France, est un artiste florentin dont les recherches, à partir du milieu des années 60, participent de l'art conceptuel.

Villa Arzon, 20, avenue Stephen-Ligier, 06100 Nice. Tél. : 93-84-40-04. Du 20 juin au 4 octobre.

Les Rencontres internationales d'Arles

A l'européenne

Après une année 1991 tournée vers l'Amérique latine, les vingt-troisième Rencontres d'Arles auront pour thème, en juillet prochain, « L'Europe ». Portraits et paysages sont les thèmes principaux de la vingtaine d'expositions (8 juillet-18 août) et des cinq soirées au Théâtre antique (8 juillet-12 juillet).

José Ortiz-Echagüe : la principale figure de la photographie espagnole était un amateur. Adapte d'un pictorialisme flamboyant, José Ortiz-Echagüe (1886-1980) était un pionnier de l'aviation dans son pays et le fondateur de la firme automobile SEAT.

Don Mc Cullin : considéré comme le plus important photographe de guerre (Birmanie, Vietnam, Congo, Liban, Salvador, Kurdistan), cet Anglais de soixante-deux ans expose pour la première fois en France.

Stanislaw Ignacy Witkiewicz : portraits et autoportraits par le dramaturge, philosophe, romancier, peintre et photographe qui s'est suicidé en 1938, lors de l'invasion russe et allemande de la Pologne.

Hommage à Hervé Guibert : à Arles, les portraits représentant l'écriture par son ami Hans Georg Beyer. A Nice, une rétrospective des photos de Guibert par Agnès Gailard.

Les trésors de la Hulton Picture Company : exposition des archives de la plus importante collection photo

en Europe : Lewis Carroll, Atget, Kertész, Bill Brandt, Beaton, Man Ray.

Danièle Colomb : les portraits d'artistes (Picasso, De Staël, Ernst, Miro...) réalisés dans les années 50-60.

Le paysage européen : cinq visions du territoire par cinq photographes de nationalité différente, dont celle du Français-Thibaud Cuisset.

Les abbayes bénédictines : par Michel Vanden Eschouff : un travail fait par ce photographe belge qui mènerait une rétrospective.

Aldo Palazzolo : ce photographe de Syracuse, imprégné de la culture sicilienne, poursuit depuis dix ans une recherche sur le portrait.

« Portugal » par Georges Dussaud : la région du « Trésor des Monts », au nord de Porto, vue par le plus portugais des photographes français.

Les scènes : « L'Europe, de son actualité à la mémoire » (8 juillet), une scène historique autour de Matisse (10 juillet), une scène abstraite (10 juillet), un « Voyage dans l'histoire des lettres » (11 juillet) et une scène sports (12 juillet).

M. G.

« Rencontres internationales de la photographie d'Arles », 10, rue de la République, Arles. Tél. : 90-96-76-06.

Saint-Paul

L'art en mouvement

Comment l'art du vingtième siècle s'est mis au mouvement, et l'a décliné sur tous les tons : grave, amusé, gringant. En une exposition qui balaye au champ large, depuis les chronophotographies de Marey et de Muybridge jusqu'aux machines de Tinguely, en passant par les futuristes italiens, les constructivistes russes, et bien sûr les recherches des artistes cinétiques, dont on verra des œuvres qui n'ont pas été montées depuis bien longtemps.

Fondation Maeght, 06570 Saint-Paul. Tél. : 93-32-51-63. Du 4 juillet au 18 octobre.

Saint-Rémy-de-Provence

Toulouze-Lautrec, les affiches.

Lautrec, suite : en trente-deux affiches originales (en parfait état de conservation, nous dirions) que le peintre a produites au cours de sa carrière. Non sans force de frappe, comme il se doit en ce domaine, qui lui allait comme un gant (d'Yvette Guilbert).

Centre d'art Frédéric Van Gogh, Hôtel Savoy, 13210 Saint-Rémy. Tél. : 90-92-94-72. Du 11 juillet au 1^{er} novembre.

Peintres-graveurs de l'atelier Lacourrière-Fréaut

Le fameux atelier de graveurs à quarante ans. La Donation Marie-Françoise Rie.

L'événement en exposition des œuvres d'Henri Matisse, de Miro, de Picasso, de Braque, de Derain, de Zao Wou-Ki. Et de Picasso.

Chapelle Notre-Dame-de-Pitié, avenue Durand-Maillane, 13210 Saint-Rémy. Tél. : 90-92-35-13. Jusqu'au 4 octobre.

Saint-Tropez

Signac à Saint-Tropez

En mai 1892, Paul Signac, fatigué de Paris, débarque à Saint-Tropez. Il y reste, y trouve matière à travailler, et y revient tous les étés jusqu'en 1915, après quoi il émigra à Antibes. L'exposition réunit une trentaine de peintures, des esquisses et des dessins réalisés par le peintre pendant ses séjours sous le soleil de Saint-Tropez.

Musée de l'Annonciade, chapelle de l'Annonciade, 83000 Saint-Tropez. Tél. : 94-07-04-01. Du 20 juin au 6 octobre.

Sisteron

Jean Grenier, dialogues avec la peinture

Le philosophe et écrivain Jean Grenier (1898-1977) était aussi un critique d'art qui connaissait bien les artistes contemporains. L'hommage qui lui est rendu rassemble une soixantaine d'œuvres, souvent abstraites, significatives de l'art à l'œuvre dans les années 50.

Bibliothèque municipale, 04200 Sisteron. Tél. : 92-81-06-00. Du 18 juillet au 30 août.

Toulon

Vertige de la connaissance

Sur un sujet complexe, les rapports de l'art et des sciences, une exposition audiovisuelle regroupe neuf artistes de vingt-cinq à trente-cinq ans encore peu connus.

Musée, 112, bd Lascaris, 83000 Toulon. Tél. : 94-93-18-54. Du 6 juillet au 31 octobre.

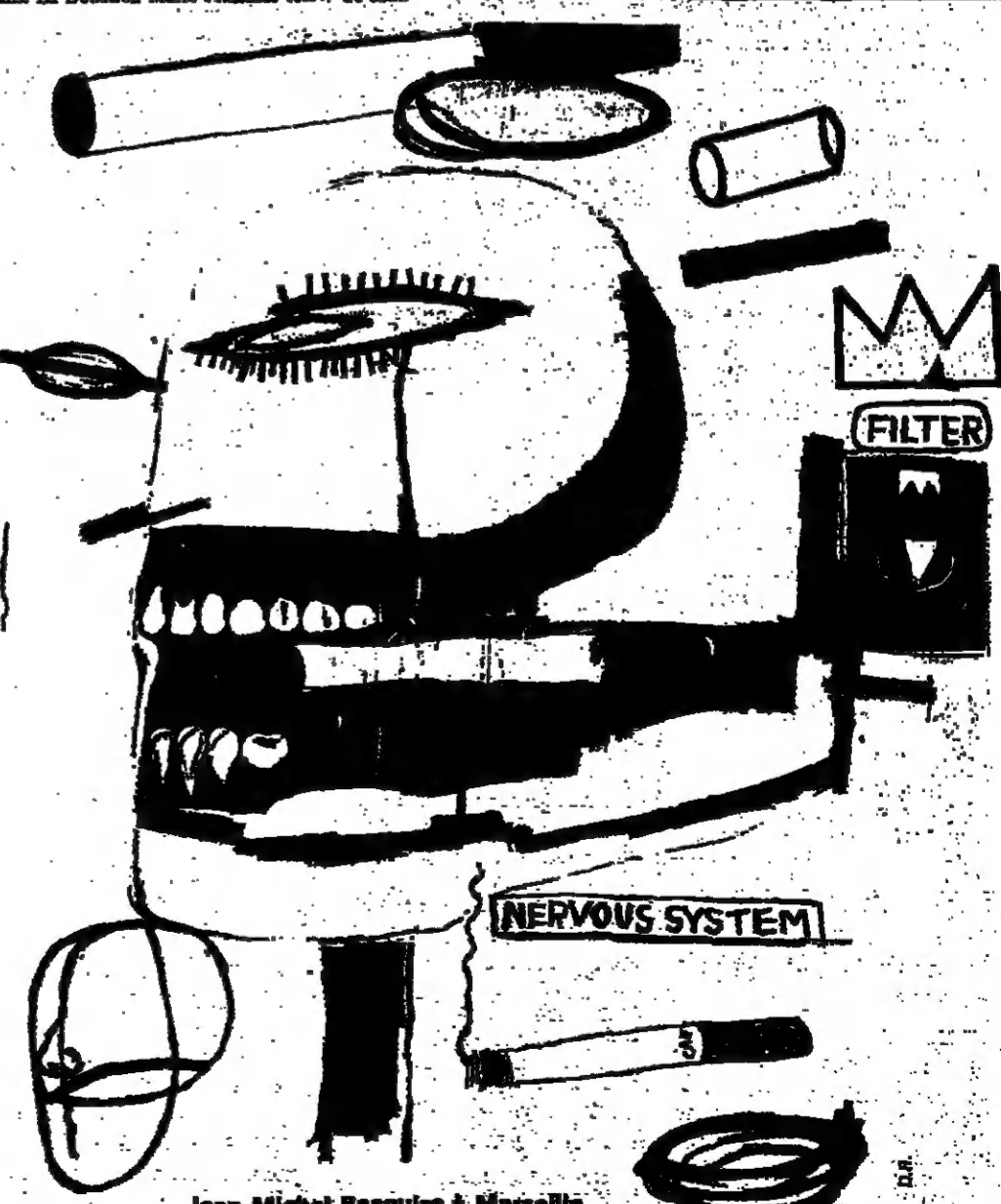
Venise

Henri Matisse

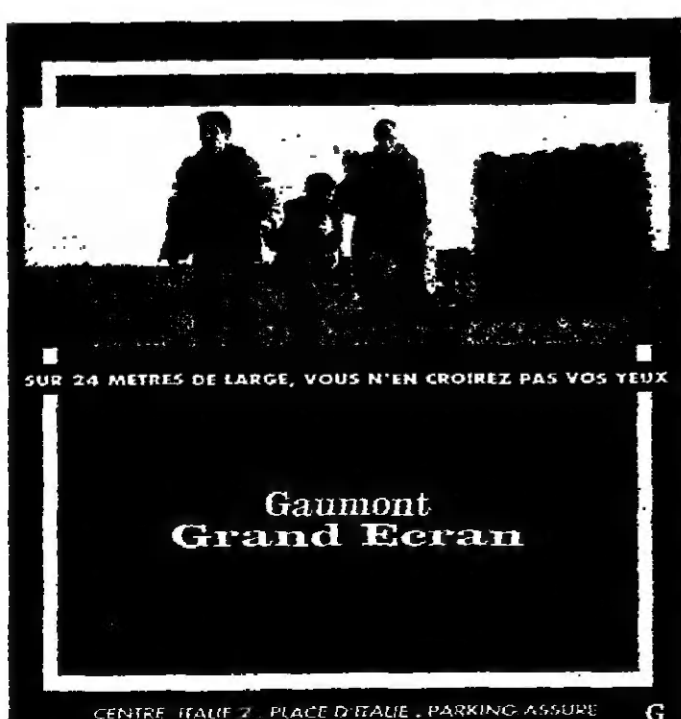
De 1948 à 1951, Henri Matisse travailla à la décoration de la chapelle du Rosaire à Venise. L'exposition retrace la genèse de ce grand œuvre, des esquisses aux esquisses et aux grandes compositions.

Chapelle du Rosaire, Fondation Frère-Hippolyte, palais du Fieschi, 09140 Venise. Tél. : 94-24-24-23. Du 3 juillet au 30 octobre.

« La sélection « Arts » de cet été, par : Geneviève Bouteiller et Philippe Dagen. « Architecture » : Frédéric Klotzmann. « Photo » : Michel Gauthier.



Jean-Michel Basquiat à Marseille



SUR 24 MÈTRES DE LARGE, VOUS N'EN CROIREZ PAS VOS YEUX

Gaumont Grand Ecran

CENTRE ITALIE 7 - PLACE D'ITALIE - PARKING ASSURÉ